RAPPORT ANNUEL 2006

P17/37



BANQUE CENTRALE DU CONGO

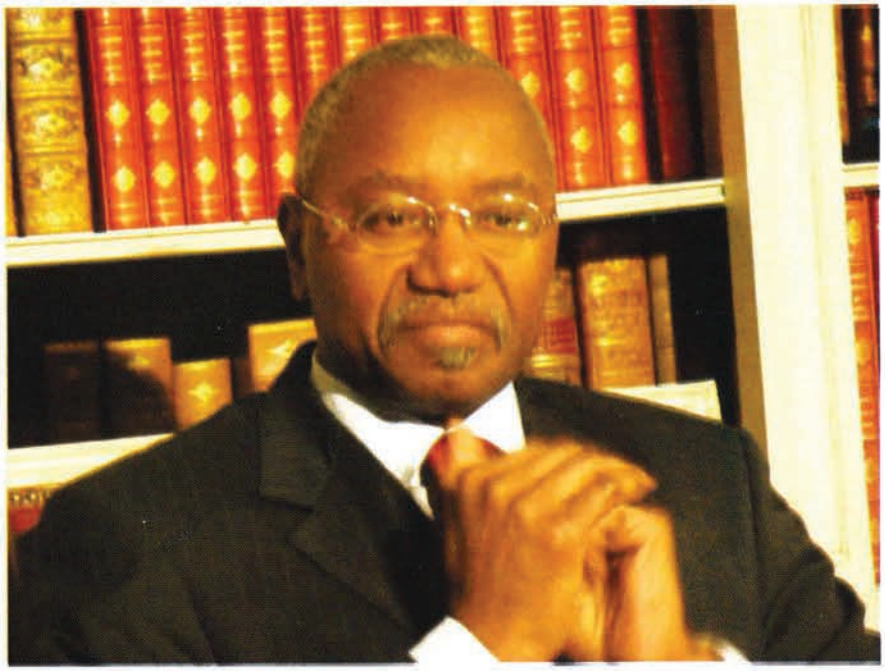


PRODUCTIONS AGRICOLE ET MINIERE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- Or
- Diamant
- Cuivre, cobalt, zinc
- Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite
- Charbon
- Manganèse
- Chemins de fer
- Fibre
- Copal
- Hévéas
- Tabac
- Pêche
- Elevage
- Bois
- Coton
- Thé
- Palmeraies
- Café-Arabica
- Café-Robusta
- Cacao

© 1999 Hôtel des Monnaies

HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE EN 2006



Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur



Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur

BANQUE CENTRALE DU CONGO

Siège social :

Boulevard Colonel Tshatshi
B.P. 2697
KINSHASA I
Téléphone : 20.704-20.550-20.549-33.989
Télex : Congobanque 21.365-21.372-21.335
Télécopie : (243) 8805152 - (243) 8804326

Directions Provinciales :

Bandundu, Bukavu, Goma, Kananga, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Matadi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Agences autonomes :

Boende, Boma, Bumba, Bunia, Buta, Gbadolite, Gemena, Ilebo, Inongo, Isiro, Kabinda, Kalemie, Kamina, Kasumbalesa, Kikwit, Kongolo, Lodja,Tshikapa, Uvira et Zongo.

Bureau de représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50
1040 BRUXELLES
Téléphone : +32 (02) 502 58 00
Téléfax : +32 (02) 502 67 07
Télex : 61810
Site Web: http://www.bcc.cd/

Agences mandataires par Provinces :

- *Inkisi, Mbanza-Ngungu, Moanda, Tshela (Bas-Congo)*
- *Beni, Butembo (Nord Kivu)*
- *Mwene-Ditu (Kasaï Oriental)*
- *Kolwezi, Likasi (Katanga).*



POINTS D'EXPLOITATION DE LA BCC A TRAVERS LA REPUBLIQUE

BANQUE CENTRALE DU CONGO

LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 30 mai 2008

Excellence Monsieur le Président de la République,

Concerne : Rapport Annuel 2006 de la Banque Centrale du Congo.

J'ai l'honneur de Vous présenter le Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 2006.

Ce document comprend deux parties portant l'une sur l'analyse des secteurs de l'Economie Réelle, des Finances Publiques, des Relations Extérieures ainsi que de la Monnaie et du Crédit, et l'autre sur la situation administrative et financière de l'Institut d'Emission.

De l'examen des secteurs précités, il se dégage en substance une relative stabilité macro-économique au cours du premier semestre, en dépit de l'expiration à fin mars de l'accord triennal de financement du Programme Economique du Gouvernement (PEG) convenu avec le FMI depuis juin 2002. Cependant, à partir de juillet, après environ trois mois d'application du programme de référence non soutenu financièrement par le FMI et dénommé Programme Relais de Consolidation (PRC), l'économie congolaise est entrée dans une zone de fortes turbulences caractérisées par la recrudescence de l'inflation et la dépréciation rapide de la monnaie nationale.

Cette évolution est le résultat de la détérioration de la situation financière du secteur public fragilisée, d'une part, par la suspension d'appuis extérieurs au Budget de l'Etat et à la Balance des Paiements et, d'autre part, par le climat d'incertitudes et d'agitation politiques ayant émaillé le processus des élections présidentielles au suffrage direct.

./..

BANQUE CENTRALE DU CONGO

SUITE, PAGE
2.

C'est ainsi que le taux de croissance de la richesse intérieure, estimé à 6,6 % au premier semestre, est passé à 5,6 % à fin décembre 2006 contre une moyenne en Afrique Sub-saharienne de 6,1 %. De même, le taux d'inflation, d'une prévision de 10 % en moyenne annuelle, s'est établi à 13,1 % contre 7,1 % pour l'Afrique au Sud du Sahara. Par ailleurs, le Franc Congolais s'est déprécié de 14,3 % au cours de l'exercice sous revue par rapport à la devise américaine, alors qu'il s'était apprécié de 2,9 % une année auparavant.

La seconde partie du Rapport Annuel rend compte des états financiers de l'Institut d'Emission dûment certifiés sans réserve pour la 3ème fois consécutive par un Cabinet d'Audit Externe de renommée internationale. Outre la présentation traditionnelle portant sur la composition de l'Administration de la Banque Centrale et ses activités, cette partie reprend une note exposant la modernisation de l'Institut d'Emission. Cette modernisation repose sur un réseau des télécommunications permettant la réalisation en temps réel des opérations financières, monétaires et comptables dans ses 37 points d'exploitation disséminés sur le territoire national.

Tels sont les points les plus significatifs de ce qu'a été l'exercice 2006.

Je Vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République,** l'assurance de ma très haute et très respectueuse considération.

J-C. MASANGU MULONGO
Gouverneur.

TABLE DES MATIERES

		Pages
INTRODUCTION		XVIII
PREMIERE PARTIE : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2006		1
TITRE I	**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE**	3
CHAPITRE I	PRODUIT INTERIEUR BRUT	6
I.	EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR BRANCHE D'ACTIVITE	6
II.	EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT SELON LES EMPLOIS	16
CHAPITRE II	LES PRIX INTERIEURS	18
Tableaux annexes du Titre I		23
TITRE II	**FINANCES PUBLIQUES**	59
CHAPITRE I	OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	61
I.	RECETTES COURANTES	63
II.	DEPENSES PUBLIQUES	67
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	69
CHAPITRE II	OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	71
I.	RECETTES	71
II.	DEPENSES	71
CHAPITRE III	NOTE D'ANALYSE DES DEPASSEMENTS	73
Tableaux annexes du Titre II		79
TITRE III	**RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES**	99
CHAPITRE I	COMMERCE EXTERIEUR	101
I.	COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES	101
II.	ECHANGES COMMERCIAUX	102
CHAPITRE II	EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES	109
I.	EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES	109
II.	EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE	110
CHAPITRE III	EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS	113
I.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	113
II.	COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	120
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT	121
CHAPITRE IV.	DETTE EXTERIEURE	122

CHAPITRE V. DONATIONS EXTERIEURES 125
ASSISTANCE MULTILATERALE 125
ASSISTANCE BILATERALE 126
CHAPITRE VI. COOPERATION SOUS-REGIONALE 129
Tableaux annexes du Titre III 135

TITRE IV MONNAIE ET CREDIT 155

CHAPITRE I SITUATION MONETAIRE 158
I. EVOLUTION DE L'OFFRE DE MONNAIE 158
II. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE MONNAIE 170

CHAPITRE II CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS 173
I. CREDITS A DECAISSEMENT 173
II. CREDITS DE SIGNATURE 174

CHAPITRE III MARCHE MONETAIRE 176
I. MARCHE EN BANQUE 176
II. MARCHE INTERBANCAIRE 177
III. BILLET DE TRESORERIE 178
IV. MARCHE D'ECHANGE 179

CHAPITRE IV POLITIQUE MONETAIRE, GESTION DE LIQUIDITE EN 2006 ET PERSPECTIVES 180
I. CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE AUX CORRECTIONS DES FLUCTUATIONS ECONOMIQUES EN 2006 180
II. PROBLEMES RENCONTRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE 185
III. LECONS A TIRER DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN 2006 188
IV. PERSPECTIVES 189
Tableaux annexes du Titre IV 193

DEUXIEME PARTIE : ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE 227

TITRE I ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE 229

CHAPITRE I ADMINISTRATION 230
1. CONSEIL D'ADMINISTRATION 230
2. HAUTE DIRECTION 230
3. STRUCTURES DE CONTROLE 231
4. GESTION COURANTE 232
5. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES 236
6. PERSONNEL DE LA BANQUE 237
7. FORMATION 240

TITRE II — COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2006 243

CHAPITRE I BILAN 244

CHAPITRE II COMPTE DES PERTES ET PROFITS POUR L'EXERCICE 2006 250

CHAPITRE III OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BCC 253

CHAPITRE IV MODERNISATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO 261

CHAPITRE V CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2006 265

Liste des banques créatrices de monnaie et des institutions financières non bancaires 271

Liste des abréviations utilisées 275

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE : EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

TITRE I : DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I.1.	Croissance du PIB réel et du revenu par tête de 2002 à 2006	4
I.1. bis	Tendance de l'indicateur du développement humain	5
I.2.	Evolution de l'inflation	5
I.3.	Evolution du taux d'inflation en 2005 et 2006	19
I.4.	Evolution de l'inflation sous-jacente en 2005 et 2006	20
I.5.	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes	24
I.6.	Utilisation du produit intérieur brut (en pourcentage du PIB à prix courants)	25
I.7.	Produit intérieur brut	26
I.8.	Produit national brut et revenu national	27
I.9.	Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut (à prix courants)	28
I.10.	Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut (à prix constants)	29
I.11.	Utilisation du produit intérieur brut (à prix courants)	30
I.12.	Utilisation du produit intérieur brut (à prix constants)	31
I.13.	Compte des opérations courantes de l'Etat	32
I.14.	Compte de capital et financier de l'Etat	33
I.15.	Formation brute de capital fixe (à prix courants)	34
I.16.	Formation brute de capital fixe (à prix constants)	35
I.17.	Compte extérieur de l'économie	36
I.18.	Evolution des indices d'activité économique	37
I.19.	Importations et estimations de la production commercialisée des principaux produits alimentaires	38
I.20.	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse	39
I.21.	Production agro-industrielle	40
I.22.	Production minière et métallurgique	41
I.23.	Principales productions manufacturières	42
I.24.	Principales productions manufacturières industries des biens d'équipement et d'approvisionnement	43
I.25.	Indice de la production des industries manufacturières	44
I.26.	Production, exportation et consommation intérieure de ciment	45
I.27.	Production de la raffinerie de pétrole	46
I.28	Consommation des produits pétroliers	46
I.29.	Production et consommation d'électricité par province	47
I.30.	Production et consommation d'eau et d'électricité	48
I.31.	Consommation d'électricité par secteur	48
I.32.	Activités des principaux organismes de transports	49
I.33.	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports	50
I.34.	Communication téléphonique	50
I.35.	Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa	51
I.36.	Indice des prix moyens de détails à Kinshasa	52
I.37.	Indices des prix de détail à Kinshasa établi par la BCC	53
I.38.	Variations des indices des prix à la consommation	54
I.39.	Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé	55
I.40.	Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique	56
I.41.	Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS	57
I.42.	Evolution des prix des produits pétroliers	58

TITRE II : FINANCES PUBLIQUES

II.1.	Opérations intégrées des administrations publiques	61
II.2.	Importance relative de différentes catégories des recettes courantes	63
II.3.	Structure des dépenses courantes par ministère et institution	69
II.4.	Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	70
II.5.	Couverture des besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	70
II.6.	Opérations à financement extérieur spécifique	72
II.7.	Importance relative des finances publiques dans l'économie	80
II.8.	Situation intégrée des opérations des administrations publiques	81
II.9.	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	82
II.10.	Recettes courantes des Administrations Publiques	83
II.11.	Prévisions des recettes des impôts sur le commerce extérieur	84
II.12.	Recettes des impôts sur le commerce extérieur	84
II.13.	Prévisions des recettes des impôts sur les revenus	85
II.14	Recettes des impôts sur les revenus	85
II.15.	Prévisions des recettes des contributions sur biens et services	86
II.16	Recettes des impôts sur biens et services	86
II.17.	Evolution des effectifs payés par l'Etat – Répartition par ministère	87
II.18.	Budget des dépenses courantes de l'Etat – Répartition par ministère	88
II.19.	Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat – Répartition par ministère	89
II.20.	Dépenses courantes de l'Etat par nature	90
II.21.	Budget des dépenses en capital de l'Etat – Répartition par ministère	91
II.22.	Budget des dépenses en capital de l'Etat – Répartition des crédits de paiements par secteur	92
II.23.	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat – Répartition par ministère	93
II.24.	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire – Répartition par secteur	94
II.25.	Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale	95
II.26.	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat	95
II.27.	Tableau des opérations financières de l'Etat en 2006 : projections mensuelles	96
II.28.	Tableau des opérations financières de l'Etat en 2006 : réalisations	97

TITRE III : LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

III.1.	Evolution mensuelle du volume de transactions sur le marché des changes	110
III.2.	Variations moyennes journalières du taux de change	111
III.3.	Evolution mensuelle du taux de change en 2006	112
III.4.	Structure des exportations	116
III.5.	Structure des importations	118
III.6.	Répartition des opérations sur les services	119
III.7.	Evolution des opérations sur les revenus	119
III.8.	Evolution des transferts courants	120
III.9.	Evolution du compte de capital et d'opérations financières	121
III.10.	Provenance des donations extérieures d'origine publique	127
III.11.	Donations d'origine multilatérale	128
III.12.	Donations d'origine bilatérale	128
III.13.	Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise	136
III.14.	Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise	137
III.15.	Evolution des indices des cours des matières premières	138
III.16.	Répartition des exportations par principaux pays de destination	139
III.17.	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs	140

III.18.	Balance commerciale	141
III.19.	Evolution des termes de l'échange	142
III.20.	Exportation des principaux produits végétaux et animaux	143
III.21.	Dette extérieure	144
III.21. bis	Dette extérieure	145
III.22.	Balance générale des paiements	146
III.23.	Solde de la balance générale des paiements	147
III.24.	Prévision de la balance des paiements	148
III.25.	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises	149
III.26.	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement	150
III.27.	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit	151
III.28.	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisation sur ressources propres	152
III.29.	Cours interbancaires des devises	153
III.30	Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles	154

TITRE IV : MONNAIE ET CREDIT

IV.1.	Evolution du multiplicateur de la base monétaire au sens large	158
IV.2.	Evolution des composantes de la base monétaire	159
IV.3.	Evolution des contreparties de la base monétaire	159
IV.4.	Taux de croissance mensuelle de la masse monétaire (en %)	160
IV.5.	Composantes de la masse monétaire	161
IV.6.	Evolution des contreparties de la masse monétaire	163
IV.7.	Contribution des contreparties à l'évolution de la masse monétaire	163
IV.8.	Expansion de l'offre et de la demande de monnaie à fin 2006	171
IV.9.	Evolution de la vitesse – revenu de la monnaie de 2001 à 2006	172
IV.10.	Crédits aux entreprises et aux particuliers	174
IV.11.	Evolution des transactions et des taux du marché monétaire (avant la restructuration)	177
IV.12.	Evolution des transactions et des taux du marché monétaire (après la restructuration)	178
IV.13.	Evolution du Billet de Trésorerie	178
IV.14.	Evolution des taux de rémunération du Billet de Trésorerie	179
IV.15.	Evolution de la réserve obligatoire	182
IV.16.	Evolution de l'encours du BTR de juillet à octobre 2006	183
IV.17.	Plan de production des billets de banque	186
IV.18.	Comportement de la base monétaire	186

DEUXIEME PARTIE : ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

Tableau I.1.	Evolution du personnel de la Banque Centrale du Congo	238
Tableau I.2.	Répartition du personnel de la Banque par niveau d'étude	239
Tableau I.3.	Agents formés à l'intérieur du pays	240
Tableau I.4.	Agents formés à l'extérieur du pays	241
Tableau I.5.	Répartition des stagiaires par Direction en 2005 - 2006	242
Tableau II.1.	Recettes d'exploitation	250
Tableau II.2.	Charges d'exploitation	251

LISTE DES GRAPHIQUES

1.	Evolution des indices d'activités –Volume de production	8
2.	Evolution des indices de consommation	12
3.	Evolution des indices d'activités –Transport	15
4.	Variations en pourcentage des indices des prix à la consommation et évolution du taux d'inflation cumulé	20
5.	Evolution des prix de détail à Kinshasa calculés par l'IRES	21
6.	Salaire minimum légal, indice général des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels	22
7.	Importance relative des opérations intégrées de l'Etat	60
8.	Opérations intégrées de l'Etat	62
9.	Importance des différentes catégories des recettes courantes	64
10.	Structure des dépenses publiques en pourcentage	67
11.	Evolution des dépenses en capital à financement extérieur et celles du cadre budgétaire	72
12.	Cours des principaux produits exportés	103
13.	Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York	104
14.	Cours des principaux produits minéraux exportés	105
15.	Cours des principaux produits végétaux exportés	106
16.	Indices des prix à l'exportation et à l'importation et termes de l'échange	107
17.	Evolution des transactions sur le marché des changes en 2006	109
18.	Evolution du taux de change en 2006	111
19.	Evolution des soldes des composantes du compte des transactions courantes	114
20.	Evolution de la masse monétaire	160
21.	Situation monétaire intégrée - Engagements	164
21. bis	Situation monétaire intégrée en 2006- Engagements	165
22.	Situation monétaire intégrée - Avoirs	166
22.bis	Situation monétaire intégrée en 2006 - Avoirs	167
23.	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	168
24.	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie	169
25.	Situation des crédits bancaires par secteur d'activité	175

IV.19.	Réalisation du plan de production	187
IV.20.	Principaux agrégats et indicateurs monétaires	189
IV.21.	Situation monétaire intégrée (en millions de CDF)	194
IV.21.bis	Situation monétaire intégrée (en millions de XDR)	195
IV.21.ter	Situation monétaire intégrée en 2006 (en millions de CDF)	196
IV.21.quart	Situation monétaire intégrée en 2006 (en millions de XDR)	196
IV.22.	Liquidités monétaires et quasi monétaires (en CDF)	197
IV.22.bis	Situation monétaire en 2006 (en milliers de CDF)	198
IV.23.	Origine des variations de la masse monétaire (en CDF)	199
IV.23.bis	Origine des variations de la masse monétaire (en %)	200
IV.23.ter	Origine des variations de la masse monétaire en 2006 (en milliers de CDF)	201
IV.23.quart	Origine des variations de la masse monétaire en 2006 (en %)	202
IV.24.	Ventilation des émissions monétaires en francs congolais	203
IV.25.	Dépôts bancaires à vue – Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province	204
IV.25.bis	Dépôts bancaires à terme – Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, province et échéance	205
IV.26.	Crédits aux entreprises et aux particuliers (en CDF)	206
IV.26.bis	Crédits aux entreprises et aux particuliers – Utilisation des crédits	207
IV.27.	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité	208
IV.27.bis	Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité	209
IV.27.ter	Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité	210
IV.27.quart	Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	211
IV.27.quint	Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité	212
IV.28.	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	
IV.28.bis	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo en 2006	213
IV.28.ter	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie	214
IV.28.quart	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie en 2006	215
IV.29.	Réserves de la Banque Centrale du Congo	216
IV.29.bis	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2006	217
IV.29.ter	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2006	218
IV.29.quart	Réserves de la Banque Centrale du Congo en 2006	219
IV.30.	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires	220 221
IV.30.bis	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires en 2006	222
IV.31.	Situation résumée de la Société Financière de Développement	223
IV.32.	Evolution de la base monétaire	224

AVERTISSEMENT

Signes conventionnels utilisés dans les tableaux statistiques.

...	Renseignement non disponible
-	Renseignement nul
p	Renseignement provisoire
e	Estimation
r	Rectifié
a	Chiffre inférieur à l'unité
PIB	Produit Intérieur Brut
CA	Impôt sur le chiffre d'affaires
n.d.a.	Chiffre non déterminé ailleurs
t	Tonne
tm	Tonne métrique
m^3	Mètre cube
brl	Baril
c.s	Cotation suspendue
n.c	Non communiqué
o.t	Once troy
XDR	Droits de Tirage Spéciaux
USD	Dollar des Etats-Unis
EUR	Euro
CDF	Franc congolais
Cc	Centime congolais
cts	Cents
PIR	Programme Intérimaire Renforcé
PEG	Programme Economique du Gouvernement
PRC	Programme Relais de Consolidation
FRPC	Facilité Pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
PSSF	Programme Suivi par les Services du FMI

INTRODUCTION

La Banque Centrale du Congo a conduit sa politique monétaire en 2006 dans un environnement international et intérieur marqué par la poursuite de l'expansion économique. La nature de cette phase cyclique dominée par les chocs de la demande comportant des risques inflationnistes explique le caractère prudent de la politique monétaire. Pour l'essentiel, les réactions immédiates ou par anticipation de la Banque Centrale du Congo ont visé la maîtrise des effets résultant des variations des facteurs autonomes de la liquidité, principalement le Crédit Net à l'Etat et les Avoirs Extérieurs Nets.

I. Environnement international

La longue expansion de l'économie mondiale, entamée depuis une décennie, s'est confirmée en 2006. Au premier semestre, cette phase cyclique a été alimentée par des conditions favorables sur les marchés financiers et par le dynamisme du commerce international. Ces évolutions sont apparues dans un contexte de maîtrise de l'inflation, en dépit du niveau élevé des taux d'intérêt et des cours du pétrole.

Au second semestre, la croissance économique mondiale s'est ressentie de l'affaiblissement de l'activité économique aux Etats-Unis, résultant du fléchissement du marché immobilier et de la hausse des prix des combustibles. Dans ce contexte, les banques centrales ont procédé au resserrement des conditions monétaires dans les principaux pays industrialisés, afin notamment de contenir les pressions inflationnistes.

Selon les indications du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale s'est située à 5,1 % en 2006 contre 4,9 % en 2005. Reflétant ce raffermissement de l'activité, le taux de croissance des échanges commerciaux est passé de 7,4 % en 2005 à 9,2 % en 2006.

L'expansion a pris de l'ampleur dans les pays de l'OCDE, en dépit d'une croissance lente en début d'année en Allemagne et au Japon. Dans les économies émergentes d'Asie, la croissance est restée robuste, impulsée par la vigueur de l'activité économique en Chine et en Inde. Par ailleurs, l'activité s'est accélérée en Amérique Latine. Les pays exportateurs de pétrole du Moyen-Orient et les pays africains à faible revenu ont continué aussi d'enregistrer des taux de croissance appréciables grâce notamment au niveau élevé des cours des produits de base et à la persistance des conditions favorables sur les marchés financiers.

Pour l'année 2007, le taux de croissance de l'économie mondiale atteindrait 4,9 % sur fond d'une expansion des échanges commerciaux de 7,0 % à la suite de la persistance du ralentissement des activités productives aux Etats-Unis et au Japon.

Cette évolution baissière risque de se prolonger en raison de la chute des prix de l'immobilier et du durcissement des conditions des marchés financiers américains, de la montée des craintes inflationnistes et du renchérissement des cours mondiaux du pétrole et des métaux.

Quant à l'inflation, elle pourrait être contenue dans la perspective de l'ajustement des déséquilibres mondiaux.

II. Contexte intérieur

La politique monétaire a été mise en œuvre dans un contexte intérieur émaillé d'incertitudes au plan politique sur fonds de poursuite de la croissance, dont les répercussions se sont fait sentir sur les évolutions économique, financière et monétaire. C'est dans ce cadre que s'explique la prudence affichée par les autorités monétaires.

En effet, l'environnement intérieur a été marqué, au plan politique, par l'organisation des élections législatives et présidentielles lesquelles ont abouti à l'investiture du Premier Président de la Troisième République élu au suffrage universel direct, à l'installation de l'Assemblée Nationale et des Assemblées provinciales ainsi qu'à la nomination d'un Premier Ministre, chef du Gouvernement.

Au plan économique, il sied de relever la non conclusion de la 6ème revue du Programme formel financé par la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance (FRPC). La suspension de ce programme a eu comme conséquence le gel des appuis budgétaires et des aides à la balance des paiements. Pour maintenir le dialogue avec les partenaires multilatéraux, les autorités ont convenu avec ces derniers, de la mise en place, pour une durée maximale de 18 mois, du Programme de référence dénommé Programme Relais de Consolidation, PRC en sigle ou encore Programme Suivi par les Services du FMI (PSSF).

La situation économique, financière et monétaire du pays s'est déclinée globalement comme suit :

Les données à fin juin indiquaient, au niveau du secteur réel, le tassement des tensions inflationnistes et la consolidation de la croissance économique.

Au regard des réalisations de l'activité dans la quasi-totalité des secteurs de production, le taux de croissance économique, lequel a été estimé à 6,6 % à fin juin, S'est situé à 5,6% à fin décembre en raison des perturbations notées au second semestre.

S'agissant des opérations financières du secteur public, elles se sont soldées par une légère amélioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG) par rapport à l'année précédente.

Cette évolution occulte cependant deux périodes caractérisées, la première, de mars à juin, par l'accumulation d'importants excédents par le Trésor et la seconde, de juillet à décembre, par la réapparition des déficits à la suite de la consommation des excédents. Ces derniers ont été affectés principalement à l'augmentation de la paie des agents et fonctionnaires, tant politiques, civils que militaires de l'Etat.

En ce qui concerne la situation du secteur extérieur, elle a renseigné un bon comportement de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères. En effet, la dépréciation de la monnaie nationale est restée en deçà des prévisions.

Au plan monétaire, sous l'effet des évolutions divergentes des facteurs autonomes de la liquidité, principalement la forte diminution du Crédit Net à l'Etat et l'amélioration des Avoirs Extérieurs Nets, l'expansion de la base monétaire est restée en deçà de la programmation monétaire jusqu'à fin mai. A partir de juillet, si la poursuite de l'amélioration des Avoirs Extérieurs Nets s'est confirmée, l'accélération du Crédit Net à l'Etat s'est traduite par un accroissement non programmé de la base monétaire.

D'une manière générale, les résultats macro-économiques se sont maintenus en 2006 en dépit des conditions sociales difficiles de la population liées à plus de deux décennies de destruction des richesses intérieures difficiles à compenser par cinq années consécutives de croissance économique.



Passerelle reliant le siège de la BCC à l'Hôtel des Monnaies

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE EN 2006

TITRE I

DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

En dépit d'un certain ralentissement, la croissance économique amorcée en 2002 s'est poursuivie en 2006. Les réalisations de la production intérieure à fin décembre situent le taux de croissance de l'activité économique à 5,6 % contre 7,8 % en 2005. Pour rappel, estimée à 6,6 % à fin septembre, la croissance économique a été ramenée à 5,6 % à fin décembre 2006.

Selon l'optique de la dépense, cette légère contre-performance procède du fléchissement des investissements en raison notamment de la lenteur dans le décaissement des ressources extérieures et du retard intervenu dans la mise en œuvre de certaines reformes structurelles. En effet, l'investissement total en pourcentage du PIB s'est replié, passant de 13,9 % en 2005 à 13,3 % en 2006. Par ailleurs, les exportations nettes des biens et services en pourcentage du PIB ont connu une baisse, passant de 1,4 % à 0,3 %. Cette contre-performance a été faiblement compensée par le comportement relativement stable de la consommation privée et publique.

Selon l'approche de la valeur ajoutée, cette évolution est expliquée par le repli de l'activité dans les branches "Eau et électricité", "Industries de fabrication" et "Activités extractives et métallurgiques" dont les contributions à la croissance économique ont été très faibles, s'élevant respectivement à 0,6 %, 0,7 % et à 2,1 %. A l'inverse, les contributions des autres branches ont été significatives, à l'instar du commerce de gros et de détail (28,8 %), de l'agriculture, la sylviculture, la chasse et la pêche (23,6 %), des bâtiments et travaux publics (18,2 %) ainsi que des transports et communications (11,8 %).

Tableau I.1 PIB PAR TETE DE 2002 A 2006

	2002	2003	2004	2005	2006
PIB courant par tête (en USD)	100,9	100,6	112,7	120,1	159,9
PIB réel par tête (en USD aux prix de 2000)	79,3	81,7	84,8	87,7	88,9
Taux de croissance du PIB réel par tête	0,7	3,0	3,8	3,4	2,0
Taux de croissance du PIB réel	3,5	5,8	6,6	7,8	5,6

Source : Banque Centrale du Congo

Enfin, après avoir présenté une évolution tendancielle à la baisse depuis 1995, l'indice du développement humain a commencé à se relever tel que renseigné ci-dessous :

Tableau I.1bis TENDANCES DE L'INDICATEUR DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN

	1990	1995	2000	2005	2006
IDH	0,423	0,391	0,375	0,411	0,415*

Source : PNUD, Rapport mondial sur le développement humain
*Estimation de la Banque Centrale du Congo.

Toutefois, l'IDH demeure très faible au regard du classement mondial plaçant le pays à la 168ème position sur 177. Les affres de la guerre combinées à l'hyperinflation et à la récession économique, conséquences de la gestion peu orthodoxe des Finances de l'Etat au cours des années 1990, en constituent les principales causes.

Un certain fléchissement de l'inflation a été observé en 2006 après la reprise des années 2004 et 2005. D'un niveau de 21,3 % en 2005, l'inflation à fin période a été ramenée à 18,2 % en 2006. Exprimée en moyenne annuelle, la hausse du niveau général des prix a été de 13,2 % contre 21,4 % une année auparavant. Cependant, au regard de la poursuite de l'expansion économique caractérisée notamment par l'accélération de la demande intérieure, la politique monétaire se doit de rester prudente.

Cette position est confortée par le caractère volatile de l'inflation tel qu'indiqué ci-dessous :

Tableau I.2 EVOLUTION DE L'INFLATION

	2002	2003	2004	2005	2006
Inflation fin période (en %)	15,0	4,4	9,2	21,3	18,2
Inflation en moyenne annuelle (en %)	64,4	12,8	4,0	21,4	13,2
Volatilité de l'inflation					
- fin période	-120,0	-10,6	4,8	12,1	-8,1
- moyenne annuelle	-264,0	-51,6	-8,8	17,4	-8,2

Il ressort de ce tableau que, si la politique monétaire est parvenue à restaurer la stabilité du niveau général des prix depuis 2002, elle n'a pas encore réussi cependant à vaincre la volatilité de l'inflation. En effet, l'écart absolu entre le taux d'inflation au temps (t) et celui au temps (t-1) est très inconstant dénotant de l'imprévisibilité de l'inflation. Cet état des choses expliquerait la persistance de la dollarisation.

CHAPITRE I

PRODUIT INTERIEUR BRUT

I. EVOLUTION DU PIB PAR BRANCHE D'ACTIVITE

1. Agriculture, Sylviculture, Elevage, Pêche et Chasse

Au cours de l'année 2006, l'indice de la production agricole s'est amélioré de 3,0 %, passant de 138,7 points à 142,9 points. Cet accroissement provient plus des activités d'élevage, de la sylviculture et de quelques plantes stimulantes telles que le café arabica et le tabac. Dans l'ensemble, la branche Agriculture a contribué à la croissance économique pour 23,6 %, confirmant ainsi le poids de ce secteur dans l'économie congolaise.

1.1. Agriculture

Cultures vivrières

La production des cultures vivrières a connu un faible accroissement ; elle n'a augmenté que de 0,15 % par rapport à l'année 2005.

Cette tendance est aussi constatée pour les oléagineux, les racines et tubercules dont les productions se sont accrues respectivement de 1,0 % et 0,12 % alors que les composantes fruits ainsi que les légumes et légumineuses ont subi de légères baisses de 0,06 % et 0,34 %. Le faible rendement de la production des cultures vivrières est fonction du manque d'investissement dans ce secteur dominé généralement par le recours à des techniques rudimentaires.

Cultures d'exportation

L'essentiel de la production agricole destinée à l'exportation a connu un recul. En effet, comparées à leurs niveaux de 2005, les productions des cultures d'exportation ont accusé des baisses de 14,9 % pour le café robusta, de 26,3 % pour le cacao, de 2,8 % pour le bois grumes et 41,4% pour le caoutchouc.

Cependant, les productions du café arabica et de l'huile de palmistes se sont inscrites à la hausse de 15,6 % et 19,8 % par rapport à l'année 2005. L'amélioration de la production du café arabica tient principalement au programme de lutte contre la fraude mis en place par l'Office National du Café dans les provinces du Nord et Sud-Kivu.

1.2. Sylviculture

Comparativement à l'année précédente, les productions du bois de chauffage et du charbon de bois se sont accrues de 5,7 % et 11,2 %, se chiffrant à 26,9 millions de tonnes et 1,1 million en 2006 contre 25,4 millions et 1 million une année auparavant.

Cette évolution haussière est consécutive au bon comportement de la consommation de ces deux produits suite à la demande croissante des ménages induite par les coupures intempestives de la fourniture de l'énergie électrique et les délestages.

1.3. Elevage

Rapporté à l'année 2005, le secteur Elevage n'a pas connu d'évolution significative en 2006. En effet, sa production ne s'est accrue que de 2,7 % à la suite principalement de l'augmentation de 0,3 % de la production des volailles.

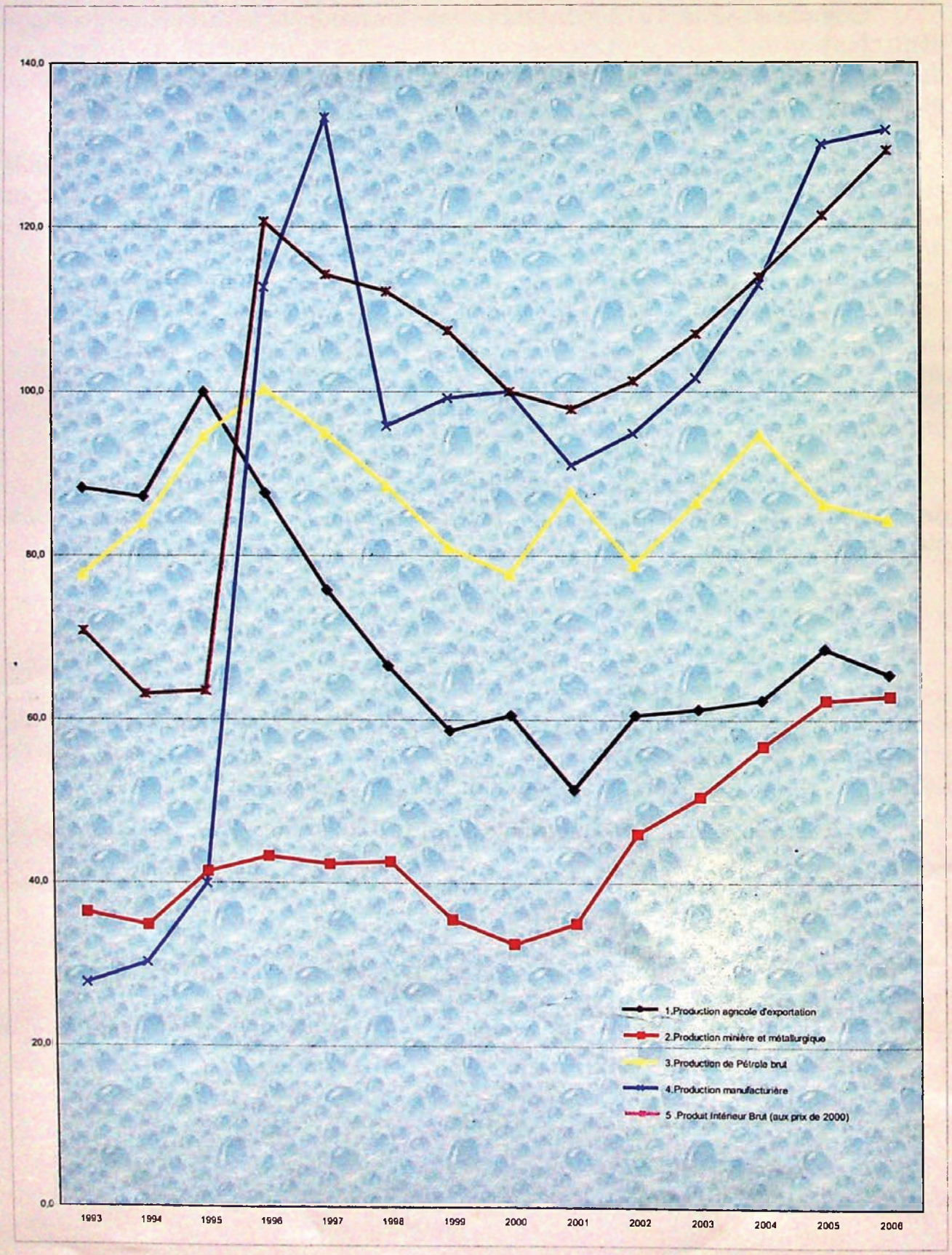
A l'exception de la baisse de 4,5 % de la production de lait et de 0,2 % de celle des bovins, la production des autres sous composantes est demeurée quasi stagnante.

1.4. Pêche et chasse

La quantité de poissons pêchés a baissé de 1,2 %, passant de 134.000 tonnes à 132.000 alors que la production de gibier a gardé le même niveau de 2005, demeurant à 89.000 tonnes. Les difficultés structurelles telles que le manque d'investissement ou l'absence d'unités de production modernes en constituent les causes.

Il y a lieu de noter que l'activité de la pêche est exploitée en majorité par les populations rurales.

Graphique 1 Evolution des indices d'activités - Volume de production [1]



[1] Cfr Tableau I.18

2. Extraction minière et industries métallurgiques

La production des industries d'extraction minière et métallurgiques, laquelle s'est inscrite à la hausse au cours de l'année 2005, a stagné en 2006. En effet, l'indice de l'activité de ce secteur s'est situé à 62,9 points contre 62,3 points une année auparavant.

L'évolution de la production dans ce secteur s'est vivement ressentie des pesanteurs liées non seulement à l'absence d'investissement, à la lenteur dans la mise en œuvre des réformes structurelles mais aussi à la recrudescence de la fraude par des exploitants artisanaux des métaux.

S'agissant de l'activité minière, l'atonie observée procède principalement de la baisse des productions industrielle et artisanale de diamant ainsi que de celle de la production du pétrole brut.

Au terme de l'année 2006, les productions de cuivre, de cobalt et de zinc ont augmenté par rapport à l'année 2005.

En dépit de ces accroissements, la Gécamines, confrontée depuis plusieurs années aux contraintes structurelles, n'a pas pu capitaliser les opportunités qui se sont offertes sur le marché international. En effet, la demande des métaux non ferreux s'est accrue sur le marché mondial avec pour conséquence une augmentation significative des cours. Il en est de même de ses partenaires, malgré le niveau appréciable des investissements et l'utilisation de la technologie moderne.

L'amélioration de la production de la Gécamines a résulté plus de la récupération des concentrés de cuivre. En effet, le volume du cuivre est passé, d'une période à l'autre, de 16.055 tonnes à 24.201 tonnes, soit une hausse de 50,7 %.

Quant à la production disponible des partenaires de la Gécamines, elle a atteint 12.187 tonnes en 2006 contre 10.334 tonnes une année plus tôt, soit une augmentation de 17,9 %.

Le volume de cobalt produit par la Gécamines au cours de la période sous examen a accusé un recul de 19,7 %, se situant à 750 tonnes contre 934 tonnes en 2005. Cette baisse, qui intervient à une période où le cours du minerai est en hausse, s'explique par l'obsolescence de l'outil de production.

Par contre, la production des partenaires de la Gécamines a progressé de 38,2 %, se situant à 10.092 tonnes en 2006 contre 7.300 tonnes en 2005. Cette amélioration résulte d'une politique délibérée de ces entreprises visant à concentrer les ressources sur la production des minerais à grande valeur marchande.

La production de zinc par la Gécamines s'est inscrite à la hausse de 114,0 %, passant de 15.110 tonnes en 2005 à 32.324 tonnes une année plus tard, suite à un meilleur approvisionnement en oxyde de zinc.

Concernant les matières précieuses, la production totale de diamant s'est contractée de 11,4 % en 2006, s'établissant à 28.543 milliers de carats contre 32.214 milliers en 2005. Cette évolution traduit le recul observé tant au niveau de la production industrielle qu'à celui de la production artisanale.

En effet, la production industrielle de diamant s'est chiffrée à 2.509 milliers de carats à fin décembre 2006 contre 5.375 milliers une année plus tôt, soit une baisse de 53,3 %. Cette situation s'explique notamment par le manque d'investissement et la baisse sensible des teneurs géologiques dues à l'épuisement des gisements détritiques riches. Concernant les partenaires de la MIBA, ils sont encore en phase de prospection.

Quant à la production artisanale, elle s'est repliée de 3,0 % en 2006, se situant à 26.034 milliers de carats contre 26.839 milliers en 2005. Ce repli s'explique par l'effritement des financements provenant essentiellement des banques situées au Proche-Orient, confrontées à des conflits armés. En sus de ce facteur majeur, il y a lieu d'évoquer également l'inaccessibilité des exploitants artisanaux dans les zones récemment attribuées aux opérateurs industriels dans la province du Kasaï- Occidental et le renforcement du dispositif de sécurité par la MIBA.

En 2006, la production totale du pétrole brut a connu une légère baisse de 2,2 %, se situant à 9.009 milliers de barils contre 9.216 milliers en 2005. L'évolution baissière de cette production, en dépit de l'augmentation de la demande et des cours mondiaux, est imputable d'après les pétroliers producteurs aux fréquentes ruptures des travaux de reconditionnement des puits.

3. Industries manufacturières

Au cours de l'année 2006, le secteur manufacturier a enregistré dans son ensemble un faible niveau d'activité. Son indice a stagné, se situant à 131,7 points contre 130 points en 2005. Ce secteur est resté tributaire du ralentissement de la demande intérieure suite aux pressions inflationnistes du second semestre, au manque de compétitivité face aux produits similaires importés et aux tracasseries administratives. A ces facteurs, s'ajoute l'incertitude politique ayant prévalu entre les mois de juin et octobre, liée à l'organisation des élections. En effet, cette situation a été à la base de l'attentisme des opérateurs économiques, entraînant ainsi la rétention et/ou le non renouvellement des stocks.

3.1. Industries des biens de consommation

L'activité des industries des biens de consommation a presque gardé son niveau de l'année précédente.

S'agissant des industries alimentaires, leur indice d'activité a baissé de 12,6 % suite à la contre performance enregistrée dans la production de l'huile de palme (-25,7 %), de margarine (-6,6 %), du riz décortiqué (-5,6 %), de la pêche lacustre (-3,4 %) et des aliments pour bétail (-2,9 %). Les produits ci-après ont enregistré des hausses de 3,4 % pour la farine de maïs, de 0,9 % pour la farine de froment, de 2,1 % pour le sucre, de 1,9 % pour la chocolaterie et biscuiterie, de 1,5 % pour le pain et de 2,2 % pour les graisses et l'huile de table.

La production des industries des boissons s'est inscrite à la hausse au cours de l'année sous analyse. En effet, son indice s'est situé à 16,5 points de pourcentage suite au bon comportement de la production de toutes les industries de la sous branche : les bières (19,3 %), les limonades et eaux gazeuses (3,9 %) ainsi que les boissons alcooliques (2,7 %). Cette évolution résulte principalement de l'approvisionnement régulier en intrants et des nouveaux investissements réalisés dans le secteur.

En ce qui concerne les industries de tabac, l'impulsion de la production est induite par l'augmentation de 3,3 % des cigarettes suite à l'acquisition des équipements plus performants par l'entreprise du secteur.

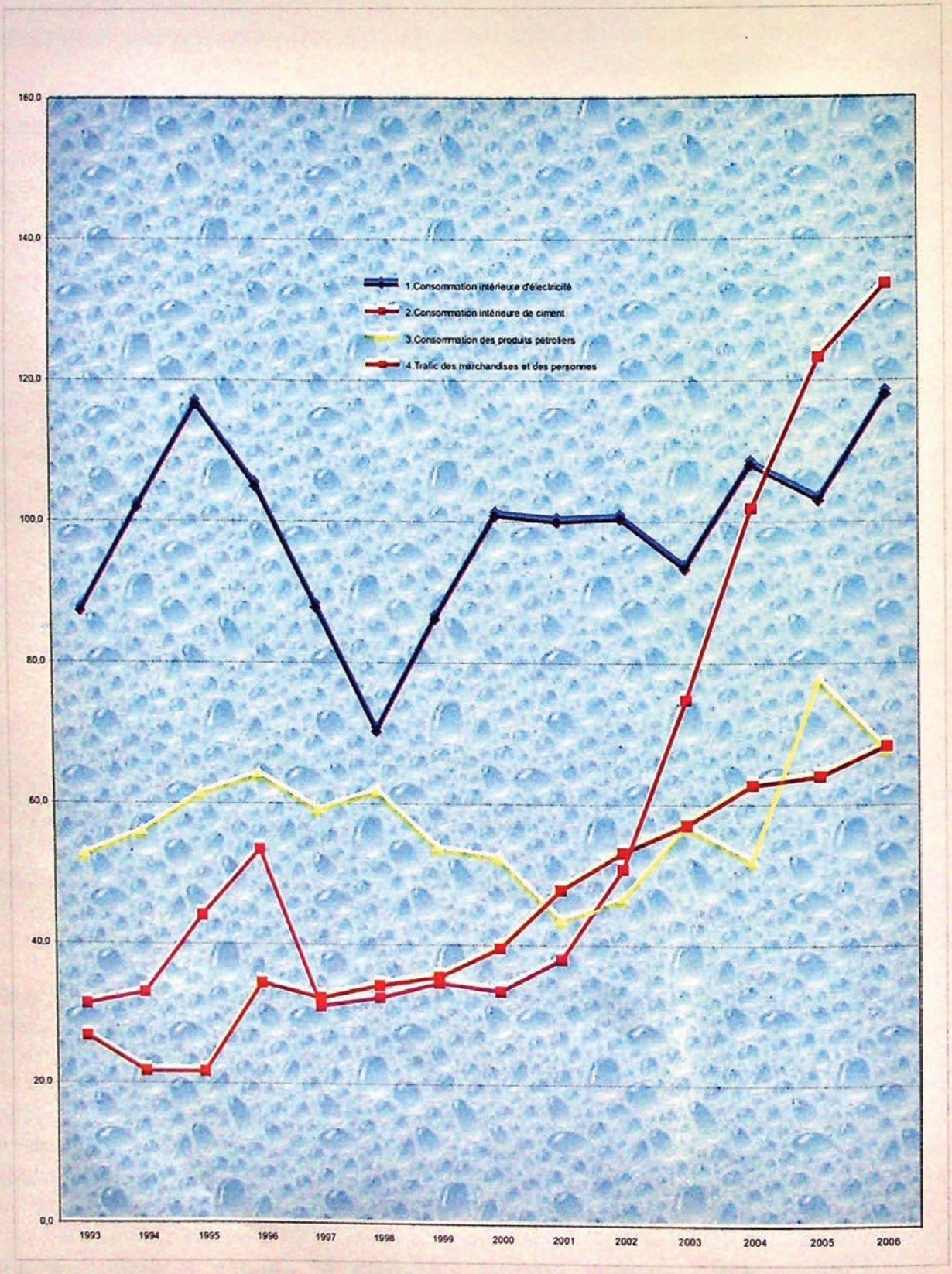
Les industries de tissu, de confection, de bonneterie ont, dans l'ensemble, enregistré des baisses de 25,0 % pour les tissus imprimés, de 21,0 % pour les tissus en coton, 20,0 % pour les couvertures, de 18,4 % et de 0,5 % pour respectivement la bonneterie et les sacs. Ce repli de la production est dû notamment à la suspension des activités d'une des plus importantes unités évoluant dans la sous branche et à la concurrence des produits similaires importés. Par ailleurs, les niveaux de production des toiles d'emballage, des tissus en polyester et des filatures sont demeurés inchangés.

La production des industries des chaussures et cuirs a baissé de 48,1 %, suite à la fermeture de l'entreprise du secteur intervenue depuis juin de l'année sous analyse.

L'indice de production des industries de la chimie de consommation s'est inscrit à la hausse de 2,0 points de pourcentage suite à l'accroissement de la production des industries suivantes : savons (11,7 %), peintures, vernis et émaux (10,3 %) et allumettes (3,3 %).

L'indice d'activité des produits pétroliers et raffinés a enregistré une augmentation de 4,5 %. Cette situation est consécutive à l'augmentation de 5 % de la production des lubrifiants, suite essentiellement à un accroissement du charroi automobile se traduisant par une consommation accrue des lubrifiants.

Graphique 2 Evolution des indices de consommation



(1) Cfr Tableau I.18

4.2. Eau

En 2006, le volume d'eau produit a atteint 235,1 millions de m^3 contre 228,4 millions à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 2,9 %. L'amélioration de la production d'eau est attribuable au démarrage de l'usine de traitement d'eau de la Lukaya et aux travaux de réhabilitation de l'outil de production.

S'agissant de la consommation d'eau, elle a connu une augmentation de 5,4 % suite à la réhabilitation des réseaux de distribution.

5. Transports et Communications

5.1. Transports

La manutention dans les principaux ports du pays a globalement connu un léger accroissement de 5,4 % par rapport à 2005.

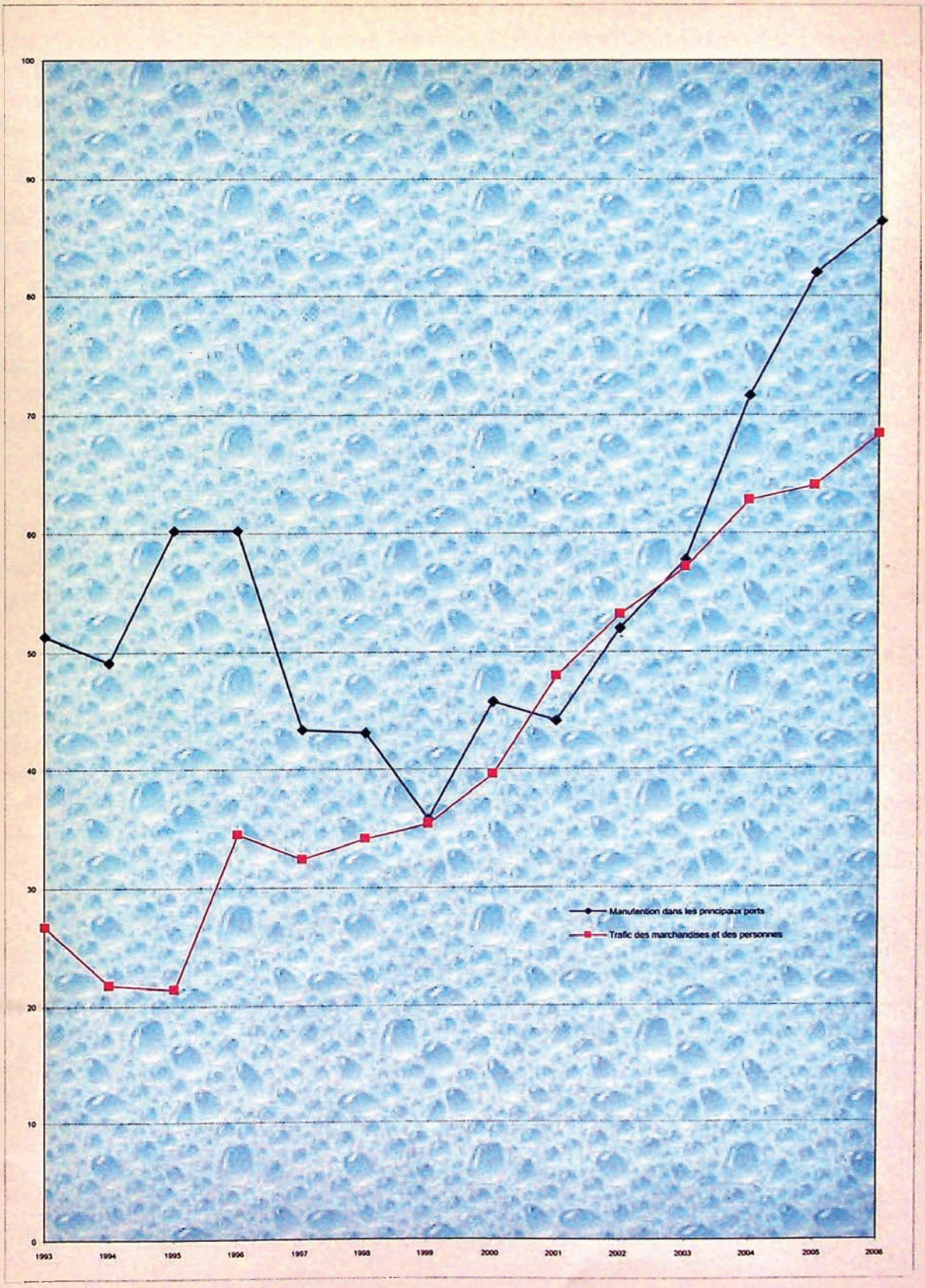
Les ports de Matadi et de Boma ont contribué positivement à cette amélioration alors que les chargements et déchargements au port de Kinshasa ont été en baisse, traduisant une détérioration du niveau des échanges entre l'intérieur du pays et la capitale.

A l'instar de l'année précédente, les déchargements sont demeurés supérieurs aux chargements, reflétant l'importance des importations des biens et services par rapport aux exportations.

5.2. Communications

L'expansion des activités de la téléphonie mobile amorcée depuis 2003 s'est poursuivie en 2006. En effet, la consommation du temps de communication qui était de 351.785 milliers d'unités en 2005 est passée à 1.331.669 milliers d'unités une année après, soit une progression de 278,5 %. Cette performance tient notamment aux travaux d'extension des réseaux de télécommunication à travers le pays.

Graphique 3 Evolution des indices d'activité - Transports [1]



[1] Cfr Tableau I.18

II. EVOLUTION DU PIB SELON LES EMPLOIS

Les indications provisoires du PIB à fin décembre 2006 font état d'un recul de 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année précédente. En effet, le taux de croissance en 2006 s'est établi à 5,6 %, correspondant à la moyenne africaine. A l'instar de l'année 2005, la croissance économique en 2006 a été impulsée principalement par la demande intérieure.

Le recul du taux de croissance, en dépit de la relance de la demande intérieure, est consécutif au ralentissement du rythme de la formation brute de capital fixe, soit 9,8 % contre 16,8 % une année plus tôt et à la contre performance de la demande extérieure nette.

Cette situation tient notamment à l'arrêt momentané et au fonctionnement minimum de quelques unités de production ainsi qu'à la rétention des stocks de marchandises. Ce comportement observé dans le chef de bon nombre d'agents économiques fait suite à l'incertitude politique qui a entouré la période électorale.

1. Demande intérieure

La demande intérieure a contribué positivement à la croissance, sous l'effet essentiellement de la consommation privée et des investissements publics et privés.

- Consommation finale des ménages

La consommation finale des ménages représente une part significative dans la croissance en 2006. En effet, elle a contribué à la création des richesses à raison de 68,9 % du fait essentiellement de l'augmentation de la consommation des biens et services ainsi que des dépenses pour la construction de logements.

- Consommation des administrations publiques

Après s'être accrues de 11,3 % l'année précédente, les dépenses de consommation des administrations publiques, en valeurs réelles, ont enregistré un accroissement de 10,8 % en 2006. Cette évolution résulte de l'effet conjugué de l'augmentation de 37,3 % des rémunérations du secteur public et de 9,1 % des dépenses de fonctionnement.

- Formation brute de capital fixe

Les investissements bruts ont participé à la formation des richesses intérieures à concurrence de 21,2 % en 2006 contre 20,5 % une année plus tôt, grâce aux investissements effectués notamment dans les branches de transports et communications, des bâtiments et travaux publics ainsi qu'à ceux réalisés dans le secteur forestier.

2. Exportations nettes

Les exportations nettes ont affecté la croissance économique de 1,02 point. Cette évolution résulte de la baisse des exportations des biens et services tandis que les importations ont continué à augmenter. Ainsi, d'une année à l'autre, les exportations nettes ont baissé de 73,7 %.

CHAPITRE II

PRIX INTERIEURS

I. Inflation brute

Comparativement à l'année 2005, il a été observé une atténuation des tensions inflationnistes en 2006 corrélées positivement au ralentissement de l'expansion monétaire.

En effet, en glissement annuel, le taux d'inflation s'est établi à 18,2 % contre 21,3 % en 2005, soit un recul de 3,1 points de pourcentage. En moyenne annuelle, il se situe à 13,2% contre 21,4% l'année précédente. Le taux fin période est en dépassement de 3,2 points par rapport à l'objectif révisé de 15,0 % fixé dans le cadre du Programme Relais de Consolidation (PRC).

La déviation de l'inflation par rapport à l'objectif tient à l'excès de l'offre de monnaie sur la demande, expliquée par la détérioration de la Position Nette du Gouvernement (PNG). En effet, le Gouvernement qui devait se désengager de 0,4 % du PIB s'est engagé à hauteur de 1,2 % du PIB.

La comparaison de l'inflation en moyenne annuelle avec celle des autres pays regroupés selon le niveau de développement de leurs économies, se présente comme suit :

Catégorie des pays	Niveau moyen d'inflation
Pays exportateurs du pétrole	8,0%
Pays à Revenu intermédiaire	5,0%
Pays à faible Revenu	9,1%
Etats Fragiles	18,0%

Source : FMI, Perspectives Economiques Régionales, 2006.

L'analyse de l'inflation en 2006 révèle deux périodes importantes.

- La première, qui couvre les sept premiers mois de l'année, s'est caractérisée globalement par une relative stabilité du niveau général des prix en dépit d'une accélération du rythme de formation des prix aux mois de mars et de mai. Le taux d'inflation a été, en moyenne mensuelle, de 0,9 %. Le ralentissement de l'inflation procède essentiellement d'un bon approvisionnement en biens de consommation et d'une expansion modérée de la base monétaire.

- La seconde, d'août à décembre, a été marquée par des pressions inflationnistes à l'exception du mois de décembre. Le taux d'inflation, en moyenne mensuelle, a été de 2,0 %. L'accélération des prix intérieurs, en dépit de l'ajustement de la politique monétaire intervenu à partir du 11 septembre, tient au relâchement de la politique budgétaire, attestée par l'expansion du déficit public, au non renouvellement des stocks causé par la psychose à l'approche des échéances électorales et aux réajustements à la hausse des prix des produits pétroliers.

La décélération de l'inflation observée au mois de décembre tient aux mesures de politique budgétaire, précédées par le resserrement monétaire d'octobre 2006. Les effets conjugués de ces mesures ont permis de ramener le taux d'inflation à 0,04 % en décembre 2006.

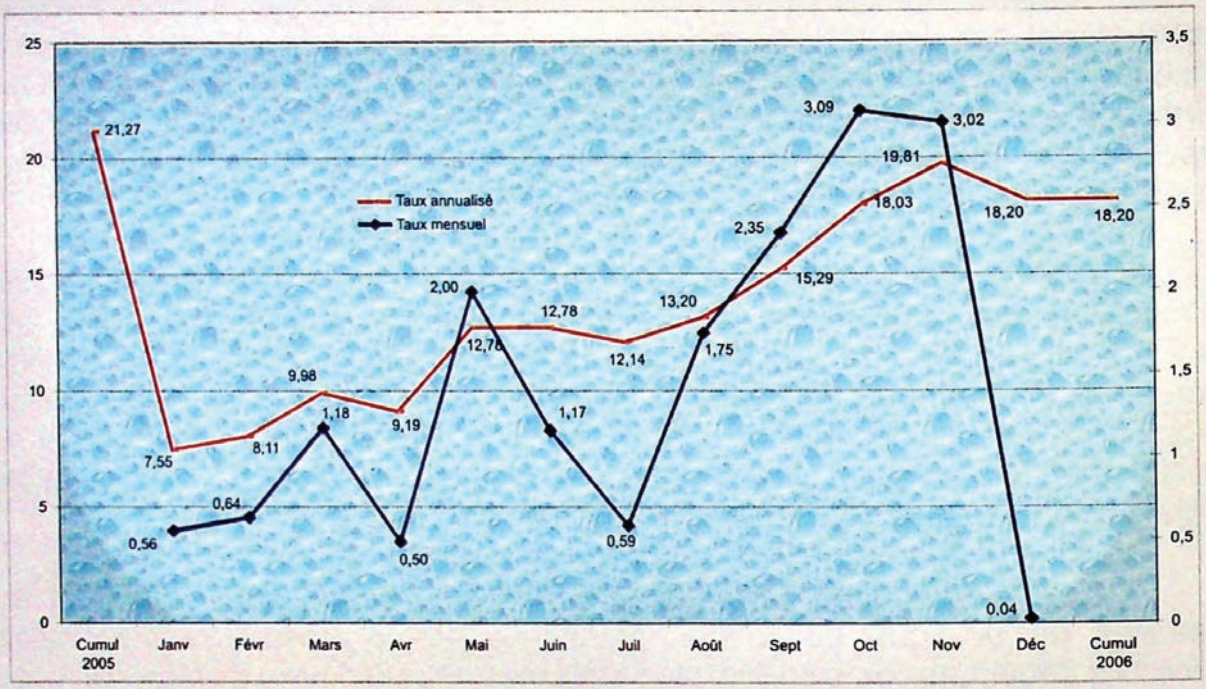
La structure des prix des carburants terrestres a connu quatre modifications contre dix en 2005. Les trois premières ont été induites par l'évolution à la hausse du Prix Moyen Frontière tandis que la dernière a été dictée par la dépréciation du franc congolais par rapport au dollar américain. Celle-ci a porté le prix du litre d'essence à l'Ouest du pays de 490 à 510 CDF.

Tableau I.3 EVOLUTION DU TAUX D'INFLATION EN 2005 ET 2006

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct	Nov	Déc
Taux d'inflation mensuel 05	2,8	4,2	5,7	3,4	1,6	-7,2	7,6	1,7	-1,3	0,7	0,5	0,6
Taux d'inflation mensuel 06	0,6	0,6	1,2	0,5	2,0	1,2	0,6	1,8	2,4	3,1	3,0	0,04
Taux d'inflation cumulé 05	2,8	7,1	13,2	17,0	18,9	10,4	18,8	20,7	19,2	20,0	20,6	21,3
Taux d'inflation cumulé 06	0,6	1,2	2,4	2,9	5,0	6,2	6,8	8,7	11,3	14,7	18,2	18,2

Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 4 Variations en pourcentage de l'indice des prix à la consommation et évolution du taux d'inflation cumulé [1]



[1] Cfr. Tableau I.3

II. Inflation sous-jacente

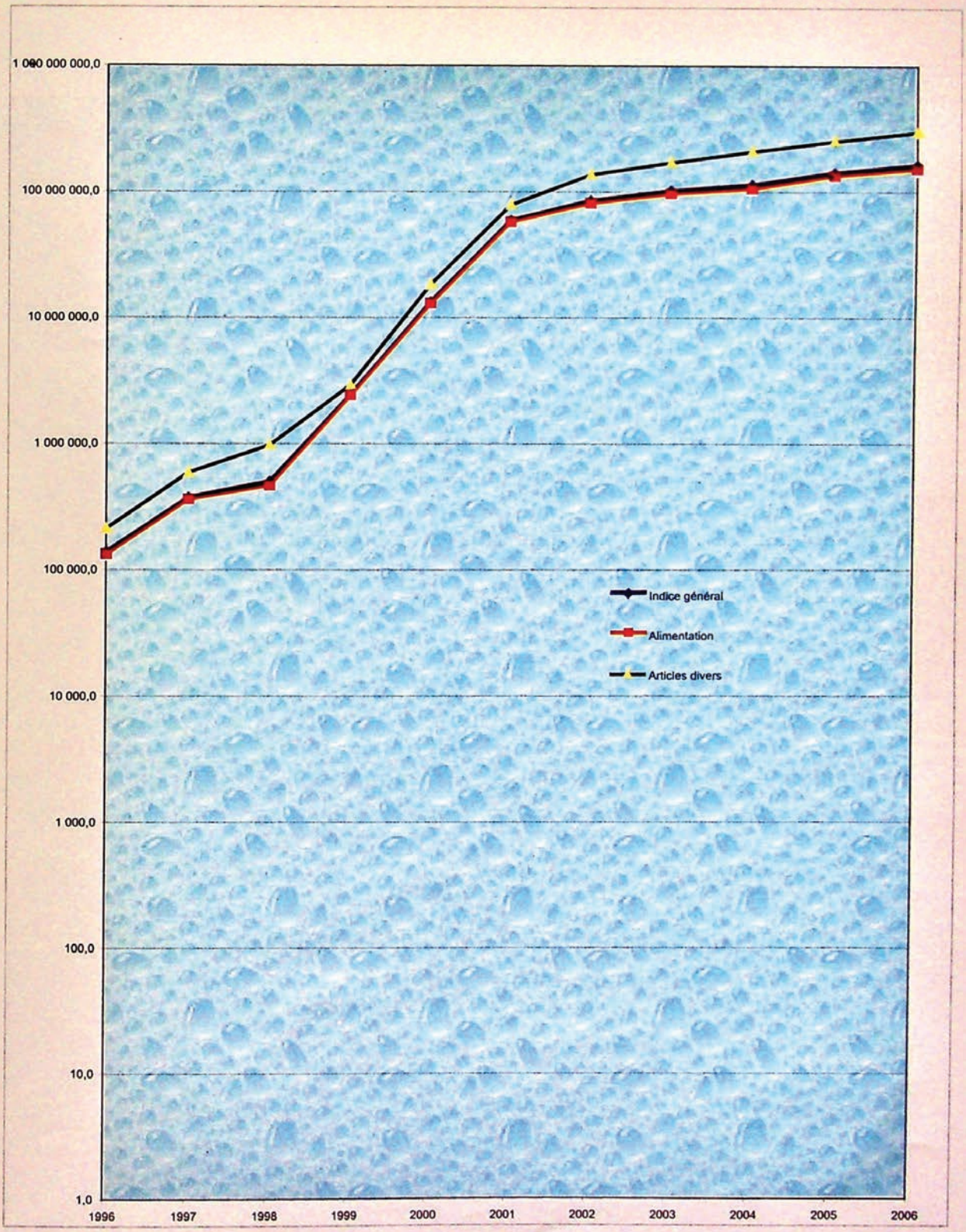
Le taux d'inflation sous-jacente à fin décembre 2006 se situe à 12,5 % contre une inflation brute de 18,2 %. Il sied de noter que ce taux n'est passé à deux chiffres qu'à la troisième semaine du mois de novembre 2006, se situant à 10,7 %.

Tableau I.4 EVOLUTION DE L'INFLATION SOUS-JACENTE EN 2005 ET 2006

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct	Nov	Déc
Taux d'inflation mensuel 05	0,7	1,7	2,9	2,5	1,5	-0,9	0,3	2,0	0,77	0,30	0,19	0,42
Taux d'inflation mensuel 06	0,32	0,36	1,31	0,41	0,54	0,99	0,82	0,85	1,29	1,33	2,01	1,62
Taux d'inflation cumulé 05	0,7	2,4	5,3	7,8	9,3	8,4	8,7	10,7	17,2	17,6	17,8	18,3
Taux d'inflation cumulé 06	0,32	0,68	2,00	2,41	2,96	3,98	4,83	5,72	7,09	8,51	10,7	12,5

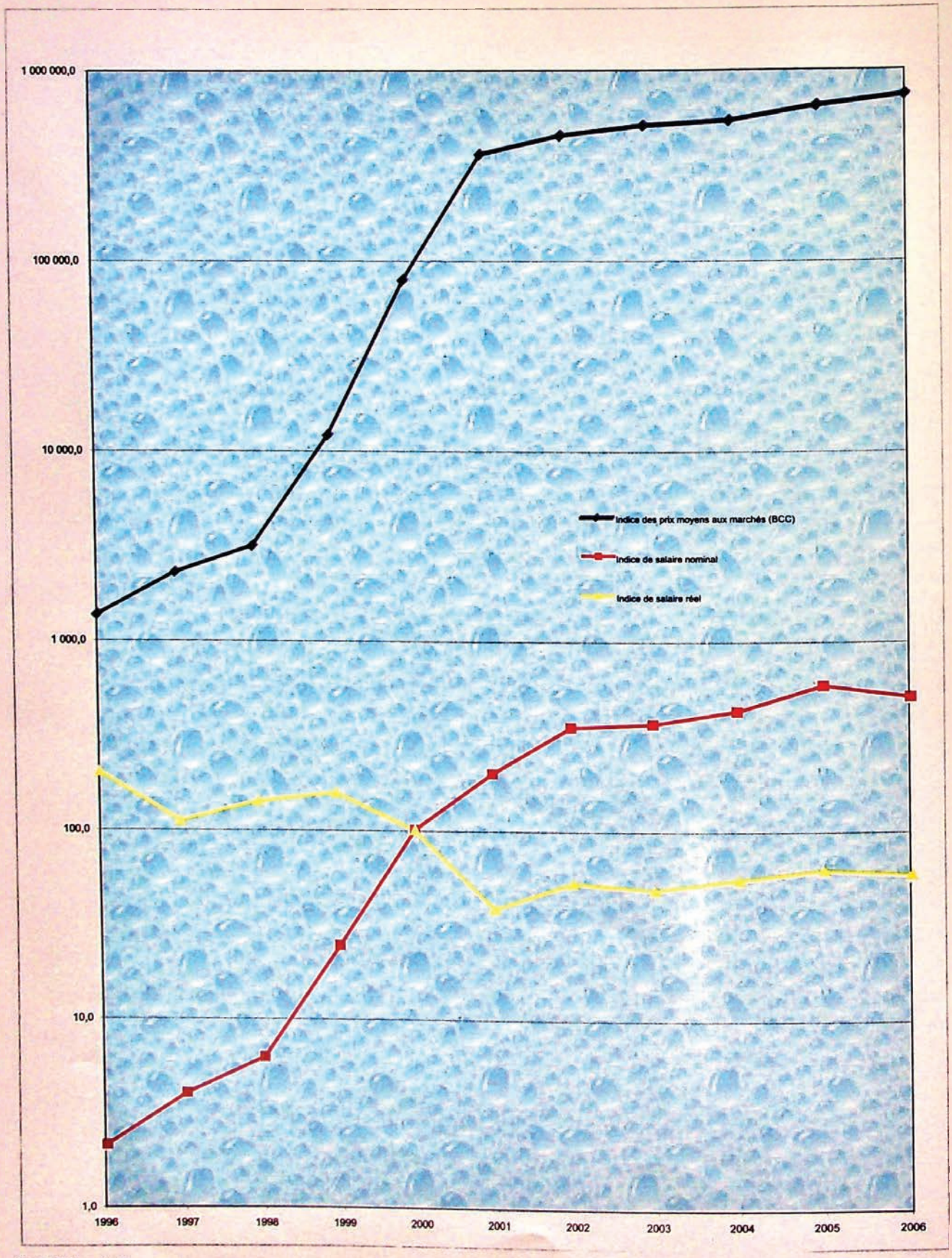
Source : Banque Centrale du Congo

Graphique 5 Evolution des indices des prix de détail à Kinshasa calculés par l'IRES [1]



[1] Cfr Tableau I.36

Graphique 6 Salaire minimum, indice général des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels [1]



[1] Cfr Tableau I.40

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.5 TAUX DE CROISSANCE EN VOLUME DE DIFFERENTS SECTEURS ET DE LEURS COMPOSANTES[1]
(variation en pourcentage par rapport à l'année précédente)

SECTEURS D'ACTIVITE	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001	2002	2003 ®	2004 ®	2005 ®	2006 ®
I. Secteur des biens	**-0,5**	**-7,3**	**-0,7**	**-1,9**	**-8,2**	**-3,3**	**3,1**	**4,6**	**6,5**	**7,2**	**3,7**
1.Agriculture, sylviculture, élevage, pêche et chasse	-2,9	-2,8	-1,4	-5,1	-11,7	-3,9	0,5	1,2	0,6	2,9	3,2
2.Activités extractives et métallurgiques	3,2	-13,9	9,6	7,9	29,1	0,8	9,9	13,2	16,4	13,6	0,9
3.Activités de fabrications	-3,4	-21,8	-7,3	4,3	-10,9	-16,2	6,8	-3,3	24,0	5,6	0,9
4.Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	18,9	-10,6	-5,9	10,5	-66,0	8,6	2,8	8,3	-7,4	1,7	4,3
4. Construction	24,7	-30,6	4,5	13,7	3,5	6,7	11,5	23,8	22,5	24,1	13,2
II. Secteur des services	**-2,3**	**-1,3**	**-4,7**	**-6,8**	**-6,9**	**-3,5**	**4,9**	**8,0**	**7,5**	**8,7**	**9,1**
1.Commerce de gros et de détail	-0,2	-1,6	-6,7	-11,9	2,3	-0,7	1,7	3,5	5,7	9,9	8,9
2.Transports, entreposage et communications	-3,5	-8,4	-8,5	-20,7	28,5	8,1	21,0	27,8	11,3	10,1	12,5
3.Services marchands	-0,5	-2,0	-6,5	-5,0	-18,7	-10,0	6,1	6,2	8,1	8,5	7,5
4. Administration publique et défense, sécurité sociale obligatoire	-21,2	15,4	21,7	33,6	-44,7	-23,6	3,5	14,4	11,6	-3,5	5,8
Droits et taxes à l'importation	-4,3	58,9	-21,3	-49,4	25,1	44,4	16,3	4,7	11,5	13,7	14,0
Produit Intérieur Brut	**-1,1**	**-5,4**	**-1,7**	**-4,3**	**-6,9**	**-2,1**	**3,5**	**5,8**	**6,6**	**7,8**	**5,6**

(1) Cfr Tableau I.9.

Tableau I.6 UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT [1]

(variation en pourcentage du PIB à prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 ®	2004 ®	2005 ®	2006 ®
1. Consommation finale des ménages	71,3	82,5	84,5	81,3	81,7	88,2	82,6	81,4	67,0	56,8	61,6
2. Consommation finale des administrations publiques	6,2	7,9	10,2	8,9	7,5	4,9	5,2	12,0	16,1	21,3	21,7
3. Formation brute de capital fixe	15,5	8,5	7,3	4,3	10,5	7,6	8,6	12,5	18,5	20,0	20,7
4. Variation de stocks	-1,2	-0,4	-0,8	5,3	0,6	0,5	0,7	1,2	1,2	1,2	1,1
5. Exportations des biens et services	30,9	24,0	25,0	6,6	6,5	14,2	24,4	26,8	35,1	34,6	36,2
6. Importations des biens et services	22,7	22,5	26,2	6,4	6,7	15,4	21,5	33,9	38,0	33,9	41,3
7. Exportations nettes des biens et services	8,2	1,5	-1,3	0,2	-0,2	-1,2	2,9	-7,1	-2,8	0,6	-5,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**	**100,0**

(1) Cfr Tableau I.11.

Tableau I.7 PRODUIT INTERIEUR BRUT [1]

Périodes	Estimations aux prix de 2000			Estimations à prix courants			Déflateur du PIB (2000 = 100)	Variation du déflateur du PIB (en %)
	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles en %	en millions de CDF	Indice (2000 = 100)	Variations annuelles en %		
1980	483 829,556	162,870	2,3	0,0000001	0,00000000003	19,0476190476	0,0000000000207	18,74
1981	495 441,466	166,779	2,4	0,0000002	0,00000000007	100,0000000000	0,0000000000404	95,31
1982	492 964,258	165,945	-0,5	0,0000003	0,00000000010	50,0000000000	0,0000000000609	50,75
1983	499 915,054	168,284	1,4	0,0000005	0,00000000017	66,6666666667	0,0000000001000	64,35
1984	527 660,340	177,624	5,6	0,0000009	0,00000000030	80,0000000000	0,0000000001706	70,54
1985	530 298,641	178,512	0,5	0,0000012	0,00000000040	33,3333333333	0,0000000002263	32,67
1986	555 328,737	186,938	4,7	0,0000016	0,00000000054	33,3333333333	0,0000000002881	27,32
1987	570 322,613	191,985	2,7	0,0000029	0,00000000098	81,2500000000	0,0000000005085	76,48
1988	573 744,549	193,137	0,6	0,0000055	0,00000000185	89,6551724138	0,0000000009586	88,52
1989	565 712,125	190,433	-1,4	0,0000115	0,00000000387	109,0909090909	0,0000000020328	112,06
1990	528 375,125	177,865	-6,6	0,0000224	0,00000000754	94,7826086957	0,0000000042394	108,55
1991	483 885,939	162,889	-8,4	0,0004649	0,00000015650	1 975,4464285714	0,0000000960764	2 166,27
1992	433 077,916	145,785	-10,5	0,0176546	0,00000594300	3 697,5048397505	0,0000040765418	4 143,02
1993	374 557,451	126,086	-13,5	0,2692385	0,00009063272	1 425,0331358400	0,0000718817731	1 663,30
1994	360 059,735	121,206	-3,9	69,34	0,02334221094	25 654,7289856391	0,0192583754810	26 691,74
1995	362 641,520	122,075	0,7	396,42	0,13344566373	471,6924761203	0,1093148485509	467,62
1996	358 603,343	120,715	-1,1	2 896,25	0,97495503626	630,6007621348	0,8076486485050	638,83
1997	339 206,854	114,186	-5,4	7 803,82	2,62696878383	169,4451216850	2,3006073888138	184,85
1998	333 315,088	112,203	-1,7	9 989,43	3,36270327278	28,0069749397	2,9969934301553	30,27
1999	319 082,170	107,411	-4,3	51 823,85	17,44526416409	418,7869029443	16,2415409372720	441,93
2000	297 065,500	100,000	-6,9	297 065,46	100,00000000000	473,2214717956	100,0000000000000	515,71
2001	290 827,100	97,900	-2,1	1 407 545,00	473,81644653132	373,8164465313	483,9800678721080	383,98
2002	300 914,410	101,296	3,5	1 922 300,00	647,09643753283	36,5711220600	638,8196126625010	31,99
2003 (r)	318 341,200	107,162	5,8	2 298 655,50	773,78753845146	19,5783956719	722,0729896219920	13,03
2004 (r)	339 478,900	114,277	6,6	2 601 000,00	875,56460179103	13,1531018893	766,1743814220910	6,11
2005 (r)	365 960,767	123,192	7,8	3 396 231,00	1 143,26014729156	30,5740484429	928,0315747924750	21,13
2006 (r)	386 386,002	130,068	5,6	4 066 601,32	1 368,92432372800	19,7386550184	1 052,4713286564000	13,41

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Cfr Tableaux I.5. et I.6.

Tableau I.8 PRODUIT NATIONAL BRUT ET REVENU NATIONAL
(en millions de CDF)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (r)	2005 (r)	2006 (r)
Produit intérieur brut	**2 896,3**	**7 803,8**	**9 989,4**	**51 824,0**	**297 065,5**	**1 407 545,0**	**1 922 300,0**	**2 298 655,5**	**2 601 000,0**	**3 396 231,0**	**4 066 601,3**
Revenu des facteurs du reste du Monde	3,5	3,8	4,8	4,4	351,0	5 457,0	2 030,9	26 900,5	76 210,9	101 886,9	121 998,0
Revenu des facteurs au reste du Monde (-)	400,6	363,6	405,1	2 064,8	9 104,2	118 038,5	110 773,8	99 309,4	226 825,5	296 491,0	355 014,3
Revenu national brut (1)	**2 499,2**	**7 444,0**	**9 589,2**	**49 763,6**	**288 312,3**	**1 294 963,5**	**1 813 557,0**	**2 226 246,6**	**2 450 385,4**	**3 201 627,0**	**3 833 585,1**
Consommation de capital fixe (-)	86,9	234,1	299,7	1 554,7	8 912,0	42 226,4	57 669,0	68 959,7	78 030,0	101 886,9	121 998,0
Revenu national net	**2 412,3**	**7 209,9**	**9 289,5**	**48 208,9**	**279 400,3**	**1 252 737,2**	**1 755 888,0**	**2 157 287,0**	**2 372 355,4**	**3 099 740,0**	**3 711 587,0**
Transferts courants du reste du Monde	125,4	405,1	389,1	605,0	4 677,7	164 093,0	218 501,4	212 898,3	257 724,2	339 623,1	406 660,1
Transferts courants au reste du Monde (-)	83,5	185,2	334,3	787,3	2 834,0	33 194,0	53 033,0	-2 669,8	10 182,0	13 924,5	16 673,1
Revenu National disponible	**2 454,2**	**7 429,8**	**9 344,3**	**48 026,6**	**281 244,0**	**302 579,9**	**1 533 405,0**	**2 372 855,1**	**2 619 897,6**	**3 425 438,6**	**4 101 574,1**
Consommation finale (-)	2 245,3	7 050,3	9 462,6	46 710,2	264 874,0	1 311 025,8	1 688 135,9	2 145 778,1	2 162 758,9	2 653 737,1	3 386 979,9
Epargne nette	**208,9**	**379,5**	**-118,3**	**1 316,4**	**16 370,0**	**-1 008 445,9**	**-154 730,9**	**227 077,0**	**457 138,7**	**771 701,5**	**714 594,2**

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) Produit national brut selon SCN 68.

Tableau I.9 CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(en millions de CDF aux prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001 r	2002 (p)	2003 (r)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE,SYLVICULTURE et PÊCHE	**963,4**	**3 843,8**	**4 645,3**	**27 138,2**	**146 671,3**	**826 802,1**	**962 100,0**	**1 102 985,6**	**1 274 900,0**	**1 604 528,9**	**1 880 993,5**
2. INDUSTRIES	**937,1**	**1 603,7**	**2 042,8**	**9 698,5**	**59 570,7**	**279 090,4**	**432 300,0**	**515 185,6**	**541 405,0**	**748 547,1**	**888 699,0**
1.Activités extractives et métallurgiques	230,6	468,4	694,0	4 564,2	30 516,6	103 352,7	166 200,0	211 549,5	221 802,0	307 149,1	350 783,1
2. Activités de fabrications	256,0	465,2	593,7	2 598,8	14 151,0	67 326,0	102 300,0	112 188,8	136 525,0	178 920,0	206 670,3
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	169,1	378,4	435,3	1 094,4	2 361,3	57 178,1	78 300,0	97 875,1	78 581,0	103 032,5	126 051,6
4. Construction	281,4	291,7	319,8	1 441,2	12 541,8	51 233,6	85 500,0	93 572,1	104 497,0	159 445,4	205 193,9
3. SERVICES	**986,8**	**2 395,4**	**3 151,0**	**14 887,2**	**89 089,5**	**275 547,2**	**496 900,0**	**630 832,5**	**718 149,0**	**950 233,2**	**1 174 087,4**
1. Commerce de gros et de détail	577,3	1 434,1	1 796,1	8 686,9	54 255,6	146 015,3	297 100,0	362 831,8	396 372,0	530 081,4	653 267,5
2. Transports, entreposage et communications	97,3	221,4	280,6	1 380,8	9 443,0	57 170,6	70 800,0	88 909,2	94 426,0	128 679,5	165 213,1
3. Services marchands (1)	258,4	563,0	715,0	2 723,2	18 249,9	47 555,8	79 800,0	123 991,9	135 949,0	181 015,3	221 172,2
- dont services financiers	15,5	181,2	45,3	298,9	446,7	-6 710,1	-700,0	-8 526,0	876,0	27 170,6	50 021,8
4. Administration publique et défense,sécurité sociale obligatoire	53,8	177,0	359,4	2 096,3	7 141,0	24 805,5	49 200,0	55 099,6	91 402,0	110 457,1	134 434,5
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	**2 887,2**	**7 842,9**	**9 839,1**	**51 723,9**	**295 331,5**	**1 381 439,7**	**1 891 300,0**	**2 249 003,8**	**2 534 454,0**	**3 303 309,1**	**3 943 779,9**
Production imputée des services bancaires (-)	**-15,9**	**-145,0**	**-55,9**	**-413,1**	**-1 826,3**	**2 445,0**	**-4 900,0**	**-1 436,8**	**37,0**	**-1 748,2**	**-1 154,6**
DROITS ET TAXES À L'IMPORTATION	**24,9**	**105,9**	**206,6**	**513,0**	**3 560,3**	**23 660,3**	**35 900,0**	**51 088,5**	**66 509,0**	**94 670,1**	**123 976,0**
Produit intérieur brut au prix du marché	**2 896,3**	**7 803,8**	**9 989,8**	**51 823,9**	**297 065,5**	**1 407 545,0**	**1 922 300,0**	**2 298 655,5**	**2 601 000,0**	**3 396 231,0**	**4 066 601,3**

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats de la C.E.S.C.N.
(1) Y compris les hôtels et restaurants.

Tableau I.10 CONTRIBUTION DES DIFFERENTS SECTEURS AU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(valeurs ajoutées en millions de CDF aux prix de 2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
1. AGRICULTURE, CHASSE,SYLVICULTURE et PÊCHE	**182 544,9**	**177 481,2**	**174 965,6**	**166 028,6**	**146 671,3**	**140 907,3**	**141 563,9**	**143 299,5**	**144 219,8**	**148 358,9**	**153 175,8**
2. INDUSTRIES	**66 386,0**	**53 290,7**	**54 085,1**	**58 586,7**	**59 570,7**	**58 564,0**	**64 039,5**	**71 850,9**	**85 015,0**	**97 432,0**	**101 830,5**
1.Activités extractives et métallurgiques	23 231,8	19 992,3	21 912,1	23 633,3	30 516,6	30 770,9	33 830,5	38 300,0	44 583,9	50 643,7	51 075,8
2. Activités de fabrications	20 981,4	16 417,5	15 225,9	15 887,9	14 151,0	11 851,5	12 657,7	12 234,8	15 175,2	16 029,3	16 171,5
3. Production et distribution d'électricité, de gaz et eau	7 479,2	6 686,2	6 289,0	6 951,0	2 361,3	2 563,7	2 636,6	2 856,4	2 645,7	2 690,2	2 807,1
4. Construction	14 693,6	10 194,7	10 658,1	12 114,5	12 541,8	13 377,9	14 914,7	18 459,7	22 610,2	28 068,7	31 776,2
3. SERVICES	**109 275,4**	**107 839,2**	**102 741,8**	**95 724,7**	**89 089,5**	**85 939,2**	**90 185,5**	**97 414,3**	**104 679,2**	**113 811,3**	**124 143,6**
1. Commerce de gros et de détail	65 525,5	64 478,4	60 175,5	53 025,9	54 255,6	53 850,8	54 764,2	56 674,8	59 908,4	65 828,8	71 719,8
2. Transports, entreposage et communications	11 053,3	10 128,5	9 267,9	7 348,2	9 443,0	10 208,6	12 350,5	15 781,1	17 563,5	19 335,1	21 746,6
3. Services marchands (1)	25 813,1	25 288,3	23 633,3	22 441,7	18 249,9	16 424,9	17 424,9	18 500,0	20 001,8	21 693,2	23 319,8
- dont services financiers	1 191,4	8 142,6	1 456,4	1 986,0	446,7	-961,2	435,6	-1 310,7	540,0	619,2	694,8
4. Administration publique et défense,sécurité sociale obligatoire	6 883,5	7 944,0	9 665,1	12 908,9	7 141,0	5 454,9	5 645,9	6 458,4	7 205,5	6 954,2	7 357,3
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	**358 206,2**	**338 611,1**	**331 792,5**	**320 340,0**	**295 331,5**	**285 410,5**	**295 788,9**	**312 564,6**	**333 914,0**	**359 602,2**	**379 149,9**
Production imputée des services bancaires (-)	-4 103,6	-6 553,8	-4 104,4	-4 104,4	-1 826,3	273,9	-853,8	-485,8	-1 415,0	-1 576,3	-1 809,6
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	4 500,7	7 149,6	5 627,0	2 846,6	3 560,3	5 142,7	5 979,3	6 262,386	6 979,90	7 934,9	9 045,7
Produit intérieur brut au prix du marché	**358 603,3**	**339 206,9**	**333 315,1**	**319 082,2**	**297 065,5**	**290 827,1**	**300 914,4**	**318 341,2**	**339 478,9**	**365 960,77**	**386 386,0**

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats de la C.E.S.C.N.
(1) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.11 UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(en milllons de CDF courants)

	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001 r	2002 (p)	2003 (r)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	2 066,420	6 435,977	8 445,058	42 115,425	242 585,518	1 241 371,100	1 588 181,490	1 870 480,714	1 742 919,357	1 929 124,175	2 504 481,550
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	178,887	614,317	1 017,554	4 594,800	22 288,500	69 654,700	99 954,400	275 297,379	419 839,543	724 612,876	882 498,346
3. FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	450,167	666,078	730,994	2 250,596	31 114,200	107 278,700	165 079,500	286 758,980	481 185,000	679 861,027	841 683,870
4. VARIATION DES STOCKS	-36,159	-30,318	-77,221	2 745,68	1 676,58	6 733,10	13 455,40	28 320,91	30 567,20	41 397,48	45 345,00
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	895,559	1 875,883	2 493,834	3 427,400	19 427,200	199 467,800	468 482,140	616 491,00	913 995,90	1 174 158,56	1 472 186,18
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	658,618	1 758,119	2 620,788	3 309,900	20 026,500	216 960,400	412 852,930	778 693,50	987 507,00	1 152 923,12	1 679 593,63
7. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	236,941	117,764	-126,955	117,500	-599,300	-17 492,600	55 629,210	-162 202,500	-73 511,100	21 235,444	-207 407,445
PRODUIT INTERIEUR BRUT	2 896,256	7 803,817	9 989,430	51 824,000	297 065,459	1 407 545,000	1 922 300,000	2 298 655,481	2 601 000,000	3 396 231,000	4 066 601,321

Tableau I.12 UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT
(en millions de CDF aux prix de 2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 r	2003 (p)	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
1. CONSOMMATION DES MENAGES	320 494,73	303 044,60	294 550,36	280 971,65	242 585,50	242 512,90	223 480,467	241 423,035	252 643,066	252 643,066	266 318,396
2. CONSOMMATION DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	18 658,71	13 498,92	18 951,64	25 095,65	22 288,50	14 247,90	23 934,73	21 314,61	29 902,24	33 278,00	36 859,05
3 FORMATION BRUT DE CAPITAL FIXE	20 241,08	24 706,74	33 349,97	20 923,42	31 114,20	32 553,80	49 445,58	51 327,81	58 243,09	68 000,00	74 631,96
4. VARIATION DES STOCKS	-14 636,87	4 644,12	-4 184,13	-1 245,44	1 676,60	1 304,00	1 512,64	3 643,34	6 783,77	6 965,00	7 243,60
5. EXPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES	43 119,43	14 737,36	28 858,18	104 554,83	19 427,20	15 256,70	29 692,11	23 986,11	33 914,39	35 246,56	34 876,00
6. IMPORTATIONS DES BIENS ET SERVICES (-)	29 273,74	21 424,89	38 210,94	111 217,95	20 026,50	15 048,20	27 151,12	23 353,70	28 202,04	30 171,86	33 543,00
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	13 845,69	-6 687,54	-9 352,76	-6 663,11	-599,30	208,50	2 540,99	632,41	5 712,35	5 074,70	1 333,00
PRODUIT INTERIEUR BRUT	**358 603,34**	**339 206,85**	**333 315,09**	**319 082,17**	**297 065,50**	**290 827,10**	**300 914,41**	**318 341,20**	**339 478,90**	**365 960,77**	**386 386,00**

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats de la C.E.S.C.N.

Tableau I.13 COMPTE DES OPERATIONS COURANTES DE L'ETAT
(en millions de CDF courants)

	1996	1997	1998	1999	2000 r	2001 r	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)
EMPLOIS:											
Consommation publique r	178,9	614,3	1 017,5	4 594,8	22 288,5	69 654,7	99 954,4	215 603,2	275 710,2	304 834,4	403 385,6
Frais du personnel	47,5	150,6	387,5	2 041,1	7 398,6	24 195,7	27 944,9	60 469,2	100 208,7	142 242,1	195 339,5
Consommation de biens et services	131,4	463,7	630,0	2 553,7	14 889,9	45 459,0	72 009,5	155 134,0	175 501,5	162 592,3	208 046,1
Transferts courants	18,6	254,8	204,4	319,9	1 058,0	9 593,3	31 686,7	73 789,0	45 222,8	82 568,6	90 767,4
Subventions d'exploitation aux Entreprises	1,1	2,5	6,7	7,0	252,1	6 570,0	4 370,7	-	-	380,5	451,0
Transferts aux ménages	0,3	0,3	0,2	5,0	14,0	-	-	2 380,4	3 789,6	-	-
Transferts à l'extérieur	10,1	0,0	1,7	3,0	3,8	-	-	59 827,5	1 490,9	-	-
Intérêts de la dette publique	7,0	-	-	295,8	13,3	611,4	24 678,3	6 875,6	39 047,3	16 823,1	19 884,4
Autres transferts (n.d.a)	-	252,0	195,8	9,0	774,8	2 411,9	2 637,7	4 705,5	895,0	65 365,0	70 432,0
Prestations de la Sécurité Sociale	0,5	0,7	17,8	88,8	396,6	1 348,4	1 949,2	709,6	1 479,2	1 479,2	1 479,2
Epargne de l'Etat	-27,7	-150,3	-288,0	-1 695,7	-22 856,1	84 672,9	467 238,4	-3 411,7	7 260,4	104 128,2	26 266,6
TOTAL	170,2	719,4	951,7	3 307,8	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 010,5	521 898,9
RESSOURCES:											
Recettes ordinaires	163,2	463,3	621,7	2 648,3	-	97 296,6	244 296,6	257 868,0	245 661,5	442 226,5	468 366,4
Cessions de biens et services (2)	14,5	117,4	85,2	734,9	593,3	0,0	11 367,0	15 989,4	18 716,0	137 250,6	143 654,0
Impôts directs	101,8	100,7	228,9	817,5	-593,3	28 208,1	37 654,7	34 401,5	60 273,3	158 852,6	162 343,7
Impôts indirects	36,1	223,6	305,6	935,3	-	54 374,8	88 991,1	111 985,7	156 790,3	139 079,5	154 325,7
Intérêts et dividendes	0,9	10,2	2,0	157,4	-	13 151,1	96 984,7	9 538,3	8 121,7	5 287,3	6 231,0
Autres recettes ordinaires (3)	9,9	11,4	0,0	3,2	-	1 562,6	9 299,1	85 953,2	1 760,2	1 756,5	1 812,0
Transferts courants de l'extérieur	0,0	230,4	297,5	527,6	-	64 464,74	125591,9	24038,4	47 151,6	13 924,5	16 673,1
Cotisations à la Sécurité Sociale	7,0	25,8	32,6	131,9	887,0	3 507,9	230 940,2	4 783,7	36 859,5	36 859,5	36 859,5
TOTAL	170,2	719,4	951,7	3 307,8	887,0	165 269,2	600 828,7	286 690,1	329 672,6	493 010,5	521 899,0

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats de la C.E.S.C.N.
(1) Recettes administratives, judiciaires et domaniales
(2) Il s'agit de recettes diverses

Tableau I.14 COMPTE DE CAPITAL ET FINANCIERS DE L'ETAT
(en millions de CDF aux prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)
EMPLOIS:											
Formation brute de capital	11,0	131,7	24,2	554,0	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8	23 255,2	28 321,0	34 000,0
Sur ressources intérieures	11,0	131,7	24,2	554,0	5 170,8	25 028,3	39 788,4	3 723,7	7 267,4	8 456,0	10 543,0
Sur ressources extérieures	-	-	-	-	-	-	4 511,6	41 793,1	15 987,8	19 865,0	23 457,0
Transferts de capital	-	-	-	-	-	16,0	-	-	-	-	-
Subventions d'équipement versées aux entreprises	-	-	-	-	-	16,0	-	-	-	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capacité(+)/Besoins(-) de financemment	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	55 981,4	389 813,1	123 138,6	-1 823,2	75 807,3	-7 733,5
TOTAL	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	168 655,4	21 432,0	104 128,3	26 266,5
RESSOURCES:											
Epargne	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	4 265,9	15 659,9	104 128,3	26 266,5
Transferts en capital reçus par l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	164 389,5	5 772,1	-	-
TOTAL	-27,7	-205,4	-165,8	-1 812,7	-13 246,7	81 025,7	434 113,1	168 655,4	21 432,0	104 128,3	26 266,5

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats de la C.E.S.C.N.

Tableau I.15 FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
(en millions de CDF à prix courants)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
Par agent:											
Secteur privé	425,4	100,6	217,0	1 118,0	17 685,8	26 960,6	64 179,5	72 057,1	121 215,2	171 263,7	193 587,3
Administrations publiques	11,0	131,7	24,2	325,4	5 170,8	25 028,3	44 300,0	45 516,8	76 989,6	108 777,8	143 086,3
Ménages	13,7	433,7	489,7	807,3	8 257,6	55 289,8	56 600,0	169 185,0	282 980,2	399 819,6	505 010,3
Total	450,2	666,1	731,0	2 250,6	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9
Par type de biens d'investissement:											
Matériels d'équipement	153,5	142,5	160,0	490,9	7 539,2	21 166,5	25 432,0	29 565,0	50 043,2	70 705,5	86 693,4
Bâtiments et travaux publics	288,2	496,5	543,2	1 373,9	19 085,3	86 008,6	97 568,0	198 625,4	333 365,0	471 007,7	584 128,6
Projets administratifs	0,5	2,2	0,0	280,6	2 934,0	103,6	39 552,8	56 754,0	96 237,0	135 972,2	168 926,0
Cheptels	7,9	24,9	27,8	105,1	1 555,7	0,0	2 526,7	1 814,6	1 539,8	2 175,6	1 935,9
Total	450,2	666,1	731,0	2 250,6	31 114,2	107 278,7	165 079,5	286 759,0	481 185,0	679 861,0	841 683,9

Tableau I.16 FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE
(en millions de CDF aux prix de 2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 r	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
Par agent:											
Secteur privé (1)	**14 168,8**	**6 009,7**	**10 858,1**	**11 344,0**	**17 685,8**	**10 327,1**	**32 122,1**	**33 258,8**	**13 906,0**	**34 631,3**	**38 062,3**
Administrations publiques	224,9	1 780,7	1 292,6	2 268,8	5 170,8	10 255,6	4 978,5	5 432,0	24 817,5	23 112,1	25 001,7
Ménages	**5 847,4**	**16 916,3**	**21 199,2**	**7 310,6**	**8 257,6**	**11 971,1**	**12 345,0**	**12 637,0**	**19 519,6**	**10 256,6**	**11 568,0**
Total	**20 241,1**	**24 706,7**	**33 350,0**	**20 923,4**	**31 114,2**	**32 553,8**	**49 445,6**	**51 327,8**	**58 243,1**	**68 000,0**	**74 632,0**
Par type de biens d'investissement:											
Matériels d'équipement	6 747,0	4 006,5	8 531,4	7 310,6	7 539,2	8 965,5	9 543,0	10 654,0	27 124,0	36 799,6	40 525,2
Bâtiments et travaux publics	13 044,3	19 587,3	23 525,9	12 982,6	19 085,3	22 147,4	22 321,0	22 677,8	27 692,1	28 306,9	31 345,4
Autres	449,8	1 112,9	1 292,6	630,2	4 489,7	1 440,9	17 581,6	17 996,0	3 427,0	2 893,5	2 761,4
Total	**20 241,1**	**24 706,7**	**33 350,0**	**20 923,4**	**31 114,2**	**32 553,8**	**49 445,6**	**51 327,8**	**58 243,1**	**68 000,0**	**74 632,0**

Source : Banque Centrale du Congo, d 'après les résultats de la C.E.S.C.N.
(1) Y compris les investissements des entreprises publiques.

Tableau I.17 COMPTE EXTERIEUR DE L'ECONOMIE
(en millions de CDF 2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)
1. Exportations de biens et services	895,1	1 875,9	2 493,7	3 427,4	19 427,2	199 467,8	468 482,1	616 491,0	923 663,2	1 143 490,4	1 472 186,2
2. Importations de biens et services	658,6	1 758,1	2 621,3	3 309,9	20 026,5	216 960,4	412 852,9	778 693,5	1 094 386,0	1 335 841,7	1 679 593,6
Solde sur biens et services	**236,4**	**117,8**	**-127,6**	**117,5**	**-599,3**	**-17 492,6**	**55 629,2**	**-162 202,5**	**-170 722,8**	**-192 351,4**	**-207 407,4**
3. Rémunération des salariés reçues nettes du Reste du Monde	-2,0	-8,2	-2,9	-2,9	-31,4	0,0	-1 074,1	243,0	-3 185,9	-11 091,7	-12 543,0
4. Revenu net de la propriété et de l'Entreprise en provenance du Reste du Monde	-131,7	117,2	132,5	-683,9	0,0	-88 020,1	-107 619,8	-72 738,5	-102 306,2	-134 001,3	-133 425,0
5. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	41,9	-220,0	-54,8	-54,8	0,0	48 783,0	165 241,1	210 478,5	173 988,3	220 080,7	213 456,0
Solde des opérations courantes avec le Reste du Monde	**144,6**	**6,9**	**-52,8**	**-624,0**	**-630,7**	**-56 729,7**	**112 176,4**	**-24 219,5**	**-102 226,6**	**-117 363,7**	**-139 919,4**
6. Transferts nets en capital	-162,3	-326,7	619,3	619,3	0,0	0,0	0,0	212 099,0	-25 686,1	-70 579,4	-70 579,4
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	693,3	-128,9	961,8	2,6	29 395,6	156 019,8	-47 357,2	75 053,1	132 132,9	-54 972,2	-54 972,2
8. Achat d'actifs incorporels	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9. Variation des créances sur le Reste du Monde	163,2	-48,0	135,2	724,7	7 486,2	40 716,6	15 752,3	38 391,8	109 355,8	-47 077,7	-56 743,0
Total du financement net	**163,2**	**-48,0**	**135,2**	**724,7**	**7 486,2**	**40 716,6**	**15 752,3**	**38 391,8**	**109 355,8**	**-47 077,7**	**-56 743,0**

Tableau I.18 EVOLUTION DES INDICES D'ACTIVITES ECONOMIQUE
(Base 1990 = 100)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)
I. VOLUME DE PRODUCTION											
1. Production agricole (1) r	105,2	104,6	104,2	103,1	102,3	101,6	97,6	102,5	134,8	138,7	142,9
2. Production agricole d'exportation (1) r	87,6	75,9	66,6	58,7	43,8	41,9	49,3	66,8	74,0	99,5	90,2
3. Production minière et métallurgique	43,4	42,4	42,7	35,6	32,6	35,1	46,1	50,6	56,8	62,3	62,9
4. Production de pétrole brut	100,3	95,0	88,5	81,0	77,8	87,8	78,9	86,6	94,8	86,3	84,4
5. Production manufacturière (5)	112,7	133,3	95,8	99,2	100,0	91,0	94,9	101,6	112,9	130,0	131,7
6. Production de ciment	53,3	29,4	31,6	37,4	37,8	45,2	58,8	77,9	81,9	117,1	156,5
7. Production d'eau	100,4	102,1	99,8	97,2	89,8	102,6	98,7	101,6	90,1	109,2	112,4
8. Production d'électricité	108,1	88,5	82,8	93,4	106,5	106,2	108,7	109,5	125,5	130,5	139,7
9. Evolution de l'emploi	62,0	61,2	52,9	42,1	35,2	33,5	...		...	...	...
II. VOLUME DE CONSOMMATION											
1. Consommation d'eau	93,2	87,4	79,4	70,6	77,2	86,5	80,8	79,6	73,5	91,8	96,7
2. Consommation intérieure d'électricité	101,0	84,6	67,6	83,0	97,0	96,9	96,7	89,8	68,8	80,9	86,2
3. Consommation intérieure de ciment	53,5	31,3	32,5	34,6	33,5	37,0	50,5	72,2	88,9	108,4	108,4
4. Consommation des produits pétroliers	64,0	59,0	61,6	53,5	52,2	43,3	46,4	61,8	55,8	61,2	69,1
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT											
1. Manutention dans les principaux ports '(r)	60,2	43,4	43,1	35,8	45,7	44,1	52,0	57,7	71,7	82,0	86,4
2. Trafic des marchandises et des personnes	34,6	32,4	34,2	35,5	39,6	47,9	53,2	57,2	62,8	69,4	....
IV. PRIX											
1. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers (1)	773,2	2 443,2	2 327,3	6 097,4	51 956,1	462 727,3	670 765,3	745 391,6	767 870,0	958 975,8	1 252 752,9
2. Indice des prix de détail aux machés de Kinshasa, B.C.C. (2)	818,0	2 441,9	3 153,6	12 138,2	78 899,6	421 685,0	451 980,9	510 207,7	530 619,0	645 072,5	798 297,0
3. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES (3)	169 874,5	468 016,7	571 663,9	2 355 606,4	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6	123 948 488,8	161 052 458,4	186 204 214,1
4. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES (3)	136 165,3	369 160,5	491 526,8	2 388 728,0	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	98 361 566,5	109 362 615,0	136 658 724,9	156 623 005,6
5. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ. (4)	41 508 812,7	113 569 593,6	204 833,8	836 027,2	46,2	220,0	324,2	395,6	408,6	531,7	570,8
6. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	89,3	74,9	61,1	76,9	127,8	128,2	119,1	99,2	106,4	122,6	140,1
V. Indice de volume du P.I.B. (6)	120,7	114,2	112,2	107,4	100,0	97,9	101,3	107,2	114,3	123,2	130,1

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Base : 1995 = 100

(2) Base : août 1995 = 100

(3) Il s'agit de l'indice moyen annuel, base: décembre 1993 = 100 .

(4) Base : novembre 1989 = 100

(5) Base : 2000 = 100

(6) Indice de volume du PIB réajusté sur base de l'année de référence 2000.

(7) Non compris la consommation du ciment métallurgique

Tableau I.19 IMPORTATIONS ET ESTIMATION DE LA PRODUCTION COMMERCIALISEE
DES PRINCIPAUX PRODUITS ALIMENTAIRES
(en millions de tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 (p)	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006(p)
Production commercialisée:											
Manioc en cossettes	8 067	6 896	8 189	7 920	15 959	15 436	14 930	15 442	15 920	16 414	15 463
Tubercules (1)	194	223	83	77	417	406	396	409	422	435	489
Bananes plantains	557	273	448	442	527	481	486	502	518	534	453
Mais	381	351	452	446	1 184	1 169	1 155	1 194	1 231	1 269	1 234
Riz	213	172	121	118	338	326	314	325	335	346	456
Pois et haricots	56	37	26	25	123	116	109	112	116	120	119
Poissons frais	65	75	59	56	53	55	61	63	65	67	70
Viande	40	39	40	38	36	44	46	48	49	51	65
Légumes (2)	201	205	67	67	69	74	85	88	91	93	87
Fruits (3)	334	366	365	346	328	352	363	375	387	399	405
Importations:											
Mais	24	5	2	-	2	2	3	3,1	3,2	3,3	2,8
Riz	62	88	44	48	69	144	163	169	174	179	180
Poissons salés et fumés	10	7	5	2	2	3	5	5	5	5	5,4
Viande et abats	15	10	18	105	110	2	7	7	7	8	9
Blé	45	-	65	185	183	129	162	168	173	178	203

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames

(2) Feuilles de manioc et piments et poivre

(3) Tomates, bananes douces et autres fruits

Tableau I.20 PRODUCTION VIVRIERE, ELEVAGE, SYLVICULTURE, PECHE ET CHASSE
(en milliers de tonnes)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (r)	2005 (r)	2006 (r)
I. CULTURES VIVRIERES	**22 823**	**22 911**	**22 065**	**21 926**	**21 254**	**20 662**	**20 688**	**20 722**	**20 784**	**20 815**
Céréales	**1 560**	**1 621**	**1 592**	**1 572**	**1 545**	**1 520**	**1 521**	**1 523**	**1 515**	**1 515**
Maïs grains	1 167	1 215	1 199	1 184	1 169	1 155	1 155	1 156	1 156	1 155
Riz paddy	355	363	350	338	326	314	315	315	315	316
Millet & sorgho	32	33	33	40	41	43	43	43	37	37
Blé & orge	6	10	10	9	9	8	8	9	6	6
Racines et tubercules	**17 527**	**17 616**	**17 038**	**16 489**	**15 955**	**15 441**	**15 461**	**15 467**	**15 497**	**15 516**
Manioc tubercules	16 973	17 060	16 500	15 959	15 436	14 930	14 945	14 951	14 974	14 989
Patate douce	247	256	246	237	228	220	223	224	230	233
Taro	72	59	60	62	64	65	66	66	66	66
Pomme de terre	88	88	88	90	91	91	92	92	93	93
Oignons, ails...	54	56	51	51	50	51	50	49	49	48
Igname	93	97	93	90	87	84	85	85	85	86
Légumes et légumineuses	**597**	**598**	**579**	**577**	**576**	**566**	**570**	**572**	**591**	**589**
Haricots	135	138	130	122	114	107	108	109	110	111
Vandzou	8	8	8	9	9	9	9	9	10	10
Feuille de manioc	277	280	281	283	287	285	285	286	298	294
Tomates	42	41	42	43	45	44	45	46	46	45
Piments et poivre	30	31	29	29	30	30	31	31	32	31
Autres légumes	105	100	89	91	91	91	91	91	95	98
Oléagineux	**1 549**	**1 569**	**1 452**	**1 571**	**1 522**	**1 479**	**1 473**	**1 492**	**1 510**	**1 525**
Arachides	400	412	396	382	369	355	360	364	368	369
Soja	7	9	10	11	13	14	14	15	15	16
Noix de palme (palmier à huile)	1 083	1 088	987	1 119	1 085	1 052	1 065	1 079	1 092	1 106
Autres oléagineux	59	60	59	58	56	57	34	34	35	35
Fruits	**1 590**	**1 507**	**1 404**	**1 718**	**1 654**	**1 656**	**1 663**	**1 668**	**1 671**	**1 670**
Bananes plantains	691	631	577	527	481	486	486	486	487	488
Bananes douces	318	318	315	312	313	313	314	313	314	314
Autres fruits	581	558	512	880	861	857	863	869	870	868
II. ELEVAGE	**29 470**	**29 257**	**29 111**	**28 966**	**28 845**	**26 210**	**25 115**	**46 373**	**46 495**	**47 764**
Bovins (en milliers de têtes)	1 039	987	967	947	927	765	688	838	837	835
Ovins (en milliers de têtes)	957	945	933	921	909	897	888	1 178	1 179	1 180
Caprins (en milliers de têtes)	4 286	4 255	4 225	4 195	4 165	4 004	3 964	5 608	5 617	5 625
Porcins (en milliers de têtes)	1 051	989	961	934	931	953	963	1 497	1 500	1 503
Volailles (en milliers de têtes)	22 137	22 081	22 025	21 969	21 913	19 592	18 612	37 252	37 363	37 476
Oeufs (en millions d'oeufs)	625	675	629	627	584	606	558	1 118	1 121	1 124
Lait (en millions de litres)	31	28	25	23	20	22	21	22	22	21
III. SYLVICULTURE	**18 263**	**18 242**	**18 200**	**18 163**	**18 487**	**18 986**	**23 370**	**24 001**	**26 443**	**28 011**
Bois de chauffage	17 659	17 624	17 589	17 554	17 864	18 346	22 504	23 112	25 432	26 887
Charbon de bois	604	618	611	609	623	640	866	889	1 011	1 124
IV. PECHE ET CHASSE	**232**	**231**	**224**	**221**	**215**	**218**	**220**	**219**	**223**	**221**
Poissons frais	142	140	133	131	125	128	130	131	134	132
Gibier	90	91	91	90	90	90	90	88	89	89

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.
(1) Chiffres réctifiés à partir de 2000.
(2) Données éstimées à partir de 1997.

Tableau I.21 PRODUCTION AGRO-INDUSTRIELLE
(tonnes)

PRODUITS	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (e)	2006 (e)
PLANTES STIMULANTES											
Café robusta	62 067	53 998	46 978	40 764	36 945	32 058	48 087	32 050	32 020	31 990	27 216
exportations	44 486	18 897	30 408	22 311	14 421	5 587	6 078	3 537	4 406	4 309	3 666
Café arabica	11 908	10 360	9 013	7 841	6 822	7 065	4 622	5 128	5 123	5 118	5 916
exportations	8 456	4 142	8 579	2 119	2 459	2 396	2 706	2 408	2 372	3 883	4 489
Cacao	7 576	7 235	6 909	6 565	6 562	6 235	5 749	5 710	5 670	5 630	4 149
exportations	3 468	3 295	3 131	2 975	2 827	2 397	2 617	1 216	1 386	1 289	950
Thé	3 431	2 951	2 438	2 182	1 953	1 774	1 388	1 560	1 716	1 570	1 378
exportations	1 559	1 341	1 153	991	...		...	...	...	...	...
Tabac	3 356	3 759	4 210	4 715	4 210	3 759	3 620	3 517	4 174	4 053	4 184
BOIS											
Grumes (m^3)	453 686	494 518	539 025	205 540	191 720	178 829	238 707	243 000	371 000	391 321	380 238
exportations	121 551	97 830	105 248	40 133	16 478	14 437	16 854	60 626	92 829	117 844	150 505
OLEAGINEUX (1)	...	...	...	...	12 997	12 495	12 881	13 930	21 143	25 223	20 931
Huile de palme	18 612	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024
exportations	1 150	237	49	18	...		...	...	...		
Huile de palmistes	1 722	1 901	2 099	1 670	1 512	1 369	1 231	1 108	1 001	177	212
exportations	861	360	611	486	159	719	313	696	603	111	128
Tourteaux de palmistes	8 539	8 124	7 729	7 353	6 995	6 654	6 987	6 995	7 345	7 515	7 694
PLANTES TEXTILES ET DERIVEES											
Coton-fibres	9 051	9 142	9 234	8 772	8 333	7 916	7 520	7 144	6 787	6 401	6 034
Huile de coton	120	121	122	116	110	104	100	95	90	86	81
Tourteaux de coton	674	681	688	654	622	591	562	534	508	480	452
Fibres Urena-Punga	5 526	5 581	5 637	5 355	5 087	4 832	4 590	3 906	3 324	2 861	2 228
PLANTES MEDICINALES											
Quinquina	6 687	6 420	6 164	5 918	5 682	5 455	5 256	5 051	4 854	4 652	4 451
exportations	3 707	3 559	3 417	3 281	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES A CAOUTCHOUC											
Caoutchouc	5 611	5 274	4 957	5 000	4 699	4 216	3 783	5 670	4 967	9 762	5 721
exportations	3 095	3 333	3 216	3 244	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269
PLANTES INSECTICIDES											
Pyrèthre	156	157	158	160	...	...	...	...	...	...	...
PLANTES SACCHARIFERES											
Canne à sucre	1 702 281	1 697 863	1 693 478	1 785 093	1 669 000	1 560 000	1 911 000	1 786 200	1 787 300	1 821 129	1 887 546

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier.
(1) Production exportée.

Tableau I.22 PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE

Produits	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Cuivre	tonnes	37 658	38 236	31 225	30 821	37 845	26 311	16 359	18 995	26 389	36 388
dont : - Gécamines	tonnes	36 430	37 227	29 633	27 507	21 186	18 172	9 369	7 691	16 055	24 201
- Sodimico	tonnes	1 228	1 009	1 592	3 314	608	-	-	-	-	-
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	...	16 051	8 139	6 990	11 304	10 334	12 187
Zinc	tonnes	1 660	1 147	-	214	1014	828	4 886	5 067	15 110	32 324
Cobalt	tonnes	3 003	3 871	2 308	3 739	11 637	11 865	7 341	8 851	8 234	10 842
dont : - Gécamines	tonnes	3 003	3 871	2 308	3 739	3 463	1 780	1 358	1 412	934	750
- Partenaires de la Gécamines	tonnes	...	...	...	...	8 174	10 085	5 983	7 439	7 300	10 092
Cassitérite totale	tonnes	232	...	...	...	...		1728	9545	8950	8439
soit en étain contenu	tonnes	...	...	...	...	...					
Or fin (1)	kilos	394	151	622	1 382	1 512	2 154	819	1 202	2 244	250
Diamant		21 977	26 083	20 116	16 006	18 198	22 503	26 981	29 502	32 214	28 543
dont : - MIBA	milliers de carats	6 419	6 831	4 788	4 640	6 160	6 021	6 746	7 350	5 375	2 509
- Sengamines	milliers de carats	...	...	...	...	195	306	1 094	506	...	...
- Artisanal (2)	milliers de carats	15 558	19 252	15 328	11 366	11 843	16 176	19 141	21 646	26 839	26 034
Charbon	tonnes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	-	-	-	-	-		1 728	77	152	390
Pétrole brut	milliers de barils	10 146	9 444	8 650	8 459	9 380	8 425	9 246	10 119	9 216	9 009
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100)		**42,4**	**42,7**	**35,9**	**33,3**	**35,9**	**46,1**	**50,6**	**56,8**	**62,3**	**62,9**

(1) Y compris la production artisanale
(2) Sur base des achats des comptoirs.

Tableau I.23 PRINCIPALES PRODUCTIONS MANUFACTURIERES

	Unité	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
Industries alimentaires :												
Lait pasteurisé	10^3 litres	379	359	130	82 (e)	80	78	70	63	57	61	61
Farine de maïs	tonnes	13 157	11 455	17 400	18 874	12 327	11 945	12 500	13 081	13 690	13 867	14 332
Farine de froment	tonnes	123 381	131 571	113 433	88 679	117 244	90 070	88 095	154 373	184 914	184 100	185 738
Riz décortiqué	tonnes	313	320	327	315	304	293	200	193	186	178	168
Sucre	tonnes	72 000	64 375	56 628	73 375	72 037	57 739	63 187	73 896	80 871	88 950	90 792
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	63	115	128	66	332	661	793	90	45	161	164
Pain	tonnes	29 892	26 971	21 067	12 063	140 693	138 374	139 534	140 706	141 888	143 054	145 231
Graisses et huiles de table	tonnes	3 496	4 808	6 033	5 975	5 668	2 743	823	950	1 075	1 201	1 227
Huiles de palme	tonnes	18 612	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	5 827	12 797	17 531	13 024
Margarine	tonnes	1 193	1 799	999	1 643	2 052	1 418	425	510	561	635	593
Aliments pour animaux	tonnes	53 329	52 928	47 712	32 670	39 830	36 251	29 001	26 101	24 796	22 427	21 768
Pêche lacustre	tonnes	2 141	1 372	879	878	875	848	963	933	904	875	845
Industries des boissons :												
Bières	10^3 d'hl	2 322	1 717	1 613	1 447	1 710	1 566	1 348	1 572	2 033	2 523	3 010
Limonades et eaux gazeuses	10^3 d'hl	678	680	776	745	805	713	764	987	1 295	1 557	1 618
Boissons alcooliques	hl	1 411	1 528	4 119	4 220	4 220	4 089	4 155	4 221	4 289	4 240	4 356
Industries du tabac :												
Cigarettes	10^6 d'unités	3 658	3 555	3 848	3 200	3 712	2 299	2 444	2 462	2 922	3 228	3 333
Industries de tissu, confection et bonneterie :												
Bonneterie	10^3 de pièces	163	187	179	139	125	121	110	105	100	98	80
Couvertures	10^3 de pièces	85	63	47	36	30	29	20	14	14	15	12
Sacs	10^3 de pièces	6 467	5 938	5 406	6 994	9 822	8 081	7 053	6 156	5 373	5 314	5 287
Toiles d'emballages	milliers de m	263	189	136	100	90	87	13	12	10	11	11
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m^2	31 712	10 568	1 563	3 028	2 361	2 353	3 454	1 291	1 052	1 079	852
Tissus imprimés	milliers de m^2	15 472	11 223	12 220	16 853	14 334	7 193	9 526	4 277	4 730	8 514	6 382
Tissus polyesther	milliers de m^2	4 434	3 627	827	132	125	74	105	102	290	478	478
Filatures	tonnes	1 965	1 588	1 608	1 951	1 756	1 234	1 052	603	672	372	372
Industries des chaussures et cuirs:												
Chaussures	10^3 de paires	1 758	1 742	1 609	848	952	1 347	1 482	855	941	1 101	571
Industries de la chimie de consommation :												
Savons	tonnes	28 280	25 702	29 212	25 506	28 287	25 159	15 000	16 588	19 340	21 316	23 809
Peintures, vernis, émaux	tonnes	133	214	206	169	151	67	71	92	101	117	129
Allumettes	cartons	47 778	58 932	79 915	75 473	53 433	89 151	98 066	107 873	110 030	117 287	121 144
Explosifs	tonnes	934	435	513	300	246	35	34	32	30	28	26
Acétylène	tubes	38 737	35 233	37 240	20 884	22 868	18 700	20 675	13 775	7 819	12 568	10 498
Oxygène	10^3 de m^3	120	123	113	74	103	83	92	82	50	63	48
Chaux	tubes	.....		...	55 873	51 705	20 315	31 789	26 938	16 733	25 135	25 136
Industries de fabrication des produits pétroliers et raffinés												
Lubrifiants	litres	262 125	215 176	309 073	443 945	237 056	340 501	347 311	364 677	382 910	394 998	412 798
Industries du plastique :												
Pneus pour automobiles	10^3 de pièces	48	49	69	70	69	44	42	45	49	50	45
Casiers et bacs de 32 litres	10^3 de pièces	130	134	131	126	130	126	120	109	103	95	87
Divers articles plastiques	10^3 de pièces	1 646	1 484	1 338	1 521	1 430	1 476	1 624	1 786	1 965	2 120	2 291
Industries des fabrications métalliques légères :												
Articles galvanisés	10^3 de pièces	415	399	497	110	105	102	95	89	89	82	79
Machettes et houes	10^3 de pièces	273	304	245	208	199	146	151	156	162	167	172
Pelles et bêches	10^3 de pièces	33	50	64	29	22	19	20	21	22	23	23
Tôles galvanisées	10^3 de pièces	118	101	86	75	211	215	261	270	278	306	314
Articles de ménage émaillés	10^3 de pièces	84	91	86	74	0	0	0	0	0	0	0
Articles de ménage en aluminium	tonnes	61	36	39	19	32	46	46	47	48	49	50
Valises et malles	pièces	128	473	144	98	98	152	129	135	135	127	130
Frigos & congélateurs	pièces	3	2	1	1	0	0	0	0	0	0	0
Bouchons couronnes	10^6 de pièces	542	405	447	358	388	391	426	411	535	545	600
Fûts métalliques de 30 litres	pièces	311	273	203	0	0	0	0	0	0	0	0
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	18 442	10 544	11 486	8 289	3 081	0	0	0	0	0	0
Industries d'édition, d'imprimeries et reproduction:												
Imprimés	10^3 de pièces	300	300	266	264	294	279	293	308	323	338	315
Industries de fabrication de papier, carton et d'articles en papier et carton												
Papiers et cartons	tonnes	1 929	1 238	1 360	866	836	545	463	428	405	419	434
Papiers hygiéniques	Sach. (30 roul.)	39 382	58 804	63 920	46 281	54 367	75 527	57 539	50 408	52 862	54 554	55 851

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.

Tableau I.24 PRINCIPALES PRODUCTIONS MANUFACTURIERES INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT

	Unité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)
Industries des fabrications métal. lourdes :											
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	471	373	492	304	398	359	378	380	403	393
Chaudronnerie	tonnes	324	118	108	100	102	170	187	175	217	241
Fonderie fonte et acier	tonnes	248	118	91	211	307	150	158	145	110	104
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	28	23	19	5	6	5	5	5	5	5
Industrie du matériel de transport :											
Réparations navales	pièces	43	35	33	49	25	26	28	30	28	32
Constructions navales	pièces	1	3	2	1	2	1	1	3	3	4
Automobiles (véhicules montés)	pièces	156	94	84	0	0	0	0	0	0	0
Industries des minéraux non métalliques :											
Ciment Portland normal	10^3 de tonnes	125	134	159	161	192	250	315	395	499	519
Ciment métallurgique	10^3 de tonnes	5	11	14	9	9	15	15	7	12	11
Produits en béton	tonnes	672	718	804	700	731	763	820	902	931	992
Carrelages	milliers de m^2	6	10	15	12	12	14	16	16	18	19
Fibro-ciment	milliers de m^2	56	70	44	104	100	128	132	136	149	160
Concassés	10^3 de tonnes	239	249	260	191	185	194	203	205	210	223
Bouteilles	10^3 de pièces	22 700	21 034	18 262	22 829	19 685	16 543	21 408	18 742	19 077	18 042
Industries de transformation de bois :											
Tranchages	m^3	7 714	7 396	6 428	4 307	4 175	3 340	3 250	2 951	3 114	3 780
Contreplaqués	m^3	1 442	1 382	1 395	843	817	654	620	603	624	715
Bois sciés	m^3	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	26 010	20 369	29 687	30 062	25 253
Placages	m^3	5 636	5 702	1 022	233		7	8 731	3 973	7 764	6 524
Matelas	10^6 de pièces	3 752	3 105	2 346	2 000	1 938	2 519	2 575	2 584	2 865	3 072
Stylo à billes	10^3 de pièces	5 902	5 274	2 530	4 308	3 600	1 854	2 225	2 892	3 362	3 963
Menuiserie métallique	tonnes	121	118	90	65	60	60	55	54	54	60
Mobiliers métalliques	pièces	1 915	790	465	1 274	1 453	1 095	821	616	615	600

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.

Tableau I.25 INDICE DE LA PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004(p)	2005(p)	2006(p)
A. INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION	**117,3**	**95,9**	**95,9**	**85,1**	**100,0**	**79,7**	**79,3**	**90,7**	**105,2**	**118,7**	**118,9**
Produits alimentaires	79,9	76,4	67,8	65,7	100,0	86,1	87,3	94,5	128,5	153,0	133,8
Boissons	120,1	95,6	95	87,1	100,0	90,7	83,5	109,0	141,6	171,8	188,3
Tabacs	98,6	95,8	103,7	65,7	100,0	61,9	65,8	66,3	78,7	87,0	89,8
Confection et bonneterie,											
Tissage et impression de tissu	145,0	93,5	75,7	100,5	100,0	64,4	71,3	44,2	55,8	76,2	67,2
Chaussures et cuirs	158,9	165,4	161,3	89,5	100,0	152,9	157,9	89,8	98,8	115,7	60,0
Chimie de consommation	100,6	93,3	106,0	92,2	100,0	89,8	57,0	88,7	85,2	96,4	98,4
Fabrication des produits pétroliers raffinées	110,58	90,77	130,4	187,27	100,0	143,6	146,5	153,8	161,5	166,6	174,1
Plastique	72,9	74,2	99,9	101,2	100,0	67,2	64,4	104,9	114,2	120,8	126,1
Fabrications métalliques légères	248,0	322,5	289,7	99,3	100,0	116,7	116,1	122,9	131,3	134,0	138,8
Edition, imprimérie et reproduction	102,0	102,0	90,5	89,8	100,0	94,9	99,7	104,7	109,9	114,8	107,1
Fabrication des papiers, cartons et d'articles en papier et carton	158,5	129,9	142,1	95,2	100,0	79,7	82,3	69,9	70,4	72,7	74,8
B. INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISONNEMENT	**112,3**	**137,0**	**95,8**	**100,6**	**100,0**	**92,1**	**96,4**	**200,2**	**182,0**	**231,6**	**237,8**
Fabrication métalliques lourdes	124,8	185,1	109	125,4	100,0	122,3	131,4	141,0	135,7	153,4	160,5
Matériel de transport	96,1	88,3	81,7	73,3	100,0	57,7	84,5	94,6	140,6	154,6	202,7
Minéraux non métalliques	146,8	85,0	92,8	106,8	100,0	115,2	118,0	140,8	150,1	171,8	176,4
Transformation de bois	265,2	210,9	219,2	166,2	100,0	116,9	197,9	720,8	475,6	723,0	615,0
Autres non classées ailleurs	160,3	168,1	134,8	92,5	100,0	96,5	82,2	80,1	82,1	89,4	98,5
Indice global A+B	**112,7**	**133,3**	**95,8**	**99,2**	**100,0**	**91,0**	**94,9**	**101,6**	**112,9**	**130,0**	**131,7**

Source : Banque Centrale du Congo , Enquêtes économiques.

1. base 1990 = 100

Tableau I.26 PRODUCTION, EXPORTATION ET CONSOMMATION INTERIEURE DE CIMENT
(en tonnes)

ANNEES	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variation de stocks
	Ciment Portland	Ciment métallurgique (1)	Total	Exportation (2)	Consommation locale (3)	Total	
1996	240 790	15 219	256 009	7 623	231 035	238 658	17 351
1997	124 929	5 123	130 052	7 948	128 371	136 319	-6 266
1998	134 324	10 638	144 962	300	138 033	138 333	6 630
1999	158 837	14 025	172 862	22 704	150 781	173 485	-623
2000	160 709	8 218	168 927	27 167	135 467	162 634	6 294
2001	192 122	9 304	201 426	55 230	137 231	192 461	8 965
2002	233 943	15 766	249 708	61 660	187 257	248 917	791
2003	315 427	15 367	330 794	64 815	267 848	332 663	-1 869
2004	395 309	15 984	411 293	71 555	329 648	401 203	10 091
2005	521 368	2 631	523 999	76 858	452 721	529 579	-5 580
2006	519 233	2 020	521 253	80 820	452 685	533 505	-12 252

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)
(1) Production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA)
(2) Uniquement ciment Portland normal
(3) Y compris ciment métallurgique

Tableau I.27 PRODUCTION DE LA RAFFINERIE DE PETROLE
(en tonnes)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Pétrole brut traité (1)	-	-	106 553	60 019	-	-	-	-	-	-	-
2. Production totale	-	-	74 510	38 069	-	-	-	-	-	-	-
Gaz liquéfié (GPL)	-	-	332	139	-	-	-	-	-	-	-
Essence super	-	-	27 953	10 290	-	-	-	-	-	-	-
Jet JP1 et pétrole	-	-	16 660	7 041	-	-	-	-	-	-	-
Gasoil	-	-	29 565	20 599	-	-	-	-	-	-	-
Fuel oil	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	554	-	9 001	4 086	671	547	-	-	-	-	-
4. Ventes sur le marché intérieur	292 776	-	163 315	113 888	121 352	84 667	-	-	-	-	-
5. Exportations	7 981	-	11 712	28 104	-	-	-	-	-	-	-
6. Variations de stocks des produits finis	-301 311	-	-77 475	-86 059	-122 023	-85 214	-	-	-	-	-

Source : SEP-Congo
(1) = 3 + 4 + 5 + 6

Tableau I.28 CONSOMMATION DE PRODUITS PETROLIERS
(en m³)

Produits	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Essence auto	160 943	160 764	163 470	156 806	154 249	129 840	129 624	156 927	172 449	209 545	224 298
Carburant aviation	153 746	125 288	126 605	98 552	93 776	97 743	126 869	139 502	158 045	198 928	254 565
Pétrole	11 680	11 820	14 259	8 998	5 978	1 954	1 034	5 601	5 031	13 139	11 277
Gasoil	224 334	195 090	200 956	162 154	161 524	129 140	145 873	170 897	183 761	232 175	251 075
Fuel oil	17 379	13 261	18 941	17 266	14 968	18 337	22 913	32 295	37 241	43 714	46 571
Huiles	4 922	3 403	3 422	2 291	72	-	893	1 884	1 551	1 988	2 430
G.P.L (Gaz)	110	68	66	98	80	23	22	-	-	-	-
Total	573 114	509 694	527 719	446 165	430 647	377 037	427 228	507 106	558 078	699 489	790 216

Source : SEP-Congo

Tableau I.29 PRODUCTION ET CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR PROVINCE
(en milliers de Mwh)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I. Production brute (1)										
dont:										
centrales hydroélectriques	4 827	4 500	5 074	5 797	5 786	5 926	5 973	6 914	7 119	7 620
centrales thermiques	8	19	26	16	12	11	7	8	9	9
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	3 371	3 081	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	59	15	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	121	65	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasaï Occidental	6	7	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	17	16	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 261	1 335	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	**4 835**	**4 519**	**5 100**	**5 813**	**5 798**	**5 937**	**5 980**	**6 922**	**7 128**	**7 629**
II. Consommation intérieure nette :										
- Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	1 833	1 557	1 832	1 951	...	...	...	...	...	...
dont: ville de Kinshasa	1 705	1 381	1 665	1 763	...	...	...	...	...	...
haute tension	23	-	...	...	...	...	...	...	...	...
basse tension	969	693	...	...	...	...	...	...	...	...
éclairage public	713	688	...	...	...	...	...	...	...	...
- Province Orientale	40	14	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kivu	78	46	...	...	...	...	...	...	...	...
- Kasai Oriental et Kasaï Occidental	8	17	...	...	...	...	...	...	...	...
- Equateur	6	6	...	...	...	...	...	...	...	...
- Katanga	1 192	1 182	1 160	1 142	...	...	...	...	...	...
- Ajustements (2)	656	243	771	1 303	31	...	...	...	...	...
Total	**3 061**	**2 766**	**3 013**	**3 122**	**3 347**	**3 236**	**2 893**	**3 058**	**3 596**	**4507**
III. Exportations (3)	**773**	**299**	**749**	**1 274**	**1 013**	**1 145**	**1 230**	**1 598**	**1 707**	**1 190**
IV. Importations et Achats locaux (4)	**43**	**55**	**18**	**6**	**12**	**9**	**27**	**21**	**21**	**22**
V. Pertes (5)	**1044**	**1509**	**1356**	**1 423**	**1450**	**1565**	**1884**	**2287**	**1846**	**1954**

Source : S.N.EL.
(1) I = II + III + IV + V non compris les autoproducteurs.
(2) Conformément au tableau 30.
(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda.
(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC.
(5) Pertes en lignes et aux différents niveaux du système de distribution.

Tableau I.30 PRODUCTION ET CONSOMMATION D'EAU ET D'ELECTRICITE

PERIODES	REGIDESO (Eau potable)			S. N . EL . (Electricité)		
	Production (en millions de m³)	Consom-mation (en millions de m³)	Nombre d'abonnés	Production (en milliers de MWh)	Consom-mation (1) (en milliers de MWh)	Nombre d'abonnés
1993	187,8	132,5	380 483	5 379	5 320	250 006
1994	200,1	142,5	393 286	5 007	4 447	262 907
1995	215,6	144,7	401 544	5 959	5 085	239 865
1996	210,0	136,1	407 578	5 881	4 579	257 422
1997	213,5	127,7	403 852	4 835	3 834	264 803
1998	207,7	155,9	418 428	4 519	3 065	260 371
1999	203,3	103,1	423 852	5 100	3 762	253 359
2000	187,8	114,8	428 589	5 813	4 396	272 687
2001	214,6	126,3	430 959	5 798	4 360	291 801
2002	206,4	127,1	433 904	5 937	4 381	301 611
2003	212,5	116,3	433 830	5 980	4 123	332 829
2004	226,2	117,2	445 754	6 922	4 713	353 720
2005	228,4	134,1	457 678	7 128	5 303	374 611
2006	235,1	141,3	469 602	7 629	5 697	443 844

Sources: REGIDESO et SNEL.
(1) Il s'agit de la consommation intérieure et de l'exportation.

Tableau I.31 CONSOMMATION D'ELECTRICITE PAR SECTEUR
(en millions de Kwh)

Secteurs	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (p)	2006 (p)
Mines et métallurgie	1 387	1 287	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres secteurs industriels (haute et moyenne tension)	1 146	831	2 611	3 164	...	...	...	...	...	...
Distribution (basse tension) (1)	1 155	924	1 152	1 232	...	...	...	...	...	...
Transports (2)	145	23	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	3 833	3 065	3 763	4 396	4 360	4 381	4 123	4 713	5 303	5 697

Source: Banque Centrale du Congo d'après les données de la SNEL.
(1) Consommation domestique et éclairage public.
(2) Une partie de la consommation d'électricité dans les transports est comprise dans la consommation haute tension et n'a pas pu être isolée.

Tableau I.32 ACTIVITES DES PRINCIPAUX ORGANISMES DE TRANSPORT
(en millions d'unités)

Marchandises (tkm)	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)
I. TRANSPORT FLUVIAL	35,8	39,6	30,2	22,6	26,6	27,5	34,7	41,2	41,2	41,2
1. ONATRA	35,8	39,6	30,2	22,6	26,6	27,5	34,7	41,2	41,2	41,2
Voies fluviales	35,6	39,4	30,0	22,4	26,4	27,3	34,7	41,1	41,1	41,1
Bas-fleuve	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,1	0,1	0,1
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	487,7	528,8	485,6	591,2	605,2	555,0	578,1	591,5	588,1	586,0
1. S.N.C.C.	321,1	403,5	386,8	429,3	458,5	481,6	518,0	534,5	534,5	534,5
Réseau Sud (OCS)	219,2	275,4	264,1	293,0	313,3	340,9	375,0	397,5	397,5	397,5
Réseau Est (SFE)	101,9	128,1	122,7	136,3	145,2	140,7	143,0	137,0	137,0	137,0
Réseau Nord (CFU)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA (CFMK)	166,6	125,3	98,8	161,9	146,7	73,4	60,1	57,0	53,6	51,5
III. TRANSPORT AERIEN	9,9	4,8	0,3	11,3	14,2	18,4	20,2	24,4	22,4	25,1
IV. TRANSPORT ROUTIER	190,4	206,4	189,4	140,7	291,5	527,4	605,2	739,7	928,9	1 163,8
Total général	723,8	779,6	705,6	765,8	937,5	1 128,3	1 238,2	1 396,9	1 580,7	1 816,1
Voyageurs (Voyageurs km)										
I. TRANSPORT FLUVIAL	8,7	13,9	4,2	2,3	3,2	2,7	3,9	3,9	3,9	3,9
1. ONATRA	8,7	13,9	4,2	2,3	3,2	2,7	3,9	3,9	3,9	3,9
Voies fluviales	8,2	13,4	4,0	1,9	3,0	2,4	1,4	1,7	1,7	1,7
Bas-fleuve	0,5	0,5	0,2	0,4	0,3	0,3	2,5	2,2	2,2	2,2
II. TRANSPORT FERROVIAIRE	262,3	189,0	198,3	273,6	318,3	232,9	214,7	213,1	214,1	215,1
1. S.N.C.C.	161,3	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0	141,6	142,6	143,6
Réseau Sud (OCS)	161,3	143,0	145,2	187,9	222,1	160,6	143,0	141,6	142,6	143,6
Réseau Est (SFE)(1)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Réseau Nord (CFU).(2)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2. ONATRA	101,0	46,0	53,1	85,7	96,2	72,3	71,7	71,5	71,5	71,5
Voie ferrée (CFMK)	59,7	8,0	37,9	60,9	61,9	18,9	10,9	8,0	8,0	8,0
T.U.K.	41,3	38,0	15,2	24,8	34,3	53,4	60,8	63,5	63,5	63,5
III. TRANSPORT AERIEN	48,4	111,2	353,1	352,0	387,2	387,2	395,2	391,4	391,4	391,4
IV. TRANSPORT ROUTIER	42,2	38,5	15,2	53,4	91,7	91,7	100,3	105,4	105,4	105,4
Total général	361,6	352,6	570,8	681,2	800,4	714,5	714,1	713,8	714,8	715,8
Indice de trafic des marchandises et des personnes (1990 = 100)	32,4	34,2	35,5	39,6	47,9	53,2	57,2	62,8	69,4	70,2

Sources : Rapports des Sociétés de Transport.
(1) Arrêt d'activité en 1998.
(2) Arrêt d'activité en 1997.

Tableau I.33 MARCHANDISES MANUTENTIONNEES DANS LES PRINCIPAUX PORTS
(en milliers de tonnes)

	1997	1998	1999 (p)	2000 (p)	2001 (p)	2002 (p)	2003 (p)	2004 (p)	2005 (p)	2006 (p)
Port de Matadi	**969,4**	**980,6**	**823,3**	**1 040,9**	**1 039,0**	**1 240,8**	**1 349,1**	**1 641,5**	**1 823,1**	**1 871,6**
Entrées	786,0	763,4	694,9	921,7	939,5	1 119,1	1 169,9	1 323,3	1 455,4	1 486,8
Sorties	183,4	217,2	128,4	119,2	99,5	121,8	179,2	318,2	367,7	384,8
Port public de Kinshasa	**68,9**	**69,4**	**46,4**	**51,0**	**33,3**	**37,3**	**56,3**	**94,9**	**137,2**	**125,0**
Réseau fluvial	**13,8**	**12,8**	**7,9**	**10,9**	**4,9**	**5,9**	**14,5**	**39,5**	**37,2**	**39,4**
Chargement	2,0	2,0	1,5	2,4	0,5	0,6	0,6	1,3	1,2	1,4
Déchargement	11,7	10,8	6,3	8,5	4,4	5,3	13,9	38,2	36,0	38,0
C.F.M.K	**55,1**	**56,6**	**38,5**	**40,1**	**28,3**	**31,4**	**41,8**	**55,4**	**99,9**	**85,6**
Chargement	11,7	11,8	5,1	5,0	2,2	3,6	8,2	20,7	25,0	23,4
Déchargement	43,4	44,8	33,4	35,1	26,1	27,8	33,6	34,6	74,9	62,1
Port de Boma	**41,1**	**39,7**	**36,1**	**62,3**	**43,1**	**34,7**	**52,5**	**74,5**	**111,1**	**186,0**
Chargement	28,5	25,3	20,1	34,7	17,4	16,5	19,0	23,7	20,8	38,7
Déchargement	12,6	14,4	16,0	27,6	25,7	18,2	33,5	50,9	90,2	147,4
Port de Kalemie	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Port de Kalundu	**17,4**	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Chargement	0,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Déchargement	16,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Total	**1 096,8**	**1 089,7**	**905,8**	**1 154,2**	**1 115,4**	**1 312,8**	**1 457,9**	**1 810,9**	**2 071,3**	**2 182,6**
Indice de manutention (1990 = 100) (1)r	**43,4**	**43,1**	**35,8**	**45,7**	**44,1**	**52,0**	**57,7**	**71,7**	**82,0**	**86,4**

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.
(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo. Il ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.34 COMMUNICATION TELEPHONIQUE
(en milliers d'unités)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (p)
Consommation					21 041	297 937	372 460	214 370	351 785	1 331 669
Nombre d'abonnés					...	...	1 246	1 991	2 746	4 416

Tableau I.35 INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION DES MENAGES A KINSHASA (US Ambassy)
(Base 1989 = 100)

	1996	1997	1998	1999	2000 (1)	2001(1)	2002	2003	2004	2005	2006
Indice d'ensemble	41 508 812,7	113 569 593,6	204 833,8	836 027,2	46,2	220,0	324,2	395,6	408,4	490,8	570,8
dont:											
- Alimentation	16 403 209,0	45 383 399,6	684 044,0	3 306 031,2	24,9	99,5	125,1	144,3	158,3	210,5	248,2
- Boissons.....	1 189 821,4	3 220 535,7	41 450,4	154 589,2	1,2	6,6	8,3	10,1	9,1	11,7	13,7
- Non alimentaire	1 801 250,0	4 936 666,7	55 146,7	251 125,0	2,1	8,5	14,8	12,6	12,3	17,6	19,8
- Habillement	3 476 460,2	8 898 141,3	134 794,5	624 365,8	3,1	9,0	15,0	14,8	15,1	2,9	2,9
- Loyer	5 481 445,2	13 114 285,7	211 885,9	1 098 862,4	4,8	19,6	24,5	27,8	27,8	30,4	32,8
- Transport	6 637 500,0	17 625 000,0	135 000,0	618 750,0	5,6	36,1	47,1	75,3	70,3	83,4	126,3
- Frais scolaires	4 885 096,6	12 728 487,3	123 703,9	375 728,3	2,0	19,4	45,1	57,0	58,0	60,6	53,0
- Divers	1 650 694,9	7 515 272,6	606 103,6	1 930 195,1	3,3	22,0	47,2	53,7	57,0	55,8	62,0

Source : Section Economique de l'Ambassade américaine
(1) Les pondérations de ces indices d'inflation ont été revues afin de les adapter aux fluctuations de prix intervenues au cours des dix dernières années.

Tableau I.36 INDICE DES PRIX DE DETAIL A KINSHASA

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006				2006
											Mars	Juin	Septembre	Décembre	
	Moyennes annuelles										Fin période				
I. Prix aux marchés															
Indice général	169 874,5	468 016,7	571 663,9	2 355 606,4	15 097 695,6	65 861 513,7	89 231 524,6	104 114 076,6	123 948 497,2	161 052 458,4	176 690 417,6	180 913 753,0	191 767 448,6	209 014 056,4	186 204 214,1
dont:															
- Alimentation	203 155,3 r	567 025,9	683 474,5	2 626 399,1	16 278 621,5	70 783 922,1	98 187 387,4	114 905 476,1	143 553 397,4	187 277 100,2	204 910 160,2	210 426 457,7	222 032 162,1	241 384 765,3	215 448 864,4
- Habillement	135 117,8 r	357 888,8	443 186,9	2 393 055,7	17 514 968,6	67 524 254,0	86 740 952,0	106 655 853,8	126 168 161,3	163 172 198,1	178 842 692,2	183 073 595,7	200 035 728,2	210 953 479,6	190 254 312,9
- Articles divers	110 902,9 r	292 072,7	377 584,0	1 565 459,6	10 969 583,3	49 610 662,8	65 081 772,4	71 232 459,4	71 569 444,6	92 036 365,0	101 960 278,1	103 308 479,8	108 314 601,4	122 781 028,2	107 457 065,3
II. Prix aux magasins															
Indice général	136 165,3	369 160,5	491 526,8	2 388 728,0	12 977 199,5	57 187 421,7	82 106 913,3	98 361 566,5	109 362 615,0	136 658 724,9	146 704 411,5	152 174 028,5	163 619 543,9	169 669 639,5	156 623 005,6
dont:															
- Alimentation	130 416,9	352 446,7	455 055,8	2 350 740,5	12 570 138,1	55 569 213,0	78 035 486,7	92 958 335,1	101 943 679,7	128 011 392,3	137 074 583,3	142 354 152,4	152 023 911,4	157 786 407,4	146 093 773,0
- Articles divers	213 133,3	592 931,4	979 807,5	2 905 906,9	18 427 136,7	78 852 791,7	136 594 300,3	170 702 670,8	208 690 949,9	252 433 443,7	275 633 263,5	283 647 333,9	318 867 543,6	328 768 164,7	297 593 522,0

Source: Institut de Recherches et d'Etudes Economiques et Sociales (IRES).

Tableau I.37 INDICES DES PRIX DE DETAIL A KINSHASA ETABLI PAR LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
1999	**12 909,58**	**11 086,49**	**17 225,94**	**9 006,63**	**12 138,21**
Décembre	33 077,50	25 595,40	32 266,70	19 751,30	29 346,60
2000	**75 934,71**	**68 440,06**	**113 522,33**	**84 473,82**	**78 899,62**
Décembre	171 391,90	146 695,60	255 363,50	211 047,40	179 368,40
2001	**338 328,28**	**347 722,61**	**606 543,23**	**459 387,59**	**360 791,83**
Décembre	363 364,52	413 752,87	718 794,60	542 836,42	421 684,96
2002	**387 555,91**	**465 015,56**	**765 450,82**	**573 861,72**	**451 980,94**
Janvier	377 459,16	446 237,72	755 058,27	547 487,19	437 534,68
Février	378 808,14	461 277,78	752 752,51	550 780,51	440 900,81
Mars	370 288,19	449 844,10	748 108,63	545 104,46	432 739,89
Avril	369 199,19	446 565,69	749 542,38	544 877,70	431 639,53
Mai	372 224,17	447 073,72	753 373,12	550 776,00	434 916,67
Juin	381 398,80	457 920,73	759 785,16	568 251,13	445 830,11
Juillet	383 525,56	464 518,96	768 753,81	573 184,02	449 446,00
Août	386 957,26	463 590,49	768 765,59	572 946,50	451 377,73
Septembre	391 089,22	471 606,97	770 622,85	579 064,65	456 330,41
Octobre	404 521,80	483 658,56	782 166,57	586 093,34	468 180,68
Novembre	418 995,92	501 288,05	789 205,40	636 057,93	489 789,25
Décembre	416 203,49	486 604,00	787 275,50	631 717,18	485 085,56
2003	**425 187,51**	**514 264,72**	**815 842,49**	**692 730,63**	**509 231,61**
Janvier	420 781,30	497 436,90	789 529,20	635 897,70	490 334,66
Février	423 472,00	507 206,00	789 743,50	679 509,70	502 038,90
Mars	423 912,40	507 043,00	789 737,40	695 319,30	505 435,80
Avril	423 837,40	506 754,60	821 713,60	695 354,40	508 570,10
Mai	425 247,50	514 418,30	823 178,70	695 354,40	510 739,50
Juin	430 264,00	518 989,40	824 075,10	699 308,50	515 113,60
Juillet	431 790,50	530 012,90	825 123,30	702 667,00	518 298,50
Août	432 023,10	534 530,70	825 125,20	706 320,10	519 795,40
Septembre	422 577,90	518 337,50	825 434,60	702 311,70	510 967,30
Octobre	422 572,10	513 889,10	825 434,60	700 197,20	509 923,90
Novembre	422 616,10	511 275,00	825 434,60	700 197,20	509 590,60
Décembre	423 155,80	511 283,20	825 580,10	700 330,30	509 971,00
2004	**435 199,60**	**537 397,55**	**860 254,15**	**740 379,08**	**538 952,25**
Janvier	423 985,40	514 442,80	826 972,40	705 076,80	511 916,60
Février	425 382,10	517 235,90	827 138,50	707 486,60	513 649,00
Mars	427 060,10	523 370,20	837 360,30	713 083,90	517 137,10
Avril	430 815,30	528 194,80	844 948,20	723 160,30	522 484,30
Mai	431 630,20	526 612,20	845 881,00	725 133,90	523 203,40
Juin	432 037,70	527 765,50	848 254,80	725 393,10	523 779,40
Juillet	434 542,00	531 389,10	851 602,90	729 002,40	526 699,50
Août	435 166,80	535 292,60	857 969,70	738 593,90	529 841,50
Septembre	438 219,80	550 978,30	877 096,80	770 957,90	541 258,30
Octobre	445 592,80	559 676,60	893 996,60	780 410,10	549 687,70
Novembre	445 876,50	564 149,20	897 714,90	781 303,10	550 838,80
Décembre	452 086,50	569 663,40	914 113,70	784 947,00	556 931,45
2005	**546 668,84**	**622 891,69**	**930 936,43**	**894 758,08**	**645 072,50**
Janvier	473 509,40	572 384,80	922 205,20	792 432,70	572 343,90
Février	495 609,90	594 747,30	947 884,30	823 129,20	596 365,40
Mars	518 642,70	628 877,00	952 822,00	898 278,20	630 447,60
Avril	535 126,50	655 383,00	944 953,50	938 158,90	651 809,50
Mai	549 038,90	665 178,80	946 601,50	940 731,00	662 301,90
Juin	535 105,20	589 119,40	909 185,70	806 594,60	614 680,50
Juillet	572 143,50	639 001,00	918 502,30	890 082,70	661 418,20
Août	575 965,50	642 102,30	929 203,90	928 449,90	672 353,20
Septembre	567 546,00	616 659,80	925 930,60	929 573,60	663 722,70
Octobre	574 321,40	620 748,50	922 597,70	929 807,80	668 336,10
Novembre	577 674,00	629 675,60	922 597,70	930 091,80	671 688,80
Décembre	585 343,10	620 822,80	928 752,80	929 766,50	675 402,20
2006	**636 203,23**	**682 906,46**	**1 002 694,38**	**982 161,07**	**729 234,72**
Janvier	588 974,04	626 438,19	931 253,32	933 093,84	679 193,33
Février	593 085,27	636 916,22	933 653,54	934 455,01	683 556,93
Mars	603 975,14	641 735,45	934 784,19	937 896,28	691 651,74
Avril	608 837,70	636 106,10	951 797,70	939 997,30	695 094,60
Mai	619 875,40	652 711,90	981 081,90	957 189,20	709 008,40
Juin	628 708,10	664 438,50	992 200,20	960 605,00	717 273,10
Juillet	634 473,40	661 111,70	995 034,70	965 887,00	721 540,70
Août	636 490,40	697 906,40	1 012 499,80	977 759,10	731 085,40
Septembre	652 080,70	730 513,10	1 039 621,00	1 002 706,40	751 453,50
Octobre	671 287,80	769 143,12	1 077 056,07	1 024 008,84	774 647,66
Novembre	698 860,37	741 187,09	1 105 448,51	1 068 909,64	798 014,30
Décembre	697 790,46	736 669,78	1 077 901,63	1 083 425,23	798 296,97

Tableau I.38 VARIATIONS DES INDICES DES PRIX A LA CONSOMMATION

PERIODES	Taux mensuels (1)					Taux cumulés (2)					Taux moyens mensuels				
	I.R.E.S.		US-EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US-EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.	I.R.E.S.		US-EMBASSY Economic	Banque Centrale du Congo	I.N.S.
	Magasins	Marchés				Magasins	Marchés				Magasins	Marchés			
1997															
Décembre	-2,4	-11,8	-2,9	1,5		5,2	-0,4	5,8	13,7		0,4	0,0	0,5	1,0	
1998															
Décembre	5,0	2,6	16,2	4,3		179,7	126,3	179,5	134,8		8,9	7,3	8,9	7,4	
1999															
Décembre	39,8	48,4	20,2	49,5		472,8	526,6	333,0	483,7		15,7	16,5	13,0	15,8	
2000															
Décembre	23,7	16,8	21,5	32,4		404,0	451,4	531,6	511,2		14,4	15,3	17,8	16,3	
2001															
Décembre	3,4	-0,4	7,7	-2,1		180,2	160,0	199,0	135,1		9,0	8,3	9,6	7,4	
2002															
Janvier	5,3	7,6	1,3	3,8		5,3	7,6	1,3	3,8		5,3	7,6	1,3	3,8	
Février	0,6	2,5	2,7	0,8		5,9	10,3	4,0	4,6		2,9	5,0	2,0	2,3	
Mars	-1,7	-2,3	-1,7	-1,9		4,1	7,7	2,3	2,6		1,3	2,5	0,7	0,9	
Avril	1,7	-5,8	-0,1	-0,3		5,8	5,3	2,2	2,4		1,7	-4,3	0,5	0,6	
Mai	-1,5	-2,1	4,5	0,8		4,2	3,1	6,8	3,1		0,8	0,6	1,3	0,6	
Juin	2,8	2,5	-1,3	2,5		11,5	5,6	5,4	5,7		1,8	0,9	0,9	0,9	
Juillet	5,5	3,9	0,5	0,8		12,9	9,7	5,9	6,6		1,3	1,7	0,8	0,9	
Août	0,3	1,5	-0,1	0,4		13,3	11,4	5,8	7,0		1,4	1,6	0,7	0,9	
Septembre	1,8	1,2	0,9	1,1		15,3	12,7	6,7	8,2		1,6	1,3	0,8	1,0	
Octobre	2,8	3,3	9,5	2,6		18,6	16,4	17,0	11,0		2,2	1,9	2,0	1,3	
Novembre	2,0	5,1	4,0	4,6		20,9	22,3	22,0	16,2		2,4	2,5	2,5	1,9	
Décembre	3,8	-1,7	0,1	-0,3		25,5	20,3	22,0	15,8		1,9	1,6	1,3	1,2	
2003															
Janvier	2,5	0,8	0,5	1,2		2,5	0,8	0,5	1,2		2,5	0,8	0,5	1,2	
Février	-1,5	1,1	4,5	2,3		0,9	2,0	5,0	3,5		0,4	1,0	2,5	1,7	
Mars	4,0	2,1	-0,4	0,7		5,0	4,1	4,4	4,2		1,6	1,3	1,4	1,4	
Avril	-0,8	1,7	-0,4	-0,02		4,1	5,9	4,1	4,2		1,0	1,4	1,0	1,0	
Mai	1,7	0,5	4,5	1,0		5,9	6,4	8,8	5,2		1,2	1,2	1,7	1,1	
Juin	2,2	2,2	3,1	0,3		8,2	8,6	12,1	5,5		1,3	1,4	1,9	1,0	
Juillet	2,3	3,1	1,5	0,7		10,7	12,1	13,7	6,3		1,5	1,6	1,9	0,9	
Août	0,0	1,5	-0,1	0,2		10,6	13,8	13,7	6,5		1,3	1,6	1,9	0,5	
Septembre	-1,7	-1,6	-1,5	-1,9		8,7	12,0	12,1	4,4		1,0	1,3	1,3	0,5	
Octobre	-2,5	-4,6	-0,9	-0,2		6,0	6,8	11,0	4,3		0,6	0,7	1,0	0,4	
Novembre	0,2	1,9	1,1	0,1		6,2	8,9	12,0	4,4		0,5	0,8	1,0	0,4	
Décembre	2,6	1,0	-4,8	0,1		9,0	10,0	7,0	4,4		0,7	0,8	0,6	0,4	
2004															
Janvier	2,3	1,0	1,3	0,4		2,3	1,0	1,3	0,4		2,3	1,0	1,3	0,4	
Février	-0,6	3,3	0,0	0,3		1,6	4,3	1,3	0,7		0,8	2,1	0,6	0,3	
Mars	1,6	3,7	-1,4	0,7		3,3	8,2	0,3	1,4		1,1	2,7	0,1	0,5	
Avril	0,8	2,7	-0,2	1,0		4,1	10,9	-0,3	2,5		1,0	2,6	-0,1	0,6	
Mai	-2,1	0,8	0,2	0,1		1,9	11,8	0,3	2,6		0,4	2,3	0,6	0,5	
Juin	3,3	2,6	0,4	0,1		5,3	14,7	0,2	2,7		0,9	2,3	0,0	0,4	
Juillet	3,9	1,8	1,3	0,6		9,4	16,8	1,3	3,3		1,3	2,2	0,2	0,5	
Août	1,4	2,0	1,7	0,6		10,9	19,1	3,1	3,9		1,3	2,2	0,4	0,5	
Septembre	1,8	2,4	6,0	2,2		12,9	22,0	9,2	6,1		1,3	2,2	1,0	0,7	
Octobre	2,3	4,9	6,1	1,6		15,5	28,0	15,9	7,8		1,4	2,4	1,5	0,8	
Novembre	0,9	1,0	1,6	0,2		16,6	29,3	18,0	8,0		1,4	2,4	1,5	0,7	
Décembre	3,0	1,9	-6,7	1,1		20,0	31,7	10,0	9,2		1,5	2,3	0,8	0,7	
2005															
Janvier		5,2	11,7	2,8			5,2	11,7	2,8			5,2	11,7	2,8	
Février	1,4	1,1	-2,2	4,2	1,4	2,7	6,3	9,1	7,1	6,4	1,3	3,1	4,5	3,5	3,2
Mars	3,0	2,1	9,8	1,8	1,9	5,8	8,6	24,3	13,2	9,5	1,9	2,8	7,5	4,2	3,1
Avril	5,2	5,5	-0,7	3,9	3,4	11,3	14,5	23,4	17,0	13,8	2,7	3,4	5,4	4,1	3,3
Mai	1,6	0,7	3,2	1,6	1,4	13,1	15,3	27,3	18,9	19,0	2,5	2,9	4,9	3,5	3,5
Juin	0,8	-0,3	-5,4	-7,2	1,7	14,0	14,9	20,1	10,4	19,2	2,2	2,3	3,1	1,7	3,0
Juillet	2,7	2,1	6,0	7,6	-1,6	17,0	17,4	26,6	18,8	23,0	2,3	2,3	3,4	2,0	3,0
Août	-0,9	-0,5	3,1	1,7	1,2	16,0	16,8	31,5	20,7	26,8	1,9	2,0	3,5	2,4	3,0
Septembre	0,9	1,2	-1,0	-1,3	0,4	17,0	18,2	30,1	19,2	25,1	1,8	1,9	3,0	2,0	2,5
Octobre	2,0	1,2	0,2	0,7	-0,6	19,4	19,7	30,4	20,0	26,0	1,8	1,8	2,7	1,8	2,3
Novembre	0,8	0,4	-0,2	0,5	0,1	20,3	20,1	28,3	23,0	-	-	1,7	2,3	1,9	-
Décembre	-0,5	1,4	-4,0	0,6	-0,7	19,7	21,7	23,0	21,3	-	-	1,6	1,7	1,6	-
2006															
Janvier	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7	1,4	1,7	0,6	0,6	0,7
Février	3,2	0,9	-0,5	0,6	0,1	4,6	2,5	9,0	1,2	0,1	2,3	0,1	0,0	0,2	0,0
Mars	-3,0	1,0	-0,6	1,2	0,6	1,5	3,6	-1,0	1,2	1,3	0,5	0,3	0,5	0,4	0,4
Avril	0,4	0,7	0,9	0,50	0,50	1,9	4,3	0,0	2,4	1,80	0,5	0,2	0,1	0,7	0,4
Mai	0,4	0,3	2,6	2,0	1,5	2,3	4,5	3,0	2,9	1,9	0,5	0,9	0,7	1,0	0,4
Juin	2,9	1,5	0,1	1,2	1,4	5,3	6,0	3,0	5,0	4,8	0,9	1,0	0,5	1,0	0,8
Juillet	4,4	1,2	2,4	0,6	1,4	9,8	7,3	6,0	6,2	6,2	1,4	1,0	0,8	0,9	0,9
Août	0,5	2,0	1,1	1,3	2,9	10,4		7,0	6,8	9,3	1,2	1,1	0,8	1,0	1,1
Septembre	2,5	2,8	7,1	2,4	2,3	13,2	12,4	14,0	8,2	11,9	1,4	1,3	1,5	1,2	1,3
Octobre	1,7	2,3	7,3	3,1	1,6	15,1	14,9	18,0	11,3	13,7	1,4	0,1	0,2	0,1	1,3
Novembre	1,9	4,9	0,9	3,0	3,5	17,2	20,6	19,0	18,2	17,7	1,5	1,7	1,6	1,5	1,5
Décembre	0,1	1,6	-2,4	0,0	3,5	17,4	22,5	21,0	18,2	21,4	1,3	1,7	1,6	1,4	1,6

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent.
(2) Variations calculées par rapport au mois de décembre de l'année précédente.

Tableau I.39 EFFECTIFS DES TRAVAILLEURS DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE ET DU SECTEUR PRIVE
(en milliers d'unités)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
A. Travailleurs dans l'Administration publique	425,8	428,5	438,2	415,3	389,4	428,4	391,9	534,0	595,6	596,0	696,4
- Personnel sous-statut (1).....	117,5	148,0	154,9	172,4	168,0	184,8	170,4	214,8	233,5	234,8	282,9
- Pensionnés civils et militaires	76,7	72,8	71,5	81,9	84,7	93,2	78,6	127,4	152,1	147,0	199,3
- Enseignants (2)	231,6	207,7	211,8	161,0	136,7	150,4	142,9	191,8	210,0	214,2	214,2
B. Travailleurs dans le secteur privé	588,5	562,8	410,3	259,9	3 677,1	3 124,8	3 213,0	3 373,7	9 085,4	10 884,9	10 884,9
- Affiliés à l'INSS	588,5	562,8	410,3	259,9	175,1	148,8	153,0	160,7	219,5	226,5	226,5
- Non affiliés à l'INSS					3 502,0	2 976,0	3 060,0	3 213,0	8 845,9	10 658,4	10 658,4
C. Total des travailleurs (A+B)	1 014,3	991,3	848,5	675,2	4 066,5	3 553,2	3 604,9	3 907,7	9 681,0	11 480,9	11 581,3
D. Nombre d'emplois créés	-85,5	-23,0	-142,8	-173,3	3 391,3	-513,3	51,7	302,8	5 753,4	1 819,9	100,4
E. Population active				30 230,4	31 260,0	32 104,2	32 970,8	33 860,9	34 775,4	35 818,8	35 818,8
F. Nombre de chômeurs (E-C)				29 555,2	27 193,5	28 551,0	29 365,7	29 953,2	25 114,4	24 337,9	24 237,5
G. Taux de chômage (F/Ex100) (en %)					74,0	63,1	49,1	48,4	35,4	39,6	67,7

	Variations en %										
	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004 (e)	2005 (e)	2006 (e)
A. Travailleurs dans l'Administration publique	0,1	0,6	2,3	-5,2	-6,2	10,0	-8,5	36,3	11,5	0,1	16,8
- Personnel sous-statut (1).....	-3,8	26,0	4,7	11,3	-2,6	10,0	-7,8	26,1	8,7	0,6	20,5
- Pensionnés civils et militaires	6,2	-5,1	-1,8	14,5	3,4	10,0	-15,7	62,1	19,4	-3,4	35,6
- Enseignants (2)	0,2	-10,3	2,0	-24,0	-15,1	10,0	-5,0	34,2	9,5	2,0	0,0
B. Travailleurs dans le secteur privé	-12,8	-4,4	-27,1	-36,7	1 314,8	-15,0	2,8	5,0	168,7	20,1	0,0
- Affiliés à l'INSS	-12,8	-4,4	-27,1	-36,7	-32,6	-15,0	2,8	5,0	36,6	3,2	0,0
- Non affiliés à l'INSS	-	-	-	-	-	-15,0	2,8	5,0	175,3	20,5	0,0
C. Total des travailleurs (A+B)	-7,8	-2,3	-14,4	-20,4	502,3	-12,6	1,5	8,4	147,2	18,8	0,9
D. Nombre d'emplois créés	156,0	-73,1	520,9	21,4	-2 056,9	-115,1	-110,1	485,6	1 800,4	-68,4	-94,5
E. Population active	-	-	-	-	3,4	2,7	2,7	2,7	2,7	3,0	0,0
F. Nombre de chômeurs (E-C)	-	-	-	-	-8,0	5,0	2,9	2,0	-16,2	-3,1	-0,4
G. Taux de chômage (F/Ex100) (en %)											

Sources : Ministère des Finances(Direction de la Paie), Fonction Publique et I.N.S.S.
(1) Non compris les effectifs des militaires actifs.
(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.

Tableau I.40 SALAIRE REEL DANS LE SECTEUR PRIVE ET DANS L'ADMINISTRATION PUBLIQUE
(Base 100=2000)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006 (e)	Variation en %										
												1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Indice général des prix moyens à la consommation établi par la (BCC) (base 100= août 1998)	708,1	2 415,9	2 970,8	10 500,9	68 263,2	351 735,3	461 597,2	510 166,1	530 418,1	644 222,6	729 492,7	752,9	241,2	23,0	253,5	550,0	415,3	28,4	13,0	4,0	21,5	13,2
Indice général des prix moyens à la consommation établi par la (BCC) (base 100= 2000)	1,0	3,5	4,4	15,4	100,0	515,3	661,7	747,5	777,1	943,9	1068,8	752,9	241,2	23,0	253,5	550,0	415,3	28,4	13,0	4,0	21,5	13,2
SECTEUR PRIVE (1)																						
Indice de salaire nominal	2,1	4,0	6,2	24,3	100,0	198,0	347,9	362,5	423,9	577,5	710,3	5,6	87,8	56,1	292,7	310,9	98,0	75,7	4,2	16,9	36,2	23,0
Indice de salaire réel	203,7	112,1	142,4	158,2	100,0	38,4	52,6	48,5	54,6	61,2	66,5	-87,6	-44,9	27,0	11,1	-36,8	-61,6	36,8	-7,8	12,5	12,2	8,6
ADMINISTRATION PUBLIQUE (2)																						
Indice de salaire nominal	1,5	3,0	37,6	80,0	100	100	100	100	120	120	120	900,0	100,0	1 150,0	112,8	25,0	0,0	0,0	0,0	20,0	0,0	0,0
Indice de salaire réel	144,9	85,0	863,7	520,0	100,0	19,4	15,1	13,4	15,4	12,7	11,2	17,2	-41,4	916,5	-39,8	-80,8	-80,6	-22,1	-11,5	15,4	-17,7	-11,7
SALAIRE MINIMUM LEGAL																						
Indice de salaire nominal	3,3	3,3	3,3	50,9	100,0	100,0	108,2	108,2	108,2	108,2	108,2	0,0	0,0	0,0	1 442,4	96,5	0,0	8,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Indice de salaire réel	318,1	93,2	75,8	330,8	100,0	19,4	16,4	14,5	13,9	11,5	10,1	-88,3	-70,7	-18,7	336,4	-69,8	-80,6	-15,7	-11,5	-3,8	-17,7	-11,7

Source: Les ordonnances présidentielles et les enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo.
(1) Il s'agit du salaire du dernier ouvrier
(2) Il s'agit du salaire d'un huissier de la Fonction Publique.

Tableau I.41 REPARTITION PAR PROVINCE DES SALARIES AFFILIES A L'INSS
(en pourcentage)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999 (1)	2000 (1)	2001 (1)	2002 (1)	2003 (e) (1)	2004 (e) (1)	2005 (e) (1)	2006 (e) (1)
KINSHASA	41,7	46,4	42,6	42,8	31,2	30,3	2,6	24,3	...	21,6	22,7	23,0	24,0	22,4	22,8
BANDUNDU	3,5	3,3	2,6	2,2	1,2	1,2	2,8	-	3,1	2,5	2,2	1,8	2,6	2,4	2,2
BAS-CONGO	2,3	2,8	2,2	2,3	1,4	1,6	5,1	9,6	1,9	7,3	7,5	6,8	7,3	7,5	7,4
EQUATEUR	5,7	2,4	5,6	3,6	10,5	10,6	14,5	24,8	38,2	27,8	26,0	27,0	26,0	26,5	26,0
PROVINCE ORIENTALE	18,4	18,8	19,5	19,9	30,2	30,6	39,4	-	-	-	-	-	-	-	-
KASAI-OCCIDENTAL	2,5	2,4	2,8	2,9	1,5	1,3	0,8	1,8	6,0	5,5	6,0	5,8	5,9	6,0	6,0
KASAI-ORIENTAL	2,5	2,5	2,5	2,6	4,3	4,4	7,1	9,6	14,6	10,5	11,0	11,0	11,2	11,4	11,0
MANIEMA	1,7	1,5	1,4	1,8	3,4	3,5	4,4	-	-	-	-	-	-	-	-
NORD-KIVU	1,4	1,3	1,2	1,7	1,3	1,3	1,7	-	-	-	-	-	-	-	-
KATANGA	17,2	16,1	17,8	18,4	4,3	4,3	16,1	29,9	36,2	24,8	24,6	24,6	23,0	23,8	24,6
SUD-KIVU	3,1	2,5	1,8	1,8	10,7	10,9	5,5	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Sécurité Sociale.
(1) Le total ne concerne que les territoires ayant répondu aux questionnaires des enquêtes économiques.

Tableau I.42 EVOLUTION DES PRIX DES PRODUITS PETROLIERS (1)
(en CDF/ litre)

Dates de modification	ESSENCE			PETROLE			GASOIL			FUEL OIL	GPI GAZ
	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	EST	SUD	OUEST	OUEST
1996											
31 décembre	78 000	104 360	-	66 000	86 556	-	76 000	91 797	83 574	53 604	210 763
1997											
29 décembre	72 400	71 500	-	52 800	61 600	-	64 700	71 500	64 900	41 800	229 925
1998											
07 avril	77 000	88 400	88 400	62 300	76 700	76 690	69 700	88 400	88 400	38 900	270 396
10 juin	78 100	86 858	87 940	60 400	75 487	76 686	68 800	85 762	84 016	38 901	292 229
25 août	0,78	0,97	0,96	0,65	0,86	0,85	0,70	0,96	0,91	0,46	3,24
21 octobre	0,85	1,21	1,00	0,75	1,12	0,85	0,83	1,19	1,00	0,48	4,33
1999											
11 février	1,05	1,25	1,20	0,90	1,12	1,00	1,00	1,20	1,15	0,53	5,65
13 avril	3,00	3,10	3,05	2,60	2,57	2,75	2,90	3,33	2,95	1,00	13,12
10 décembre	3,10	2,60	3,15	2,75	2,26	2,90	3,05	2,53	3,10	1,00	13,12
2000											
8 février	9,00	5,31	9,25	7,50	4,56	7,50	8,50	5,16	8,75	2,17	20,93
14 juin	25,00	27,00	27,00	18,00	20,00	20,00	23,50	24,00	24,00	5,85	54,66
20 octobre	45,00	47,00	47,00	36,00	38,00	38,00	42,00	45,00	45,00	8,00	80,40
11 décembre	70,00	73,00	73,00	65,00	68,00	68,00	68,00	71,00	71,00	30,00	180,00
2001											
27 mai	280,00	320,00	320,00	240,00	280,00	280,00	270,00	310,00	310,00	180,00	730,00
19 juillet	210,00	230,00	230,00	175,00	200,00	200,00	205,00	225,00	225,00	130,00	576,00
23 août	265,00	300,00	300,00	230,00	265,00	265,00	260,00	295,00	295,00	150,00	830,00
22 novembre	265,00	300,00	300,00	230,00	265,00	265,00	260,00	295,00	295,00	103,64	830,00
30 décembre	255,00	290,00	290,00	220,00	255,00	255,00	250,00	285,00	285,00	99,02	810,00
2002											
08 avril	255,00	290,00	290,00	220,00	255,00	255,00	250,00	285,00	285,00	98,78	810,00
29 juillet	255,00	275,00	275,00	220,00	245,00	245,00	250,00	270,00	270,00	103,62	810,00
01 octobre	255,00	275,00	275,00	220,00	245,00	245,00	250,00	270,00	270,00	106,62	810,00
09 novembre	255,00	275,00	275,00	250,00	270,00	270,00	220,00	245,00	245,00	106,60	900,00
2003											
15 février	305,00	310,00	310,00	300,00	305,00	305,00	270,00	280,00	280,00	133,12	980,00
17 mars	335,00	340,00	340,00	330,00	335,00	335,00	295,00	305,00	305,00	135,17	1 000,00
08 juillet	315,00	320,00	320,00	275,00	300,67	300,67	310,00	315,00	315,00	159,93	950,00
25 septembre	300,00	305,00	305,00	240,00	280,00	280,00	295,00	300,00	300,00	148,50	870,00
2004											
12 avril	320,00	326,00	326,00	280,00	300,00	300,00	315,00	320,00	320,00	122,15	930,00
18 juillet	320,00	320,00	320,00	270,00	290,00	290,00	315,00	315,00	315,00	122,79	900,00
29 septembre	340,00	350,00	350,00	315,00	345,00	345,00	335,00	345,00	345,00	138,71	930,00
21 octobre	350,00	-	425,00	335,00	-	410,00	345,00	-	420,00	137,51	900,00
11 décembre	365,00	-	445,00	360,00	-	430,00	362,00	-	440,00	136,79	980,00
2005											
31 mars	430,00	-	545,00	410,00	-	535,00	428,00	-	540,00	179,22	1 050,00
24 avril	445,00	-	565,00	441,00	-	558,00	443,00	-	560,00	205,52	1 100,00
17 juin	375,00	-	465,00	370,00	-	455,00	372,00	-	480,00	177,12	1 075,00
26 juillet	420,00	-	530,00	418,00	-	520,00	419,00	-	525,00	211,51	1 000,00
01 août	438,00	-	550,00	436,00	-	540,00	437,00	-	545,00	220,96	1 050,00
22 septembre	441,00	534,00	630,00	439,00	530,00	610,00	440,00	532,00	620,00	195,69	1 050,00
17 décembre	441,00	534,00	630,00	439,00	530,00	610,00	440,00	532,00	620,00	218,83	1 000,00
2006											
25 avril	445,00	600,00	660,00	440,00	590,00	640,00	443,00	595,00	650,00	233,90	1 000,00
20 mai	460,00	600,00	670,00	456,00	590,00	650,00	458,00	595,00	660,00	209,14	1 020,00
02 août	490,00	554,00	668,00	474,00	544,00	650,00	488,00	544,00	660,00	217,76	1 099,00
08 novembre	510,00	585,00	720,00	490,00	580,00	700,00	500,00	585,00	710,00	236,72	1 200,00

Source : Ministère du Pétrole (Structure des prix des produits pétroliers)
(1) Jusqu'au 10 juin 1998, les prix sont exprimés en ZRN / litre.

TITRE II

FINANCES PUBLIQUES

Les efforts d'assainissement de la gestion budgétaire se sont poursuivis en 2006. En effet, l'augmentation en niveau des recettes budgétaires, particulièrement des revenus pétroliers au premier trimestre 2006, a contribué à l'amélioration de la situation des finances publiques.

Concernant l'importance relative des finances publiques dans l'économie, il convient de noter que hormis les dépenses publiques qui ont enregistré une baisse, les principaux indicateurs qui entrent en ligne pour l'apprécier ont été en hausse au cours de cette année.

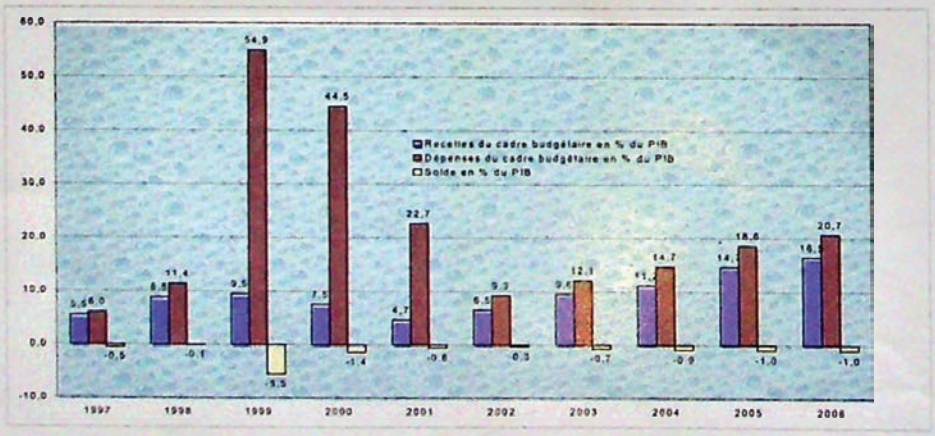
En effet, le rapport entre les dépenses publiques et le Produit Intérieur Brut lequel renseigne sur le niveau d'intervention des finances publiques dans l'économie est passé de 34,4 % en 2005 à 30,8 % en 2006. Cette situation a été essentiellement influencée par le faible niveau des dépenses sur ressources extérieures liées.

Par contre, la charge fiscale brute a été de 11,4 % contre 9,9 % en 2005. La hausse de la pression fiscale sur le commerce extérieur ainsi que sur les activités intérieures est à la base de cette évolution. Ainsi, la charge fiscale sur le commerce extérieur est passée de 3,5 % à 4,0 % d'une année à l'autre. De même, celle se rapportant aux activités intérieures a atteint 7,3 % contre 6,4 % l'année précédente.

Il convient de souligner également que la charge fiscale nette s'est accrue de 1,7 point de pourcentage, passant de 9,5 % à 11,2 % d'une année à l'autre.

Enfin, les contributions des Administrations publiques à la formation brute de capital fixe et aux revenus des ménages ont enregistré des évolutions divergentes, se situant respectivement à 31,5 % et 8,1 % contre 59,2 % et 6,8 % en 2005.

Graphique 7 Importance relative des opérations du cadre budgétaire dans l'économie [1]



[1] Cfr. Tableaux II.7 et II.8

CHAPITRE I

OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

L'exécution des opérations du cadre budgétaire a été caractérisée au cours de l'année 2006 par la suspension des appuis budgétaires consécutive à l'expiration de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) et au report en 2007 des paiements des échéances du second semestre 2006 dues au titre de la dette extérieure. En dépit de ces circonstances, les opérations financières de l'Etat ont connu une augmentation nominale des recettes budgétaires, particulièrement celles issues du secteur pétrolier, en raison de l'envolée des cours sur le marché international.

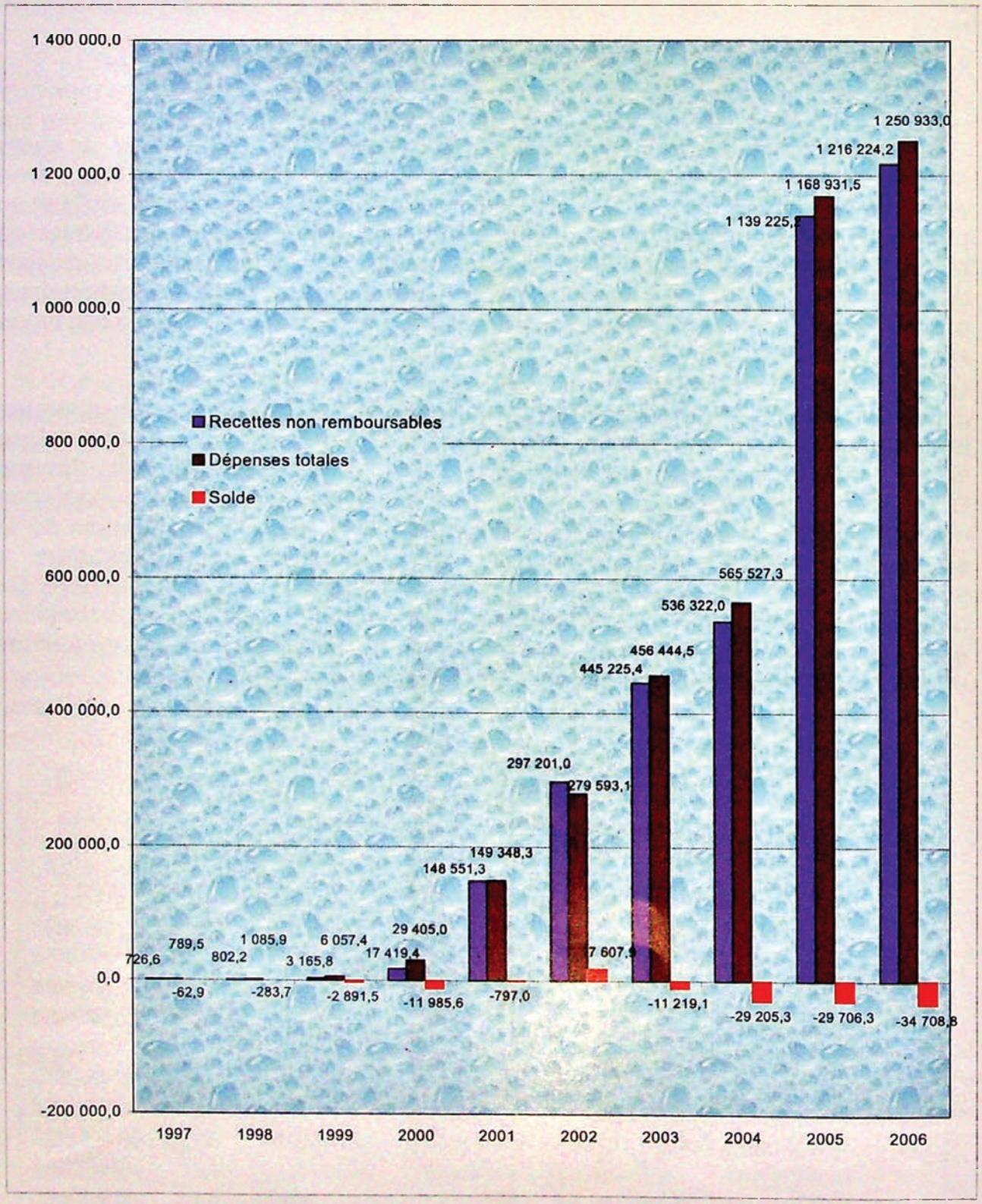
Cependant, l'accroissement des dépenses de souveraineté en avril ainsi que les augmentations de salaires accordées en octobre pour apaiser les tensions sociales, toutes financées presque exclusivement par les avances de la Banque Centrale, ont occasionné une augmentation du Crédit Net à l'Etat et, partant, une détérioration de la position nette du gouvernement. Ainsi, la dégradation de la situation budgétaire, malgré l'enregistrement des recettes exceptionnelles, a engendré un déficit de 0,8 % du PIB, alors que le budget était arrêté en équilibre. Ce déficit budgétaire global n'a cependant été que légèrement supérieur aux prévisions étant donné le faible niveau des dépenses en capital financées sur ressources extérieures et des dépenses liées aux élections.

Tableau II.1 OPERATIONS INTEGREES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES [1]
(en milliers de CDF)

	Recettes Remboursables (a)	Dépenses Courantes (b)	Ajustements Statistiques (c)	Dépenses en capital (d)	Prêts Nets (e)	Besoins de financement (f)=(a)-(b)+(c)-(d)-(e)
1997	726 620,1	658.307,3	-204.177,0	131.228,9	0,0	-267.093,1
1998	802.198,0	1.061.107,0	32.737,0	24.839,0	0,0	-251.011,0
1999	3.165.814,0	5.237.403,0	256.625,0	819.958,0	0,0	-2.634.922,0
2000	17.419.403,0	26.595.935,0	1.445.470,0	2.809.103,0	0,0	-10.540.165,0
2001	148.551.292,0	126.548.576,0	2.038.330,0	22.799.689,0	0,0	1.241.357,0
2002	297.200.978,0	224.857.298,0	5.181.200,0	54.735.776,0	0,0	22.789.104,0
2003	445.225.390,0	277.970.253,0	2.394.546,0	178.474.238,0	0,0	-8.824.555,0
2004	536.321.997,0	425.120.052,0	50.305.873,0	140.407.203,0	0,0	21.100.615,0
2005	1.139.225.210,0	739.174.892,0	-13.193.085,0	429.756.583,0	0,0	-42.899.350,0
2006	1.216.224.246.0	952.857.081,0	9.405.298,0	298.075.918,0	0,0	-25.303.455,0

[1] Cfr. Tableau II.8.

Graphique 8 Opérations intégrées de l'Etat[1]
(en millions de CDF)



[1] Cfr Tableau II.1. (Besoins de financement sans ajustement).

I. RECETTES PUBLIQUES

1. Recettes courantes

En 2006, les recettes courantes ont représenté 13 % du PIB contre 14 % en 2005. Les recettes fiscales ont représenté 87,5 % du total des recettes courantes tandis que les recettes non fiscales 12,5 %. Rapprochées aux prévisions budgétaires, les recettes courantes ont connu en terme nominal une plus value de 6,5 %.

Comparées aux réalisations de l'année précédente, toutes les rubriques des recettes courantes ont enregistré des plus values. Les recettes fiscales se sont accrues de 37,7 %, à la suite principalement de l'application des dispositions légales et réglementaires en matière de douanes et accises, de l'encadrement des échéances fiscales ainsi que du renchérissement du baril de pétrole sur le marché international. Les recettes non fiscales ont augmenté de 15,8 %. Ce résultat procède essentiellement de l'effort des services notamment dans les secteurs de Poste, Téléphone et Télécommunications, des mines ainsi que de l'environnement.

Tableau II.2 IMPORTANCE RELATIVE DE DIFFERENTES CATEGORIES DES RECETTES [1]

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Recettes fiscales	**92,6**	**92,9**	**86,7**	**66,1**	**70,9**	**67,7**	**69,1**
- Recettes des impôts sur le Commerce Extérieur	22,9	32,7	28,9	24,2	27,4	24,1	24,5
- Recettes des impôts sur les revenus	15,9	24,7	19,1	15,5	17,3	11,1	19,2
- Recettes des impôts sur les biens et services	22,1	21,7	21,5	23,6	23,6	21,6	21,9
- Autres recettes fiscales	31,7	13,8	17,2	2,8	2,6	10,9	3,5
2. Recettes non fiscales	**7,4**	**7,1**	**13,3**	**11,5**	**11,5**	**11,5**	**9,8**
3. Recettes exceptionnelles	-	-	-	**22,4**	**17,6**	**20,8**	**21,1**
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

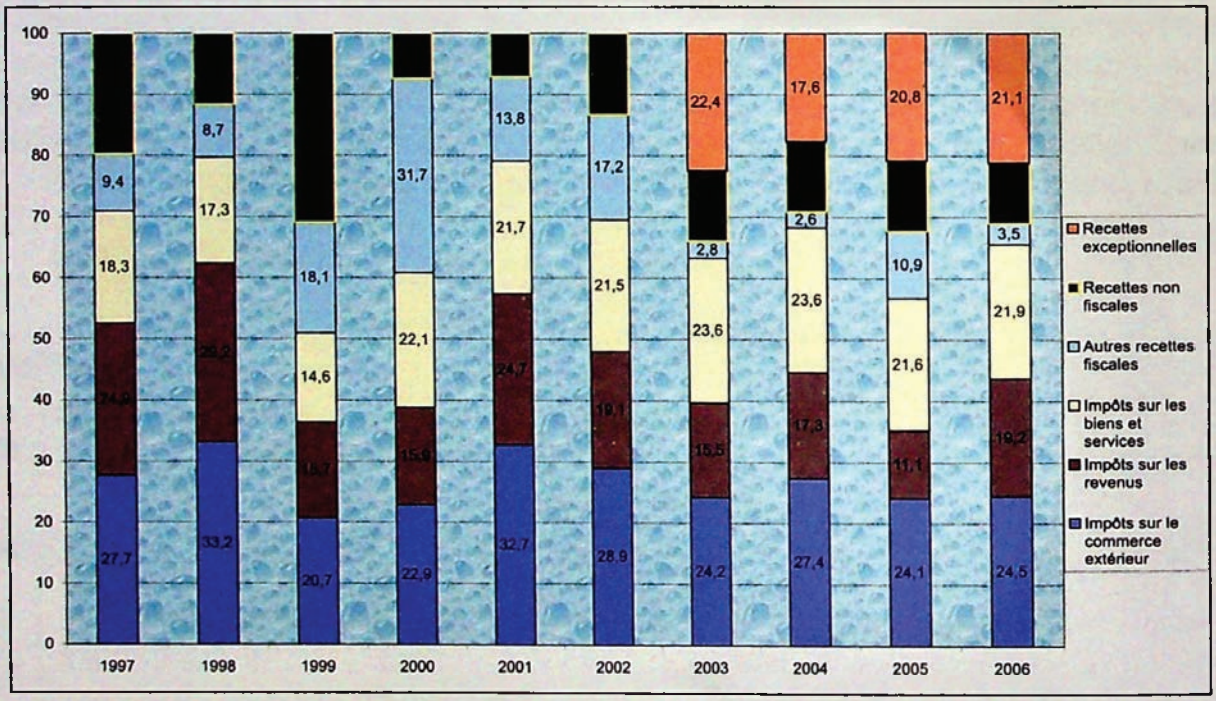
[1] Cfr. Tableau II.10.

1.1. Recettes fiscales

1.1.1. Recettes des impôts sur le commerce extérieur

Les recettes provenant de la taxation du commerce extérieur, lesquelles avaient atteint 119.554,0 millions de CDF au terme de l'année 2005, se sont établies à 163.804,6 millions une année après, soit un accroissement de 37,0 %. Rapprochées aux prévisions budgétaires, elles accusent un taux de rendement de 116,8 %.

Graphique 9 Importance des différentes catégories des recettes [1]
(en pourcentage)



[1] Cfr. Tableau II.2

L'analyse de la structure des recettes des impôts sur le commerce extérieur révèle que la part des droits de sortie a représenté 5,9 % en 2006 après avoir atteint 7,6 % en 2005, soit une contraction de 1,7 point de pourcentage. Par contre, celle en rapport avec les droits d'entrée est passée de 92,3 % en 2005 à 94,0 % une année après, soit une augmentation de 1,7 point de pourcentage.

Par rapport à leur niveau de 2005, les droits de douane et l'impôt sur le chiffre d'affaires (ICA) à l'importation ont augmenté respectivement de 39,5 % et de 38,4 %. Les évolutions ainsi observées sont dues au respect des dispositions légales et réglementaires en matière de douane et accises.

Toutefois, il convient de signaler que l'accroissement des droits de douane aurait été plus important n'eut été l'arrêt de travail observé au port de Matadi durant une bonne moitié du mois de juin. Cette situation a occasionné la mise en veilleuse momentanée des activités douanières. A cela s'ajoute l'attentisme constaté dans le chef des opérateurs économiques à l'approche des échéances électorales.

1.1.2. Recettes des impôts sur les revenus

De 54.763,1 millions de CDF en 2005, les recettes des impôts sur les revenus des personnes physiques et morales sont passées à 128.774,2 millions en 2006, soit une progression de 135,1 %. Par rapport aux prévisions budgétaires les situant à 81.146,2 millions, les réalisations ont représenté 158,7 %. Cette évolution a été influencée par l'amélioration de l'activité économique.

L'analyse de la structure des impôts sur les revenus met en lumière l'importance des impôts sur les revenus des sociétés et de ceux sur les rémunérations des nationaux dont les parts relatives ont été de 61,4 % et de 33,0 %.

Ainsi, les recettes des impôts sur les rémunérations des nationaux ont augmenté de 75,6 %, passant de 28.296,1 millions de CDF à 49.694,3 millions d'une année à l'autre. L'amélioration observée est subséquente à la création d'emplois notamment dans les secteurs des télécommunications et miniers, lesquels ont eu une incidence positive sur le niveau des rémunérations imposées.

S'agissant des recettes des impôts sur les revenus des sociétés, elles ont totalisé 79.076,3 millions de CDF contre 26.465,2 millions en 2005, soit une progression de 198,8 %. Cette situation s'explique par le dépôt des déclarations et le paiement du solde de l'impôt sur les bénéfices et profits de l'exercice fiscal 2005/2006 ainsi que par les différentes déclarations relatives à la liquidation mensuelle des impôts spontanés.

1.1.3. Recettes des impôts sur les biens et services

Les recettes provenant de cette catégorie d'impôts se sont élevées à 146.300,9 millions de CDF au 31 décembre 2006 contre 107.218,1 millions en 2005, soit une augmentation de 36,5 %. Cette évolution procède essentiellement de l'amélioration du contexte économique.

Les recettes mobilisées au titre de l'Impôt sur le Chiffre d'Affaires (ICA) à l'intérieur ont augmenté de 29,1 %. Cette évolution tient principalement au dynamisme des entreprises de télécommunication et à l'apport des nouvelles entreprises minières. De même, les versements des sociétés pétrolières au titre de la marge distribuable ont progressé de 56,0 %, suite au renchérissement du baril de pétrole sur le marché international.

Les droits de consommation ont augmenté de 31,3 %. Les droits d'accises sur la bière et les tabacs fabriqués ont progressé respectivement de 103,3 % et 69,4 %.

1.1.4. Autres recettes fiscales

Constituées essentiellement des fonds spéciaux, des impôts sur la propriété immobilière et des impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés à charge des employeurs, ces recettes ont totalisé 23.221,6 millions de CDF en 2006 contre 54.167,2 millions une année avant, soit une contraction de 57,1 % .

S'agissant des recettes des impôts exceptionnels sur les rémunérations à charge des employeurs, elles ont augmenté de 16,1 %, passant de 2.630,3 millions de CDF à 3.052,6 millions d'une année à l'autre.

1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont enregistré une expansion de 15,8 % en 2006, totalisant 65.787,8 millions de CDF contre 56.787,8 millions, une année auparavant. A l'exception des recettes du Portefeuille, toutes les rubriques des recettes non fiscales ont connu un accroissement.

En effet, les recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participation ont progressé de 45,1 %, atteignant 42.220,1 millions de CDF contre 29.090,7 millions, l'exercice précédant. Cette rubrique a été impulsée essentiellement par les services des PTT et le cadastre minier.

Les revenus du portefeuille, lesquels s'étaient chiffrés à 13.958,4 millions de CDF en 2005, se sont élevés à 8.449,7 millions une année après, soit une hausse de 39,1 %. Les redevances pétrolières ont atteint 15.068,0 millions de CDF après avoir totalisé 13.738,6 millions en 2005, soit une augmentation de 9,7 %.

2. Recettes exceptionnelles

La suspension des appuis budgétaires, à la suite de l'expiration de la FRPC, s'est traduite par une sous réalisation de 26% de recettes exceptionnelles. En effet, prévues à 543.847,0 millions de CDF, ces recettes ont atteint 141.278,4 millions. Rapprochées au PIB, elles ont représenté 3,4 %

L'essentiel des débours en rapport avec cette rubrique a concerné les prêts projets à concurrence de 54.984,3 millions de CDF, les ressources PPTE pour 46.526,9 millions et les dons budgétaires à hauteur de 38.222,2 millions, la différence, soit 1.545,0 millions étant constituée des dons projets.

II. DEPENSES PUBLIQUES

Les dépenses publiques exécutées en 2006, telles que renseignées dans le tableau II.28 des Opérations Financières de l'Etat, se sont chiffrées à 727.701 millions de CDF, soit 17,9 % du PIB contre 15,6 % en 2005. Rapprochées aux prévisions budgétaires arrêtées à 873.137,0 millions, les réalisations représentent 83,0 %. Ce niveau d'exécution s'explique par la sous consommation des enveloppes destinées à la dette publique intérieure et aux dépenses exceptionnelles. Ainsi, les dépenses courantes et celles d'investissement ont représenté respectivement 85,0 % et 15 % du total des dépenses.

1. Dépenses Courantes

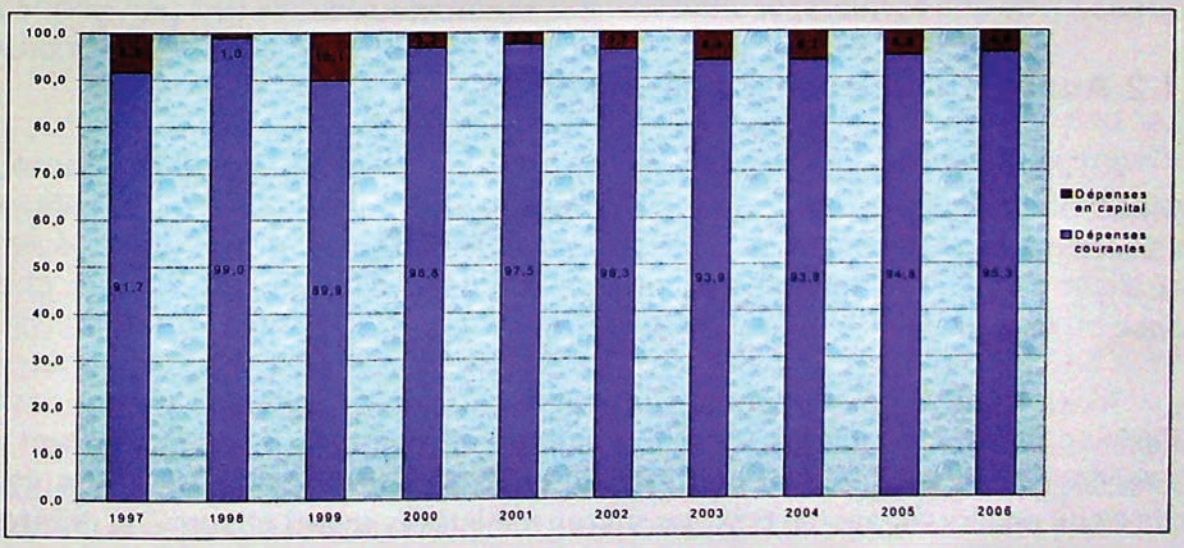
Les dépenses ordinaires sont passées de 497.641,8 millions de CDF à 619.826,6 millions d'une année à l'autre, accusant une progression de 24,5 %. Comparées aux prévisions budgétaires les situant à 413.414,0 millions de CDF, les réalisations ont atteint 154 %.

1.1. Analyse des dépenses par nature

1.1.1. Dépenses de fonctionnement

De 304.834,4 millions de CDF en 2005, les décaissements au titre de rémunérations ainsi qu'au titre d'achats des biens et services de consommation courante se sont montés à 519.172 millions une année après, soit 70,3 % d'augmentation. Rapprochés au PIB, ils ont représenté 13 %.

Graphique 10 Structures des dépenses publiques [1]
(en pourcentage)



[1] Cfr. Tableau II.8

Les rémunérations ont atteint 189.498 millions de CDF contre 142.242,1 millions en 2005, soit une progression de 33,1 % due essentiellement aux augmentations de salaires accordées aux fonctionnaires aux mois d'octobre et novembre 2006 pour apaiser les tensions sociales.

Les dépenses d'acquisition des biens et services se sont élevées à 177.319 millions de CDF, dépassant de 9,1 % le niveau de 2005 lequel était de 162.592,3 millions. Cette expansion a concerné toutes les rubriques notamment celles en rapport avec les fournitures et matériel, les frais généraux et divers ainsi que celles concernant les Entités Administratives Décentralisées.

1.1.2 Intérêts sur la dette publique

La charge financière supportée par le Trésor sur la dette publique s'est située à 113.097,3 millions de CDF dont 17.823,5 millions pour la dette intérieure. Ce montant a servi à payer les intérêts sur le découvert du compte Général du Trésor. Rapprochée au PIB, la charge financière a représenté 2,7 % contre 3,0 % une année plus tôt. Il convient de signaler que le paiement des intérêts sur la dette extérieure a atteint 95.273,8 millions et a servi pour l'essentiel au paiement des clubs de Paris et de Kinshasa, ainsi que des institutions multilatérales.

1.1.3. Subventions et transferts

Les subsides de l'Etat en faveur des organismes sans but lucratif, des entreprises, des ménages et des organismes internationaux ont progressé de 98,9 % en 2006.

L'évolution ci-dessus s'explique par de fortes augmentations des subventions de l'Etat en faveur des organismes publics et des pensions civiles et militaires. La progression de ces derniers résulte essentiellement des effectifs des pensionnés.

1.2. Analyse des dépenses par service

A l'instar des années antérieures, les dépenses de fonctionnement des services ou ministères ne comprennent pas les rémunérations et agents qui y travaillent, celles-ci étant regroupées dans un seul poste dénommé "dépenses centralisées". Cette situation ne permet pas de déterminer le coût réel de chaque service ou ministère.

Ainsi, l'analyse des dépenses courantes met en évidence la prépondérance des utilisations des crédits budgétaires pour les services communs (carburant, eau, électricité, communications et rémunérations) à concurrence de 78,3 %, suivi des Institutions politiques avec 6,6 %, les autres ministères ayant absorbé la différence, soit 15,1 %.

Tableau II.3 STRUCTURE DES DEPENSES COURANTES PAR MINISTERE ET INSTITUTIONS [1]
(en pourcentage)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Services communs	79,5	50,7	51,5	79,4	58,4	62,8	74,7	78,3
Institutions politiques	1,9	7,3	22,6	10,0	16,3	9,9	7,7	6,6
Finances	0,3	2,2	2,6	1,3	5,7	5,7	4,5	4,5
Défense Nationale	12,2	12,9	8,1	3,4	10,9	8,9	6,9	4,6
Affaires Etrangères	0,3	0,2	1,0	1,1	0,1	1,7	1,3	1,1
Travaux Publics	1,3	0,3	0,7	0,3	0,4	0,2	0,2	0,1
Education Nationale	0,4	0,1	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,3
Autres Ministères	4,1	26,3	13,2	4,2	7,8	10,4	4,4	4,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

[1] Cfr. Tableau II.19

Dépenses en capital

Les dépenses d'investissements publics ont atteint 32.925,6 millions de CDF en 2006 contre 27.327,9 millions en 2005. Rapprochées au PIB, ces dépenses ont représenté 0,8 %. Comme cela a été le cas dans le passé, la totalité des dépenses en capital pour 2006 a été affectée aux investissements directs.

L'acquisition des biens de capital s'est faite en faveur des infrastructures économiques, des infrastructures sociales et des équipements des administrations à concurrence respectivement de 3,6 %, 36,0 % et 60,4 %.

L'analyse par ministère des dépenses en capital révèle que la part la plus importante des investissements, soit 47,2 %, a été réalisée par le ministère des Travaux Publics.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

En 2006, la situation des comptes de l'Etat laisse apparaître un solde négatif de 25.303,5 millions de CDF, soit 0,6 % du PIB, financé essentiellement par les avances du système bancaire.

Les besoins de financement des opérations financières sur ressources propres de l'Etat ont considérablement diminué en 2006 par rapport à ceux de l'année précédente, passant de 1,3 % du PIB à 0,6 % une année après.

Tableau II.4 BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE [1]
(en milliers de CDF)

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire.	Ajustement statistique	Besoins de financement
1999	-2 891 547,0	256 625,0	-2 634 922,0
2000	-11 985 635,0	1 445 470,0	-10 540 165,0
2001	-796 973,0	2 038 330,0	1 241 357,0
2002	17 607 904,0	5 181 200,0	22 789 104,0
2003	-11.219.101,0	2.394.546,0	-8.824.555,0
2004	-29.205.258,0	50.305.873,0	21.100.615,0
2005	-29 706 265,0	-13 193 085,0	-42 899 350,0
2006	-34 708 753,0	9 405 298,0	-25 303 455,0

[1] Cfr. Tableau II.8

Comme illustré dans le tableau ci-après, ce besoin de financement a été couvert totalement par les avances reçues du système bancaire.

Tableau II.5 COUVERTURE DE BESOINS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE
(en milliers de CDF)

Année	Financement Monétaire	Financement non monét.	Moyens de Financement Totaux
1998	251 011,0	-	251 011,0
1999	2 634 922,0	-	2 634 922,0
2000	10 540 165,0	-	10 540 165,0
2001	-1 241 357,0	-	-1 241 357,0
2002	-22 789 104,0	-	-22 789 104,0
2003	8 824 555,0	-	8 824 555,0
2004	-21.100.615,0	-	-21.100.615,0
2005	42 899 350,0	-	42 899 350,0
2006	25 303 455,0	-	25 303 455,0

[1] Cfr. Tableau II.26.

CHAPITRE II

OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Une part non négligeable des activités de l'Etat a été financée par les donations des pays ou organismes extérieurs et les fonds de contrepartie. En effet, les donations constituent les recettes de transferts d'origine extérieure.

Ces opérations ont totalisé 1.168,8 millions de USD en 2006 contre 2.038,8 millions une année avant, soit une contraction de 42,7 %.

I. RECETTES

Au cours de l'année 2006, les transferts d'origine extérieure ont été constitués des donations multilatérales (872,0 millions de USD) ainsi que des donations bilatérales (269,8 millions de USD), soit respectivement 74,6 % et 25,4 %. Les Nations Unies, l'Union Européenne, la Banque mondiale et la Banque Africaine de Développement ont été les seuls donateurs multilatéraux, avec des contributions respectives de USD 599,0 millions, 156,0 millions, 109,0 millions et 8,0 millions.

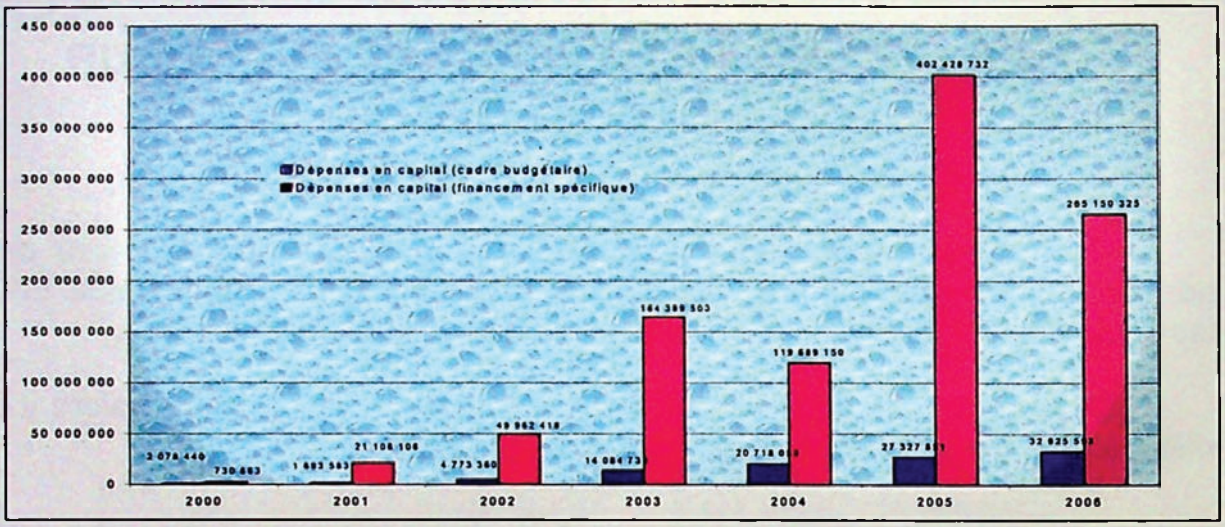
S'agissant des aides d'Etat à Etat, la part la plus importante est venue du Royaume-Uni (99,3 millions de USD), suivie des Etats-Unis d'Amérique (65,0 millions de USD) et de la Belgique (59,9 millions de USD).

II. DEPENSES

En 2006, sur un total de 1.168,8 millions de USD représentant les dépenses publiques sur ressources extérieures liées, 566,2 millions de USD ont concerné les dépenses courantes et 602,3 millions de USD les dépenses en capital.

Les dépenses courantes ont concerné l'aide alimentaire (42,8 %) ainsi que l'assistance humanitaire et secours d'urgence (57,2 %). La totalité des dépenses d'investissement, soit 602,3 millions de USD, a porté sur la coopération technique autonome.

Graphique 11 Evolution des dépenses en capital à financement extérieur et de celles du cadre budgétaire [1]
(En milliers de CDF)



[1] Cfr. Tableau II.8.

Tableau II.6 OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE [1]
(en milliers de CDF)

ANNEE	RESSOURCES	DEPENSES COURANTES	DEPENSES EN CAPITAL
1997	322 981,8	230 410,8	92 571,0
1998	197 854,0	181 466,0	16 388,0
1999	569 588,0	303 591,0	265 997,0
2000	6 326 680,0	4 248 240,0	2 078 440,0
2001	81 907 182,0	60 801 076,0	21 106 106,0
2002	149 367 528,0	99 405 112,0	49 962 416,0
2003	223 924 500,0	59 535 000,0	164 389 500,0
2004	230.297.060,0	110.607.910,0	119.689.150,0
2005	643 961 776,0	241 533 044,0	402 428 732,0
2006	547 056 840,0	281 906 515,0	265 150 325,0

[1] Cfr. Tableau II.8.

CHAPITRE III

NOTE D'ANALYSE DES DEPASSEMENTS BUDGETAIRES DU SECTEUR PUBLIC ET DES ARRIERES DE PAIEMENTS EN 2006

1. Dépassements budgétaires

Les opérations financières du secteur public se sont déroulées dans un contexte marqué par plusieurs chocs exogènes dont le renchérissement du pétrole sur le marché international, les revendications d'ordre social, le processus électoral, le maintien de la sécurité et de la paix sur l'étendue de toute la République.

Ces différents événements ont eu, pour l'ensemble, un impact plus négatif que positif sur les opérations de l'Etat. Par conséquent, l'exécution du budget 2006 s'est soldée par un déficit de CDF 55,47 milliards découlant de la différence entre les recettes réalisées de CDF 669,17 milliards et les dépenses effectuées de CDF 724,64 milliards.

Les dépassements budgétaires ont été constatés à différents niveaux de la classification budgétaire : économique, administrative et fonctionnelle.

a) Classification économique (nature de la dépense)

Il ressort du Tableau des Opérations Financières de l'Etat que la plupart des rubriques sont restées en ligne par rapport à la programmation. Toutefois, il a été enregistré des dépassements sur certaines lignes de dépenses.

Dans l'ensemble, les rubriques ci-dessous ont connu les dépassements suivants :

- Rémunérations : 9,351 milliards de CDF
- Intérêts payés sur la dette : 12,702 milliards de CDF
- Autres dépenses courantes dont :
  - * Institutions : 11,540 milliards de CDF
  - * Ministères : 35,305 milliards de CDF
  - * Dépenses à paiement centralisé : 1,054 milliards de CDF
  - * Services déconcentrés : 16,675 milliards de CDF
- Subventions et transferts : 18,040 milliards de CDF
- Investissement sur ressources propres : 14,722 milliards de CDF
- Repaiement des arriérés : 7,008 milliards de CDF
- Déficit de trésorerie de la BCC : 10,764 milliards de CDF

S'agissant des recettes, les réalisations ont atteint 669,17 milliards de CDF contre une prévision de 1.039,56 milliards, soit une moins-value de 370,39 milliards de CDF. Cette situation est due au faible niveau de décaissement des ressources extérieures.

Par contre, les réalisations de recettes sur ressources propres ont atteint 527,89 milliards de CDF contre des prévisions de 495,71 milliards, soit une plus value de 32,17 milliards.

b) Classification administrative (par services dépensiers)

A la clôture de l'année budgétaire 2006, les Etats de Suivi Budgétaires renseignent les dépassements au niveau des postes budgétaires suivants :

POSTE BUDGETAIRE	DOTATION	EXECUTION	ECART
Dépenses communes	25,613	26,692	1,079
Institutions Politiques :			
- Présidence	21,132	25,249	4,117
- Vice-présidences	3,027	6,696	3,669
- Assemblée Nationale	6,305	7,418	1,114
Les Ministères :			
- Chancellerie des Ordres Nationaux	0,144	0,159	0,015
- Affaires Etrangères	5,658	7,426	1,768
- Défense Nationale	86,102	101,103	15,000
- Anciens Combattants	0,402	0,454	0,521
- Budget	6,316	8,599	2,284
- Reconstruction	0,029	0,085	0,056
- Réformes Institutionnelles	0,023	0,025	0,002
- Relation avec le Parlement	0,027	0,047	0,021
- Commerce Extérieur	0,226	0,372	0,146
- Mines	4,238	5,536	1,298
- Hydrocarbures	0,052	0,059	0,007
- Postes, Téléphone et Communications	1,998	3,008	1,010
- Presse et Information	2,279	2,437	0,158
- Tourisme	0,546	1,209	0,663
- Sport et loisirs	2,279	2,437	0,158
Les Services de Sécurité (Police Nationale)	23,831	31,854	8,022

Dans l'exécution du budget, certains postes budgétaires ont présenté les proportions relatives suivantes :

- Défense Nationale : 14,4 %
- Police Nationale : 4,5 %
- Dépenses communes : 3,8 %
- Présidence de la République : 3,6 %
- Assemblée Nationale : 1,1 %
- Autres postes. : 1,0 %

c) Classification fonctionnelle (les grandes fonctions)

Les ressources du Budget 2006 ont été plus consacrées aux grandes fonctions de la Défense, Ordre et sécurité publique, Affaires économiques ainsi qu'à la fonction Religion, culture, sports et loisirs tel que le montrent les données ci-dessous.

POSTE BUDGETAIRE	DOTATION	EXECUTION	ECART
Administration centrale publique :			
➢ Organes législatifs et exécutifs	151,5	166,3	14,8
Défense :			
➢ Défense militaire	54,3	83,6	29,6
Ordre et sécurité publique :			
➢ Service de Police	22,8	32,6	9,6
➢ Prisons	0,1	2 ,4	2,3
➢ Autres activités	12,0	12,2	0,2
Affaires économiques :			
➢ Industries extractives	10,6	11,3	0,7
➢ Communication	4,8	7,3	2,5
➢ Autres activités économiques	0,6	1,2	0,6
Religion, Culture, Sports et loisirs :			
➢ Services de sports, des loisirs et de jeunesse	2,5	4,0	1,5
➢ Services culturels	0,6	0,6	-

Les données statistiques analysées ci-dessus, selon les différentes classifications budgétaires, prouvent suffisamment la primauté des dépenses pour les Services de l'Etat à caractère politique et sécuritaire. Cette situation émousse l'efficacité en termes d'affectation des ressources internes.

2. Arriérés de paiements

2.1. Analyse par nature des dépenses

L'analyse de l'exécution des dépenses par nature telle que reprise dans les Etats de Suivi Budgétaire pour l'exercice 2006, renseigne que sur un total de dotations de 1.039.561,00 millions de CDF, les dépenses engagées ont totalisé 823.846,54 millions. Aussi, sur l'ensemble des dépenses engagées, 97 % ont pu être liquidés durant l'exercice, représentant 802.920,48 millions de CDF.

Le rapprochement des dépenses liquidées de celles ayant fait l'objet d'un paiement, soit 703.832,15 millions de CDF, dégage des arriérés de paiement bruts de 99.088,32 millions de CDF dont les plus importants, par nature de dépenses, se répartissent comme suit :

RUBRIQUES	ARRIERES (en millions de CDF)	En %
Fonctionnement	29.166,74	29,4
Dette publique et frais financiers	16.317,730	16,5
Dépenses en capital	28.447,00	28,7
Dépenses exceptionnelles	10.711,76	10,3

Le tableau ci-dessus renseigne que les arriérés de paiement ont concerné pour leur grande part les dépenses en capital, les dépenses de fonctionnement et la dette publique, dont le montant global représente 74,6 % de l'ensemble des arriérés.

2.2. Analyse par fonction des dépenses

RUBRIQUES	ARRIERES (en millions de CDF)	En %
Administration centrale publique	26.615,81	34,0
Défense	24.219,40	21,5
Ordre et sécurité publique	8.588,43	7,5
Affaires économiques	16.902,31	15,6
Protection de l'environnement, de la faune et de la flore	46,69	0,5
Logement et équipements collectifs	2.080,86	2,0
Santé	6.354,09	5,6
Religions, culture, sports et loisirs	254,41	0,3
Enseignement	10.428,09	9,4
Protection sociale, affaires sociales	3.498,19	3,0
Total	99.088,32	100,0

Selon l'optique de la fonction, les arriérés de paiement ont concerné pour l'essentiel l'Administration Centrale, la Défense ainsi que les Affaires économiques qui ont représenté 71,1% du total.

Toutefois, il convient de souligner qu'une évaluation plus affinée des arriérés de paiement de l'Etat requiert un inventaire des services effectivement rendus et des biens réellement livrés. En effet, quoique la liquidation donne lieu à une créance sur l'Etat, seuls les non paiements des biens livrés et des services prestés peuvent être considérés comme des arriérées de paiement au sens strict et versés à la dette intérieure de l'Etat.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.7 IMPORTANCE RELATIVE DES FINANCES PUBLIQUES DANS L'ECONOMIE
(en milliers de CDF)

	Valeurs absolues										Structure en %									
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Produit intérieur brut	7 803 816,87	9 989 830,00	51 823 854,00	297 085 449,00	1 407 545 000,00	1 922 300 000,00	2 298 885 481,00	2 801 000 000,00	3 398 329 888,00	4 066 812 654,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	558 125,41	904 479,33	8 057 361,00	29 405 038,00	149 248 265,00	278 583 074,00	456 444 491,00	565 527 253,00	1 168 931 475,00	1 250 932 998,33	7,2	9,1	10,8	8,5	9,9	14,5	19,9	21,7	34,4	30,8
Consommation publique	425 384,81	871 000,00	5 222 361,00	22 077 861,00	110 700 461,00	208 078 027,00	275 297 378,00	419 839 543,00	724 612 876,00	944 858 481,33	5,5	8,7	9,5	7,4	8,1	10,8	12,0	16,1	21,3	23,2
Formation brute de capital	131 228,87	24 839,33	819 958,00	7 057 343,00	35 330 297,00	70 475 638,00	178 474 238,00	140 407 203,00	429 756 583,00	298 075 917,00	1,7	0,2	1,6	0,9	1,6	3,7	7,8	5,4	12,7	7,3
Transferts à d'autres secteurs	2 511,73	8 640,00	15 042,00	269 834,00	217 505,00	1 039 409,00	2 672 874,00	5 280 509,00	14 562 016,00	7 998 600,00	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2
3. Charge fiscale brute	324 298,80	534 436,33	1 794 223,00	10 269 266,00	61 419 933,00	128 181 426,00	146 387 135,00	217 063 840,00	335 702 509,00	462 101 285,00	4,2	5,3	3,5	3,5	4,4	6,7	6,4	8,3	9,9	11,4
Commerce extérieur	109 650,99	200 786,68	536 049,00	2 539 804,00	21 767 711,00	42 707 324,00	53 548 810,00	83 817 660,00	119 554 001,00	183 804 608,00	1,4	2,0	1,0	0,9	1,6	2,2	2,3	3,2	3,5	4,5
Exportations	6 244,14	9 110,97	22 903,00	114 876,00	653 551,00	3 848 088,00	5 119 583,00	6 325 244,00	9 038 986,00	9 630 487,00	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,2	0,3	0,2
Importations	103 355,31	191 667,87	513 006,00	2 408 117,00	21 111 220,00	38 858 948,00	48 411 480,00	77 484 091,00	110 407 783,00	154 045 215,00	1,3	1,9	1,0	0,8	1,5	2,0	2,1	3,0	3,3	3,8
Divers	51,54	7,84	140,00	18 811,00	2 940,00	280,00	17 837,00	28 325,00	107 252,00	128 906,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités intérieures	214 647,81	333 649,65	1 258 174,00	7 729 462,00	39 652 222,00	85 454 102,00	92 838 225,00	133 245 980,00	216 148 508,00	298 296 677,00	2,8	3,3	2,4	2,6	2,8	4,4	4,0	5,1	6,4	7,3
Revenus	100 656,06	176 716,53	407 928,00	1 787 422,00	18 481 771,00	28 304 046,00	34 401 462,00	53 075 849,00	54 783 145,00	128 774 164,00	1,3	1,8	0,8	0,6	0,7	1,5	1,5	2,0	1,6	3,2
Biens et Services	74 060,02	104 219,98	379 208,00	2 446 338,00	14 451 247,00	31 741 536,00	52 148 867,00	72 071 187,00	107 218 135,00	146 300 924,00	0,9	1,0	0,7	0,8	1,0	1,7	2,3	2,8	3,2	3,6
Autres recettes fiscales	39 901,73	52 713,16	471 045,00	3 515 702,00	6 739 204,00	25 408 520,00	8 287 896,00	8 098 937,00	54 187 228,00	23 221 589,00	0,5	0,5	0,9	1,3	1,0	1,3	0,3	0,3	1,6	0,6
Cotisations sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Charge fiscale nette [1]	321 787,07	525 786,33	1 779 181,00	9 999 432,00	61 202 428,00	127 122 017,00	143 714 261,00	211 783 131,00	321 140 493,00	454 102 685,00	4,1	5,3	3,4	3,4	4,3	6,6	6,3	8,1	9,5	11,2
5. Solde global [2]	-267 092,87	-251 011,00	-2 834 922,00	-10 540 165,00	1 241 593,00	22 789 104,00	-8 824 555,00	21 100 615,00	-42 890 350,00	-25 303 455,00	-3,4	-2,5	-5,1	-3,5	0,1	1,2	-0,4	0,8	-1,3	-0,6
6. Formation brute de capital fixe	886 077,77	730 993,80	2 250 596,00	31 114 200,00	107 278 700,00	149 931 500,00	183 920 000,00	481 185 000,00	679 861 027,00	841 683 870,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	131 228,87	24 839,00	819 958,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	19,7	3,4	36,4	9,0	23,3	66,8	97,0	24,9	59,2	31,5
Acquisition directe des biens de capital	131 228,87	24 839,00	819 958,00	2 809 103,00	24 966 085,00	100 166 119,00	178 474 238,00	119 689 150,00	402 428 732,00	265 150 325,00	19,7	3,4	36,4	9,0	23,3	66,8	97,0	24,9	59,2	31,5
Transferts d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Revenus des ménages	6 435 977,00	8 445 058,00	42 115 425,00	242 585 518,00	1 241 371 100,00	1 803 229 490,00	1 787 849 750,00	1 947 155 700,00	2 300 392 725,00	2 504 892 883,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	105 783,03	528 102,49	2 084 537,00	6 977 621,00	24 167 435,00	38 045 761,00	58 503 658,00	99 855 244,00	155 890 028,00	202 700 445,00	1,6	6,3	4,9	2,9	1,9	2,4	3,3	5,1	6,8	8,1

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf tableau II.8

Tableau II.8 SITUATION INTEGREE DES OPERATIONS DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1 Recettes non remboursables	726 620,1	802 199	3 165 814	17 418 403	148 551 292	297 200 978	445 225 390	536 321 997	1 139 225 210	1 218 224 246
a) Recettes courantes [1]	403 638,2	604 345	2 598 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 283 434	669 167 406
Cadre budgétaire	403 638,2	604 345	2 598 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 283 434	669 167 406
Sécurité Sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Donations	322 982,0	197 854	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 941 778	547 056 840
Courantes [2]	230 410,8	181 466	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515
En capital [3]	92 571,2	16 388	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325
2.Dépenses courantes	858 307,3	1 061 107	5 237 403	26 595 935	126 548 576	224 857 298	277 970 253	425 120 052	739 174 892	952 857 081
Cadre budgétaire [4]	427 896,5	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 500	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. [5]	230 410,8	181 466	303 591	4 248 240	60 801 076	99 405 112	59 535 000	110 607 910	241 533 044	281 906 515
3 Epargne budgétaire [6]	24 258,4	-275 297	-2 337 588	-11 254 972	898 610	22 381 264	2 865 637	-8 487 205	-2 378 414	-1 783 160
4.Dépenses en capital	131 228,8	24 839	819 958	2 809 103	22 799 689	54 735 778	178 474 238	140 407 203	428 756 583	298 075 918
Cadre budgétaire [7]	38 657,7	8 451	553 981	730 663	1 693 583	4 773 380	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593
A fin. ext. spéc. [8]	92 571,2	16 388	265 997	2 078 440	21 106 106	49 962 416	164 389 500	119 689 150	402 428 732	265 150 325
5 Total dépenses= 2 + 4	789 536,2	1 085 947	6 057 361	29 405 038	149 348 265	279 593 074	456 444 491	565 527 255	1 168 931 475	1 250 932 999
Cadre budgétaire	466 554,2	888 093	5 487 793	23 078 358	67 441 083	130 225 546	232 519 991	335 230 195	524 969 599	703 876 159
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	322 982,0	197 854	569 588	6 326 680	81 907 182	149 367 528	223 924 500	230 297 060	643 961 778	547 056 840
6 Solde (1 - 5)	-62 916,0	-283 748	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753
Cadre budgétaire	-62 916,0	-283 748	-2 891 547	-11 985 635	-796 973	17 607 904	-11 219 101	-29 205 258	-29 706 265	-34 708 753
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7 Ajustement statistique [9]	-204 177,0	32 737	256 625	1 445 470	2 038 330	5 181 200	2 394 546	50 305 873	-13 193 065	9 405 298
8 Besoins de financement [10a]	-267 093,0	-251 011	-2 634 922	-10 540 165	1 241 357	22 788 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455
9 Financement [10]	267 093,0	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455
Intérieur monétaire net	267 092,5	251 011	2 634 922	10 540 166	-1 241 357	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455
Int. non monét. net	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Extérieur net	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cfr Tableau II.10
(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf tableaux III.9 et III.10.
(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cfr tableaux III.9 & III.10.
(4) Cfr Tableau II.19
(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat Congolais.
(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire.
(7) Cfr Tableau II.23
(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.
(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8.
(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités

Tableau II.9 PREVISIONS DES RECETTES BUDGETAIRES DE L'ETAT [1]
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A.RECETTES FISCALES	613 594,84	716 095	1 508 324	13 893 517	53 368 007	146 446 296	156 849 948	209 261 252	292 841 070	365 344 960
1.Impôts sur le comm. ext[2]	205 463,24	234 199	373 603	3 632 508	21 292 522	35 550 038	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469
-Droits de sorbe	36 962,86	15 371	28 666	228 553	621 963	3 178 942	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944
-Droits d'entrée	168 395,70	217 699	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382
-Divers	104,68	1 129	1 780	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143
2.Impôts sur les revenus [3]	50 349,21	110 816	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 140 709
-Personnes physiques	34 622,17	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448
-Sociétés et entreprises	15 727,04	52 252	120 359	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 261
-Amendes et accroissements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Impôts sur biens et serv. [4]	127 739,23	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329
4.Autres recettes fiscales	230 043,16	241 844	636 352	7 645 721	20 390 800	45 524 617	19 909 331	24 491 037	40 165 908	54 703 453
a. I.E.R charge des employeurs	6 899,17	6 740	15 513	52 933	177 708	1 214 699	1 449 943	800 749	1 827 847	23 527
b. Impôts s/prop. immob.	5 519,13	3 120	7 167	-	-	-	-	-	-	-
-Bâtiments	5 347,70	267	614	-	-	-	-	-	-	-
-Terrains	171,43	2 853	6 553	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	62 471,54	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes sur produits pétroliers	62 471,54	44 200	230 493	1 175 000	5 544 000	12 214 384	4 084 424	-	-	-
-Divers [5]	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
d.Divers	25 979,67	52 100	383 179	4 201 856	6 835 085	20 123 229	14 374 964	4 408	657 061	82 966
e.Gécamines	48 100,00	63 843	-	704 152	2 343 000	1 173 529	-	-	-	-
f.Pétroliers	81 073,65	71 842		1 511 780	5 491 007	10 798 776	-	23 685 880	37 681 000	54 596 960
B.RECETTES NON FISCALES	118 520,26	169 008	471 275	4 469 277	2 650 993	17 032 544	39 085 435	26 127 748	44 846 356	130 369 040
1.Recettes adm, judiciaires et domaniales	88 401,03	152 917	79 625	1 594 113	1 697 000	15 733 110	32 457 907	25 338 320	37 371 356	122 253 063
2.Portefeuille	19 590,96	15 000	41 849	108 220	524 994	1 047 616	6 627 528	-	7 475 000	8 115 977
3.Divers	10 528,27	1 091	349 801	2 766 944	428 999	251 818	-	789 428	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES				112 500	-	50 441 000	140 768 000	292 944 000	468 482 000	543 847 000
1 Dons				112 500	-	50 441 000	39 192 860	121 790 000	174 338 500	246 361 000
2.Prêts				-	-	-	24 922 000	56 188 000	130 891 000	148 167 000
3.Ressources PPTE				-	-	-	9 667 000	28 687 000	88 007 000	121 098 000
4.Appui budgétaire				-	-	-	66 986 140	86 279 000	75 245 500	-
5.Autres										28 221 000
D.BUDGETS POUR ORDRE				-	-	-	2 010 933	-	-	-
TOTAL (A+B)	732 115,10	885 103	1 979 599	18 475 294	56 019 000	213 919 840	338 714 316	528 333 000	806 169 426	1 039 561 000

Source : Ministère du Budget.
(1) Non compris le fonds de contrepartie.
(2) Cfr Tableau II.11
(3) Cfr Tableau II.13
(4) Cfr Tableau II.15
(5) Il s'agit du Fonds de Promotion du Tourisme et du Fonds de Reboisement depuis 1985.

Tableau II.10 RECETTES COURANTES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I.RECETTES DU CADRE BUDGET [1]	403 636,17	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406
A.RECETTES FISCALES	324 298,80	534 436	1 794 223	10 269 266	61 419 933	128 161 426	146 387 135	217 063 640	335 702 509	462 101 285
1.Impôts s/comm. ext. [2]	109 650,99	200 787	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608
-Droits de sortie	6 244,14	9 111	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487
-Droits d'entrée	103 355,31	191 668	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215
-Divers	51,54	8	140	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906
2.Impôts s/revenus [3]	100 686,06	176 717	407 928	1 767 422	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164
-Revenus des pers. phys.	38 774,19	55 229	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 860	20 988 432	28 296 053	49 694 348
-Revenus des soc. et ent	61 911,87	121 487	135 235	921 600	10 738 805	15 114 370	16 943 602	32 087 414	26 465 364	79 076 300
-Amendes et accroiss.	-	-	-	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516
3.Impôts s/biens et services[4]	74 060,02	104 220	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924
4.Autres recettes fiscales	39 901,73	52 713	471 045	3 515 702	8 739 204	25 408 520	6 287 896	8 098 937	54 167 228	23 221 589
a. I.E R charge des employeurs	4 794,77	-	12 400	52 165	465 400	950 046	419 843	929 778	2 630 275	3 052 552
b. Impôts s/prop. immob.	210	577	2 364	-	-	-	-	-	-	-
-Bâtiments	-	577	2 188	-	-	-	-	-	-	-
-Terrains	209,92	-	176	-	-	-	-	-	-	-
c. Fonds spéciaux	3 757,80	-	3 141	12 221	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-
-Fonds de relance économique	-	-	-	12 221	-	-	-	-	-	-
-Fonds agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Taxes pétrolières	3 757,80	-	3 141	-	2 481 398	5 433 015	3 737 550	-	-	-
d. Divers	31 139,24	52 137	421 493	3 435 071	5 470 537	19 025 459	2 130 503	7 169 159	51 536 953	20 169 037
e. Gécamines	-	-	31 847	16 245	321 869	-	-	-	-	-
B.RECETTES NON FISCALES	79 337,37	69 908	802 003	823 457	5 224 177	19 672 024	25 527 694	35 085 812	56 787 791	65 787 687
1.Recettes adm.,judic. et domaniales	57 813,57	64 858	126 452	593 333	4 735 946	11 337 019	15 989 401	18 562 291	29 090 733	42 220 050
2.Portefeuille	10 152,34	3 044	15 280	138 367	161 527	3 931 701	4 499 304	8 121 657	13 958 438	8 499 674
3.Royalties	11 371,46	2 006	17 112	91 173	132 811	4 403 304	5 038 989	8 401 864	13 738 620	15 067 963
4.O.GE.DE.P.	-	-	643 159	584	193 893	-	-	-	-	-
5.Divers	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
C.RECETTES EXCEPTIONNELLES	-	-	-	-	-	-	49 386 061	53 875 485	102 773 134	141 278 434
1 Dons projets							19 774 622	6 723 869	23 150	1 545 000
2 Prêts projets							23 106 439	5 772 114	76 670 524	54 984 336
3.Ressources PPTE							6 505 000	41 379 502	26 079 460	46 526 866
4.Dons budgétaires							-	-	-	38 222 232
II.RECETTES DE LA SECURITE SOCIALE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A.Cotisations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B.Autres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	403 636,17	604 345	2 596 226	11 092 723	66 644 110	147 833 450	221 300 890	306 024 937	495 263 434	669 167 406

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque
(2) Cfr Tableau II.12
(3) Cfr Tableau II.14
(4) Cfr Tableau II.16

Tableau II.11 PREVISIONS DES RECETTES DES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A.DROITS DE SORTIE	36 963	15 371	28 666	228 553	808 108	3 508 828	4 384 551	3 979 948	6 571 875	7 536 944
1. Droits de sortie ordin.	19 523	8 912	14 048	208 947	621 963	3 178 942	3 392 338	3 975 972	6 565 372	7 529 408
-Produits minéraux	14 377	6 583	10 345	181 321	519 779	2 754 574	3 216 700	3 630 739	5 434 561	6 352 137
-Produits végétaux	1 602	732	1 153	12 052	39 068	134 564	34 452	20 898	30 475	65 572
-Autres produits	3 544	1 618	2 550	15 574	63 116	289 804	141 186	324 335	1 100 336	1 111 699
2. I.C.A à l'exportation	17 356	6 116	14 078	19 422	185 966	327 659	917 110	-	-	-
3. Amendes	84	343	540	184	179	2 227	75 103	3 976	6 503	7 536
B.DROITS D'ENTREE	168 398	217 699	343 157	3 393 238	20 670 252	32 366 910	56 067 771	78 375 110	101 408 751	132 677 382
1.Droits de douane	116 588	150 714	237 567	2 568 275	14 636 028	23 902 013	43 631 661	38 315 187	48 263 108	63 114 631
2.I.C.A à l'importation	45 111	58 322	91 932	783 570	5 566 389	7 907 511	9 714 257	38 652 688	50 919 241	66 577 510
3.Taxe statistique	6 431	8 315	13 109	36 030	379 453	492 652	857 609	1 391 650	1 955 757	2 534 138
4.Amendes	265	348	549	7 363	88 384	64 734	1 864 244	15 605	270 645	451 103
C.ENTREPOTS [2]	105	1 129	1 780	10 717	307	4 186	14 180	19 978	34 641	87 143
TOTAL(A+B+C)	205 463	234 199	373 603	3 632 508	21 478 667	35 879 924	60 466 502	82 375 036	108 015 267	140 301 469

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo
(1) Non compris la Gécamines.
(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office.

Tableau II.12 RECETTES DES IMPOTS SUR LE COMMERCE EXTERIEUR [1]
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A.DROITS DE SORTIE	6 244,1	9 111	22 903	114 876	653 551	3 848 086	5 119 583	6 325 244	9 038 986	9 630 487
1.Droits de sortie ordin.	5 311,1	7 840	17 788	83 060	608 827	2 842 939	3 689 790	4 397 269	6 819 684	5 585 671
-Produits minéraux	4 771,0	6 728	14 788	72 005	590 184	2 808 255	3 561 435	4 074 968	5 645 071	4 980 702
-Produits végétaux	254,3	609	1 642	4 792	3 905	1 422	3 837	10 501	31 655	42 891
-Autres produits	285,8	503	1 358	6 263	14 738	33 262	124 518	311 800	1 142 958	562 078
2.I.C.A à l'exportation	869,5	659	2 135	4 002	13 213	238 478	458 338	344 278	2 273	-
3.Taxe statistique	63,6	612	2 980	27 814	30 311	766 669	971 455	1 583 697	2 217 029	4 044 816
4.Amendes	-	-	-	-	1 200	-	-	-	-	-
B.DROITS D'ENTREE	103 355,3	191 668	513 006	2 406 117	21 111 220	38 858 948	48 411 490	77 464 091	110 407 763	154 045 215
1.Droits de douane	85 706,9	133 938	360 337	1 664 078	14 915 392	31 572 895	30 691 128	34 920 714	52 545 976	73 323 951
2.I.C.A à l'importation	15 830,6	52 956	141 451	680 695	5 713 832	6 858 604	16 769 740	40 562 717	55 437 814	76 727 125
3.Taxe statistique	1 488,2	4 408	10 231	58 663	470 939	299 214	948 865	1 967 705	2 129 311	3 957 752
4.Amendes	331,7	365	987	4 681	11 057	128 235	1 757	12 955	294 662	36 387
C.ENTREPOTS [2]	51,5	8	140	18 811	2 940	290	17 837	28 325	107 252	128 906
TOTAL	109 651,0	200 787	536 049	2 539 804	21 767 711	42 707 324	53 548 910	83 817 660	119 554 001	163 804 608

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cfr note 1, Tableau II.11
(2) Cfr note 2, Tableau II.11

Tableau II.13 PREVISIONS DES RECETTES DES IMPOTS SUR LES REVENUS[1]
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	34622,17	58 564	134 899	669 781	2 650 273	11 975 123	18 985 837	22 339 606	26 645 210	41 442 448
1.Rémunérations	31255,14	36 577	84 267	592 715	2 281 300	9 902 535	15 973 587	18 589 458	22 654 584	33 236 315
2.Revenus locatifs	1459,41	17 987	41 417	47 686	243 191	1 284 218	935 491	1 525 649	1 713 364	2 263 042
3.Revenus mobiliers	1445,66	3 528	8 140	14 690	73 552	725 732	2 050 293	2 203 383	2 245 453	5 943 035
4.Professions libérales	461,94	473	1 075	14 690	52 230	62 640	16 466	21 116	31 809	56
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	15727,04	52 252	120 359	1 010 566	3 556 614	19 807 523	11 739 255	25 620 737	45 187 867	39 698 281
1.Sociétés	14456,79	39 198	90 308	697 963	2 432 411	12 741 602	9 214 283	22 625 800	39 693 495	36 989 571
2.Entreprises	1270,25	13 054	30 051	312 603	1 124 203	7 065 921	2 524 972	2 994 937	5 494 372	2 708 690
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5 470
TOTAL	50 349,21	110 816	255 258	1 680 347	6 206 887	31 782 646	30 725 092	47 960 343	71 833 077	81 146 179

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo
(1) Cfr note 1, Tableau II.12

Tableau II.14 RECETTES DES IMPOTS SUR LES REVENUS[1]
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A.REVENUS DES PERS. PHYS.	38 774,19	55 228	272 693	845 822	5 611 389	13 014 636	17 457 880	20 988 432	28 296 053	49 694 348
1.Rémunérations [2]	32 742,49	47 820	245 306	765 319	4 891 384	11 227 718	14 585 809	18 297 074	22 957 193	39 494 093
2.Revenus locatifs	1 639,94	3 256	19 159	22 884	270 985	727 755	1 189 044	1 373 113	1 987 707	2 176 035
3.Revenus mobiliers	4 391,76	4 152	8 220	57 619	348 202	1 046 660	1 665 049	1 290 850	2 065 359	6 761 798
4.Professions libérales	0,00	0,01	8	-	102 818	12 505	17 958	27 395	1 285 794	1 262 422
B.REVENUS DES SOC. ET ENT.	61 911,87	121 487	135 235	452 950	10 738 605	15 114 370	16 943 502	32 087 414	26 465 364	79 076 300
1.Sociétés	61 901,68	121 441	119 522	452 950	10 656 492	12 956 314	14 549 204	29 460 967	22 942 007	75 472 007
dont -Gécamines	0,00	-	-	-	-	-	-	-	-	-
-Pétroliers	20 801,73	6 283	31 314	285 568	910 337	8 057 592	9 220 830	17 338 422	13 501 371	42 510 481
2.Entreprises	10,21	46	15 713	-	82 313	2 158 056	2 394 398	2 626 447	3 523 357	3 604 293
C.AMENDES ET ACCROISSEMENTS	0,00	-	-	-	111 577	175 040	-	-	1 728	3 516
TOTAL	100 686,06	176 716	407 928	1 298 772	16 461 771	28 304 046	34 401 462	53 075 846	54 763 145	128 774 164

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cfr note 1, Tableau II.11
(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat

Tableau II.15 PREVISIONS DES RECETTES DES IMPOTS SUR BIENS ET SERVICES[1]
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	41 558,0	34 085	78 533	447 448	1 678 372	8 738 026	20 334 676	27 235 591	40 289 636	59 210 289
B. DROITS DE CONSOMMATION	61 543,4	75 049	118 298	341 219	3 494 800	24 396 693	24 437 648	26 222 556	31 635 742	29 383 898
1.Bières	24 783,6	30 215	47 627	156 459	1 423 742	10 694 597	6 148 072	6 579 266	7 815 738	11 067 086
2.Huiles minérales	-	-	-	-	-	-	8 280 000	12 300 859	14 409 184	5 863 549
3.Tabacs fabriqués	24 246,6	29 569	46 609	149 420	1 513 821	11 203 019	6 871 752	6 315 361	8 252 390	10 697 224
4.Autres produits [2]	12 502,7	15 250	24 038	35 273	556 994	2 496 704	2 555 885	1 013 162	1 139 887	1 728 857
5.Amendes	10,6	15	24	67	243	2 373	581 939	13 908	18 543	27 182
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. [3]	24 637,9	20 101	46 280	146 274	304 626	454 276	976 699	976 689	901 440	605 142
TOTAL (A+B+C)	127 739,2	129 236	243 111	934 941	5 477 798	33 588 995	45 749 023	54 434 836	72 826 818	89 199 329

Source : Ministère du Budget
(1) Cfr note 1, tableau II. 11
(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques.
(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière.

Tableau II.16 RECETTES DES IMPOTS SUR BIENS ET SERVICES[1]
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. I.C.A. A L'INTERIEUR	17 148,0	24 514	154 528	581 793	4 198 840	10 734 219	22 603 439	32 816 800	52 315 462	67 532 382
B. DROITS DE CONSOMMATION	34 422,6	69 389	185 881	1 417 530	9 084 860	12 749 656	19 944 935	22 206 762	27 086 717	35 542 944
1. Bières	16 085,4	30 772	82 339	628 674	3 802 899	4 986 852	5 854 485	6 640 387	6 791 067	13 803 883
2. Huiles	-	-	-	-	-	-	6 778 130	8 292 151	12 898 850	8 343 368
3. Tabacs fabriqués	13 013,6	31 475	84 237	642 992	4 051 458	5 831 112	5 617 164	6 246 606	6 518 666	11 039 592
4. Autres produits (2)	5 316,6	7 029	19 001	143 596	1 226 754	1 923 379	1 689 037	1 025 931	1 045 778	2 350 655
5. Amendes	7,0	113	304	2 268	3 751	8 313	6 119	1 687	14 356	5 446
C. MARGE DISTRIBUABLE (3)	20 805,0	10 147	31 831	461 189	759 180	8 060 114	9 223 716	16 649 657	27 257 422	42 523 787
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	1 357,8	169	6 963	5 826	408 367	197 547	376 777	397 978	578 534	701 811
TOTAL	73 733,4	104 220	379 201	2 446 338	14 451 247	31 741 536	52 148 867	72 071 197	107 218 135	146 300 924

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Cf note 1, tableau II.11
(2) Cf note 2, tableau II.15
(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

Tableau II.17 EVOLUTION DES EFFECTIFS PAYES PAR L'ETAT [1]
REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

Ministères	1997	1998[3]	1999	2000	2001	2002	2003[4]	2004	2005	2006
Finances	2 334	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	2 330	3 229
Fonction Publique	5 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885	4 885
Administration du territoire	16 913	13 910	13 910	13 910	13 910	7 887	7 887	7 887	7 887	8 597
Justice	3 641	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	3 484	1 317
Portefeuille	125	125	125	125	125	125	125	125	125	125
Environnement	2 768	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560	2 560
Développement rural	962	962	962	962	962	962	962	962	962	2 683
Affaires Etrangères	764	764	764	764	764	624	624	624	624	624
Commerce	461	461	461	461	461	461	461	461	461	461
Défense	5 084	4 080	4 080	4 080	4 080	5 285	5 285	5 285	5 285	5 285
Affaires sociales	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670	4 670
Education Nationale (2)	237 645	121 083	121 083	136 678	137 287	137 287	137 287	137 287	137 287	211 583
Santé Publique	29 752	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	25 493	49 997
Information	65	65	65	65	65	56	56	56	56	56
Culture et Arts	725	725	725	725	725	725	725	725	725	725
Sports	1 344	1 344	1 344	1 344	1 344	606	606	606	606	606
Anciens combattants	305	305	305	305	305	305	305	305	305	305
Travail	561	561	561	561	561	561	561	561	561	561
Agriculture	7 849	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845	5 845
Economie Nationale	2 208	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895	1 895
Postes et Télécommunications	196	196	196	196	196	196	196	196	196	196
Mines	360	360	360	360	360	360	360	360	360	360
Transports et Communications	740	740	740	740	740	740	740	740	740	740
Travaux Publics	8 566	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586	7 586
Energie	245	245	245	245	245	245	245	245	245	245
Affaires Foncières	1 241	941	941	941	941	833	833	833	833	833
Plan	614	614	614	614	614	559	559	559	559	1002
Divers	92 569	76 740	76 740	167 544	165 395	175 313	317 395	379 111	379 425	379 425
TOTAL	428 592	282 969	282 969	389 368	387 828	391 878	533 960	595 676	595 990	696 396

Source : Direction de la Paie, Ministère des Finances
(1) Non compris les militaires de la Défense Nationale, les effectifs des organes politiques et des services bénéficiant des subventions.
(2) Y compris les boursiers étudiant en R.D.C.
(3) Non compris les Provinces occupées par la rebellion à partir de 1998
(4) Y compris les territoires réunifiés à partir de cette année.

Tableau II.18 BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I.Institutions politiques	15 656,9	21 457	28 913	775 128	2 675 842	8 695 683	26 454 601	16 741 139	22 053 066	32 906 000
Présidence de la République.	10 816,9	13 303	15 663	660 153	2 115 313	3 831 685	18 366 573	9 762 715	9 762 441	14 751 209
Compagnons de la Révolution.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Assemblée Nationale & H.C.R.	2 219,6	2 789	-	50 000	-	2 483 428	1 474 365	3 576 198	5 003 106	4 829 012
Bureau du 1er ministre	2 620,5	3 218	-	-	-	433 581	677 853	693 978	693 978	542 864
Serv. techn. de la Prés.	-	-	7182	-	-	-	-	-	-	-
Organismes auxiliaires(3)	-	-	-	-	315 223	1 006 931	4 795 095	-	2 090 923	9 404 000
Autres(4)	-	-	-	-	-	-	310 743	1 869 819	3 664 189	1 483 950
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	2 146	6 068	64 975	184 306	768 096	829 972	838 429	838 429	1 894 965
Comité Directeur CPP					21 000	96 706	-	-	-	-
Dialogue Inter Congolais					40 000	75 256	-	-	-	-
II.Ministères	15 706,99	91 341	110 643	956 073	5 877 060	19 966 037	24 044 836	31 988 672	59 688 605	65 622 000
Administration du territoire.	917,0	4 480	3 495	82 150	84 242	2 210 987	287 402	2 821 534	3 284 394	5 275 258
Affaires Etrangères	1 245,1	5 307	3 626	5 940	367 345	5 529 436	2 792 529	2 058 911	2 104 293	2 480 944
Commerce	223,7	913	-	2 479	26 765	41 506	57 923	113 451	113 121	50 452
Défense Nationale	-	18 002	38 041	44 884	2 679 611	4 661 739	12 475 552	15 668 228	13 731 378	14 024 626
Anciens Combattants	154,0	913	-	-	24 603	42 335	83 376	51 090	50 941	33 913
Justice	983,6	3 480	3 095	6 957	145 998	215 813	614 934	596 507	593 970	451 729
Finances	417,8	2 740	3 253	85 500	106 645	341 582	205 569	1 556 640	1 971 875	7 010 328
Economie Nationale	149,4	913	2 715	4 112	71 645	242 776	234 864	222 910	222 261	118 096
Education Nationale (1)	2 323,3	5 701	4 458	79 737	390 318	698 607	560 847	869 949	7 179 417	16 009 630
Information et presse	515,8	3 654	2 594	4 167	30 830	110 217	37 187	106 665	106 355	70 028
Agriculture , Pêche & Elevage	221,8	914	3 888	80 500	80 772	192 866	134 837	140 587	140 178	87 676
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	401,3	2 700	3 494	80 500	39 765	138 395	127 559	127 705	127 334	957 039
Mines & Hydrocarbure	402,8	2 780	2 759	4 710	83 013	145 900	67 614	143 737	143 318	116 106
Transports et Communications.	389,1	2 192	2 759	81 400	38 000	161 024	82 621	107 850	107 536	58 150
Fonction Publique	190,5	1 279	3 230	4 323	104 095	1 136 051	104 228	245 582	21 619 882	8 182 660
Affaires sociales	154,3	903	2 594	11 023	31 000	1 043 482	577 475	377 049	375 951	233 730
Postes, Télégraphes,Télégrammes.	312,0	1 827	2 602	80 500	38 000	58 927	44 306	88 794	126 221	70 027
Santé Publique	1 993,6	8 706	3 394	5 123	191 530	304 752	585 918	229 030	275 460	250 291
Culture et Arts	263,8	1 461	2 602	3 500	32 300	81 489	40 455	96 145	95 865	49 710
Energie	119,4	1 553	2 579	4 900	32 300	104 758	71 763	97 459	144 283	71 955
Pétrole	-	3 000	2 645	82 150	-	-	-	-	-	-
Sports & Jeunesse	1 442,8	3 106	2 736	5 567	128 765	202 089	1 446 415	1 053 749	1 715 514	1 889 187
Affaires Foncières.	535,5	1 370	2 811	4 391	30 000	110 301	139 776	158 648	158 186	89 162
Travail et Prévoyance Sociales.	333,3	1 918	-	1 512	197 882	341 867	86 487	182 672	182 140	85 167
Portefeuille	133,6	741	2 601	1 500	20 765	126 749	64 774	126 955	126 586	95 995
Environnement	121,8	731	-	3 902	25 000	39 776	74 934	108 036	107 721	111 289
Développement rural	87,0	457	-	2 696	29 765	48 448	119 430	105 303	104 996	98 832
Plan	169,0	816	2 827	4 862	94 706	241 104	205 814	309 216	374 315	847 344
Recherche scientifique	159,5	911	-	2 781	60 000	93 045	84 871	105 776	105 468	506 081
Condition Féminine & Famille	114,1	639	-	-	18 000	23 647	127 888	171 084	170 586	75 557
Droits et libertés du Citoyen.	2,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains	-	457	2 215	75 200	38 830	110 217	267 713	161 422	160 952	71 561
Budget	582,9	1 030	-	4 125	116 706	315 690	728 940	2 500 051	2 971 365	3 128 805
Urbanisme et Habitat	152,8	910	-	2 779	23 000	32 396	14 383	102 500	102 201	53 431
Reconstruction	0,0	2 187	3 630	83 200		156 396	19 496	15 000	14 956	3 361
Coopération internationale**	204,7	1 000	-	3 679	323 645	361 775	58 481	98 989	47 325	551 007
Relations avec le parlement	26,8	183	-	-	32 300	50 089	15 844	15 000	14 957	3 338
Réformes Institutionnelles	36,4	187	-	-	10 000	20 159	14 365	15 000	14 956	3 361
Relations avec partis politiques.	48,7	307	-	-	10 000	27 914	14 973	15 000	14 956	3 353
Petites et Moyennes Entreprises.	46,4	240	-	2 062	25 765	47 709	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie	65,6	426	-	3 262	19 000	31 275	116 205	95 092	104 237	51 513
Industrie & Artisanat(5)	65,5	305	-	-	74 154	122 749	65 091	102 320	102 022	53 775
Ministères non identifiés							1 191 997	827 033	581 133	2 297 533
III.Autres services	667 950,88	731 888	2 014 479	18 203 631	43 505 000	113 780 736	198 845 284	295 417 000	391 253 743	702 392 000
Dette Publique	17 505,7	80 860	209 655	3 080 428	3 373 000	48 191 643	101 870 989	94 887 876	171 446 250	225 048 000
Villes et Provinces	19 006,4	17 550	23 649	320 346	2 144 000	4 465 971	6 151 492	12 432 000	12 432 000	22 556 000
Dépenses centralisées (2)	528 702,4	532 394	1 617 863	11 812 931	31 829 000	59 423 122	66 888 136	112 791 915	158 201 416	205 762 000
Budgets annexes	8 690,7	22 308	43 839	989 926	3 261 000	1 500 000	21 975 092	30 974 209	29 633 077	36 030 000
Dépenses pour ordre	94 045,7	78 776	119 473	-	2 898 000	200 000	1 959 575	-	-	-
Dépenses exceptionnelles								-		178 846 000
Autres services (PPTE)								44 331 000	19 541 000	34 150 000
TOTAL	699 314,8	844 686	2 154 035	17 934 832	52 057 902	142 442 456	249 344 721	344 146 811	472 995 414	800 920 000

Source : Ministère du Budget
(1) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire.
(2) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.
(3) Principalement les Services de Sécurité
(4) Cour des Comptes, Commission Electorale Indépendante, Commission Vérité et Reconciliation, Haute Autorité des Médias, Commission de l'Ethique et de Lutte contre la Corruption.
(5) Y compris PME

Tableau II.19 EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES COURANTES DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE

(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I.Institutions politiques	73 592,46	125 471	93 914	1 639 762	14 880 227	12 547 504	35 509 298	31 087 016	38 307 935	44 190 402
Présidence de la Républ.(3)	41 556,57	125 471	78 045	1 375 430	13 809 613	12 159 552	27 812 418	20 531 844	25 300 998	26 270 680
Conseil Législatif*	1 830,69	-	-	214 634	286 539	387 952	3 086 463	3 137 239	3 865 960	9 466 753
Bureau du 1er ministre (4)	30 205,20	-	-	-	-	-	3 769 104	3 917 042	4 826 896	2 827 708
Organismes auxiliaires	-	-	15 869	49 698	213 539	-	841 313	3 500 891	4 314 081	5 625 261
Serv. Techn. de la Prés.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ministère délégué à la Présidence	-	-	-	-	570 536	-	-	-	-	-
II.Ministères	135 959,13	79 158	915 057	9 385 781	17 004 453	13 291 005	55 257 231	70 969 907	87 454 860	101 543 859
Droits et Libertés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits humains		-	1 020	4 257	146 605	81 054	214 877	196 159	241 723	115 937
Administration du territoire.	379,69	1 702	14 542	16 676	93 632	1 579 251	6 629 194	2 379 162	2 931 796	3 024 369
Affaires Etrangères	5 092,37	3 971	15 918	41 735	637 869	1 411 589	135 606	5 438 704	6 702 011	7 366 159
Défense Nationale	110 051,40	42 788	600 196	2 878 658	5 341 361	4 313 146	23 851 162	28 028 449	34 538 922	30 597 584
Anciens Combattants	-	-	-	305	-	2 232	183 965	8 363	10 306	875
Justice	437,07	840	7 421	29 171	99 045	270 410	791 924	541 081	666 764	1 554 277
Finances	3 400,44	11 087	15 989	500 082	1 681 448	1 586 608	12 396 019	18 067 589	22 264 345	30 362 571
Economie Nationale	34,48	267	605	102 700	-	22 431	348 382	97 468	120 108	386 370
Petites et moyennes entreprises	-	57	605	475	44 916	920	239 456	-	-	-
Education Nationale	770,99	1 398	19 296	21 856	191 654	342 053	831 381	1 303 397	1 606 151	1 816 742
Information et Presse	134,97	708	802	6 121	250 722	267 148	514 164	200 592	247 186	72 200
Agriculture	66,98	71	54 428	24 539	138 087	119 864	225 399	383 603	472 706	1 651 697
Travaux Publics (1)	12 159,85	7 620	63 555	75 911	470 000	336 581	848 926	758 152	934 256	346 511
Mines, Industrie et Artisanat	20,12	711	1 020	1 053	28 356	40 394	66 477	188 699	232 530	65 741
Transports et Communications.	93,80	466	14 024	7 734	4 516	41 773	656 181	378 764	466 744	716 569
Fonction Publique	276,69	682	2 068	5 312	45 028	66 265	356 906	456 097	562 040	331 659
Postes, Téléphones Télégrammes.	208,28	639	905	11 187	14 336	42 810	397 559	162 004	199 634	149 848
Santé Publique	776,64	126	20 344	38 563	83 218	182 445	914 309	956 792	1 179 036	5 476 587
Développement rural	0,53	-	-	842	-	4 848	172 947	76 584	94 373	106 065
Culture et Arts	69,73	79	400	31 695	24 366	151 569	263 039	257 632	317 475	342 688
Travail et Prévoyance Sociale	1,07	142	-	11 384	26 984	106 374	307 430	137 861	169 883	161 458
Energie	6,46	37	1 224	3 630	39 542	20 497	73 277	115 197	141 955	486 520
Pétrole		-	8 388	-	-	-	-	-	-	-
Tourisme et hôtellerie		49	-	687	-	350	9 116	111 434	137 318	286 331
Sports, Loisirs et Jeunesse	1 554,22	2 377	7 122	38 814	668 160	758 754	1 124 030	1 154 061	1 422 127	1 805 623
Urbanisme et Affaires Foncières.	3,97	24	684	126 862	21 452	294 684	292 194	63 187	77 864	10 843
Plan	108,31	131	1 928	3 181	128 880	495 587	486 968	702 635	865 844	1 599 903
Reconstruction		2	43 655	-	-	15 372	80 569	8 438	10 398	85 089
Portefeuille	5,36	14	270	2 417	14 844	200	546 051	771 537	950 750	559 808
Commerce	38,58	1 112	0	3 229	-	13 227	173 984	56 386	69 483	372 120
Environnement	69,03	103	1 045	6 036	-	53 131	434 434	141 765	174 694	397 403
Affaires sociales	30,41	135	14 563	26 360	27 503	92 994	503 035	211 245	260 313	1 094 178
Recherche scientifique	3,89	-	-	301	-	1 268	301 735	160 176	197 382	2 514 702
Condition Féminine	0,55	-	-	681	-	-	5 151	76 768	94 600	132 471
Budget	107,57	-	-	12 814	-	128 443	153 334	1 801 025	2 219 369	4 502 107
Coopération internationale**	54,93	430	3 040	1 006	7 877	38 308	135 606	4 127 133	5 085 787	184 942
Relations avec le Parlement	0,75	-	-	250	-	350	5 676	-	-	47 244
Réformes institutionnelles						2 409	35 668	350	431	-
Rélation avec les Partis Politiques	-	1 389	-	450	1 934	517	500	-	-	-
Ministères non identifiés				5 348 807	6 772 118	405 149	550 600	1 451 418	1 788 556	2 818 668
III.Autres services	218 344,95	675 013	3 924 841	11 322 152	33 862 821	99 613 677	127 668 724	212 455 219	371 879 053	525 216 305
Villes et Provinces	4 633,56	53 568	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572
Dette Publique	29 052,14	27 757	1 104 714	70 221	544 777	25 264 324	20 808 000	67 108 441	109 881 538	95 273 217
Dépenses centralisées (2)	160 917,00	555 034	2 155 708	8 625 878	25 722 072	36 989 170	67 687 281	96 165 677	178 905 852	247 741 995
Dépenses à ventiler	3 203,05	-	397 044	1 504 067	447 099	25 126 127	24 536 192	8 806 309	25 714 216	41 037 548
Budgets annexes	18 027,47	31 911	81 984	328 239	2 852 105	6 518 496	7 718 010	13 144 984	26 430 117	45 453 966
Budget pour ordre	2 511,73	6 742	-	-	-	70 929	-	-	-	-
Dépenses exceptionnelles								-	-	40 399 000
Autres services (PPTE)								19 698 339	12 706 191	19 389 007
TOTAL	427 896,54	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Y compris les dépenses de l'Office des Routes
(2) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées.
(3) Espace présidentiel (Présidence et Vice - Présidences).
(4) Secrétariat du Gouverment
* Assemblée Nationale et Sénat.
** Coopération Internationale et Coopération régionale

Tableau II.20 DEPENSES COURANTES DE L'ETAT PAR NATURE
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I.Biens et services	418 262	843 244	4 622 958	22 077 861	65 529 996	119 788 288	208 886 812	270 189 073	304 834 364	403 385 662
1.Rémunérations	105 783	527 886	2 079 504	6 963 636	24 030 171	37 752 699	56 123 282	96 165 677	142 242 050	195 339 530
2.Autres biens et services	312 479	315 358	2 543 454	15 114 225	41 499 825	82 035 589	152 763 530	174 023 396	162 592 314	208 046 132
Fournitures et matériel (1)	46 519	65 551	18 332	43 073	354 950	2 898 383	58 585 763	61 145 988	16 576 279	57 884 738
Frais généraux et divers	178 996	161 098	1 037 062	5 163 560	5 730 903	13 976 733	10 132 698	14 452 217	37 773 094	60 904 491
Dépenses extérieures (2)	-	-	8 031	-	-	75 769	-	2 805 744	-	-
Provinces et villes	4 634	53 568	185 391	793 747	4 296 768	5 644 631	6 919 241	7 531 469	18 241 139	35 921 572
Organismes médicaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voyages	12 251	35 141	35 750	112 359	2 152 006	4 341 663	1 765 135	8 805 117	1 105 352	3 316 056
A ventiler	70 079	-	1 258 888	9 001 486	28 965 198	55 098 410	75 360 693	79 282 861	88 896 450	50 019 275
II.Versements d'intérêts	5 516	27 757	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	39 042 560	99 878 099	113 097 292
1.Sur dette intérieure	-	27 757	-	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503
Découvert journalier	-	27 757	-	-	-	-	-	5 056 850	17 283 094	17 823 503
Bons du Trésor	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dette consolidée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Sur dette extérieure	5 516	-	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789
Dette financière	5 516	-	295 812	-	-	4 624 489	6 875 567	33 985 710	82 595 005	95 273 789
Dette commerciale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
A ventiler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
III.Subventions et transferts	4 119	8 640	15 042	269 834	217 505	1 039 409	2 672 874	5 280 509	92 929 385	154 467 612
1.Organismes publics (3)	111	-	-	-	-	-	-	-	78 367 369	146 469 012
2.Entreprises	2 512	6 742	6 994	252 051	-	151 206	-	-	-	-
3.Ménages	319	217	5 033	13 985	137 264	293 062	2 380 376	3 789 567	13 647 978	7 360 915
Bourses d'études	5	83	15	1 277	23 379	28 309	-	-	210 168	-
Pensions civiles et militaires	-	-	-	-	-	-	784 438	747 617	887 130	2 884 789
Soins médicaux	292	37	5 018	12 566	105 592	264 753	1 595 938	2 375 207	2 636 939	2 241 849
Divers (4)	22	96	-	142	8 293	-	-	666 743	9 913 741	2 234 277
4.A l'étranger (5)	1 178	1 681	3 015	3 798	80 241	595 141	292 498	1 490 942	914 038	637 685
Total (6)	427 897	879 641	4 933 812	22 347 695	65 747 501	125 452 186	218 435 253	314 512 142	497 641 848	670 950 566

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires.
(2) Principalement les représentations diplomatiques
(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales. A partir de 2005, il s'agit des subventions, retrocessions et autres interventions de l'Etat.
(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat
(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux
(6) Ce total diffère de celui du tableau II.20. Il comprend les dépenses de matériel militaire qui figurent au Budget en capital mais n'inclut pas les charges d'amortissement de la dette publique.

Tableau II.21 BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

Ministères	Autorisations d'engagement										Crédits de paiement									
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Présidence	2 239	6 115	350 000	1 097 819	171 500	263 122	874 409	882 509	417 597	1 599 517	2 239	6 115	350 000	1 097 819	171 500	263 122	874 409	882 509	417 597	1 599 517
Affaires étrangères	-	-	-	21 552	-	31 268	6 714	11 500	-	54 566	-	-	-	21 552	-	31 268	6 714	11 500	-	54 566
Commerce	-	-	-	-	-	-	-	9 441	-	34 780	-	-	-	-	-	-	-	9 441	-	34 780
Finances	11 579	21 646	-	224 477	150 915	150 044	147 869	271 863	-	550 253	11 579	21 646	-	224 477	150 915	150 044	147 869	271 863	-	550 253
Education Nationale	7 400	15 227	46 666	236 355	200 000	568 148	2 356 998	415 589	2 267 333	9 005 265	7 400	15 227	46 666	236 355	200 000	568 148	2 356 998	415 589	2 267 333	9 005 265
Information	-	4 000	-	94 017		406 705	170 435	228 252	-	431 274	-	4 000	-	94 017	-	406 705	170 435	228 252	-	431 274
Agriculture,Pêche et Elevage	1 638	4 482	96 250	365 748	135 734	759 961	523 692	128 784	1 238 087	3 701 143	1 638	4 482	96 250	365 748	135 734	759 961	523 692	128 784	1 238 087	3 701 143
Développement rural	-	2 000	-	-	82320	-	150 070	164 255	1 176 706	3 417 035	-	2 000	-	-	82 320	-	150 070	164 255	1 176 706	3 417 035
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	5 084	10 898	96 250	521 361	233 799	992 261	3 345 333	901 577	860 654	4 259 743	5 084	10 898	96 250	521 361	233 799	992 261	3 345 333	901 577	860 654	4 259 743
Mines et Affaires Foncières	52	143	26 250	441 176	12 316	213 667	9 455	88 067	-	324 615	52	143	26 250	441 176	12 316	213 667	9 455	88 067	-	324 615
Transports et Communications	1 207	3 302	33 270	253 026	415 035	439 828	201 464	372 318	-	1 290 962	1 207	3 302	33 270	253 026	415 035	439 828	201 464	372 318	-	1 290 962
Postes,Téléphones Télégrammes.	-	3 000	-	105 963	22 103	258 769	34 091	174 654	-	113 615	-	3 000	-	105 963	22 103	258 769	34 091	174 654	-	113 615
Santé Publique	2 508	6 854	31 500	230 439	100 000	568 176	1 544 384	299 286	2 350 800	10 298 462	2 508	6 854	31 500	230 439	100 000	568 176	1 544 384	299 286	2 350 800	10 298 462
Energie	-	2 000	25 000	220 758	137 200	449 604	1 159 207	663 990	-	4 383 149	-	2 000	25 000	220 758	137 200	449 604	1 159 207	663 990	-	4 383 149
Jeunesse et Sports	-	-	-	9920		33 501	122 423	189 770	130 600	218 925	-	-	-	9920	-	33 501	122 423	189 770	130 600	218 925
Défense Nationale(1)	168	453	42 000	856 100	63 746	405 951	57 942	405 196	8 272 000	1 026 758	168	453	42 000	856 100	63 746	405 951	57 942	405 196	8 272 000	1 026 758
Culture et Arts	169	465	-	12 963		63 911	13 723	69 239	-	46 605	169	465	-	12 963	-	63 911	13 723	69 239	-	46 605
Portefeuille	260	715	-	300	89 180	-	7 515	39 771	-		260	715	-	300	89 180	-	7 515	39 771	-	-
Environnement	1 521	4 160	-	-	23 923	368 513	145 223	258 658	238 998	1 520 998	1 521	4 160	-	-	23 923	368 513	145 223	258 658	238 998	1 520 998
Plan	2 500	6 830	-	139 108	111 448	1 166 656	232 090	472 400	-	1 533 875	2 500	6 830	-	139 108	111 448	1 166 656	232 090	472 400	-	1 533 875
Justice	-	-	21250	55512	-	134 005	12 461	69 386	-	61 059	-	-	21250	55512	-	134 005	12 461	69 386	-	61 059
Administration du Territoire	2 383	8 508	-	172 160	-	67 002	7 301	36 678	2 955 000	35 244	2 383	8 508	-	172 160	-	67 002	7 301	36 678	2 955 000	35 244
Primature	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-		-	-	-	-	-	-
Affaires sociales	520	1 418	-	48 478	-	98 302	26 414	96 320	851 876	683 021	520	1 418	-	48 478	-	98 302	26 414	96 320	851 876	683 021
Recherche scientifique	-	1 500	-	-	-	-	11 515	85 810	130 600	341 510	-	1 500	-	-	-	0	11 515	85 810	130 600	341 510
Travail	78	215	-	-	24 166	90 203	197 448	11 578	266 424	493 494	78	215	-	-	24 166	90 203	197 448	11 578	266 424	493 494
Fonction Publique	234	644	-	50 628	-	51 369	11 029	33 321	-	54 566	234	644	-	50 628	-	51 369	11 029	33 321	-	54 566
Economie Nationale	104	286	-	102 822	-	-	4 971	103 236	-	27 283	104	286	-	102 822	-	-	4 971	103 236	-	27 283
Conseil Législatif	581	1 585	-	50 000	50 870	68 122	18 921		-	140 744	581	1 585	-	50 000	50 870	68 122	18 921	-	-	140 744
Condition Féminine	-	-	-	-	-	-	3 150	18 525	130 600	341 499	-	-	-	-	-	-	3 150	18 525	130 600	341 499
Anciens Combattants	-	1 500	-	-	-	-	751	15 000	-	6 183	-	1 500	-	-	-	-	751	15 000	-	6 183
Budget	3 384	9 249	-	-	10 845	-	33 023	180 140	-	333 045	3 384	9 249	-	-	10 845	-	33 023	180 140	-	333 045
Conseil Judiciaire	-	-	-	50 913	-	-	-	-	-		-	-	-	50 913	-	-	-	-	-	-
Urbanisme et Habitat	-	-	-	-	-	-	12 813	89 389	928 245	3 883 945	-	-	-	-	-	-	12 813	89 389	928 245	3 883 945
Petites et Moyennes Entreprises	-	4 000	-	-	-	329 720	41 387	167 042	-		-	4 000	-	-	-	329 720	41 387	167 042	-	-
Reconstruction et Service National	-	-	94 166	662 498	36 484	-	43 969	45 333	-		-	-	94 166	662 498	36 484	-	43 969	45 333	-	-
Pétrole	-	-	21 250	114 966	41 416	-	-	-	-		-	-	21 250	114 966	41 416	-	-	-	-	-
Autres ministères	-	-	27 044	168 287		43 192	35 121	186 162	2 381 492	1 536 887	-	-	27 044	166 287	-	43 192	35 121	186 162	2 381 492	1 536 887
Total	43 608	119 193	910 898	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	51 750 000	43 608	119 193	910 898	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	51 750 000

Source : Ministère du Budget.

(1) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs.

Tableau II.22 BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENT PAR SECTEUR

(en milliers de CDF)

SECTEURS	Valeurs courantes										Structure en %									
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A Projets économiques et sociaux	33 121,5	78 548	600 280	4 155 223	858 191	3 982 083	6 316 674	3 571 583	13 749 730	27 582 750	76,0	65,9	65,9	65,9	40,6	49,6	54,6	49,6	55,9	53,3
Projets économiques	22 377,0	46 247	356 445	2 568 371	611 005	2 648 085	2 109 308	2 375 103	6 419 820	13 196 250	51,3	38,8	39,1	40,7	28,9	33,0	18,2	33,0	26,1	25,5
Projets sociaux	10 744,5	32 301	243 835	1 586 852	247 186	1 333 998	4 207 366	1 196 481	7 329 910	14 386 500	24,6	27,1	26,8	25,2	11,7	16,6	36,4	16,6	29,8	27,8
B Equipement des administrations	10 226,6	23 958	183 090	1 267 375	491 405	1 740 774	4 821 577	1 561 323	5 435 940	12 213 000	23,5	20,1	20,1	20,1	23,3	21,7	41,7	21,7	22,1	23,6
C Depenses militaires	0,0	-	-	-	63 747	405 951	57 942	364 103	1 303 641	3 415 500	-	-	-	-	3,0	5,1	0,5	5,1	5,3	6,6
D.Investissements indirects	260,0	16 687	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	8 538 750	0,6	14,0	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5
Participations dans les entreprises en République Dém.du Congo	260.0	16 687	127 526	882 748	699 657	1 893 192	367 118	1 698 029	4 107 701	8 538 750	0,6	14,0	14,0	14,0	33,1	23,6	3,2	23,6	16,7	16,5
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	-	-						
TOTAL	43 608,1	119 193	910 896	6 305 346	2 113 000	8 022 000	11 563 311	7 195 039	24 597 012	51 750 000	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100.0	100.0

Source : Ministère du Budget

Tableau II.23 EXECUTION DU BUDGET DES DEPENSES EN CAPITAL DE L'ETAT
REPARTITION PAR MINISTERE
(en milliers de CDF)

Ministères	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1.Présidence.	-	2 540	385 426	260 000	352 534	268 883	1 408 000	804 380	2 514 030	329 699
2.Primature	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.Finances	-	-	969	22 000	94 500		17 600	475 470	37 540	667 818
4.Education Nationale	669,9	-	-	-	-	12 101	6 000	-	2 015 010	1 928 610
5.Information	-	-	-	-	-	-	45 000	222 090	216 300	-
6.Agriculture	77,3	-	11 920	82 646	53 340	116 012	209 000	96 730	679 310	1 888 812
7.Travaux Publics	34018,7	4 786	53 029	299 701	931 139	3 995 833	1 691 130	6 320 730	13 722 970	15 537 954
8.Mines et Affaires Foncières.	-	-	67 000	-	-	-	-	-	-	-
9.Transports et Communications.	-	-	3 700	964	-	39 379	-	19 000	207 870	155 867
10.Postes,Télégraphes Télé.	301,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11.Santé Publique	192,8	-	7 095	1 533	5 000	51 213	683 600	5 480	640 680	3 084 376
12.Energie	3208,6	-	-	-	-	-	41 000	-	-	914 546
13.Défense Nationale	11,6	-	-	-	-	234 528	275 000	1 145 290	3 346 340	3 049 900
14.Portefeuille	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
15.Environnement	-	-	2 200	-	-	-	-	-	-	-
16 Plan	-	-	-	57 000	100 360	13 000	-	127 000	-	19 059
17.Développement rural	177,3	-	-	-	-	7 000	-	-	653 980	1 688 587
18.Justice	-	-	-	-	-	-	52 000	-	-	-
19.Affaires sociales	-	-	-	5 863	-	25 180	56 500	-	71 610	776 166
20.Affaires étrangères	-	-	-	-	156 710	6 881	73 100	39 150	21 700	109 901
21.Travail	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22.Recherche scientifique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
23.Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
24.Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-	-	-	228 369
25.Budget	-	-	-	-	-	-	17 000	-	-	12 465
26.Fonction Publique	-	-	-	956	-	3 350	-	-	-	178 046
27.Cultures & Arts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	67 648
28.Sports & Loisirs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	26 446
29.Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
30.Urbanisme & Habitat	-	-	-	-	-	-	-	-	226 040	1 731 574
31. Commerce Exténeur	-	1 125	-	-	-	-	-	-	-	-
32.Reconstruction	-	-	15 000	-	-	-	-	-	-	-
33.Intérieur	-	-	7 622	-	-	-	-	-	-	268 030
34.Autres ministères	-	-	-	-	-	-	9 509 808	11 462 733	2 974 471	261 720
TOTAL	38 657,7	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 593

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo.

Tableau II.24 DEPENSES PUBLIQUES EN CAPITAL DU CADRE BUDGETAIRE REPARTITION PAR SECTEUR
(en milliers de CDF)

Secteurs	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
I.Acquisition des biens de capital	38 658	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 926 592
A.Infrastructure économique	22 035	7 326	152 743	279 327	455 281	374 554	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566
1.Voies de communications	19 837	7 326	69 523	196 681	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566
Routes, ponts et chaussées	16 798,4	7 326	69 523	195 717	295 316	96 636	568 910	2 647 160	2 103 290	1 179 566
Voies fluviales	2 437,5	-	-	-	-	-	-	-	-	
Voies maritimes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Voies aériennes	348,1	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Télécommunications	253,2	-	-	964	-	-	-	-	-	-
2.Agriculture	2 197,7	-	16 220	82 646	159 965	277 918	-	-	-	-
3.Mines	-	-	67 000	-	-	-	-	-	-	-
B.Infrastructure sociale et collective	12 370,5	1 125	394 539	357 146	1 043 349	2 999 065	10 650 508	13 235 043	7 985 321	11 862 926
1.Enseignement	1 059,2	-	-	-	-	-	-	-	-	-
2.Santé publique	2 124,1	-	4 495	1 533	-	57 213	-	-	-	-
3.Urbanisme	7 885,2	-	15 500	13 750	171 057	76 807	230 278	1 319 500	1 663 920	4 080 605
4.Information	918,1	-	-	-	-	-	-	-	-	
5.Divers	383,9	1 125	374 544	341 863	872 292	2 865 045	10 420 230	11 915 543	6 321 401	7 782 321
C.Equipement des administrations	4 159,6	-	6 679	94 190	194 953	1 399 741	2 865 320	4 835 850	17 239 240	19 883 100
1.Constructions civiles	1 956,0	-	6 679	94 190	158 593	1 147 282	973 810	2 636 130	5 050 360	4 345 146
2.Matériel durable (1)	2 203,6	-	-	-	36 360	252 459	1 891 510	2 199 720	12 188 880	15 537 954
D.Constructions militaires	92,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-
II.Transfert d'équipements	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur énergie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur agricole	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	38 657,7	8 451	553 961	730 663	1 693 583	4 773 360	14 084 738	20 718 053	27 327 851	32 925 592

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo
(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire.

Tableau II.25 ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE LIBELLEE EN MONNAIE NATIONALE
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A.Auprès des institutions monétaires	303 632	554 643	3 189 565	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778
Banque Centrale du Congo	271 848	528 342	3 143 593	14 019 715	13 326 500	-7 246 644	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	78 032 124
Banques de dépôts	31 784	26 301	45 972	-289 985	-838 363	-3 144 323	-7 317 117	-10 823 845	-18 710 703	-32 496 346
B.Auprès des institutions financières et des organismes sociaux	0,02	0,00	0,00	0,00	-	-				
TOTAL	303 632	554 643	3 189 565	13 729 730	12 488 137	-10 390 967	-1 566 412	-22 667 027	20 232 323	45 535 778

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau II.26 COUVERTURE DES BESOINS NETS DE FINANCEMENT DE L'ETAT
(en milliers de CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Besoins nets de financement	-267 093,0	-251 011	-2 634 922	-10 540 165	1 241 593	22 879 104	-8 824 555	21 100 615	-42 899 350	-25 303 455
Moyens de financement :	267 093,0	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455
A.Financement intérieur monétaire	267 092,5	251 011	2 634 922	10 540 165	-1 241 593	-22 879 104	8 824 555	-21 100 615	42 899 350	25 303 455
Banque Centrale du Congo	235 552,5	256 494	2 615 251	10 876 122	-693 215	-20 573 144	12 997 349	-17 593 887	50 786 208	39 089 098
Banques de dépôts	31 540,0	-5 483	19 671	-335 957	-548 378	-2 305 960	-4 172 794	-3 506 728	-7 886 858	-13 785 643
B.Financement intérieur non monétaire	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	0,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau II.27 TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT EN 2006 : PROJECTIONS MENSUELLES
(en milliers de CDF)

RUBRIQUES	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL (JANV. - DEC. 06)
I. TOTAL RECETTES ET DONS	266 066	204 529	193 537	186 099	850 231
I.1 RECETTES COURANTES	129 442	118 879	122 314	112 138	482 773
I.1.1. Offda	42 645	40 757	45 687	40 662	169 751
I.1.2 D.g.i	36 922	32 678	36 954	34 444	140 998
I.1.3 D.g.r.a.d.	11 424	13 405	9 925	13 186	47 941
I.1.4 Gécamines	0	0	0	0	0
I.1.5. Miba	0	0	0	0	0
I.1.6 Petroliers Producteurs	38 451	32 038	29 748	23 846	124 083
I.1.7. Autres	0	0	0	0	0
I.1.7.1. Contribut. Spéc. des Ese. du Portefeuille	0	0	0	0	0
I.1.7.2. Autres	0	0	0	0	0
I.2. TOTAL DONS	136 624	85 650	71 223	73 961	367 458
I.2.1 Dons budgetaire	38 222	0	0	2 300	40 522
I.2.2. Dons projets	61 128	62 027	34 957	47 727	205 839
I.2.3. Ressources PPTE	37 274	23 623	36 266	23 934	121 097
II. TOTAL DEPENSES	225 621	244 690	198 974	209 851	879 136
II.1 DEPENSES COURANTES	109 489	111 003	95 586	97 337	413 414
II.1.1. REMUNERATIONS (Salaires)	44 604	46 104	44 301	45 138	180 147
II.1.1.1. Militaires, Police	9 284	8 416	8 271	7 113	33 084
II.1.1.2. Civils	35 320	37 688	36 030	38 025	147 063
II.1.2. INTERETS SUR LA DETTE (payés)	29 603	21 568	24 300	16 921	92 392
II.1.2.1. Dette extérieure	26 294	17 464	22 965	15 646	82 369
II.1.2.1.1. Allegement	22 576	15 515	21 957	15 487	75 535
II.1.2.1.2. DTO payee	3 718	1 949	1 008	159	6 834
II.1.2.2. Dette intérieure	3 309	4 104	1 335	1 275	10 023
1.2.2.1. Sur financement non bancaires	0	0	0	0	0
1.2.2.2. Sur avances BCC, arriérés...	0	0	0	425	425
1.2.2.3. Frais financiers , Autres	0	0	0	0	0
II.1.3. AUTRES DEPENSES COURANTES	27 552	33 257	20 769	31 077	112 655
II.1.3.1. Institutions	8 527	7 244	2 850	1 731	20 352
II.1.3.2. Ministères	12 098	14 852	10 458	10 125	47 533
II.1.3.3. Depenses à paiement centralisé	3 591	4 854	4 395	12 774	25 614
II.1.3.4. Services provinciaux et EAD	3 336	6 307	3 066	6 447	19 156
II.1.4. SUBVENTIONS	7 731	10 073	6 216	4 201	28 221
II.1.4.1. Ese. Pub. & Rest Bques Com.	0	0	0	0	0
II 1.4.2. Budgets annexes et Autres Int	2 587	3 269	1 091	841	7 788
II.1.4.3. Rétrocessions aux Régies Financières	5 144	6 804	5 125	3 360	20 433
II.2. Mise à La retraite	0	0	0	0	0
II.3. Extournes & reliquats	0	0	0	0	0
II.4 DEPENSES EN CAPITAL	22 497	71 934	68 174	78 048	240 652
II.4.1. Invest sur ressources extérieures	21 040	60 034	64 252	75 716	221 041
4.1.1. Dons	0	0	0	0	0
4.1.2. Dons Hors BCeCO	0	0	0	0	0
4.1.3. Prêts Projets	0	0	0	0	0
4.1.4. Prêts Projets Hors BCeCO	0	0	0	0	0
II.4.2. Invest sur Ressources Intérieures	1 457	11 900	3 922	2 332	19 611
4.2.1. Invest sur Ressources Propres	1 457	11 900	3 922	2 332	19 611
4.2.2. Crédits d'Appui Budgétaire	0	0	0	0	0
4.2.3. Dépenses sur ressources PPTE	0	0	0	0	0
II.4.3. Programme d'urgence	0	0	0	0	0
II.5. DEP 2005 EXECUTEES EN 2006	18 387	0	0	-18 387	0
II.6. DEP. FINANCEES SUR RESS. PPTE	955	5 464	3 415	24 316	34 150
II.7. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	68 028	52 943	30 300	27 575	178 846
-Dépenses financées sur ressources propres	10 304	5 491	9 919	20 168	45 882
-Dépenses financées sur ressources extérieures	57 724	47 452	20 381	7 407	132 964
II.8. REPAIEMENT DES ARRIERES	727	1 347	0	0	2 074
II.8.1. Arriérés Salaire (Intérieurs)	0	0	0	0	0
II.8.2. Autres Arriérés Interieurs	727	1 347	0	0	2 074
II.9. SUBVENTION A LA B.C.C.	0	0	0	0	0
II.10. DEFICIT DE TRESORERIE DE LA B.C.C.	5 539	2 000	1 499	961	9 999
Solde budgetaire Intérieur (base caisse)	19 182	4 630	40 857	21 224	85 893
Solde primaire interieur non consolidé (base caisse)	-39 043	-36 745	16 806	20 201	-38 781
Solde primaire consolidé (base caisse)	70 047	-18 593	18 863	-6 831	63 487
Solde général non consolidé (base caisse)	45 984	-38 161	-3 938	-22 791	-18 906
Solde général consolidé (base caisse)	40 445	-40 161	-5 437	-23 752	-28 905
Cumul depuis le 1er Janvier (base caisse)	106 101	48 786	20 412	-61 256	114 043
III. FINANCEMENT TOTAL	-40 445	40 161	5 437	23 752	28 905
III.1.- Financements Intérieurs	-17 989	13 582	2 902	-27 534	-29 039
III.1.1.Non bancaire	0	-1 500	0	-12 047	-13 547
III.1.2. B.C.C. et Système bancaire	-17 989	15 082	2 902	-15 487	-15 492
III.1.2.1.Crédit net au Gouv. (Sm)	-23 528	13 082	1 403	-16 448	-25 491
III.1.2.2.Déficit de trésorerie de la BCC	5 539	2 000	1 499	961	9 999
III.2. Financements extérieurs	-29 173	26 770	6 449	22 463	26 509
III.2.1. Banque étrangère non résidente	0	0	0	0	0
III.2.2. Amortissement (Net à payer)	-42 794	-18 278	-43 228	-17 358	-121 658
III.2.2.1. Payé à l'Extérieur	-28 095	-10 169	-28 919	-8 912	-76 095
III.2.2.2. Allegement PPTE	-14 699	-8 109	-14 309	-8 446	-45 563
III.2.3.Nouveau financement	13 621	45 048	49 677	39 821	148 166
III.2.3.1.Prêts projets	13 621	45 048	49 677	39 821	148 166
III.2.3.2. Prêts programme	0	0	0	0	0
Variation soldes des sous-comptes	6 717	-791	-3 814	28 853	31 435
Act. des régies : Projets Dons et Prêts	30 663	-14 966	-14 575	-33 595	-32 353

Tableau II.28 TABLEAU DES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT EN 2006 : REALISATIONS
(en milliers de CDF)

RUBRIQUES	1er Trimestre	2ème Trimestre	3ème Trimestre	4ème Trimestre	TOTAL (JANV. - DEC (4)
I. TOTAL RECETTES ET DONS	209 440	153 971	173 628	184 774	721 814
I.1. RECETTES COURANTES	130 540	122 227	129 813	149 745	532 325
I.1.1. Ofida	42 645	44 820	49 301	58 842	195 608
I.1.2. D.g.i.	38 922	33 610	41 936	45 469	157 937
I.1.3. D.g.r.a.d	11 424	15 578	10 390	9 752	47 144
I.1.4. Gécamines	0	0	0	0	0
I.1.5. Miba	0	0	0	0	0
I.1.6. Petroliers Producteurs	38 451	28 180	28 005	33 529	128 166
I.1.7. Autres	1 098	39	180	2 153	3 471
I.1.7.1. Contribut. Spéc. des Ese. du Portefeuille	0	0	0	0	0
I.1.7.2. Autres	1 098	39	180	2 153	3 471
I.2. TOTAL DONS	78 901	31 743	43 815	35 029	189 488
I.2.1. Dons budgétaire	38 222	0	0	0	38 222
I.2.2. Dons projets	3 404	8 120	7 549	11 095	30 169
I.2.3. Ressources PPTE	37 274	23 623	36 266	23 934	121 097
II. TOTAL DEPENSES	165 600	165 577	187 752	208 773	727 701
II.1. DEPENSES COURANTES	122 843	116 450	140 835	139 398	519 526
II.1.1. REMUNERATIONS (Salaires)	43 883	45 943	49 420	50 252	189 498
II.1.1.1. Militaires, Police	9 284	8 706	8 706	8 706	35 402
II.1.1.2. Civils	34 600	37 237	40 714	41 546	154 096
II.1.2. INTERETS SUR LA DETTE (payés)	29 833	21 312	27 873	26 075	105 094
II.1.2.1. Dette extérieure	26 290	16 818	22 232	16 435	81 775
II.1.2.1.1. Allegement	22 575	15 515	21 957	15 487	75 534
II.1.2.1.2. DTO payée	3 715	1 303	275	948	6 241
II.1.2.2. Dette intérieure	3 543	4 495	5 642	9 639	23 319
1.2.2.1. Sur financement non bancaires	0	0	0	0	0
*1.2.2.2. Sur avances BCC, arriérés_*	1 515	2 119	3 365	6 737	13 736
1.2.2.3. Frais financiers , Autres	2 029	2 375	2 276	2 902	9 583
II.1.3. AUTRES DEPENSES COURANTES	39 351	37 087	52 160	48 721	177 319
II.1.3.1. Institutions	8 528	6 992	6 666	9 709	31 892
II.1.3.2. Ministères	18 320	16 992	24 003	23 523	82 838
II.1.3.3. Dépenses à paiement centralisé	6 050	4 580	9 441	6 597	26 668
II.1.3.4. Services provinciaux et EAD	6 454	8 524	12 050	8 893	35 921
II.1.4. SUBVENTIONS	9 776	12 108	11 381	12 996	46 261
II.1.4.1. Ese. Pub. & Rest Bques Com.	0	0	0	0	0
II.1.4.2. Budgets annexes et Autres Int.	4 632	4 221	3 698	2 924	15 474
II.1.4.3. Retrocessions aux Regies Financieres	5 144	7 887	7 683	10 072	30 787
II.2. Mise à la retraite	0	0	0	1 354	1 354
II.3. Extournes & réticuats	-57	-581	85	7	-546
II.4. DEPENSES EN CAPITAL	23 716	31 137	26 844	36 948	118 645
II.4.1. Invest sur ressources extérieures	18 648	20 245	18 445	26 973	84 312
4.1.1. Dons	1 537	1 383	437	3 398	6 755
4.1.2. Dons Hors BCeCO	3 102	3 473	6 888	8 221	21 683
4.1.3. Prêts Projets	3 279	1 597	1 895	3 685	10 455
4.1.4. Prêts Projets Hors BCeCO	10 730	13 792	9 227	11 669	45 418
II.4.2. Invest sur Ressources Intérieures	5 068	10 892	8 399	9 974	34 333
4.2.1. Invest sur Ressources Propres	1 117	2 406	3 700	729	7 952
4.2.2. Crédits d'Appui Budgétaire	176	119	171	385	852
4.2.3. Dépenses sur ressources PPTE	3 775	8 366	4 528	8 861	25 530
II.4.3. Programme d'urgence	0	0	0	0	0
II.5. DEP 2005 EXECUTEES EN 2006	0	0	0	0	0
II.6. DEP. FINANCEES SUR RESS. PPTE	2 109	5 205	6 957	5 561	19 832
II.7. DEPENSES EXCEPTIONNELLES	10 943	7 120	7 314	15 022	40 399
-Dépenses financées sur ressources propres	10 943	7 120	7 314	15 022	40 399
-Dépenses financées sur ressources extérieures	0	0	0	0	0
II.8. REPAIEMENT DES ARRIERES	728	1 795	3 225	3 335	9 082
II.8.1. Arriérés Salaire (Intérieurs)	0	447	3 225	1 059	4 730
II.8.2. Autres Arriéres Intérieurs	728	1 348	0	2 276	4 352
II.9. SUBVENTION A LA B.C.C.	0	0	0	0	0
II.10. DEFICIT DE TRESORERIE DE LA B.C.C.	5 318	4 451	2 493	8 502	20 764
Solde budgétaire intérieur (base caisse)	20 820	834	-9 948	-597	11 110
Solde primaire intérieur non consolidé (base caisse)	20 848	7 864	-2 171	8 084	34 625
Solde primaire consolidé (base caisse)	73 673	9 706	13 750	2 077	99 206
Solde général non consolidé (base caisse)	49 158	-7 155	-11 631	-15 496	14 876
Solde général consolidé (base caisse)	43 840	-11 606	-14 124	-23 998	-5 888
Cumul depuis le 1er Janvier (base caisse)	112 151	97 464	79 762	18 462	307 839
III. FINANCEMENT TOTAL	-43 840	11 606	14 124	23 998	5 888
III.1.- Financements Intérieurs	-17 990	14 061	18 388	29 061	43 520
III.1.1.Non bancaire	0	-1 500	-1 500	-1 000	-4 000
III.1.2. B.C.C. et Système bancaire	-17 990	15 561	19 888	30 061	47 520
III.1.2.1.Crédit net au Gouv. (Smi)	-23 308	11 110	17 395	21 559	26 756
III.1.2.2.Déficit de trésorerie de la BCC	5 318	4 451	2 493	8 502	20 764
III.2. Financements extérieurs	-29 496	-2 431	-7 364	-3 208	-42 498
III.2.1. Banque étrangère non résidente	0	0	0	0	0
III.2.2. Amortissement (Net à payer)	-42 901	-16 475	-21 282	-14 860	-95 519
III.2.2.1. Payé à l'Extérieur	-28 202	-8 366	-6 973	-6 414	-49 956
III.2.2.2. Allegement PPTE	-14 699	-8 109	-14 309	-8 446	-45 563
III.2.3.Nouveau financement	13 406	14 044	13 918	11 652	53 020
III.2.3.1.Prêts projets	13 406	14 044	13 918	11 652	53 020
III.23.2. Prêts programme	0	0	0	0	0
Variation soldes des sous-comptes	2 846	-24	3 100	-1 633	4 309
Acc. des dépôts : Projets Dons et Prêts	32 880	-8 201	-4 527	-15 321	8 830

TITRE III

RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

A l'instar des Finances Publiques, le secteur extérieur s'est ressenti de la suspension de l'Accord sur la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC), en ce qui concerne le soutien à la balance des paiements. Cette dernière, en raison essentiellement de la détérioration du compte courant, a enregistré, en 2006, un déficit plus important qu'en 2005, soit 4,8 % du PIB contre 2,7 %.

Les échanges commerciaux se sont améliorés par rapport à l'année 2005. Cette situation résulte de l'augmentation aussi bien des exportations que des importations.

Quant au marché des changes, il a été caractérisé par une remarquable stabilité du taux de change de janvier à fin juin et une forte volatilité à partir de juillet. Cette évolution résulte de l'augmentation de la demande de devises impulsée par le financement monétaire du déficit du secteur public dans un contexte d'incertitudes sociopolitiques liées à l'organisation des élections. En dépit d'une dépréciation de 16,1 % par rapport à fin décembre 2005, il importe de relever que le taux de change réalisé à fin décembre 2006 est resté inférieur aux prévisions révisées du cadre macroéconomique.

S'agissant de la dette extérieure, le pays a tenté en juin 2006 de négocier le report en 2007 des échéances au titre du service de la dette du second semestre 2006 dues au Club de Paris. Dans ce contexte, le stock de la dette extérieure à fin décembre 2006 s'est établi à 9.999,59 millions de USD, en baisse de 10,6 % par rapport à son niveau de 2005 où il s'était situé à 11.186,28 millions. Ce repli s'explique principalement par le report sus-évoqué des échéances du second semestre du Club de Paris, les allègements obtenus au cours de l'année sous revue, l'exécution du service de la dette et par la mise à jour des statistiques à l'occasion de l'enregistrement de données dans le logiciel SYGADE.

Quant aux donations, les décaissements effectués à ce titre par les partenaires extérieurs au profit du pays ont représenté 13 % du PIB en 2006 contre 28 % en 2005.

CHAPITRE I

COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges commerciaux de la RDC, en termes nominaux, se sont accrus de 9,8 % en 2006 par rapport à leur niveau de 2005, s'établissant à 5.590,4 millions de USD contre 5.093,2 millions une année auparavant.

Cependant, rapportés à la richesse intérieure, les échanges ont ralenti, représentant 64,3 % du PIB en 2006 contre 71,0 % en 2005. D'une année à l'autre, les parts relatives des exportations et des importations par rapport au PIB se sont repliées respectivement à 31,0 % et 33,3 % en 2006, contre 33,5 % et 37,5 % une année plus tôt.

I. COURS DES PRINCIPALES MATIERES PREMIERES

L'indice des cours des matières premières exportées par la République Démocratique du Congo s'est situé à 120,7 points en 2006, soit une progression de 8,3 % par rapport à l'année précédente où il était à 111,5 points. Le bon comportement des cours mondiaux de la plupart des produits miniers et végétaux explique cette évolution.

1. Produits miniers

L'augmentation des prix de presque tous les produits miniers en 2006 a impulsé de 46,1 % celle de l'indice des cours de ces derniers. En effet, il s'est établi à 212,6 points contre 145,5 en 2005. Les facteurs à l'origine de cette hausse de prix sont notamment le resserrement de l'offre mondiale face à une importante demande marquée par les fortes consommations chinoise et indienne ainsi que les problèmes géopolitiques relatifs aux questions de l'enrichissement de l'uranium au Moyen-Orient.

Ainsi, de 21,6 USD le carat en 2005, le cours du diamant est passé à 24,9 USD une année après, soit une progression de 15,3 %. Quant au pétrole, au cuivre et au cobalt, leurs prix en 2006 ont été respectivement de 66,2 USD le baril, 5.496,31 euros la tonne métrique et 17,2 USD la livre poids contre 56,1 USD , 3.140,0 euros, et 15,9 USD une année plus tôt.

2. Produits végétaux

En 2006, l'indice des cours des produits végétaux a progressé de 18,1 % par rapport à son niveau de 2005. Il a atteint 112 points contre 94,8 points une année auparavant. Cette évolution est attribuable à l'amélioration des cours du caoutchouc, du café robusta ainsi que du thé.

En ce qui concerne le caoutchouc, son cours a connu un accroissement de 35,4 % en 2006, se situant à 174,67 euros les 100 Kg contre 129,02 euros une année plus tôt. Cette forte progression s'explique par les répercussions de l'ouragan Katerina sur le niveau de l'offre.

S'agissant du café robusta, son cours est passé de 995,1 à 1.315,7 USD la tonne métrique au cours de la période sous revue, soit une augmentation de 32,2 %. Cette situation résulte principalement de la faiblesse de l'offre face à la forte demande impulsée par l'accroissement de la consommation chinoise et allemande.

Quant au thé, son prix a enregistré une progression de 27,2 %, passant de 189,21 USD le Kg en 2005 à 240,69 USD une année après en raison principalement de la sécheresse et des inondations dans les principales zones de production.

II. ECHANGES COMMERCIAUX

Situés à 2.402,8 millions de USD en 2005, les exportations de la RDC se sont établies à 2.698,8 millions l'année suivante, soit un accroissement de 12,3 %. Au cours de la même période, les importations sont passées de 2.690,4 millions de USD à 2.891,6 millions, soit une progression de 7,5 %.

1. Destination des exportations

En 2006, les exportations vers les pays de l'Union Européenne ont représenté 52,9 % (1) de l'ensemble des exportations contre 60,1 % une année avant. Celles à destination de l'Amérique du Nord et du Japon ont représenté respectivement 5,0 % et 0,2 % contre 17,9 % et 0,2 % en 2005.

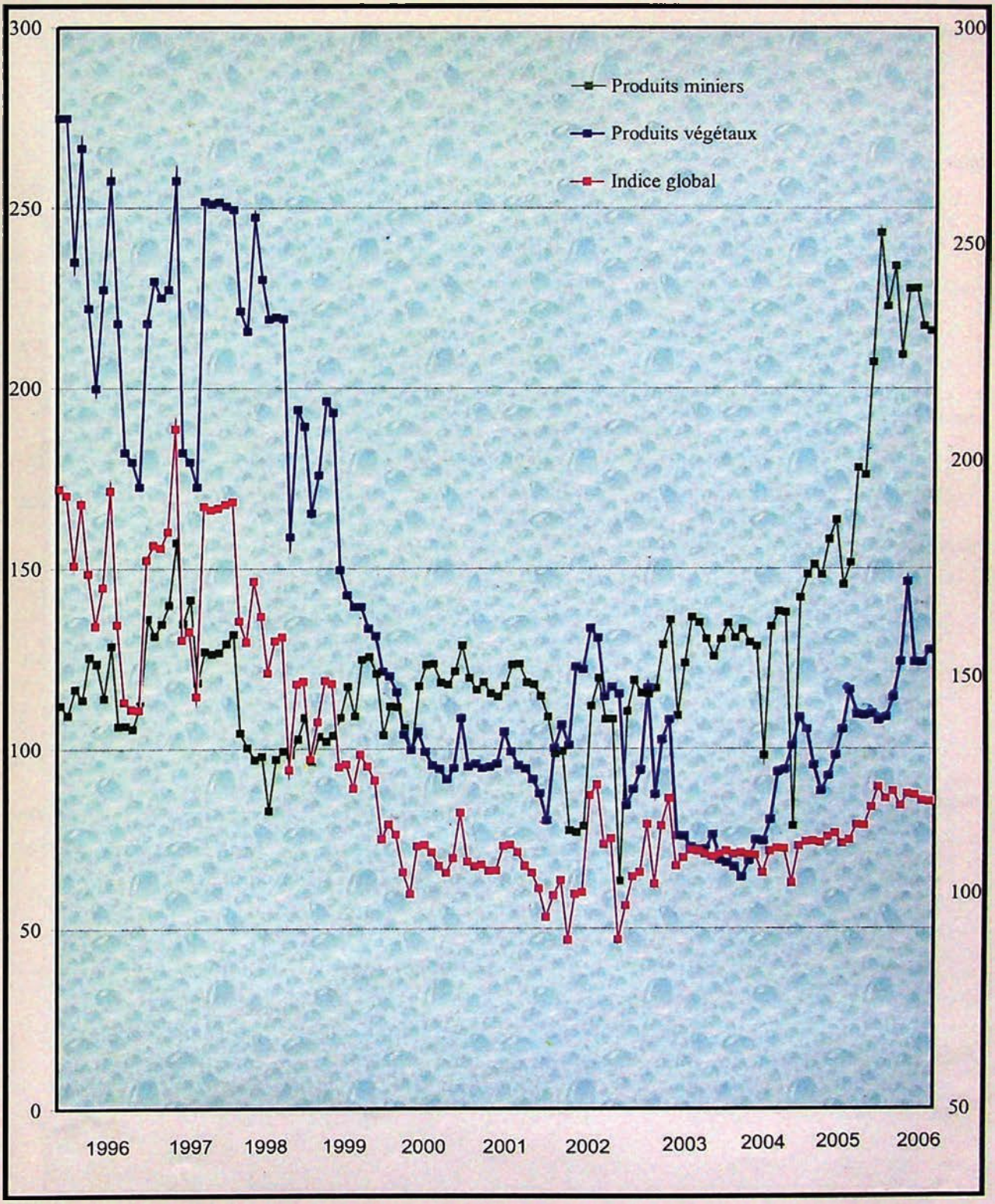
Contrairement aux exportations précédentes qui ont enregistré un repli, les exportations à destination des pays non membres de l'OCDE se sont inscrites à la hausse en 2006, représentant 49,2 % du total contre 39,9 % en 2005.

2. Origine des importations

Les importations en provenance des Etats non membres de l'OCDE ont représenté 60,1 % du total des importations en 2006 contre 56,4 % en 2005. Celles émanant de l'OCDE ont été respectivement de 39,9 % et 50,2 % au cours de la même période.

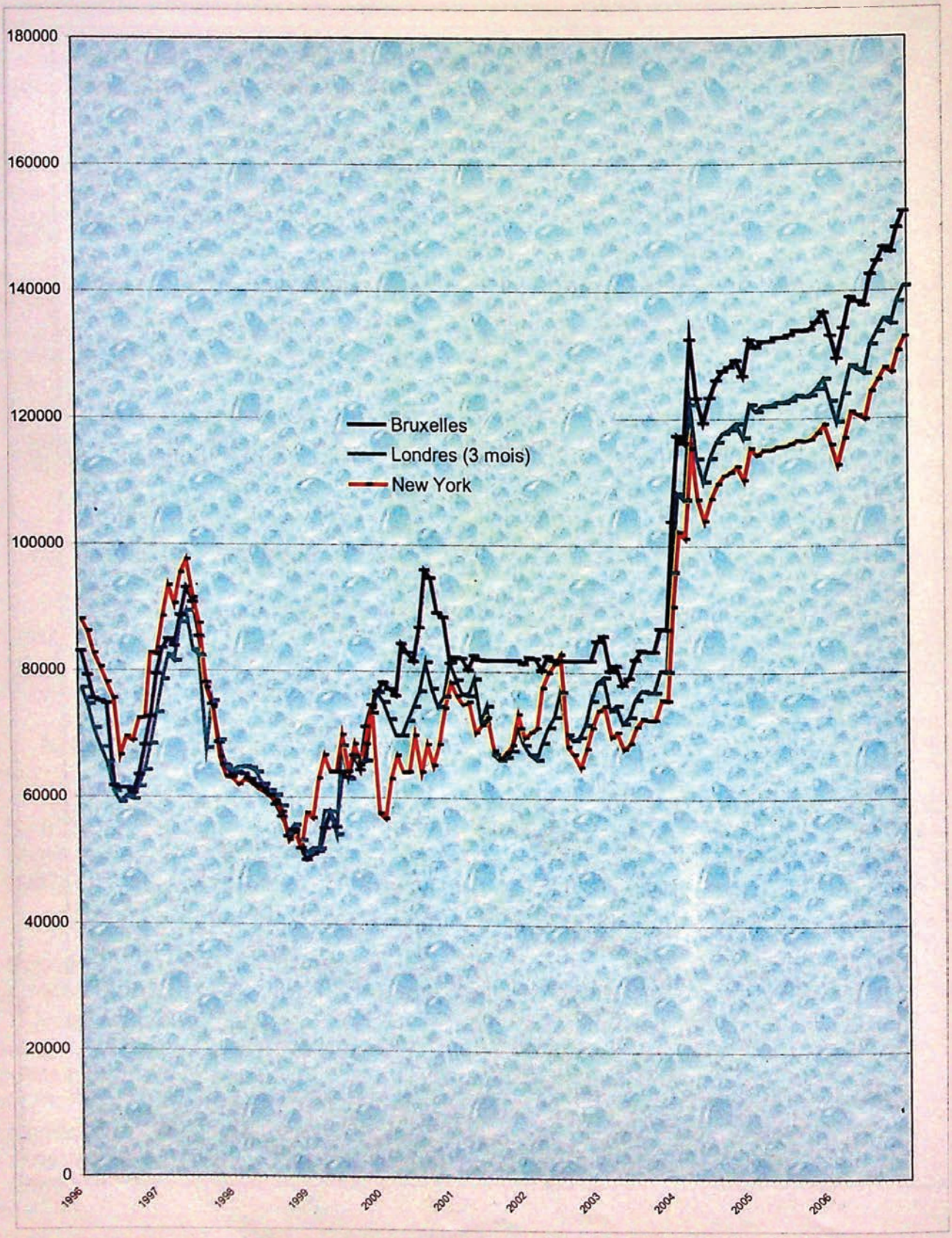
(1) Pourcentage calculé sur base des statistiques publiées par le FMI dans «Direction of Trade Statistics» décembre 2007

Graphique 12 Cours des principaux produits exportés [1]
(base 1990 = 100)

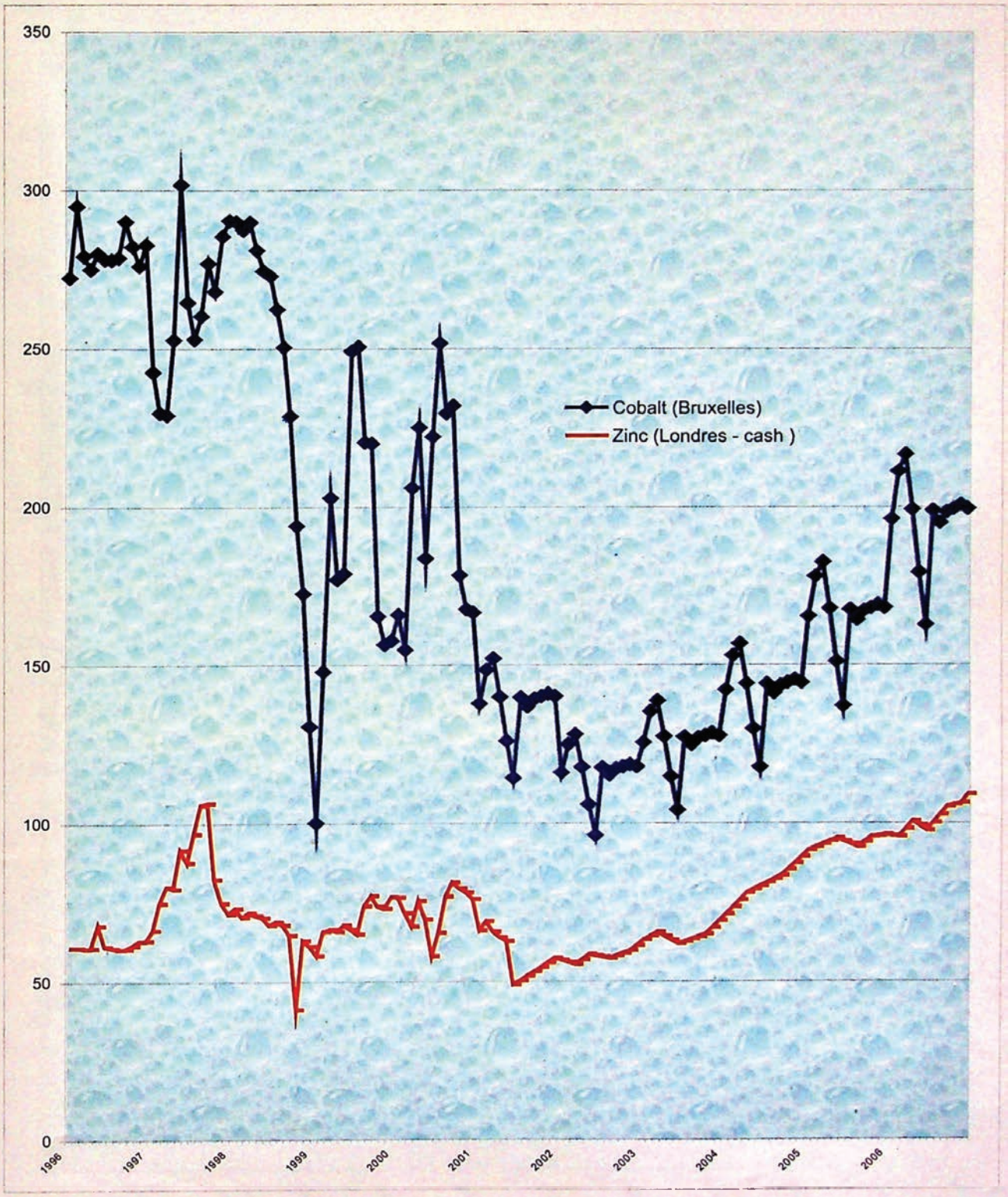


[1] Cfr. Tableau III.15.

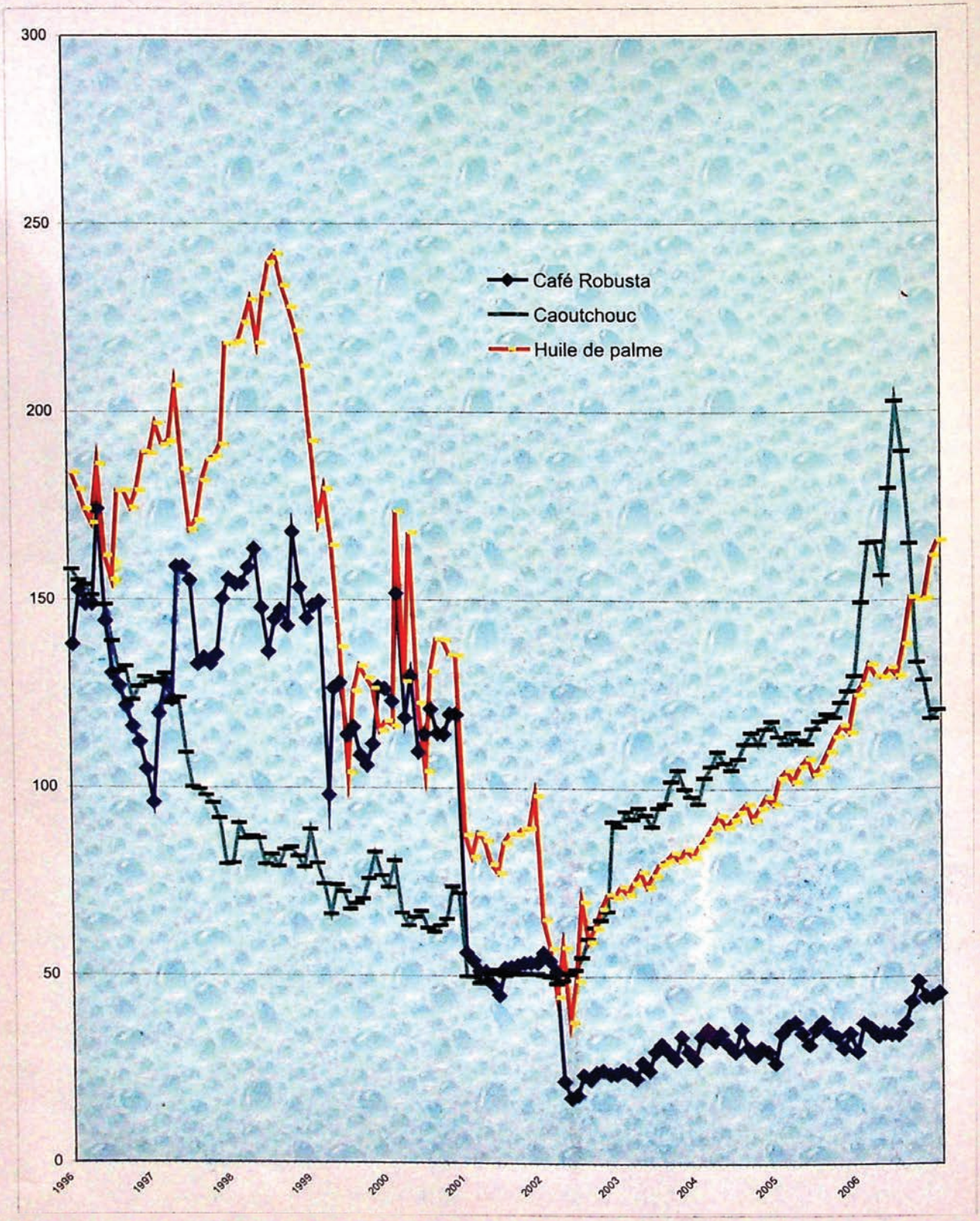
Graphique 13 Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New-York
(en milliers de FB/tonne métrique)



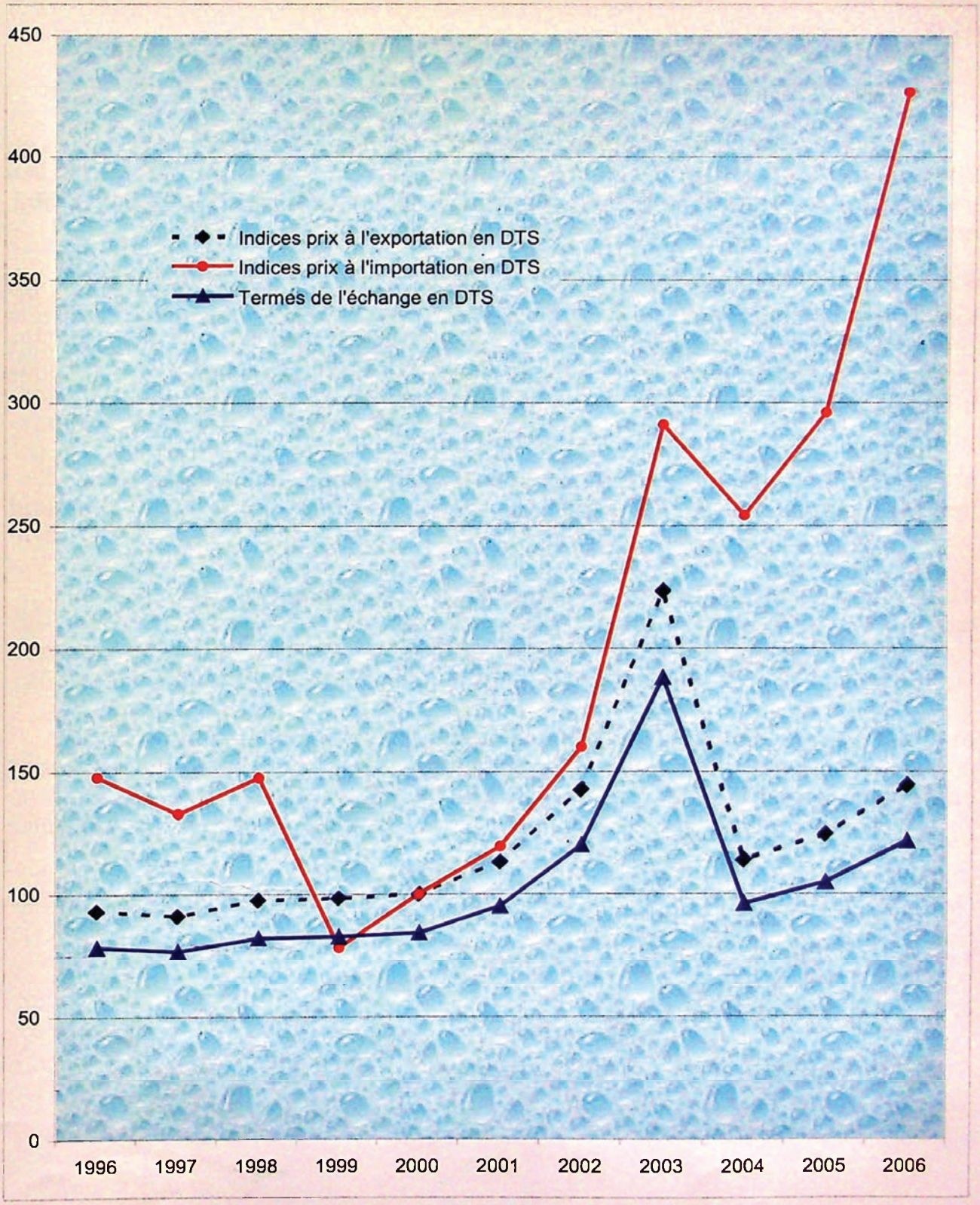
Graphique 14 Cours des principaux produits minéraux exportés
(Base 1990 = 100)



Graphique 15 Cours des principaux produits végétaux exportés
(Base 1990 = 100)



Graphique 16 Indices des prix à l'exportation et à l'importation et termes de l'échange



En ce qui concerne les marchandises en provenance de l'Union Européenne, elles ont été, par rapport à l'ensemble des importations, de 33,6 % en 2006 contre 61,06 % une année plus tôt.

3. Termes de l'Echange

L'indice des prix à l'exportation exprimé en XDR s'est chiffré à 143,8 points en 2006 contre 124,1 en 2005, soit une progression de 15,9 %. S'agissant de l'indice des prix à l'importation, il est passé de 295 points en 2005 à 425,2 en 2006, enregistrant un accroissement de 44,1 %.

Se situant à 33,8 points en 2006 contre 42,1 points une année avant, les termes de l'échange se sont détériorés de 19,7 %. Cette situation s'explique principalement par la hausse continue du cours du pétrole ayant des implications directes sur la structure des prix de nos principaux produits d'importation, dont les biens de consommation.

CHAPITRE II

EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES

I. EVOLUTION DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DE CHANGES

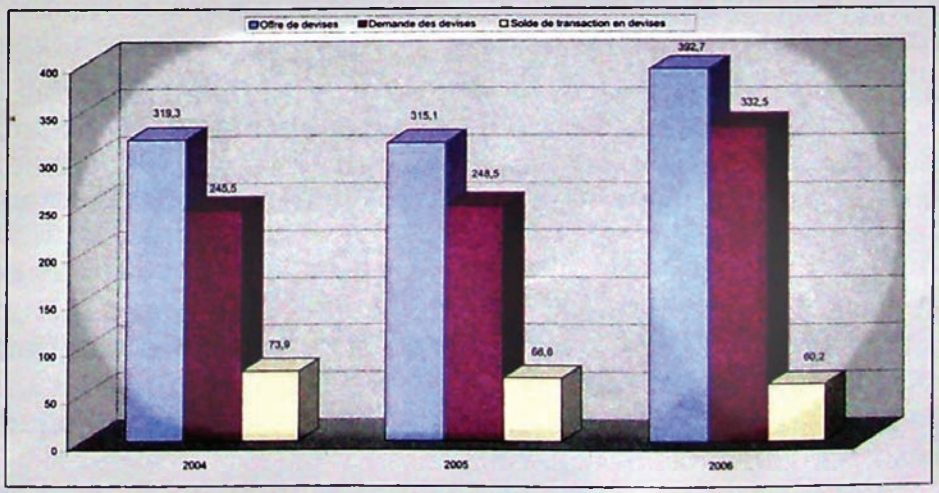
Le marché des changes a enregistré un excédent net de l'offre de devises de 60,2 millions de USD à fin décembre 2006 contre 66,6 millions en 2005, soit une baisse de 9,6 %. Cette évolution résulte de la faiblesse de l'offre par rapport à la demande observée en août, septembre et octobre à la suite de la rétention de devises et du ralentissement du rapatriement des recettes d'exportation dans un contexte d'incertitude sociopolitique.

A ces facteurs s'ajoute la fermeture, pour raison des vacances d'été, de la bourse d'Anvers où se dénouent d'importantes transactions de diamant provenant de la RDC.

Les ventes de devises se sont accrues de 24,6 %, atteignant 392,7 millions de USD en 2006. De même, les achats ont connu une augmentation de 33,8 %, et se sont chiffrés à 332,5 millions de USD. Le volume global de transactions a totalisé 725,2 millions de USD en 2006 contre 563,7 millions en 2005.

Cet accroissement procède notamment de la présence sur le territoire national de plusieurs organismes internationaux, dont les dépenses sont effectuées en monnaies étrangères, et de l'obligation faite aux opérateurs économiques de s'acquitter des droits et taxes en monnaie nationale.

Graphique 17 Evolution des transactions sur le marché des changes en 2006
(en millions de USD)



En moyenne, l'offre des devises en 2006 a été en dépassement de la demande à hauteur de 5,0 millions de dollars US. Cet écart moyen résulte principalement de l'excédent de l'offre de devises au cours de la période allant de janvier à juillet 2006.

En 2006, le marché des changes est resté animé principalement par les banques dont les transactions ont représenté 93,3 %, suivies des bureaux de change (3,7 %) et enfin de la Banque Centrale (3,0 %).

Tableau III.1 EVOLUTION MENSUELLE DU VOLUME DES TRANSACTIONS SUR LE MARCHE DES CHANGES
(en millions de USD)

Transactions	janv-06	févr-06	mar-06	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06	Total
- Vente devises	30,2	27,9	35,4	30,7	37,2	28,3	38,1	24,1	32,6	32,5	32,6	43,0	392,7
- Achat devises	19,9	22,4	29,9	18,8	25,3	19,0	32,8	28,3	32,8	33,2	31,2	38,8	332,5
- Solde	10,3	5,6	5,5	11,9	11,9	9,2	5,3	-4,2	-0,2	-0,7	1,4	4,2	60,18

Source : Banque Centrale du Congo

II. POLITIQUE DE CHANGE ET EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

Depuis la publication par la Banque Centrale du Congo des règlements sur les ventes et les achats des devises par voie d'adjudication, respectivement le 14 février et le 22 juin 2005, ses interventions n'ont concerné que le volet offre de devises. Pour lisser les variations des cours de change et améliorer la position de change, la Banque Centrale du Congo a procédé à l'achat, pour la première fois, des devises par voie d'appels d'offres en mars 2006.

1. Interventions sur le marché des changes

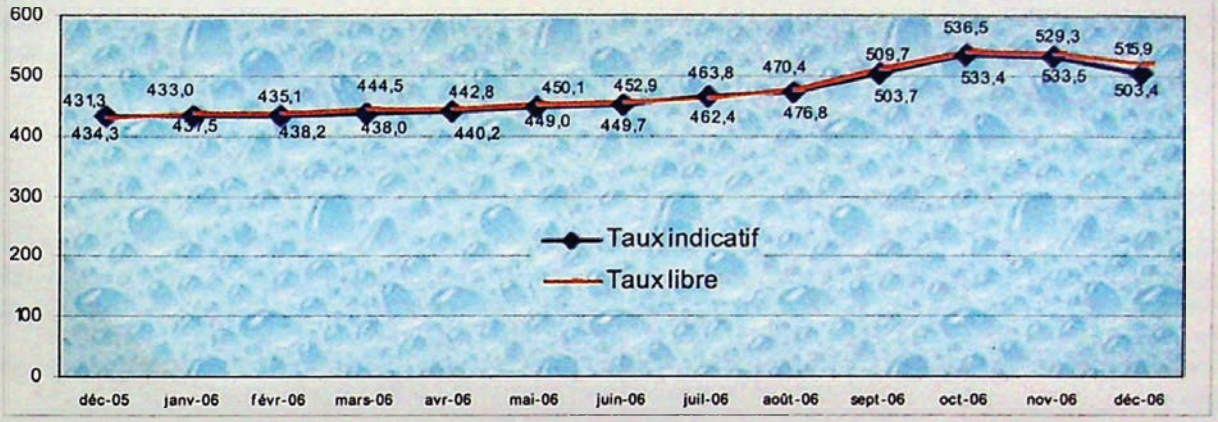
Le principal rôle de la politique de change est de prévenir ou lutter contre les chocs transitoires en lissant les fluctuations du taux de change et en préservant un niveau adéquat des réserves internationales. Par ailleurs, la politique de change vise à réduire au maximum les écarts en pourcentage entre le taux de change indicatif et le taux de change parallèle. Les interventions de la Banque Centrale tant à l'achat qu'à la vente se sont inscrites dans ce cadre.

L'adjudication, depuis sa mise en œuvre en 2005, ne portait que sur les cessions de devises. En dépit des opportunités qui s'offraient sur le marché pendant les périodes d'appréciation du taux de change, la BCC n'a pu recourir aux achats par voie d'adjudication. Les premières expériences ont été tentées en mars 2006 et se sont avérées concluantes.

Au terme de cette année, la BCC a procédé à des achats par voie d'adjudication d'un import de 10,4 millions de USD contre des ventes de 11 millions.

Après un premier semestre stable, le taux de change a connu une évolution volatile aux six derniers mois de l'année.

Graphique 18. Evolution du taux de change en 2006
(en CDF/1USD)



Il s'agit des taux fin période

Le tableau ci-dessous met en évidence les différentes périodes déterminantes de l'année 2006.

Tableau III.2 VARIATIONS MOYENNES JOURNALIERES DU TAUX DE CHANGE EN 2006
(CDF/1 USD)

Périodes	1er semestre	2ème semestre			
	De janvier à juin (Remarquable stabilité)	3 juillet – 1 sept. (Situation normale)	4 sept – 15 sept. (Situation perturbée)	18 sept – 17 oct (Ajust monétaire)	18 oct – 29 déc. (Ajust. mon. et budg.)
Taux indicatif	**-0,03**	**-0,10**	**-0,48**	**-0,27**	**0,07**
Taux libre	**-0,03**	**-0,13**	**-0,43**	**-0,32**	**0,08**

Source : Banque Centrale du Congo
+ appréciation
- dépréciation

Cette évolution trouve sa justification dans le comportement des politiques macroéconomiques (monétaire et budgétaire). Le relâchement de ces politiques s'est accompagné d'une instabilité des prix intérieurs et du taux de change. Par contre, le resserrement de la politique monétaire enclenché le 11 septembre 2006 a commencé à produire des effets à partir du 18 septembre. Sans accompagnement de la politique budgétaire, ces résultats ont été limités.

Ainsi, entre le 18 septembre et le 17 octobre, il a été observé un ralentissement de la dépréciation du franc congolais. Le taux de change s'est déprécié, en moyenne journalière, de 0,3 % tant à l'indicatif qu'au marché libre.

La combinaison des mesures des politiques budgétaire et monétaire prises à partir du 18 octobre a permis d'observer une stabilité de la monnaie nationale sur le marché des changes.

A fin décembre 2006, le franc congolais a enregistré une dépréciation de 14,3 % à l'indicatif, s'établissant à 503,4 CDF le dollar contre 431,3 CDF le 31 décembre 2005. Ce taux est resté en deçà des prévisions, soit 525,8 CDF le dollar. Sur le marché libre, le taux de change s'est déprécié de 15,8 %, se situant à 515,9 CDF le dollar contre 434,3 CDF l'année précédente.

Tableau III.3 EVOLUTION MENSUELLE DU TAUX DE CHANGE EN 2006
(CDF / 1 Usd)

Tx de change	déc-05	Janv-06	févr-06	mars-06	avr-06	mai-06	juin-06	juil-06	août-06	sept-06	oct-06	nov-06	déc-06
- indicatif	431,28	433,02	435,05	438,03	440,24	449,04	449,66	463,79	470,36	503,67	533,41	529,27	503,43
Var. en %		-0,49	-0,47	-0,68	-0,50	-1,96	-0,14	-3,05	-1,40	-6,61	-5,58	0,78	5,13
- libre	434,31	437,52	438,23	444,52	442,83	450,07	452,87	462,37	476,81	509,73	536,47	533,49	515,92
Ecart en %	0,70	1,04	0,73	1,48	0,59	0,23	0,72	-0,31	1,37	1,20	0,57	0,80	2,48

Source : Banque Centrale du Congo.

A première vue, la dépréciation de la monnaie nationale dans un contexte d'excédent net de l'offre de devises paraît paradoxale. En réalité, pour être exhaustive, l'analyse de l'évolution du taux de change doit aller au-delà de l'offre et de la demande de devises, qui justifie la situation à court terme.

A partir de janvier 2006, en prenant comme référence juin 2001, l'évolution du taux de change est plus le fait des déterminants à moyen et long termes tels que la parité des pouvoirs d'achat et les différentiels des taux d'expansion monétaire entre la RDC et ses principaux partenaires.

Vue sous cet angle, la dépréciation de la monnaie nationale trouve clairement ses explications dans l'accroissement du différentiel entre les indicateurs internes et ceux des principaux partenaires.

2. Gestion des réserves de change

a) Structure des réserves internationales

La structure des réserves internationales doit être dominée par les placements plutôt que par les dépôts à vue. Dans ce cadre, la Banque centrale s'efforcera d'accroître et de diversifier ses placements et de réduire les dépôts à vue.

b) Modalités pratiques de gestion des avoirs auprès des correspondants locaux

La Banque s'efforcera d'améliorer la répartition de ses avoirs auprès des banques préalablement sélectionnées et s'en tiendra au plafond de 5 millions de USD tel que repris dans le mémorandum des politiques économiques et financières.

CHAPITRE III

EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

De 195,1 millions en 2005, le déficit de la balance des paiements a atteint 430,8 millions de USD en 2006, représentant respectivement 2,7 % du PIB et 4,9 %. Cette situation est consécutive essentiellement à la détérioration du solde de la balance des revenus et celui des opérations financières.

COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(en millions de USD)

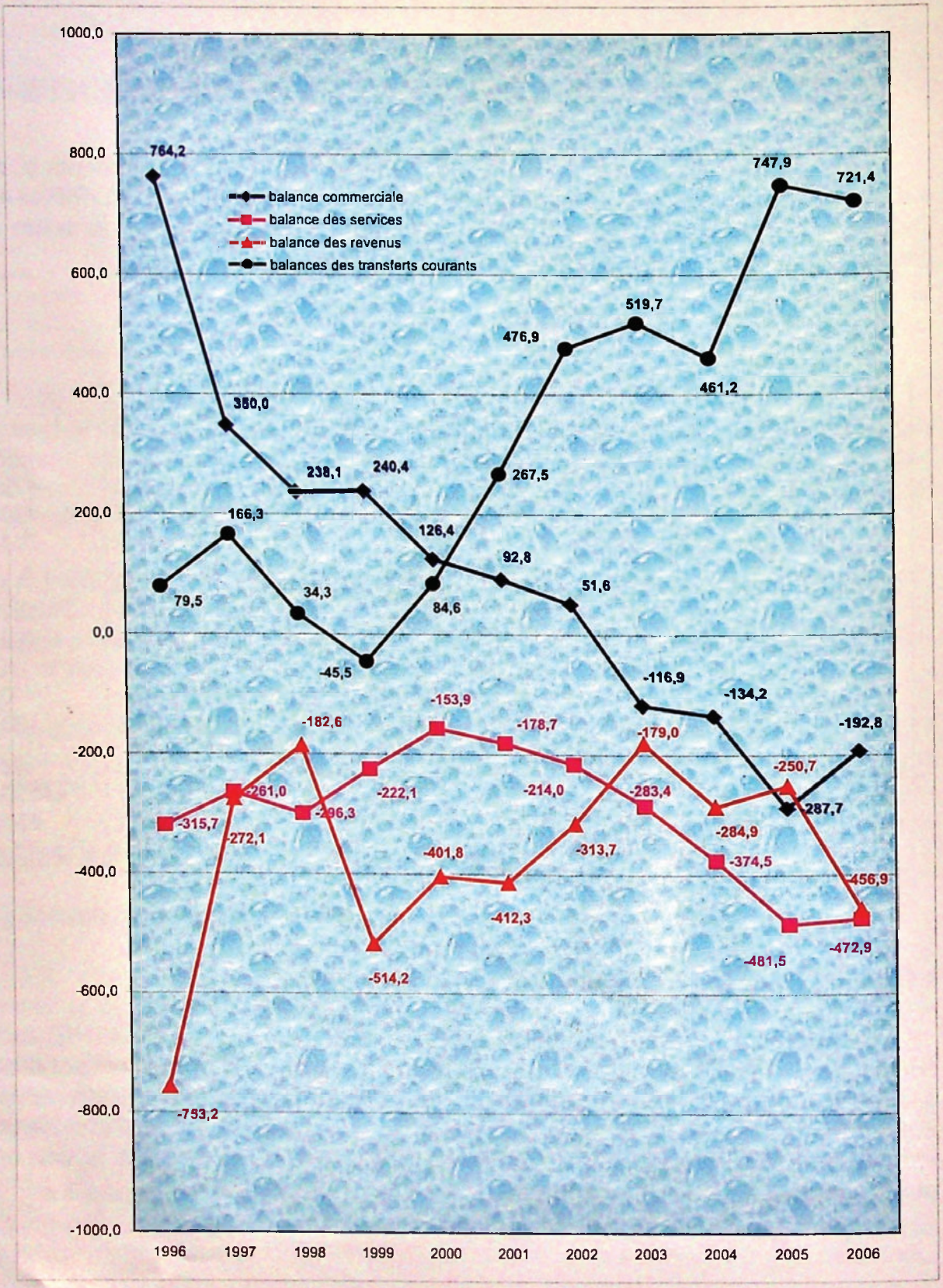
	2005	2006
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	**-272,0**	**-401,3**
- Balance commerciale	-287,7	-192,8
- Services nets	-481,5	-472,9
- Revenus nets	-250,7	-456,9
- Transferts courants nets	747,9	721,4
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	84,2	13,2
- Capitaux publics	57,6	151,4
- Capitaux privés	-148,8	-69,6
- Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non Produits	0,0	-0,1
- Opérations financières	175,5	-68,5
Erreurs et omissions	-7,3	-42,7
SOLDE GLOBAL	**-195,1**	**-430,8**
Moyens de financement	**195,1**	**430,8**

Source : Banque Centrale du Congo.

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le déficit du compte des transactions courantes a atteint 4,6 % du PIB en 2006 contre 3,8 % une année plus tôt. Le glissement du déficit du compte courant procède à la fois de l'aggravation du déficit de la balance des revenus situé à 5,3 % du PIB en 2006 contre 3,5 % en 2005 et de la diminution nominale de l'excédent des transferts sans contrepartie. Ce dernier s'est établi à 10,4 % du PIB contre 8,3 % une année auparavant.

Graphique 19 Evolution de soldes des composantes du compte des transactions courantes
(en millions de USD)



1. Balance commerciale

En 2006, le déficit commercial s'est atténué. En effet, établi à 287,7 millions de USD en 2005, il a été ramené à 192,8 millions en 2006. Ce fléchissement du déficit commercial est corrélé au ralentissement de la croissance économique enregistrée en 2006.

1.1. Exportations

Les exportations se sont accrues de 12,3 %, se situant à 2.698,7 millions de USD en 2006 contre 2.402,8 millions une année auparavant. Cette hausse concerne les exportations tant des produits miniers, agricoles qu'industriels.

Les exportations des produits miniers ont totalisé 2.118,1 millions de USD en 2006, en progression de 12,3 % par rapport à l'année précédente où elles s'étaient chiffrées à 1.885,7 millions. Cette évolution est imputable principalement au bon comportement des ventes du cuivre et du zinc.

S'agissant particulièrement du cuivre, ses exportations ont augmenté de 274,5 %, en raison de l'amélioration du cours et du volume exporté. En effet, de 3.890,2 euros la tonne en 2005, le cours moyen de vente de ce produit est passé à 6.952,3 euros en 2006, soit une hausse 78,7 %. Par ailleurs, les quantités vendues sont passées de 29.212 tonnes à 62.795,1 tonnes d'une année à l'autre.

L'accroissement des exportations du zinc a été de 970,6 %, à la suite de l'amélioration du cours et du volume exporté. En effet, le cours est passé de 1.410,7 USD la tonne à 3.055,4 USD d'une année à l'autre, soit une hausse de 116,6 %. Quant au volume, il s'est situé à 74.238 tonnes en 2006 contre 15.109 tonnes en 2005, soit une augmentation de 391,3 %.

Tableau III.4 STRUCTURE DES EXPORTATIONS
(en millions de USD)

	2005		2006	
	Valeur	%	Valeur	%
Produits miniers	**1 885,7**	**78,5**	**2 118,1**	**78,5**
Cuivre	117,7	**4,9**	440,8	**16,3**
Cobalt	585,0	**24,3**	528,9	**19,6**
Zinc	21,4	**0,9**	229,1	**8,5**
Etain	-		-	
Germanium	-		-	
Diamant	1 157,6	**48,2**	883,6	**32,7**
Argent	-		-	
Or	-		2,9	**0,1**
Cassitérite	-		-	
Cuivre Sodimico	-		-	
Autres	4,1	**0,2**	32,8	**1,2**
Produits agricoles	**58,1**	**2,4**	**98,0**	**3,6**
		0,0		
Produits du règne animal	-		-	
Café	8,1	**0,3**	37,8	**1,4**
Thé	-		0,1	**0,0**
Cacao	0,9	**0,0**	0,2	**0,0**
Rauwolfia	-		-	
Huile de palme, palmistes	-		-	
Tourteaux (palmistes, coton)	-		-	
Caoutchouc	3,8	**0,2**	7,6	**0,3**
Bois	45,4	**1,9**	52,3	**1,9**
Quinquina	-		-	
Autres	-		-	
Produits industriels	**458,9**	**19,1**	**482,7**	**17,9**
Ciment	16,4	**0,7**	19,7	**0,7**
Produits chimiques	1,1	**0,0**	0,8	**0,0**
Sucre de canne	7,4	**0,3**	7,8	**0,3**
Pétrole brut	432,9	**18,0**	452,2	**16,8**
Divers	1,1	**0,0**	2,2	**0,1**
Total	**2 402,8**	**100,0**	**2 698,7**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo

Les exportations des produits agricoles ont augmenté de 68,7 %. Cette hausse a été impulsée essentiellement par le café, le caoutchouc et le bois. En effet, les ventes du café se sont améliorées de 366,7 %, à la suite de l'augmentation du volume exporté. Celui-ci est passé de 1.917,6 tonnes en 2005 à 8.193,3 tonnes en 2006, soit un accroissement de 327,3 %.

L'accroissement des exportations du caoutchouc tient à la fois à l'augmentation du volume exporté et à l'amélioration du cours sur le marché international. Le volume s'est chiffré à 2.916,0 tonnes en 2006 contre 2.152,0 tonnes en 2005 et le prix est passé de 1.585,27 USD la tonne à 2.339,35 USD d'une année à l'autre.

S'agissant du bois, l'accroissement observé résulte exclusivement de la hausse des quantités exportées, lesquelles sont passées de 155.671 à 182.283 m^3 au cours de la période sous revue, soit une amélioration de 17,1 %.

Les exportations des produits industriels ont augmenté de 5,2 % sous l'impulsion de l'amélioration des ventes du pétrole brut et de ciment.

Concernant le pétrole brut, cette amélioration tient à l'augmentation du cours du baril sur le marché international, lequel est passé de 50,2 USD le baril à 61,5 USD.

Pour ce qui est du ciment, la progression des exportations est attribuable conjointement à l'augmentation du cours et du volume exporté. En effet, de 177,4 USD la tonne en 2005, le prix du ciment est passé à 195,1 USD en 2006. Quant à la quantité exportée, elle s'est située à 80.620,0 tonnes en 2006 contre 74.259,6 tonnes une année auparavant.

1.2. Importations

Une hausse de 7,5 % a été constatée dans les importations des biens, suite à la croissance des activités dans plusieurs secteurs. En effet, les dépenses liées aux biens d'importation ont atteint 2.891,6 millions en 2006 contre 2.690,4 millions en 2005.

Il sied de relever que toutes les rubriques ont connu des augmentations en 2006 mais la plus importante a été celle des biens d'équipements qui ont atteint 15,0 % en raison de la progression des investissements.

Tableau III.5 STRUCTURE DES IMPORTATIONS
(en millions de USD

	2005		2006	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	971,24	36,10	1 000,91	34,61
1. Non durables	714,83	26,57	736,67	25,48
2. Durables	256,41	9,53	264,24	9,14
B. ENERGIE	470,44	17,49	535,16	18,51
1. Matières brutes	0,94	0,03	0,00	0,00
2. Matières élaborées	469,50	17,45	534,09	18,47
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	129,00	4,79	148,97	5,15
1. Destinées à l'agriculture et l'alimentation	63,34	2,35	109,64	3,79
2. Destinées à l'industrie	65,66	2,44	39,33	1,36
D. BIENS D'EQUIPEMENT	1 119,74	41,62	1 206,52	41,73
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	100,33	3,73	108,10	3,74
2. Matériels de transport	627,17	23,31	675,77	23,37
3. Machines pour industries spécialisées	392,25	14,58	422,64	14,62
TOTAL	2 690,42		2 891,55	

Source : Banque Centrale du Congo.

2. Balance des services

En 2006, les exportations et les importations des services se sont chiffrées respectivement à 432,9 millions de USD et 905,8 millions contre 343,1 et 824,6 millions en 2005. Rapprochées au PIB, les transactions nettes sur les services ont été déficitaires de 5,4 % en 2006 contre 6,7 % en 2005.

Les services vendus à l'étranger ont tous enregistré des augmentations. Les recettes de toutes les catégories de service ont enregistré des augmentations, à l'exception des transport et voyages qui ont connu des régressions respectives de 76,2 et 3,1 %. Les services reçus par les administrations publiques, les communications et les redevances et droits de licence ont atteint 365,0 millions de USD, représentant 84,3 % contre 273,7 millions en 2005, soit 79,8 %.

Les dépenses ont concerné essentiellement le transport pour 39,4 %, les autres services aux entreprises 18,4 %, les services fournis aux administrations publiques 15,7 %, le service d'assurance 10,3 % et les voyages pour 10,2 %.

Tableau III.6 REPARTITION DES OPERATIONS SUR LES SERVICES
(en millions de USD)

	2005			2006		
	Recettes	**Dépenses**	**soldes**	**Recettes**	**Dépenses**	**Soldes**
Transport	11,5	331,2	-319,7	2,7	357,0	-354,3
Voyages	3,18	53,5	-50,3	3,1	92,7	-89,7
Services de communication	28,52	1,2	27,4	57,5	1,0	56,5
Services bâtiments et travaux publics	0,00	23,4	-23,4	0,0	21,2	-21,2
Services d'assurance	0,00	89,6	-89,6	0,0	93,4	-93,4
Services financiers	19,10	27,0	-7,9	38,5	27,2	11,3
Services d'informatique et d'information	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Redevances et droits de licence	35,15	2,1	33,0	49,6	1,9	47,7
Autres services aux entreprises	32,91	147,3	-114,4	66,4	166,8	-100,4
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	0,51	2,4	-1,9	1,0	2,2	-1,1
Services fournis ou reçus par les adm.pub.	212,29	146,9	65,4	214,1	142,4	71,6
Total	343,1	824,6	-481,5	432,9	905,8	-472,9

Source : Banque Centrale du Congo.

3. Balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus s'est aggravé en 2006, atteignant 5,3 % du PIB contre 3,5 % en 2005. Cette aggravation du déficit est attribuable essentiellement à l'accroissement du montant à payer au titre d'intérêts sur la dette extérieure. En effet, de 141,5 millions de USD en 2005, les intérêts sur la dette ont atteint 247,0 millions en 2006, soit une augmentation de 74,6 %.

Tableau III. 7 EVOLUTION DES OPERATIONS SUR LES REVENUS
(En millions de USD)

	2005	2006
1. RECETTES	9,5	17,6
- Rémunérations des salariés	8,9	12,8
- Revenus des investissements	0,6	4,9
2. DEPENSES	260,2	474,5
- Rémunérations des salariés	32,3	31,5
- Revenus des investissements	228,0	443,0
3. SOLDE	-250,7	-456,9
- Rémunérations des salariés	-23,4	-18,8
- Revenus des investissements	-227,4	-438,1

Source : Banque Centrale du Congo.

4. Balance des transferts courants

En 2006, les transferts sans contrepartie ont réalisé un excédent moins important qu'en 2005, soit 721,4 millions de USD contre 747,9 millions. Ce solde a représenté 8,3 % du PIB en 2006 contre 10,4 % une année plus tôt.

L'aide sans contrepartie a baissé de 2,8 %, se situant à 686,6 millions de USD en 2006 contre 706,5 millions une année auparavant.

Tableau III.8 EVOLUTION DES TRANSFERTS COURANTS
(en millions de USD)

	2005	2006
1. RECETTES	**943,7**	**1203,1**
- Transferts publics	752,6	819,1
- Transferts privés	191,0	384,0
2. DEPENSES	**195,8**	**481,7**
- Transferts publics	30,5	129,6
- Transferts privés	165,3	352,1
3. SOLDE	**747,9**	**721,4**
- Transferts publics	722,1	689,5
- Transferts privés	25,7	31,9

Source: Banque Centrale du Congo

II. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

De 84,2 millions de USD en 2005, l'excédent du compte de capital et d'opérations financières s'est replié à 13,2 millions de USD en 2006, soit 0,1 % du PIB contre 1,2 % l'année précédente.

Les recettes sont passées de 982,7 millions de USD à 1.353,8 millions d'une année à l'autre, soit un accroissement de 37,8 %. Cette augmentation se justifie essentiellement par la progression des préfinancements des exportations dont le montant est passé de 341,3 millions de USD en 2005 à 601,7 millions en 2006. Les prêts consentis au pays ont, quant à eux, enregistré une baisse de 53,1 %, se situant à 114,2 millions de USD contre 243,3 millions en 2005. Les entrées au titre d'investissements directs étrangers ont atteint 256,1 millions de USD, représentant 2,9 % du PIB contre 266,6 millions en 2005, soit 3,7 %.

Les dépenses, évaluées à 898,5 millions de USD en 2005 ont atteint 1.340,6 millions en 2006, soit une progression de 49,2 %. Cette évolution résulte de la hausse des placements effectués à l'étranger qui ont atteint 401,2 millions de USD contre 294,7 millions en 2005. En outre, le montant à payer au titre du remboursement du principal de la dette extérieure est passé de 198,7 millions de USD en 2005 à 471,0 millions en 2006, soit une augmentation de 137,0 %.

Tableau III.9 EVOLUTION DU COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES
(en millions de USD)

	2005			2006		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	59,1	150,4	-91,3	151,5	69,9	81,7
1.1. Transferts des capitaux	59,1	150,4	-91,3	151,5	69,7	81,8
* Capitaux publics	57,6	0,0	57,6	151,4	0,0	151,4
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts	57,6	0,0	57,6	151,4	0,0	151,4
* Capitaux privés	1,5	150,4	-148,8	0,1	69,7	-69,6
- Transferts des migrants	1,5	0,0	1,5	0,0	0,0	0,0
- Remise de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Autres transferts	0,0	150,4	-150,4	0,1	69,7	-69,6
1.2. Acquisition et cession ANFNP(1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1
2. OPERATIONS FINANCIERES	923,7	748,2	175,5	1202,2	1270,7	-68,5
- Investissements directs	266,6	13,4	253,1	256,1	18,4	237,8
- Investissements de portefeuille	0,0	294,7	-294,7	0,1	413,3	-413,2
- Autres investissements	657,1	440,1	217,0	946,0	839,0	107,0
TOTAL (1+2)	982,7	898,5	84,2	1353,8	1340,6	13,2

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Actifs non financiers non produits.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

Le solde général de la balance des paiements a été déficitaire de 430,8 millions de USD en 2006 contre 195,1 millions en 2005. Ce déficit a été couvert essentiellement par les allègements dans le cadre de l'initiative PPTE.

CHAPITRE IV

DETTE EXTERIEURE

I. RELATIONS AVEC LES CREANCIERS

1. Club de Paris

Le paiement du service de la dette envers ce groupe de créanciers a été interrompu en juin 2006, entraînant ainsi une accumulation des arriérés de 58,1 millions de USD, commuée en allègement après accord tacite entre parties.

2. Club de Londres

Le service envers le Club de Londres n'a pas été effectué au cours de cette année en raison de l'absence de négociations devant conduire à des allègements conformes au mécanisme PPTE. La procédure de rachat de cette dette par la Banque Mondiale, après négociation de la décote avec les créanciers, est en cours de réalisation.

3. Club de Kinshasa

Les négociations sur les allègements avec ce groupe de créanciers se sont poursuivies et se sont étendues à certains anciens propriétaires des biens nationalisés (zaïrianisés). Il est à signaler que certaines dettes de ce Club ont déjà été totalement apurées.

II. STOCK DE LA DETTE

A fin décembre 2006, le stock de la dette s'est situé à 10.522,1 millions de USD contre 9.999,6 millions une année auparavant, soit une progression de 5,2 %.

Cette évolution s'explique notamment par l'effet taux de change résultant de la composition de la moitié du portefeuille en euros. Il importe d'ajouter également l'effet de nouveaux emprunts, principalement de la Banque Mondiale, et l'accroissement de la dette due au Club de Kinshasa suite à son actualisation.

Stock de la dette

	Encours	Intérêt	Stock
I. Dette à moyen et long terme	**9902,26**	**447,79**	**10350,05**
a) Dette négociée	9761,93	442,93	10204,86
- Club de Paris	5272,71	76,33	5349,04
- Club de Kinshasa	255,47	357,24	612,71
- Club de Londres	28,57	-	28,57
- Institutions multilatérales	4205,18	9,37	4214,54
dont Fmi	831,25		831,25
Banque mondiale	1937,69		1937,69
Union européenne (IDA)	10,78		10,78
Groupe BAD	970,38		970,38
SFI	-	9,37	9,37
b) Dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés	140,33	4,86	145,19
II. Dette à court terme	**172,06**	**-**	**172,06**
- Dette issue des mécanismes des compensations entre banques centrales	40,85		40,85
- Avances consolidées	3,92	-	3,92
- Autres engagements (BNB)	127,29	-	127,29
TOTAL GENERAL (I + II)	**10074,32**	**447,79**	**10522,11**

La dette extérieure de la RD Congo demeure encore assez élevée, en dépit de l'accession du pays au point de décision de l'initiative PPTE. Ce constat est vrai même si les principaux indicateurs de l'endettement démontrent une tendance baissière par rapport aux années antérieures. Le tableau ci-dessous illustre cette évolution.

	2002	2003	2004	2005	2006	Seuils
Stock de la dette/PIB	186,63%	189,09%	178,48%	140,83%	123,16%	50-75%
Stock de la dette/XBS	816,46%	704,43%	482,31%	364,16%	335,36%	250-275%
Service de la dette dû/XBS	125,33%	74,97%	41,16%	28,68%	28,43%	15-25%
Service de la dette dû/Recettes cour. budgétaires	370,59%	261,11%	153,31%	95,91%	78,64%	20-25%

L'examen de ce tableau permet de relever que la dette de la RD Congo n'est pas soutenable ou viable, car tous les indicateurs sont au dessus du seuil de référence.

III. SERVICE DE LA DETTE

Dans un environnement conjoncturel plus difficile, marqué par la suspension du programme avec les institutions de Bretton Woods, la RD Congo s'est efforcée d'honorer ses engagements envers tous les créanciers à l'exception de ceux du Club de Paris à fin décembre 2006. A cet effet, le paiement effectué au titre du service de la dette s'est chiffré à 126,52 millions de USD contre un service prévisionnel initialement estimé à 205,32 millions de USD. Cette situation est consécutive essentiellement à l'accumulation des arriérés vis-à-vis du Club de Paris.

Rapporté aux exportations des biens et services et aux recettes courantes budgétaires de la même année, le service effectué a représenté respectivement 4,0 % et 11,1 %.

CHAPITRE V

DONATIONS EXTERIEURES

Selon les statistiques disponibles au Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE), les décaissements des partenaires extérieurs multilatéraux et bilatéraux de la République Démocratique du Congo au titre de ressources extérieures non remboursables se sont établis à 1.161,3 millions de USD en 2006 contre 2.038,8 millions une année auparavant. Ces décaissements ont représenté 13,4 % du PIB en 2006 contre 28,4 % en 2005.

I. ASSISTANCE MULTILATERALE

Les donations des institutions multilatérales sont passées de 1.399,4 millions de USD en 2005 à 864,6 millions en 2006, soit un fléchissement de 38,2 %. Cette assistance a représenté 9,9 % du PIB en 2006. Les Agences des Nations Unies et l'Union Européenne sont intervenues pour 68,4 % et 18,0 %.

1. Nations Unies

Les apports des Agences des Nations Unies à la RDC ont été de 591,6 millions de USD en 2006 contre 495,9 millions en 2005, soit un accroissement de 19,3 %. Ces apports ont été consacrés essentiellement à l'aide alimentaire pour 39,0 %, à la coopération technique, aux projets d'investissement et autres pour 36,8 % ainsi qu'à l'assistance et au secours d'urgence à raison de 24,2 %.

2. Union Européenne

L'assistance financière de l'Union Européenne à la RDC a enregistré une diminution de 77,3 % en 2006, se situant à 156,0 millions de USD contre 688,8 millions en 2005. Cette intervention a concerné principalement l'assistance multi nature (appui technique, aide financière) pour 55,1 %, l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit pour 14,3 % ainsi qu'au renforcement des capacités de gestion pour 7,0 %.

3. Banque Mondiale

L'appui de la Banque Mondiale a accusé une régression de 41,1 % au cours de la période sous revue, passant de 185,1 millions de USD à 109,0 millions d'une année à l'autre. Cette assistance a été essentiellement orientée vers les projets de développement pour 91,2 % et à l'aide humanitaire pour 8,7 %.

4. Banque Africaine de Développement

En 2006, l'assistance apportée par la BAD à la RDC s'est située à 8,0 millions de USD contre 29,0 millions en 2005, soit un recul de 72,4 %. Cette aide a concerné essentiellement les projets de développement pour 47,1 % et le renforcement des capacités de gestion pour 41,6 %.

II. ASSISTANCE BILATERALE

Les aides des partenaires bilatéraux ont représenté 296,7 millions de USD en 2006 contre 639,3 millions en 2005, soit une diminution de 53,6 %. Ces apports ont représenté 3,3 % du PIB en 2006 contre 8,9 % en 2005.

L'appui des partenaires bilatéraux a été consacré pour 50,7 % à l'assistance et secours d'urgence, 45,5 % à la coopération technique, projets de développement ainsi que d'investissement et à raison de 3,8 % à l'aide alimentaire.

Les dons reçus des Etats-Unis et de la Belgique ont représenté respectivement 21,9 % et 20,2 % de l'assistance bilatérale en 2006 contre 26,2 % et 11,1 % en 2005.

1. Etats-Unis d'Amérique

En diminution de 61,2 %, les interventions des Etats-Unis ont été évaluées à 65,0 millions de USD en 2006 contre 167,4 millions en 2005. Ces interventions ont concerné l'aide humanitaire pour 60,8 %, les projets de développement pour 19,7 % et l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit pour 8,8 %.

2. Belgique

L'aide de la Belgique à la RDC s'est chiffrée à 59,9 millions de USD en 2006 contre 71,1 millions en 2005, soit un recul de 15,8 %.

Cet appui de la Belgique a concerné principalement les projets de développement pour 52,8 %, les microprojets pour 30,9 % ainsi que le renforcement des capacités de gestion pour 5,9 %.

3. Royaume-Uni

De 159,3 millions de USD en 2005, l'apport du Royaume-Uni à la RDC s'est chiffré à 99,3 millions en 2006.

Cet apport a été principalement orienté vers l'aide humanitaire pour 72,1 %, l'aide d'urgence pour 11,6 % et les équipements et infrastructures pour 8,2 %.

4. Canada

L'aide du Canada a été évaluée à 34,0 millions de USD en 2006 contre 36,9 millions en 2005, soit une diminution de 7,9 %. L'assistance canadienne a été ainsi consacrée principalement à l'aide humanitaire pour 42,1 %, au renforcement des capacités de gestion pour 18,5 % et à l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit pour 18,4 %.

5. Autres pays

L'apport des autres pays s'est établi à 38,5 millions de USD en 2006 contre 204,6 millions en 2005, soit une baisse de 81,2 %.

Cet apport a été essentiellement affecté à l'appui à la démocratie et à l'Etat de droit pour 44,6 %, à l'aide humanitaire pour 23,2 % et à l'aide alimentaire pour 18,0 %.

Tableau III.10 PROVENANCE DES DONATIONS EXTERIEURES D'ORIGINE PUBLIQUE
(en millions de USD)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Donations Multilatérales	321,3	157,9	275,8	439,6	535,7	1 399,4	864,6
- Nations Unies	104,1	102,0	118,1	186,7	232,8	495,9	591,6
- Union Européenne	216,9	53,4	87,1	201,2	233,0	688,8	156,0
- Banque Mondiale	0,4	1,9	24,5	49,5	42,3	185,1	109,0
- BAD	-	0,6	46,0	1,9	27,2	29,0	8,0
- ACBF	-	-	0,1	0,5	0,4	0,5	0,0
B. Donations Bilatérales	81,8	195,1	353,6	354,0	449,2	639,3	296,7
- Belgique	7,7	21,4	32,9	37,0	39,8	71,1	59,9
- France	0,9	4,2	4,1	3,1	17,4	21,7	0,0
- Allemagne	4,0	6,3	8,4	10,7	6,3	12,2	0,0
- Italie	6,1	8,8	12,1	3,6	2,3	3,4	4,5
- Finlande	-	-	-	-	-	-	-
- Canada	6,2	14,3	60,3	49,5	33,3	36,9	34,0
- Japon	1,7	7,9	16,5	4,1	0,4	30,6	25,7
- Pays-Bas	10,7	6,9	38,6	41,2	97,7	96,8	0,0
- Espagne	0,0	2,3	2,5	2,5	2,0	5,2	8,3
- Suède	1,6	11,9	19,7	12,7	14,0	11,5	0,0
- Suisse	5,3	4,3	5,2	4,4	3,0	5,1	0,0
- Royaume-Uni	0,2	4,0	43,5	47,7	7,1	159,3	99,3
- USA	34,8	92,9	93,4	116,9	209,3	167,4	65,0
- Chine	2,8	0,0	3,8	3,1	6,6	5,0	0,0
- Afrique du Sud	-	10,0	12,5	17,5	10,0	13,0	0,0
C. ONG	-	-	-	-	-	-	-
Total Général	403,1	353,1	629,4	793,6	984,9	2 038,8	1 161,3

Source : Bulletin statistique du Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE).

Tableau III.11 DONATIONS D'ORIGINE MULTILATERALE
(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres							Aide alimentaire							Assistance et Secours d'urgence						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total	161,9	64,6	155,8	256,7	311,8	964,8	460,0	23,0	11,8	53,4	69,6	70,2	64,7	231,0	136,4	81,5	66,5	112,9	153,3	369,4	173,6
Nations-Unies	27,4	20,9	23,2	25,1	44,1	211,9	217,7	22,9	11,8	53,4	69,6	70,2	64,7	231,0	53,7	69,3	41,5	92,0	118,5	219,3	142,9
Union Européenne	134,1	41,8	66,0	182,3	213,4	569,5	134,8	0,1	-	-	-	0,1	-	-	82,7	11,6	21,0	18,9	19,6	119,4	21,2
Banque Mondiale	0,4	1,9	21,1	47,5	38,2	166,8	99,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3,4	2,0	4,1	18,4	9,5
BAD	-	-	45,5	1,9	16,2	16,7	8,0	-	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6	-	11,0	12,3	-

Source : Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE).

Tableau III.12 DONATIONS D'ORIGINE BILATERALE
(en millions de USD)

ORGANISME	Coopération technique, projets d'investissement et autres							Aide alimentaire							Assistance et Secours d'urgence						
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Total	23,0	54,5	152,4	161,8	222,5	301,9	134,9	18,5	57,8	51,3	62,2	73,7	81,6	11,4	40,3	82,8	149,9	129,9	153,0	255,8	150,5
Belgique	1,4	11,5	20,8	16,7	24,0	38,0	56,3	-	0,5	0,5	2,9	-	1,3	-	6,2	9,4	11,6	17,4	15,9	31,8	3,6
USA	11,6	12,8	20,0	27,2	30,2	32,8	22,7	8,0	45,6	38,8	53,7	72,7	69,8	2,2	15,2	34,5	34,7	35,9	106,4	64,8	40,1
Autres pays	10,0	30,3	111,6	117,9	168,4	231,2	55,8	10,5	11,7	12,0	5,7	1,0	10,5	9,1	18,9	38,9	103,6	76,6	30,7	159,2	106,8

Source : Secrétariat du Comité de Coordination des Ressources Extérieures (CCRE).

CHAPITRE VI

COOPERATION SOUS-REGIONALE

I. COMESA

En 2006, six ans après le lancement de la Zone de libre-échange du COMESA et deux ans seulement avant le lancement prévu de l'Union douanière, le COMESA a poursuivi le dialogue sur le commerce multilatéral comme point de départ pour l'intégration de la région dans l'économie mondiale.

Aussi, le COMESA s'est employé à régler, pour le compte des Etats membres, certaines questions non encore résolues concernant le Tarif extérieur commun (TEC) en vue d'atteindre l'objectif du lancement de l'Union douanière en décembre 2008.

Ainsi, des progrès ont été réalisés vers l'harmonisation des procédures administratives et des aspects techniques de la gestion douanière dans les Etats membres.

Compte tenu de la nécessité de faire face à la mondialisation, seize pays de la région de l'Afrique orientale et australe (AfOA), tous membres du COMESA, négocient actuellement un Accord de partenariat économique (APE) avec l'Union européenne.

Concernant cet accord, le COMESA estime qu'il doit être un instrument pour le développement, appuyer l'intégration régionale, renforcer la compétitivité et permettre aux Etats membres de s'intégrer dans l'économie mondiale. Il doit également préserver les acquis de Lomé et garantir un traitement spécial et différencié pour l'avenir.

1. Performance économique dans le COMESA

La performance économique de la région COMESA a été honorable, mais encore en deçà des cibles fixées dans les OMD. A la fin de l'année 2005, la croissance du PIB pour la région COMESA était estimée à 5 % seulement, mais des estimations plus récentes ont placé ce taux à 5,8 %, un chiffre proche de 6 % atteints en 2004.

La croissance en 2006 a été conditionnée par les prix élevés du pétrole et des métaux. Ainsi, en RDC, il a été enregistré une croissance de 6,5 % en 2006. Cette croissance a été attribuée aux secteurs de l'agriculture, de l'exploitation forestière, de la pêche qui représente environ 49 % du PIB et l'exploitation minière et de carrière estimée.

Les exportations totales du COMESA ont augmenté de 54 % en 2006, tandis que la valeur des importations a fait un bond de 46 %, principalement du fait de l'augmentation des prix des carburants.

En 2005 et 2006, les économies fondées sur les exportations de pétrole ont connu la plus forte croissance. L'économie soudanaise a enregistré une progression de 13,5 % en 2005 et de 12 % environ en 2006. Les économies non pétrolières exportatrices de minerais et métaux ont également enregistré une forte expansion.

Le PIB en RDC a augmenté de 5,6 % en 2006 et, à la faveur du processus de démocratisation entrepris à la fin de 2006, devrait progresser à un rythme de 6 % en 2007.

2. Performance commerciale du COMESA avec le monde extérieur

Globalement, les exportations intra-COMESA n'ont représenté que 2,8 % des exportations totales de la RDC en 2006.

Ainsi, les exportations de la RDC vers la région du COMESA ont connu une augmentation de 77,3 %, passant de 38,8 millions de USD en 2005 à 68,8 millions en 2006.

Les produits d'exportation de la RDC vers la région du COMESA en 2006 ont été essentiellement le cobalt, le zinc brut, le tabac, le cuivre traité et le cuivre brut, ainsi que le minerai de fer et le fer traité.

Les importations de la RDC en provenance de la région du COMESA ont augmenté de 81,1 %, passant de 188,2 millions de USD en 2005 à 350,2 millions en 2006.

2.1. Echanges entre le COMESA et l'Union Européenne

L'Union Européenne demeure un partenaire commercial de premier plan, représentant environ 30 % du volume total des échanges.

Les exportations du COMESA vers l'Union Européenne ont progressé de 32 % en 2006, sous l'effet des prix élevés du pétrole. Les importations des combustibles et des huiles minérales ont augmenté de 45 % en 2006. Au total, ces produits ont constitué 72 % de toutes les importations originaires du COMESA.

La Libye et l'Egypte ont été les principaux pays du COMESA exportateurs des combustibles et des huiles minérales vers l'UE en 2006. Cependant, le diamant de la RDC, a été le deuxième produit d'exportation majeure du COMESA vers l'UE en 2006.

2.2. Echanges entre le COMESA et les Etats-Unis d'Amérique

Les exportations des pays membres du COMESA vers les USA s'inscrivent dans le cadre de deux programmes majeurs d'importations américaines, à savoir l'AGOA et le Système Généralisé de Préférences (SGP) ; ce dernier se distingue ensuite entre le SGP pour les Pays Moins Avancés (PMA) et l'autre pour les non-PMA.

En 2006, la valeur des exportations des USA vers le COMESA a été d'environ 6 milliards de USD dont 54 % étant destinées à l'Egypte. Les produits exportés consistent principalement à des machines, aéronefs, accessoires de véhicules et céréales.

La performance des exportations des produits non pétroliers a été très faible pour les sept pays de la région, à savoir, l'Ethiopie, le Kenya, le Madagascar, le Malawi, l'Ile Maurice, l'Ouganda et le Swaziland.

2.3. Echanges entre le COMESA et la Chine

Les chiffres du commerce entre le COMESA et la Chine ont montré un meilleur équilibre du point de vue du COMESA, ses exportations représentant environ 40 % du volume total des échanges. Toutefois, plus de 90 % des exportations du COMESA vers la Chine, en 2005 par exemple, ont été constituées de produits pétroliers suivis par le coton, la laine, le marbre et le cobalt.

En revanche, les importations du COMESA en provenance de la Chine ont régulièrement augmenté jusqu'à atteindre 42 % en 2006. Elles sont également plus diversifiées que les exportations.

2.4. Echanges commerciaux entre le COMESA et l'Afrique (excepté la RSA)

Les échanges COMESA-Afrique (excepté l'Afrique du Sud) ont augmenté de 30 % en 2006.

Les exportations COMESA sont équilibrées et ont représenté 49 % du volume total des échanges en 2006. Elles sont également plus diversifiées et plus équitablement réparties entre les secteurs par rapport aux exportations à destination d'autres régions.

Il y a plus d'échanges commerciaux intra-industriels avec le reste de l'Afrique, ce qui n'est pas le cas avec l'Afrique du Sud. Les produits principalement exportés sont le pétrole, le ciment, le cuivre, le tabac, le sucre et le riz.

3. Progrès réalisés dans le processus de l'intégration régionale

En 2006, le COMESA a réalisé d'énormes progrès dans le processus de l'intégration régionale.

Les progrès ci-après peuvent être notés :

- la mise en œuvre des directives relatives à l'harmonisation du Plan de Développement et de la Stabilité des Systèmes Financiers (PDSSF) ;
- la Supervision et régulation bancaires ;
- l'accélération de la mise en place de la Chambre de Compensation du COMESA et du Système Régional de Paiement et de Règlement (REPSS), ainsi que son opérabilité avant la fin de l'année 2008 ;
- la mise sur pied d'un Cadre chargé d'accélérer l'établissement de la Zone d'Investissement Commun du COMESA (ZIC) ainsi que de la création d'un Institut monétaire du COMESA qui devra entreprendre les activités liées au Lancement de l'Union douanière.

II. La SADC

La mise sur pied d'un Groupe de travail élargi, chargé de piloter les préparatifs de l'Union douanière de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe a principalement marqué l'année 2006.

Il est à rappeler que lors de sa réunion tenue en août 2006 à Maseru (Royaume du Lesotho), le Conseil avait fixé un certain nombre d'étapes à suivre et d'objectifs intermédiaires à atteindre dont la réalisation de la Zone de libre-échange (ZLE) de la SADC en 2008, de l'Union douanière en 2010, du Marché commun en 2015 et de l'Union monétaire avant 2016.

Actuellement, l'objet immédiat de la SADC consiste à assurer l'effectivité de la mise en œuvre de sa Zone de libre-échange (ZLE).

En dépit de certains progrès réalisés dans le processus de l'intégration économique régionale, il est à déplorer le faible niveau de réalisation des programmes. Cette contre performance est due aux facteurs liés notamment à la faiblesse du commerce intra-SADC, à l'absence d'un Protocole sur les finances et les investissements ainsi qu'à l'inadéquation de la décision prise par le Sommet de la SADC de mars 2001 de dissoudre les Unités de coordination sectorielle (UCS) jadis supervisées par les Etats membres, sans désigner une autre structure devant assurer ces mêmes tâches.

Néanmoins, l'espoir reste permis quant aux possibilités de développement et de croissance substantielle de la région.

Sur le plan politique, l'année 2006 a été caractérisée notamment par le déploiement des observateurs de la SADC en RDC pour assurer le bon déroulement des élections au mieux des intérêts de la SADC.

1. Etablissement de la Zone de libre-échange (ZLE) d'ici 2008

Lors de sa réunion extraordinaire du Sommet de la SADC tenue à Midrand (Afrique du Sud) en octobre 2006, le Sommet avait mis à pied d'œuvre un groupe de travail chargé d'élaborer un Plan d'action de suivi et d'élimination des obstacles non tarifaires (ONT) pendant le premier trimestre de 2007.

Une étude séparée a été diligentée pour évaluer l'impact de la ZLE de la SADC sur les commerces des Etats membres, l'influence des politiques nationales sur les flux commerciaux intra-SADC (les subventions, le contrôle des prix, etc.), l'impact potentiel de cette zone sur la santé globale de l'économie, le bien-être du consommateur, l'investissement et l'emploi ainsi que l'identification des activités relatives au commerce qui sont nécessaires pour la mise en œuvre efficace.

2. Coopération douanière et facilitation commerciale

Pour promouvoir et faciliter le commerce, la SADC s'atèle à l'harmonisation et à la rationalisation des procédures et des instruments douaniers des Etats membres, notamment le développement d'un système électronique d'échanges des statistiques douanières.

3. Mise en œuvre du Plan Stratégique Indicatif pour le Développement Régional (RISDP)

Une lenteur dans la mise en œuvre du RISDP par les Etats membres a été observée et déplorée par le Comité Intégré des Ministres de la SADC lors de sa réunion tenue à Johannesburg en juin 2006. Ainsi, un appel a été lancé à tous pour accélérer la mise en œuvre des différentes recommandations formulées dans les plans de développement nationaux.

4. Mise en œuvre du Protocole sur la finance et l'investissement

La mise en œuvre des politiques et des protocoles demeure un défi crucial de la SADC. Presque tous les ans, la SADC élabore de nouvelles politiques et stratégies et signe des Protocoles et des Déclarations importantes. Le défi consiste à mettre en œuvre ces instruments et à s'assurer que les objectifs et les cibles convenus dans le processus d'intégration régionale soient atteints.

Ainsi, en 2006, dix Etats membres de la SADC dont la RDC ont approuvé et signé le Protocole sur la finance et l'investissement (PFI), lequel constitue un instrument qui vise l'harmonisation des politiques concernant la taxation, l'investissement, le financement du développement, les Bourses de valeur, l'assurance, le contrôle de change, les systèmes de paiement et de compensation et la convergence macroéconomique.

Cependant, il se dégage la nécessité pour les Etats membres qui n'ont pas encore signé le PFI de le faire et ceux qui l'ont déjà signé, de le ratifier et de déposer les instruments de ratification au Secrétariat de la SADC.

5. Conférence Consultative de la SADC en 2006

Poursuivant l'objectif de préciser les relations de travail entre la SADC et ses Partenaires Internationaux de Coopération (PIC), il s'est tenu à Windhoek (Namibie) la conférence Consultative sous le thème : *" Partenariat pour la mise en oeuvre du Plan Stratégique Indicatif pour le Développement Régional (RISDP) et du Plan Stratégique Indicatif de l'Organe de Politique, Défense et Sécurité (SIPO)".*

Au terme de cette conférence, il a été adopté la Déclaration de Windhoek sur le Nouveau partenariat entre la SADC et les partenaires internationaux de coopération, qui met un accent sur la volonté des deux parties de réaliser les programmes retenus dans le RISDP en vue de l'éradication de la pauvreté ainsi que l'adoption du RISDP et du SIPO en tant que feuille de route destinée à guider les Etats membres et les Partenaires de coopération dans leur volonté d'approfondir l'intégration régionale et de garantir les progrès dans ce domaine.

6. Conditions et développements sociaux survenus en 2006

Sur le front social, en dépit des efforts considérables consentis par les Etats membres de la SADC pour réduire la pauvreté et améliorer le développement humain dans la Région, les défis auxquels celle-ci demeure confrontée restent énormes, vu que les progrès accomplis jusqu'ici en matière de lutte contre la pauvreté ne correspondent pas aux cibles minimums fixées par les OMD.

Aussi, la pauvreté dans la Région a été aggravée par les cycles de la sécheresse, les effets néfastes de la pandémie du VIH et du sida, et la récurrence du paludisme et d'autres maladies transmissibles.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.13 COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS MINERAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE

Produits et marchés		Cotation	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001	2002	2003	2004(e)	2005(e)	2006(e)
Cuivre	New York	Cts/lb	112,2	107,5	73,0	69,9	82,7	80,7	75,8	75,1	76,8	78,2	77,3
	Londres : 3 mois	USD/tm	2 137,0	2 227,8	1 663,9	1 600,1	1 828,0	1 782,4	1 811,2	1 807,2	1 809,2	1 809,2	1 808,5
	Bruxelles (2)(3)	BEF/tm	69 868,3	81 458,1	60 459,2	60 482,9	84 484,7	81 840,1	1 842,9	927,2	2 411,9	3139,8	5496,3
Etain	Londres : 3 mois	USD/tm	6 178,9	5 672,6	5 459,4	5 407,1	5 457,0	5 441,2	5 435,1	5 444,4	5 440,2	5 439,9	5 441,5
	Paris	FRF/ kg	37,0	38,9	38,3	39,3	45,5	41,0	41,9	42,8	41,9	42,2	42,3
Zinc	New York (qual. sup. N.Y.)	Cts/lb	51,6	65,6	58,3	57,0	50,4	43,2	34,9	36,3	10,5	14,1	32,5
	Londres : cash (cours vendeur)	GBP/tm	1 012,0	805,8	1 020,4	668,2	748,4	667,1	539,2	443,9	570,7	773,6	.....
Diamant	Kinshasa	USD/carat	20,6	18,8	19,6	12,5	11,0	16,3	20,8	21,9	22,3	23,1	
Cobalt	Bruxelles	USD/lb	25,0	24,0	22,1	17,5	17,8	12,3	6,8	10,7	24,5	15,9	17,2
Or	Londres	USD/once	383,3	331,2	292,8	270,5	266,2	256,3	318,9	362,7	405,6	445,2	549,4
Pétrole	Arabe. Arabie Saoudite (Rastanura)	USD/baril	21,7	18,2	14,9	18,9	21,9	28,8	27,8	29,4	41,2	56,1	72,1
Argent Métal	Londres (cash)	Pence/o.t	323,5	298,8	331,7	319,9	325,8	325,8	323,8	183,9	195,8	207,8	227,8
	New York	Cts/o.t.	505,8	487,1	542,0	552,5	547,3	549,9	548,6	549,5	548,8	549,2	549,0
Argent ... (1)(3)	Bruxelles	BEF/Kg	5 607,1	6 363,8	7 233,8	6 838,6	7 889,5	7 320,9	169,5	157,2	140,9	197,18	199,9

Sources : Centre National d'Expertise et l'Echo.
(1) A partir de 1996, cotation sur le marché de Paris
(2) A partir de 2000, la cotation est celle de l'Union Minière et non de la GCM-C
(3) A partir de 2002, cours en Euro/Kg.

Tableau III.14 COURS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX INTERESSANT L'ECONOMIE CONGOLAISE

Produits et marchés		Cotation	1996	1997	1998	1999	2000 (r)	2001(e)	2002(e)	2003(e)	2004(e)	2005(e)	2006(e)
Café :													
Robusta (1)	Londres	Cts/lb	112,3	171,3	145,2	104,6	104,5	61,9	55,88	735,8	704,97	995,11	1315,8
Arabica	New York	Cts/lb	75,2	72,7	80,1	65,0	62,4	26,8	20,3	54,5	75,5	107,7	109,6
Cacao (3)	New York C.I.F. (marché à terme)	Cts/lb	60,7	68,1	70,6	46,3	41,9	44,5	85,4	1415,5	1512,4	1474,7	1496,2
Huile de palme vrac 5% d'acidité (2)	Anvers C.I.F.	BEF/kg	16,8	19,3	22,6	19,7	13,7	11,2	22,8	434,5	463,45	424,79	562,88
Huile de palmistes vrac 6 % d'acidité max. 8 %	Anvers C.I.F.	BEF/kg	22,9	23,2	23,4	31,9	24,6	13,3	27,0	457,7	625,16	622,98	597
Coton	New York (contrat n°2)	Cts/lb	73,8	72,4	66,9	55,1	...	...	...	59,3	55,84	50,26	52,6
Caoutchouc	Londres C.I.F. (R.S.S. R.M.A. 1)	Pence/kg	95,7	66,4	61,6	45,5	45,9	50,4	68,0	103,4	111,6	129,0	147,7
Bois Sapelli													
Grumes, qualité LM	Congo F.O.B.	FRF/m^3	1 130,9	1 077,9	1 081,7	1 297,9	992,6	1 348,8	1 170,7	1 259,8	1 215,2	1 237,5	1 226,4
Sciés, qualité FAS, Standard	Cameroun F.O.B.	FRF/m^3	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources : L'Echo et Marchés Tropicaux et Méditerranéens.

(1)(2) sur le marché de Londres à partir de 1998. Usd par tonne à partir de 2003

(1)(2) sur le marché de Londres à partir de 1998. Usd par tonne à partir de 2004

Tableau III.15 EVOLUTION DES INDICES DES COURS DE MATIERES PREMIERES
(Indice 1990 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR		
	Indices des principaux produits exportés		
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global(1)
1996	88,1	134,0	91,6
1997	107,7	160,3	111,3
1998	92,5	149,1	96,4
1999	81,4	120,7	84,1
2000	94,1	86,4	93,6
2001	95,0	63,2	92,8
2002.....	84,6	56,3	82,7
2003.....	99,4	67,9	105,0
2004(e).....	129,7	71,6	109,1
2005(e).....	145,5	94,8	111,5
2006(e).....	212,6	112,0	120,7

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté.

Tableau III.16 REPARTITION DES EXPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS DE DESTINATION
(Valeur C.I.F.)

PAYS	(en millions de DTS) [1]									
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(e)	2004	2005®	2006(p)
1.UNION EUROPEENNE	588,3	581,4	638,2	648,7	732,9	923,4	1448,2	559,6	822,2	839,1
U.E.B.L	447,8	485,7	582,1	567,7	682,6	860,0	1348,8	356,4	522,9	466,4
France	14,9	11,2	5,2	14,3	17,2	21,7	34,0	8,8	109,3	30,2
Italie	40,3	36,9	27,4	21,2	-	-	-	9,4	17,9	23,2
République d'Allemagne	36,6	19,7	3,8	4,8	15,7	19,8	31,0	5,1	17,7	15,4
Pays-Bas	11,5	-	4,7	27,4	3,4	4,3	6,7	1,3	7,7	23,3
Royaume-Uni	7,1	5,5	5,0	3,0	-	-	-	5,3	10,1	1,3
Irlande, Danemark et Grèce	3,8	1,0	0,2	0,4	-	-	-	0,2	0,3	114,2
Portugal	17,2	16,1	7,2	8,0	14,0	17,6	27,7	13,9	23,8	25,3
Espagne	9,1	5,3	2,6	1,9	-	-	-	1,8	3,9	3,9
Autres pays de l'U.E								157,2	108,7	135,8
2. Amérique du Nord	217,4	124,2	177,9	180,8	204,2	257,3	403,5	81,6	244,8	78,7
3. Japon	38,0	27,2	41,4	42,1	47,5	59,8	93,9	5,7	3,0	2,3
4. Autres pays de l'O.C.D.E	45,4	33,1	41,6	42,3	47,8	60,2	94,5	98,2	3,1	18,5
Sous - total O.C.D.E	889,1	765,9	899,1	913,9	1 032,4	1300,7	2040,0	745,1	1073,1	938,5
5. Destinations diverses	117,3	311,1	186,2	189,2	213,8	269,4	422,5	509,6	295,4	648,2
Total	1 006,4	1 077,0	1 085,3	1 103,1	1 246,2	1 570,1	2 462,5	1254,7	1368,5	1586,7

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.
- En 2001, les estimations sont faites sur base des donnees fournies par l'Union europeenne.
(1) A partir de 2005, montants exprimés en millions de USD

Tableau III.17 REPARTITION DES IMPORTATIONS PAR PRINCIPAUX PAYS FOURNISSEURS
(Valeur F.O.B.)

PAYS	(en millions de DTS) [1]									
	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003(e)	2004	2005(3)(p)	2006(p)
1.UNION EUROPEENNE.....	339,6	241,6	134,9	207,6	204,4	273,8	498,6	364,5	958,4	792,2
U.E.B.L.....	150,0	133,9	70,7	93,6	93,5	125,2	228,1	130,3	554,2	247,5
France.....	38,3	32,1	19,8	24,2	25,6	34,3	62,5	90,4	142,6	192,4
Italie.....	22,5	23,7	6,5	15,3	6,4	8,6	15,6	18,1	36,3	54,2
République d'Allemagne ...	51,1	29,1	11,8	29,3	45,7	61,2	111,5	48,8	72,6	79,6
Pays-Bas.....	34,9	-	15,0	23,2	25,3	33,9	61,7	26,1	65,0	75,3
Royaume-Uni.....	26,8	9,3	3,0	11,5	7,2	9,6	17,6	9,0	22,9	34,1
Irlande, Danemark et Grèce...	9,8	9,5	4,6	6,6	-	-	0,0	16,9	24,2	36,5
Portugal.....	0,8	0,3	0,2	0,5	0,7	0,9	1,7	3,1	5,2	10,4
Espagne.....	5,4	3,7	3,3	3,4	-	0,0	0,0	7,9	11,3	21,2
Autres pays de l'U.E.....								14,0	24,1	41,1
2. Amérique du Nord.....	58,0	34,4	32,7	37,9	50,1	67,1	122,2	55,1	84,6	97,3
3. Japon	16,4	8,9	10,5	12,2	16,1	21,6	39,4	7,5	18,6	26,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.....	20,3	8,0	9,0	10,5	13,8	18,5	33,8	407,4	38,3	52,5
Sous - total O.C.D.E.....	434,3	292,9	187,2	268,3	284,5	381,1	694,0	834,4	1099,9	968,0
5. Destinations diverses.....	272,4	491,3	227,6	263,8	348,7	467,1	850,7	512,9	469,8	1 294,3
Total	706,7	784,2	414,8	532,1	633,2	848,2	1544,7	1347,3	1569,7	2262,3

Sources : - Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE.
- En 2001, les estimations sont faites sur base des donnees fournies par l'Union europeenne.
(1) A partir de 2005, montants exprimés en millions de USD

Tableau III.18 BALANCE COMMERCIALE [1]

Périodes	Millions de CDF courants			Millions de XDR		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
1997....	1 823,3	1 280,4	543,0	1 006,4	706,7	299,7
1998....	2 360,8	1 719,0	641,8	1 077,0	784,2	292,8
1999 (r).....	5 958,3	2 277,3	3 681,0	1 085,3	414,8	670,5
2000 (r).....	31 482,5	15 186,1	16 296,3	1 103,1	532,1	571,0
2001 (e)....	322 952,7	164 093,8	158 859,0	1 246,2	633,2	613,0
2002 (e)....	705 493,0	381 121,7	324 371,3	1 570,1	848,2	721,9
2003 (e)....	1 357 921,0	851 809,4	506 111,6	2 462,5	1 544,7	917,8
2004 (e)....	558 248,1	598 322,5	-40 074,4	1 254,7	1 347,3	-92,6
2005 (e)....	590 206,7	676 980,2	-86 773,5	1 368,5	1 569,7	-201,2
2006 (e)....	742 654,9	1 058 869,5	-316 214,6	1 586,7	2 262,3	-675,6

(1) Cfr Tableaux III.16 et III.17

Tableau III.19 EVOLUTION DES TERMES DE L'ECHANGE
(Base : 2000 = 100)

PERIODES	Données exprimées en XDR			Données exprimées en CDF		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export.	A l'import.		A l'export.	A l'import.	
1997.....	91,2	132,8	68,7	5,8	8,4	69,0
1998.....	97,6	147,4	66,2	7,5	11,3	66,4
1999.....	98,4	78,0	126,2	18,9	15,0	126,0
2000(e)	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2001(e)	113,0	119,0	94,9	1 020,9	1 075,4	94,9
2002(e)	142,3	159,4	89,3	2 240,1	2 508,8	89,3
2003(e)	223,2	290,3	76,9	4 412,7	5 738,4	76,9
2004	113,7	253,2	44,9	2 339,6	5 208,2	44,9
2005	124,1	295,0	42,1	2 058,7	4 895,5	42,1
2006	143,8	425,2	33,8	2 358,1	6 970,2	33,8

Sources : Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE et Direction of Trade Statistics (IMF)
- calculs Banque Centrale du Congo.

Tableau III.20 EXPORTATIONS DES PRINCIPAUX PRODUITS VEGETAUX ET ANIMAUX

Produits	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005 (p)	2006 (p)
Bois (en m^3)	134 399	149 160	61 418	24 926	32 441	44 871	89 726	139 482	155 670	182 282
Grumes	97 830	105 248	40 133	16 478	14 437	16 854	60 626	99 861	117 844	150 505
Sciés	30 933	38 210	20 263	8 215	18 004	28 010	20 369	34 616	30 062	25 253
Placages et divers	5 636	5 702	1 022	233	-	7	8 731	5 005	7 764	6 524
Autres produits (T.M.)	46 808	62 828	35 792	51 535	51 505	46 712	50 491	53 779	61 219	25 526
Thé	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Café-robusta	18 897	30 408	22 311	14 421	5 587	6 078	3 536	4 406	4 309	3 666
Café-arabica	4 142	8 579	2 119	2 459	2 396	2 706	2 408	2 373	3 883	4 489
Caoutchouc	3 333	3 216	1 799	2 029	2 099	1 351	3 240	2 838	5 578	3 269
Huile de palme	16 781	16 883	6 102	4 490	4 472	4 663	13 119	12 797	17 531	13 024
Huile de palmistes	360	611	486	159	719	313	696	603	111	128
Tourteaux de palmistes	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Glycérine	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Cacao	3 295	3 131	2 975	2 827	2 397	2 617	1 216	1 316	1 289	950
Rauwolfia	-	...	...	11	6	...	...	...	...	...
Pellets	-	...	...	21 099	30 361	25 730	23 415	26 888	26 309	...
Quinquina	-	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Divers	-	...	...	4 040	3 468	3 254	2 861	2 558	2 209	...

Sources : - Office Congolais de Contrôle et Fonds de Reconstitution du capital forestier (pour le bois) à partir de 1991.
- Ogefrem,Direction des Frêts Maritimes.

Tableau III.21 DETTE EXTERIEURE
(en millions de XDR)[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Encours global (1)	**9 878,6**	**9 878,2**	**10 687,6**	**10 311,9**	**10 722,8**	**11 186,3**	**9 999,6**	**10 522,1**
* F.M.I.	377,9	388,2	401,0	528,5	700,7	815,4	792,4	831,25
* Club de Paris	6 850,4	6 799,4	7 479,5	5 998,5	6 007,5	6 418,8	5 106,0	5 349,04
* Club de Kinshasa	287,2	325	363,3	449,1	524,0	438,6	471,6	612,71
* Club de Londres	27,2	28,8	29,3	57,9	58,8	58,1	28,6	28,57
* Institutions multilatérales	1 822,8	1 760,8	1 805,6	2 917,7	3 048,1	3 125,2	3 297,4	3 383,29
dont BAD	555,9	540,5	672,4			1 041,9	-	970,38
* Autres	513,1	576,0	608,9	360,2	383,7	330,2	303,6	317,25
Service de la dette								
- Service dû	**6 964,4**	**7 450,0**	**8 598,7**	**1 075,9**	**1 141,2**	**954,6**	**787,5**	**892,1**
* F.M.I.	377,9	388,2	401,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
* Club de Paris	5 092,8	5 556,4	6 545,0	114,3	223,2	188,0	67,5	124,05
* Club de Kinshasa	230,7	266,7	313,7	387,6	427,4	284,2	349,9	405,39
* Club de Londres	27,2	28,8	29,3	65,9	59,3	57,9	28,6	28,57
* Institutions multilatérales	786,2	681,9	750,0	158,0	59,0	94,3	37,9	16,85
dont BAD	509,0	464,8	591,3	-	-	-	-	6,04
* Autres	449,6	528,0	559,6	350,1	372,3	330,2	303,6	317,25
- Service effectué	**-**	**-**	**-**	**32,2**	**124,4**	**89,5**	**143,5**	**126,5**
* F.M.I.	-	-	-	-	-	-	-	-
* Club de Paris	-	-	-	-	91,8	44,3	67,5	65,96
* Club de Kinshasa	-	-	-	-	3,5	23,4	41,1	45,26
* Club de Londres	-	-	-	8,0	0,5	0,1	0,0	-
* Institutions multilatérales	-	-	-	24,2	28,7	21,8	35,0	15,3
dont BAD	-	-	-	-	-	-	-	6,043
* Autres	-	-	-	-	-	-	-	-
- Arriérés	**6 964,4**	**7 450,0**	**8 598,7**	**1 043,7**	**1 016,8**	**865,2**	**643,9**	**765,6**
* F.M.I.	377,9	388,2	401,0	-	-	-	-	-
* Club de Paris	5 092,8	5 556,4	6 545,0	114,3	131,4	143,7	0,0	58,09
* Club de Kinshasa	230,7	266,7	313,7	387,6	424,0	260,8	308,8	360,13
* Club de Londres	27,2	28,8	29,3	57,9	58,8	57,9	28,6	28,57
* Institutions multilatérales	786,2	681,9	750,0	133,8	30,3	72,6	2,9	1,55
dont BAD	509,0	464,8	591,3	-	-	-	-	-
* Autres	449,6	528,0	559,6	350,1	372,3	330,2	303,6	317,25

Sources : OGEDEP.
(1) Y compris les intérêts contractuels et de retard à partir de 1995.
(2) En millions de USD à partir de 2001.

Tableau III.21bis DETTE EXTERIEURE
(en millions de XDR)[1]

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Stock	**9 878,6**	**9 878,2**	**10 311,9**	**10 311,9**	**10 722,8**	**11 186,3**	**9 999,6**	**10 522,1**
* F.M.I.	377,9	388,2	528,5	528,5	700,7	815,4	792,39	831,25
* Club de Paris	6 850,4	6 799,4	5 998,5	5 998,5	6 007,5	6 418,8	5106	5 349,04
* Club de Kinshasa	287,2	325,0	449,1	449,1	524,0	438,6	471,6	612,71
* Club de Londres	27,2	28,8	57,9	57,9	58,8	58,1	28,57	28,57
* Institutions multilatérales	1 822,8	1 760,8	2 917,7	2 917,7	3 048,1	3 125,2	3297,4	3 383,29
dont BAD	555,9	540,5	1 142,3	-	-	1 041,9		970,38
* Autres	513,1	576,0	360,2	360,2	383,7	330,2	303,64	317,25
Encours	**6 528,9**	**6 336,4**	**9 981,6**	**9 981,6**	**10 403,5**	**10 943,3**	**9 884,6**	**10 074,3**
* F.M.I.	300,7	300,0	528,5	528,5	700,7	815,4	792,4	831,25
* Club de Paris	4 169,2	3 909,8	5 938,7	5 938,7	5 945,7	6 354,9	5 106,0	5 272,71
* Club de Kinshasa	222,8	239,1	307,8	307,8	352,5	340,7	363,2	255,47
* Club de Londres	27,2	28,8	28,6	28,6	28,6	28,8	28,6	28,57
* Institutions multilatérales	1 399,5	1 414,4	2 856,9	2 856,9	3 047,4	3 078,2	3 295,6	3 373,93
dont BAD	268,7	275,7	1 142,3			1 041,9		970,38
* Autres	409,5	444,3	321,1	321,1	328,6	325,3	298,8	312,39
Service de la dette								
- Service dû	**6 964,4**	**7 450,0**	**1 551,7**	**1 075,9**	**1 141,1**	**954,6**	**787,5**	**892,1**
* F.M.I.	377,9	388,2	506,2	-	-	-	0,0	0,00
* Club de Paris	5 092,8	5 556,4	114,2	114,3	223,2	188,0	67,5	124,05
* Club de Kinshasa	230,7	266,7	387,6	387,6	427,4	284,2	349,9	405,39
* Club de Londres	27,2	28,8	57,9	65,9	59,3	57,9	28,6	28,57
* Institutions multilatérales	786,2	681,9	135,8	158,0	59,0	94,3	37,9	16,9
dont BAD	509,0	464,8	-	0,0	-	-	0,0	6,04
* Autres	449,6	528,0	350,1	350,1	372,3	330,2	303,6	317,25
- Service effectué	**-**	**-**	**508,2**	**32,2**	**124,4**	**89,5**	**143,5**	**126,5**
* F.M.I.	-	-	506,2	-	-	-	-	-
* Club de Paris	-	-	-	-	91,8	44,3	67,45	65,96
* Club de Kinshasa	-	-	-	-	3,5	23,4	41,10	45,26
* Club de Londres	-	-	-	8,0	0,5	0,1	-	-
* Institutions multilatérales	-	-	2,0	24,2	28,7	21,8	34,96	15,30
dont BAD	-	-	-	-	-	-		6,04
* Autres	-	-	-	-		-	-	-
- Arriérés	**6 964,4**	**7 450,0**	**1 043,5**	**1 043,7**	**1 016,7**	**865,2**	**643,9**	**765,6**
* F.M.I.	377,9	388,2	-	-	-	-	-	-
* Club de Paris	5 092,8	5 556,4	114,2	114,3	131,4	143,7	0	58,09
* Club de Kinshasa	230,7	266,7	387,6	387,6	423,9	260,8	308,8	360,13
* Club de Londres	27,2	28,8	57,9	57,9	58,8	57,9	28,57	28,57
* Institutions multilatérales	786,2	681,9	133,8	133,8	30,3	72,6	2,93	1,55
dont BAD	509,0	464,8	-	-	-	-	0	0
* Autres	449,6	528,0	350,1	350,1	372,3	330,2	303,64	317,25

Sources : OGEDEP sauf FMI et Club de Londres
(1) En millions de USD à partir de 2001.

Tableau III.22 BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS [1]
(en millions de USD)

	Crédit				Débit			
	2003	2004	2005	2006	2003	2004	2005	2006
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES								
A. Biens et services	**1 522,2**	**2 319,3**	**2 745,9**	**3 131,7**	**1 922,5**	**2 828,1**	**3 515,0**	**3 797,4**
Balance commerciale	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 698,7	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6
1. Marchandises	1 377,7	1 917,2	2 402,8	2 698,7	1 494,6	2 051,4	2 690,4	2 891,6
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	144,6	402,2	343,1	432,9	427,9	776,7	824,6	905,8
3. Transports	2,5	8,0	11,5	2,7	146,2	299,8	331,2	357,0
3. Voyages	5,6	3,0	3,2	3,1	51,9	49,4	53,5	92,7
5. Services de communications	6,8	34,0	28,5	57,5	0,5	1,4	1,2	1,0
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	0,0	0,0	14,4	28,8	23,4	21,2
7. Service d'assurance	-	-	0,0	0,0	58,2	89,4	89,6	93,4
8. Services financiers	2,4	22,7	19,1	38,5	31,8	34,1	27,0	27,2
9. Services d'informatique et d'information	-	-	0,0	0,0	0,0	-	0,0	0,0
10. Redevances et droits de licence	5,1	41,9	35,2	49,6	1,3	2,6	2,1	1,9
11. Autres services aux entreprises	7,2	39,2	32,9	66,4	45,6	174,8	147,3	166,8
12. Soes personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-	0,6	0,5	1,0	0,5	2,9	2,4	2,2
13. Soes fournis ou reçus par les admin. publiques	114,9	252,8	212,3	214,1	77,6	93,3	146,9	142,4
B. Revenus	**66,5**	**20,5**	**9,5**	**17,6**	**245,5**	**305,4**	**260,2**	**474,5**
14. Rémunérations des salariés	5,6	19,9	8,9	12,8	5,0	27,9	32,3	31,5
15. Revenus des investissements	60,9	0,6	0,6	4,9	240,5	277,5	228,0	443,0
C. Transferts courants	**767,8**	**695,1**	**943,7**	**1 203,1**	**248,2**	**233,9**	**195,8**	**481,7**
16. Transferts publics	588,4	475,7	752,6	819,1	62,1	36,4	30,5	129,6
17. Transferts privés	179,4	219,4	191,0	384,0	186,0	197,5	165,3	352,1
TOTAL (A + B+ C)	**2 356,6**	**3 035,0**	**3 699,0**	**4 352,4**	**2 416,2**	**3 367,5**	**3 971,0**	**4 753,7**
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES								
D. Capital	**0,0**	**30,4**	**59,1**	**151,5**	**0,0**	**64,5**	**150,4**	**69,9**
D.1. Transferts des capitaux	-	30,3	59,1	151,5	0,0	61,9	150,4	69,7
Capitaux publics	-	30,3	57,6	151,4	0,0	-	-	-
18 . Remises de dettes	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-	-
19. Autres transferts	-	30,3	57,6	151,4	0,0	-	-	-
Capitaux privés	0,0	0,0	1,5	0,1	0,0	61,9	150,4	69,7
20. Transferts des migrants	-	-	1,5	0,0	0,0	-	-	-
21. Remises de dettes	-	-	-	0,0	0,0	-	-	-
22. Autres transferts	-	-	-	0,1	0,0	61,9	150,4	69,7
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non fin.non produits	-	0,1	-	-	-	2,7	0,0	0,1
E. Opérations financières	**580,3**	**1 255,3**	**923,7**	**1 202,2**	**689,4**	**1148,8**	**748,2**	**1270,7**
24. Investissements directs	391,3	409,0	266,6	256,1	23,4	7,6	13,4	18,4
25. Investissements de portefeuille	0,0	0,0	0,0	0,1	146,5	505,6	294,7	413,3
26. Autres investissements	189,1	846,2	657,1	946,0	519,6	635,6	440,1	839,0
TOTAL (D + E)	**580,3**	**1285,6**	**982,7**	**1353,8**	**689,4**	**1213,4**	**898,5**	**1340,6**
F. Erreurs et omissions	-	16,0	-	-	145,5	-	7,3	42,7
Total (A à F)	2 936,9	4 336,6	4 681,8	5 706,2	3 251,1	4 580,9	4 876,9	6 136,9

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la Balance des Paiements du FMI.

Tableau III.23 SOLDE DE LA BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS
(en millions de XDR) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES										
A. Biens et services	65	-58,2	21,4	-21,8	-87,5	-122,1	-460,2	-508,7	-788,1	-665,7
Balance commerciale	+256,5	+238,1	+175,5	+96,5	+72,9	38,8	-116,9	-134,2	-287,7	-192,8
1. Marchandises	+256,5	+238,1	175,5	96,5	72,9	38,8	-116,9	-134,2	-287,7	-192,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	-190,5	-296,3	-154,1	-117,5	-140,4	-160,9	-283,3	-374,5	-481,5	-472,9
3. Transports	-69,1	-66,8	-46,0	-63,3	-46,0	-71,4	-143,7	-291,9	-319,7	-354,3
4. Voyages	-9,7	-121,1	-6,9	-22,6	-49,7	-29,4	-46,3	-46,4	-50,3	-89,7
5. Services de communications	-2,9	-1,5	0,0	4,8	6,0	9,9	6,4	32,5	27,4	56,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-0,1	-0,1	0,0	-22,0	-21,9	-8,4	-14,4	-28,8	-23,4	-21,2
7. Services d'assurance	-15,5	-10,9	-8,0	-14,0	-8,6	-32,5	-58,2	-89,4	-83,8	-93,4
8. Services financiers	-30,6	-9,4	-19,3	-2,1	-7,2	-2,0	-29,3	-11,4	-7,9	11,3
9. Services d'informatique et d'information	-1,6	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Redevances et droits de licence	-4,8	5,5	2,9	1,8	3,0	6,8	3,8	39,2	33,0	47,7
11. Autres services aux entreprises	-45,4	-77,6	-64,3	-16,4	-37,1	-1,7	-38,4	-135,6	-114,4	-100,4
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,8	-2,6	-1,8	-1,1	-0,7	-0,2	-0,5	-2,3	-1,9	-1,1
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	-14,6	0,6	-10,7	17,6	21,8	-31,9	37,3	159,5	65,4	71,6
B. Revenus	-198,6	-182,8	-375,3	-306,7	-323,9	-235,6	-179,0	-284,9	-250,7	-468,6
14. Rémunérations des salariés	-4,5	-1,3	-1,6	-1,1	-0,6	-2,3	0,6	-9,0	-23,4	-18,8
15. Revenus des investissements	-194,1	-181,3	-373,7	-305,6	-323,3	-233,5	-179,6	-277,0	-227,4	-438,1
C. Transferts courants	121,4	25,6	-33,2	64,6	210,1	358,6	518,7	481,2	747,9	721,4
16. Transferts publics	204,4	135,0	96,1	112,7	231,8	360,2	526,3	439,3	722,1	689,5
17. Transferts privés	-83	-110,0	-129,3	-48,1	-21,7	-1,6	-6,6	21,9	25,7	31,9
TOTAL (A + B+ C)	-12,2	-215,8	-387,1	-263,1	-181,3	0,7	-58,8	-332,5	-272,0	-401,3
COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES										
D. Capital	-160,3	-282,5	-397,6	-95,1	-	-	-	-34,2	-91,3	81,7
D.1. Transferts de capitaux	-160,3	-282,5	-397,6	-95,1	-	-	-	-31,6	-91,3	81,6
Capitaux publics	-222,6	-295,7	-426,9	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4
18. Remises de dette	-	-	-	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0
19. Autres transferts	-222,6	-295,7	-426,9	-	-	-	-	30,3	57,6	151,4
Capitaux privés	62,3	13,2	29,3	-95,1	-	-	-	-61,9	-148,8	-69,6
20. Transferts des migrants	-2,0	-2,0	-	-	-	-	-	-	1,5	0,0
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	64,3	15,2	29,3	-95,1	-	-	-	-61,9	-150,4	-69,6
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-	-	-	-2,6	-	-0,1
E. Opérations financières	-113,4	-98,5	-137,5	-296,3	-251,6	27,6	-109,2	166,4	175,5	-68,5
24. Investissements directs	-23,5	42,0	-32,3	56,1	64,4	93,7	367,8	401,5	253,1	237,8
25. Investissements de portefeuille	-15,7	-18,4	-10,5	-34,8	-1,4	-88,7	-146,5	-505,6	-294,7	-413,2
26. Autres investissements	-74,2	-83,1	-94,7	-317,6	-314,6	23,0	-330,5	210,6	217,0	107,0
TOTAL (D + E)	-293,7	-343,0	-535,1	-391,4	-251,6	27,6	-109,2	72,3	84,2	13,2
F. Erreurs et omissions	78,8	147,7	+126,7	93,8	145,0	59,8	-145,5	18,0	-7,3	-42,7
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-227,1	-416,1	-795,5	-560,7	-287,9	87,5	-314,2	-344,3	-195,1	-430,8
Moyens de financement	227,1	327,7	795,5	560,7	578,1	32,2	314,2	344,3	195,1	430,8
G. Financement traditionnel	441,2	410,1	+727,7	558,8	578,1	32,2	-15,4	-66,8	0,0	-29,8
1. Arriérés (réduction -)	387,7	452,7	+784,8	539,9	548,2	-	-	-	-	-
2. Avoirs extérieurs nets (accroissement -)								-66,8	0,0	-29,8
- Crédit net du FMI (réduction -)	31,9	17,5	+8,7	13,0	12,2	-	74,6	117,0	-20,3	44,1
- Prêts FRPC	-	-	-	-	-	-	74,6	117,0	-20,3	-
- Achats	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Rachats	31,9	17,5	+8,7	13,0	12,2	-	-	-	-	-
- Variations d'arriérés (réduction -)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	44,1
- Autres réserves nettes (accroissement -)	21,6	22,3	-65,8	3,7	17,7	32,2	-90,0	-177,8	20,8	-73,9
H. Financement exceptionnel	-214,1	-82,4	67,8	4,1	0,0	0,0	381,4	305,0	194,5	460,6
1. Consolidation des arriérés							121,6	0,0	0,0	- 121,6
2. Allegement de la dette	-214,1	-82,4	67,8	4,1	0,0	0,0	259,8	305,0	194,5	338,0
- Rééchelonnement dette extérieure	-214,1	-82,4	-67,8	4,1	-					
- Remise de la dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	259,8	305,0	194,5	338,0
* Naples flux							118,2	0,0	0,0	0,0
* Cologne flux (Initiative PPTE)							141,6	305,0	194,5	338,0
3. Assistance au delà de l'initiative PPTE										
I. Solde résiduel							-51,8			

(1) En millions de USD à partir de 2001.

Tableau III.24 PREVISIONS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS
(Solde en millions de USD)

	2007 SOLDE
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	
A. Biens et services	-806,7
Balance commerciale	-451,5
1. Marchandises	-451,5
2. Or non monétaire	
Services	-355,2
3. Transports	-307,5
4. Voyages	-79,8
5. Services de communications	31,5
6. Services de bâtiment et travaux publics	-21,3
7. Service d'assurance	-78,0
8. Services financiers	14,8
9. Services d'informatique et d'information	0,0
10. Redevances et droits de licence	38,2
11. Autres services aux entreprises	-47,0
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	-1,0
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	94,9
B. Revenus	-293,7
14. Rémunérations des salariés	-23,4
15. Revenus des investissements	-270,3
C. Transferts courants	529,5
16. Transferts publics	641,4
17. Transferts privés	-111,9
TOTAL (A + B + C)	-570,8
COMPTE DU CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	
D. Capital	24,5
D.1. Transferts des capitaux	24,5
Capitaux publics	127,6
18. Remises de dettes	0,0
19. Autres transferts	127,6
Capitaux privés	-103,0
20. Transferts des migrants	0,0
21. Remises de dettes	0,0
22. Autres transferts	-103,0
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	0,0
E. Opérations financières	144,2
24. Investissements directs	273,8
25. Investissements de portefeuille	-504,1
26. Autres investissements	374,5
TOTAL (D + E)	168,7
F. Erreurs et omissions	24,4
SOLDE GLOBAL TOTAL (A à F)	-377,7
H. Financement	377,7
* Financement traditionnel	43,6
- Variation des arriérés	
- Variation des réserves du système bancaire (- augment.)	43,6
* Crédit net du FMI (reduction -)	30,1
- Prêts FRPC	30,1
* Autres réserves nettes (- augment.)	13,5
* Financement exceptionnel	334,1
1. Consolidation des arriérés	58,1
2. Allègement de la dette	276,0
- Rééchelonnement dette extérieure	0,0
- Remise de la dette	276,0
* Nouveaux flux	0,0
* Cologne flux (Initiative PPTE)	276,0
3. Assistance au delà de l'Initiative PPTE	0,0

Tableau III.25 REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'ENTREPRISES
(en milliers de XDR)[9]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Entreprises minières	491 800	552 400	256 200	295 000	289 200	472 392	763 185	1 198 836	1 619 760	1 881 733
Gécamines (1)	208 800	214 700	43 600	106 300	65 900	43 463	42 321	112 646	129 475	367 248
MIBA (2)	55 600	69 100	71 000	58 000	51 200	54 759	102 268	97 594	77 921	29 208
Sengamines(2) Comona						2 337	16 151	11 817	7 742	125
Comptoirs diamant (2)	222 200	264 400	140 600	125 200	141 000	241 151	523 856	616 657	805 993	642 141
KDC (2) Emaxon	-	-	-	-	-	-	-	1 418	0	249
Kilo-Moto (3)	-	-	-	-	-	-	-	-		
Comptoirs d'Or (3)	1 900	800	100	-	8 600	7 218	-	-		1 525
Zairetain (4)	-	-	-	-	-	-	-	-		
Sodimico (5)	-	-	-	3 700	1 600	-	-	-		
Sominki (6)	-	-	-	-	-	-	-	-		
D.G.M.P. (7)	-	-	-	-	-	-	-	-		
Autres	30 300	3 400	900	1 800	20 900	123 464	78 589	358 702	598 630	841 236
B. Entreprises agricoles	63 700	63 400	38 800	21 700	34 900	10 359	25 941	42 685	52 778	74 552
C. Entreprises industrielles et non définies	130 300	76 500	86 500	158 000	166 100	161 148	262 924	377 837	453 679	499 720
Sous-total	685 800	692 300	381 500	474 700	490 200	643 900	1 052 050	1 619 358	2 126 217	2 456 005
D. Ajustements	314 500	368 300	208 800	153 900	214 600	207 524	325 639	297 833	276 339	242 791
-Produits miniers	268 300	315 600	168 800	150 400	203 000	199 417	314 314	281 566	265 978	213 279
Diamant	266 600	314 900	168 700	150 200	169 200	192 921	314 314	281 566	265 978	211 907
Autres	1 700	700	100	200	33 800	6 496				1 373
-Produits agricoles	46 200	52 700	40 000	3 500	9 600	6 435	8 312	11 754	5 383	23 426
Café	44 800	48 000	40 000	3 500	9 500	6 422	7 415	10 793	4 856	22 682
Autres	1 400	4 700	-	-	100	13	897	961	528	744
-Produits industriels	...	...	...	0	2 000	1 672	3 013	4 513	4 978	6 086
Total des recettes d'exportation des marchandises	1 000 300	1 060 600	590 300	628 600	704 800	851 423	1 377 689	1 917 191	2 402 556	2 698 796

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium.

(2) Diamant industriel et artisanal.

(3) Or.

(4) Etain, cassitérite, colombo-tantalite et woltram-tungstène.

(5) Cuivre.

(6) Cassitérite, colombo-tantalite et woltram-tungstène.

(7) D.G.M.P.: Direction Générale des Matières Précieuses, or et diamant.

(8) 2002: 1 DTS = 1,33 USD

(9) situation en USD à partir de 2003

Tableau III.26 REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR MODE DE FINANCEMENT(1)
(en millions de XDR) [3]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Ressources propres (2)	491,7	593,2	264,3	350,1	390,0	458,3	746,3	974,6	1 617,2	1 889,1
B. Ressources extérieures	253,1	229,3	150,5	182,0	243,2	354,4	747,9	1076,8	1073,2	1002,5
1. Dons et contributions assimilables	158,7	118,8	87,5	116,0	152,6	262,6	249,4	302,3	494,6	480,6
Etat	144,4	107,2	73,8	91,3	134,3	262,6	249,4	302,3	494,6	480,6
Particuliers et organismes bénévoles	14,3	11,6	13,7	24,7	18,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Prêts à des conditions spéciales	-	-	-	-	0,0	0,0	97,1	145,8	207,7	185,0
Etat	-	-	-	-	0,0	0,0	97,1	145,8	207,7	185,0
Entreprises	-	-	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Capitaux	94,4	110,5	63,0	66,0	90,6	91,8	401,4	628,7	371,0	336,8
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	-	-	-	19,8	26,2	29,5	287,2	539,3	288,0	264,0
Apports non contrôlés	94,4	110,5	63,0	46,2	64,4	62,3	114,2	89,3	83,0	72,8
Total	744,8	822,5	414,8	532,1	633,2	812,7	1494,3	2051,4	2690,4	2891,6

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) Valeur FOB.

(2) Cf tableau III.28

(3) Situation en USD à partir de 2003

Tableau III.27 REPARTITION DES RECETTES D'EXPORTATION DE MARCHANDISES PAR PRODUIT
(en milliers de XDR) (1)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Produits miniers	**760 100**	**868 000**	**425 000**	**445 200**	**493 500**	**671 809**	**1 077 498**	**1 480 401**	**1 885 738**	**2 095 012**
Cuivre	60 100	38 200	12 600	32 300	38 100	33 352	18 992	57 122	117 669	440 816
Cobalt	147 200	175 400	31 000	73 800	74 100	131 826	101 766	406 989	584 969	528 853
Zinc	1 500	1 100	-	200	700	1 750	151	5 320	21 408	229 144
Etain	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Germanium	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Diamant	544 400	648 400	380 300	333 400	363 000	491 167	956 589	1 009 053	1 157 633	883 631
Argent	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Or	3 600	1 500	200	-	16 300	13 714	-	-	-	2 898
Cassitérite	100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Cuivre Sodimico	-	-	-	3 700	1 300	-	-	-	-	-
Autres	3 200	3 400	900	1 800	-	-	-	1 918	4 059	9 670
Produits agricoles	**109 000**	**114 900**	**78 800**	**25 200**	**44 500**	**17 512**	**35 144**	**54 439**	**58 161**	**97 978**
Produits du règne animal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Café	82 100	80 000	66 600	5 800	15 800	10 703	13 249	17 988	8 093	37 803
Thé	100	-	-	-	-	-	-	-	-	87
Cacao	900	1 100	200	-	-	570	3 264	2 861	922	171
Rauwolfia	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	700	100	300	300	-	-	-	-	-	-
Tourteaux (palmistes, coton)	-	700	400	-	-	-	-	-	-	-
Caoutchouc	3 300	6 300	900	-	900	166	2 690	4 279	3 773	7 615
Bois	16 100	20 900	6 700	17 800	26 700	5 472	15 942	29 312	45 373	52 301
Quinquina	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres	5 800	5 800	3 700	1 300	1 100	602	-	-	-	-
Produits industriels	**131 200**	**77 700**	**86 500**	**158 200**	**168 100**	**162 219**	**265 937**	**382 350**	**458 868**	**505 806**
Ciment	100	100	-	-	10 000	5 357	12 249	15 183	16 431	19 658
Produits chimiques	0	600	400	-	-	-	1 342	379	1 089	845
Sucre de canne								6 298	7 370	7 770
Pétrole brut	126 700	71 700	84 600	157 200	158 100	153 858	250 873	359 786	432 923	452 240
Electricité										23 136
Divers	4 400	5 300	1 500	1 000	-	3 004	1 474	704	1 055	2 156
Total	**1 000 300**	**1 060 600**	**590 300**	**628 600**	**706 100**	**851 539**	**1 378 580**	**1 917 191**	**2 402 767**	**2 698 796**

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de USD à partir de 2003

Tableau III.28 REPARTITION DES PAIEMENTS D'IMPORTATION DE MARCHANDISES PAR GROUPE D'UTILISATIONS (1)
Sur ressources propres
(en millions de XDR) [3]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Biens de consommation	**163 244**	**196 942**	**87 748**	**116 301**	**133 600**	**132 624**	**302 790**	**352 507**	**510 194**	**542 923**
Alimentation, boissons, tabacs	97 293	117 377	52 298	69 315	79 600	79 044	180 463	210 094	304 076	323 582
Textiles, habillement	4 081	4 924	2 194	2 908	3 300	3 316	7 570	8 813	12 755	13 573
Autres biens non durables	18 773	22 648	10 091	13 375	15 400	15 252	34 821	40 536	58 672	62 436
Biens de consommation durables	43 097	51 993	23 165	30 703	35 300	35 013	79 937	93 062	134 691	143 332
B. Energie	**77 197**	**93 132**	**41 495**	**54 943**	**63 100**	**126 718**	**183 209**	**226 053**	**315 882**	**486 438**
Matières brutes	154	186	83	110	100	253	366	452	632	973
Matières élaborées	77 043	92 946	41 412	54 833	63 000	126 465	182 843	225 601	315 250	485 465
C. Matières premières et semi-produits	**82 114**	**99 064**	**44 138**	**58 569**	**67 200**	**48 946**	**71 783**	**84 324**	**113 064**	**124 605**
Destinés à l'alimentation	38 429	46 362	20 657	27 410	31 500	22 907	33 595	39 464	52 914	58 315
Destinés à l'agriculture	1 889	2 278	1 015	1 347	1 500	1 126	1 651	1 939	2 500	2 866
Textiles, cuirs, caoutchouc	9 443	11 392	5 076	6 735	7 700	5 629	8 255	9 697	13 002	14 330
Produits chimiques, colorants	18 804	22 686	10 108	13 412	15 400	11 209	16 438	19 310	25 892	28 535
Matériaux de construction	4 106	4 953	2 207	2 928	3 400	2 447	3 589	4 216	5 653	6 230
Minerais et produits métalliques	6 159	7 430	3 310	4 393	5 000	3 671	5 384	6 324	8 480	9 345
Autres	3 284	3 963	1 765	2 344	2 700	1 958	2 871	3 373	4 523	4 984
D. Biens d'équipement	**68 838**	**83 048**	**37 002**	**49 087**	**56 400**	**66 609**	**76 639**	**98 755**	**150 097**	**157 428**
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	6 195	7 474	3 330	4 418	5 100	5 995	6 897	8 888	13 509	14 168
Véhicules routiers non domestiques	36 071	43 517	19 389	25 722	29 500	34 903	40 159	51 748	78 651	82 492
Autres matériels de transport	2 547	3 073	1 369	1 816	2 100	2 465	2 836	3 654	5 554	5 825
Machines pour industries spécialisées	2 341	2 824	1 258	1 669	1 900	2 265	2 606	3 358	5 103	5 353
Autres	21 684	26 160	11 656	15 462	17 800	20 982	24 141	31 108	47 281	49 590
E. Autres	**100 307**	**121 014**	**53 917**	**71 200**	**69 800**	**83 389**	**111 915**	**212 985**	**527 988**	**577 692**
Biens importés par la Gécamines	58 600	85 900	23 300	22 600	19 800	13 039	12 700	28 162	58 092	143 227
Autres importations (2)	41 707	35 114	30 617	48 600	50 000	70 350	99 215	184 824	469 896	434 465
Sous-total	**491 700**	**593 200**	**264 300**	**350 100**	**390 100**	**458 286**	**746 336**	**974 625**	**1 617 226**	**1 889 085**
F. Importations spéciales	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
E. Ajustement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	491 700	593 200	264 300	350 100	390 100	458 286	746 336	974 625	1 617 226	1 889 085

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Valeur FOB.

(2) Importations Miba , importations des sociétés pétrolières exportatrices et autres societés minières.

(3) En milliers de USD à partir de 2003

Tableau III.29 COURS INTERBANCAIRES DES DEVISES[1]
(en CDF)

PERIODES	1 USD	1 DEM	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	100 JPY	100 XAF	1 XDR	1 XEU (2)	1 ZAR
1997											
Décembre	1,09	0,61	1,81	0,18	0,76	0,03	0,01	0,00	1,48	1,21	0,22
1998											
Décembre	2,45	1,46	4,10	0,44	1,78	0,07	0,02	0,00	3,42	2,90	0,43
1999											
Décembre	4,50	2,33	7,26	0,69	2,85	0,11	4,27	0,71	6,18	4,28	0,73
2000											
Décembre	50,00	22,69	72,33	6,77	29,30	1,10	45,02	6,77	64,53	44,43	5,09
2001											
Décembre	320,08	146,13	458,85	43,57	194,04	6,74	242,75	41,45	385,49	271,90	27,74
2002											
Janvier	327,35	140,32	470,02	41,84	196,45	6,80	234,47	41,73	388,00	273,74	26,33
Février	335,57	...	476,29	...	197,14	...	250,65	44,37	417,41	291,08	29,15
Mars	334,61	...	475,85	...	198,24	...	253,99	44,54	417,63	292,16	29,11
Avril	319,88	...	459,41	...	192,40	...	243,24	43,00	401,05	282,07	28,40
Mai	318,04	...	464,57	...	199,32	...	250,43	43,67	405,64	286,48	30,51
Juin	333,47	...	490,32	...	213,85	...	267,70	47,98	430,79	314,74	33,17
Juillet	338,22	...	519,78	...	226,77	...	285,14	50,83	448,15	333,40	33,60
Août	344,62	...	533,68	...	231,88	...	294,80	51,87	458,19	340,24	34,59
Septembre	356,50	...	552,08	...	239,87	...	304,96	53,66	473,99	351,98	35,78
Octobre	372,98	...	577,60	...	250,96	...	319,06	56,14	495,90	368,25	37,43
Novembre	399,18	...	618,30	...	268,59	...	341,47	60,08	530,72	394,11	40,06
Décembre	377,40	...	584,43	...	253,13	...	322,84	56,80	530,72	394,11	40,06
2003											
Janvier	413,57	..	640,45	...	277,74	...	353,78	63,66	549,86	417,54	41,50
Février	416,69	...	650,93	...	289,31	...	355,32	67,11	559,81	440,21	40,31
Mars	416,11	...	658,57	...	306,30	...	351,05	68,56	570,03	449,72	37,78
Avril	414,80	..	652,89	...	301,19	...	346,22	68,68	567,71	450,50	39,55
Mai	415,90	...	675,24	...	317,69	...	354,75	73,38	585,48	481,33	46,60
Juin	420,16	..	698,08	...	319,04	...	355,59	74,84	596,13	490,95	52,98
Juillet	429,83	...	699,58	...	316,33	...	362,27	74,64	601,36	489,62	57,11
Août	422,79	...	673,90	...	305,99	...	356,07	71,85	582,93	466,33	57,03
Septembre	394,94	...	634,53	...	286,26	...	343,19	67,50	550,21	442,76	55,17
Octobre	372,90	...	625,46	...	281,98	...	340,62	66,54	534,06	436,46	54,14
Novembre	372,93	..	629,88	...	279,94	...	341,46	66,55	534,42	436,51	55,44
Décembre	369,37	...	646,17	...	291,79	...	342,78	69,12	541,22	453,39	56,77
2004											
Janvier	376,63	...	684,95	...	303,29	...	353,76	72,37	561,81	474,69	54,68
Février	379,30	...	706,57	...	305,11	...	356,34	73,19	567,92	480,10	56,17
Mars	381,53	...	697,91	...	299,09	...	351,29	71,45	562,37	468,68	57,63
Avril	384,12	...	693,55	...	296,59	...	357,62	70,26	561,67	459,63	58,82
Mai	385,66	...	688,38	...	300,26	...	343,63	70,47	559,15	462,50	57,12
Juin	386,66	...	706,61	...	296,73	...	353,32	71,52	566,94	469,15	60,08
Juillet	388,92	...	717,06	...	313,13	...	356,16	72,85	573,19	477,86	63,62
Août	390,36	...	710,66	...	309,35	...	353,76	72,56	561,17	475,97	60,68
Septembre	405,03	...	727,65	...	320,59	...	368,12	75,38	587,22	494,46	61,95
Octobre	426,12	...	769,71	...	344,83	...	390,82	81,00	619,37	531,33	66,65
Novembre	434,68	...	820,89	...	380,47	...	421,98	84,84	648,05	556,48	70,89
Décembre	440,56		849,03	...	384,69	...	424,56	90,00	678,12	590,36	76,95
2005											
Janvier	460,99	...	864,60	...	389,95	...	445,91	91,96	702,30	603,23	76,87
Février	472,26	...	890,97	...		...	450,31	93,71	716,45	614,68	78,58
Mars	494,05	...	940,87	...	420,61	...	469,30	99,33	753,85	651,58	82,07
Avril	509,98	...	967,82	...	427,38	...	476,11	100,77	770,01	660,38	82,94
Mai	512,40	...	955,63	...	423,06	...	482,74	99,65	769,35	653,02	81,89
Juin	453,91	...	826,63	...	359,77	...	418,61	84,32	666,87	553,14	67,36
Juillet	482,67	...	851,39	...	374,67	...	432,83	88,89	701,64	583,10	72,30
Août	485,53	...	871,10	...	384,34	...	439,10	91,03	712,62	597,13	75,19
Septembre	464,77	...	841,10	...	367,98	...	418,68	86,87	681,63	569,86	73,12
Octobre	458,02	...	807,72	...	355,55	...	399,05	83,94	662,16	550,62	69,70
Novembre	453,71	...	787,97	...	348,09	...	383,29	81,62	648,19	535,42	68,24
Décembre	437,07	...	762,22	...	334,64	...	367,98	78,91	622,78	517,15	68,69
2006											
Janvier	434,94		768,20	...	340,59	...	376,86	80,39	629,69	527,32	71,43
Février	433,38	...	757,82	...	332,45	...	367,88	78,96	622,30	517,92	70,97
Mars	437,49	...	765,19	...	336,81	...	375,15	80,35	629,46	527,09	69,99
Avril	440,04	...	776,97	...	342,95	...	377,48	82,55	637,65	537,75	72,00
Mai	445,91	...	832,81	...	365,73	...	398,80	86,78	663,74	569,21	70,56
Juin	448,51	...	828,34	...	364,66	...	391,82	86,72	663,94	568,88	64,68
Juillet	454,64	...	837,96	...	367,76	...	393,08	87,95	671,44	576,93	64,28
Août	463,95	...	875,25	...	375,89	...	400,94	90,33	687,98	592,51	67,72
Septembre	486,52	...	917,82	...	391,36	...	415,45	94,48	721,13	619,75	65,69
Octobre	518,11	...	971,38	...	411,17	...	437,00	99,67	763,60	653,76	68,08
Novembre	531,83	...	1 016,79	...	430,44	...	453,61	104,41	791,91	685,01	73,33
Décembre	521,85	...	1 023,92	...	431,42	...	444,83	105,00	785,94	688,74	74,04

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) Moyennes mensuelles.
(2) Euro à partir de 2000.

Tableau III.30 ECART ENTRE LES TAUX DE CHANGE INTERBANCAIRES ET PARALLELLES[1]
(en CDF)

Périodes	Cours Interbancaires		Cours Parallèles		Ecart en %	
	USD	BEF	USD	BEF	USD	BEF
1998						
Décembre	2,40	0,07	3,60	0,09	50,0	28,6
1999						
Décembre	4,50	0,12	25,50	0,64	466,7	433,3
2000						
Décembre	50,00	1,10	141,00	2,85	182,0	159,1
2001						
Décembre	313,60	6,98	313,58	7,84	0,0	12,3
2002						
Décembre	382,14	...	388,89	9,72	1,8	...
2003						
Janvier	416,13	-	417,77	-	0,4	-
Février	413,30	-	413,56	-	0,1	-
Mars	415,77	-	417,15	-	0,3	-
Avril	414,16	-	414,71	-	0,1	-
Mai	418,17	-	419,12	-	0,2	-
Juin	425,09	-	425,18	-	0,0	-
Juillet	427,07	-	429,97	-	0,7	-
Août	416,62	-	417,54	-	0,2	-
Septembre	356,00	-	358,80	-	0,8	-
Octobre	374,36	-	377,07	-	0,7	-
Novembre	370,27	-	370,29	-	0,0	-
Décembre	372,52	-	372,76	-	0,1	-
2004						
Janvier	378,43	-	380,09	-	0,4	-
Février	378,42	-	380,71	-	0,6	-
Mars	383,00	-	383,14	-	0,0	-
Avril	384,99	-	385,25	-	0,1	-
Mai	386,69	-	388,18	-	0,4	-
Juin	388,37	-	390,52	-	0,6	-
Juillet	388,93	-	389,44	-	0,1	-
Août	394,11	-	396,42	-	0,6	-
Septembre	423,50	-	428,54	-	1,2	-
Octobre	417,94	-	418,27	-	0,1	-
Novembre	435,83	-	438,98	-	0,7	-
Décembre	444,09	-	453,08	-	2,0	-
2005						
Janvier	463,48	-	459,94	-	-0,8	-
Février	482,39	-	481,87	-	-0,1	-
Mars	499,33	-	502,50	-	0,6	-
Avril	514,09	-	514,68	-	0,1	-
Mai	502,12	-	501,94	-	0,0	-
Juin	425,31	-	432,06	-	1,6	-
Juillet	490,89	-	493,35	-	0,5	-
Août	469,24	-	471,10	-	0,4	-
Septembre	458,83	-	460,58	-	0,4	-
Octobre	455,32	-	458,56	-	0,7	-
Novembre	445,40	-	450,22	-	1,1	-
Décembre	431,28	-	434,31	-	0,7	-
2006						
Janvier	433,02	-	437,52	-	1,0	-
Février	435,05	-	438,23	-	0,7	-
Mars	438,03	-	444,52	-	1,5	-
Avril	440,24	-	442,83	-	0,6	-
Mai	449,04	-	450,07	-	0,2	-
Juin	449,66	-	452,87	-	0,7	-
Juillet	463,79		462,37	-	-0,3	-
Août	470,36	-	476,81	-	1,4	-
Septembre	503,67	-	509,73	-	1,2	-
Octobre	533,41	-	536,48	-	0,6	-
Novembre	529,28	-	533,49	-	0,8	-
Décembre	503,43	-	515,93	-	2,5	-

(1) Données à fin période

TITRE IV

MONNAIE ET CREDIT

Le rythme d'accroissement de la masse monétaire s'est accéléré en moyenne mensuelle de 2,9 % à 3,9 % d'une année à l'autre. Néanmoins, le multiplicateur monétaire est globalement resté stable. Cette évolution fait suite à la maîtrise par la Banque Centrale de la cible de contrôle de la base monétaire, à savoir les avoirs libres des banques, grâce à des réactions appropriées aux variations des facteurs autonomes de la liquidité bancaire.

Pour rappel, les facteurs de la liquidité bancaire peuvent être autonomes ou institutionnels. Les facteurs autonomes sont ceux qui évoluent indépendamment de la modification des instruments de la politique monétaire et qui exercent les mêmes effets que la politique monétaire sur les avoirs libres des banques.

Les facteurs autonomes de la liquidité sont :

- Les Avoirs Extérieurs Nets dont le comportement relève de la politique de change. Il en est ainsi des achats et ventes des devises de la Banque centrale, les premiers accroissent sa position extérieure et le solde en compte des banques dans ses livres. Les seconds réduisent la position extérieure et le solde en comptes des banques. Ils sont ordonnés et exécutés pour lisser les variations du cours de change et améliorer le niveau des réserves internationales. Ces deux objectifs n'ont rien à voir avec les objectifs de la politique monétaire dont la finalité est l'obtention et le maintien de la stabilité du niveau général des prix intérieurs.

- Le Crédit Net à l'Etat, lequel résulte de l'exécution des opérations financières de l'Etat. Un déficit de l'Etat couvert par le financement monétaire s'apparente à une injection et donne lieu à un accroissement du solde en compte ou des avoirs libres des banques. Par contre, un excédent de l'Etat s'apparente à une ponction et induit une réduction du solde en compte ou des avoirs libres des banques.

- Les Autres Postes Nets, qui reprennent les opérations propres à la Banque Centrale. Ainsi, le paiement en compte des fournisseurs de la Banque centrale entraîne une augmentation du solde en compte des banques tandis que le paiement par les banques des redevances de change pour leur propre compte ou de leurs clients induit une diminution du solde en compte.

- La Circulation Fiduciaire, en ce sens que les mouvements des billets en versements ou en retraits dépendent d'autres circonstances que celles liées à la politique monétaire (Par exemple le paiement des impôts et taxes, les retraits de fonds lors des fins du mois, des fêtes ou d'autres événements tels que la maladie ou la mort des proches n'amènent pas les redevables ou les bénéficiaires à s'interroger préalablement si le taux directeur ou le coefficient de réserve obligatoire a augmenté ou baissé).

- Les Actifs Financiers du Trésor utilisés comme instruments de financement du solde déficitaire du Trésor tels que les bons et les certificats du trésor, les obligations d'état...

Les facteurs institutionnels sont les instruments de la Politique Monétaire, utilisés pour corriger une déviation par rapport aux objectifs (opératoire, intermédiaire et final), ou pour anticiper des perturbations éventuelles, nées des variations des Facteurs Autonomes. L'application des instruments produit des effets sous forme d'augmentation ou de diminution des avoirs libres. Ainsi, le refinancement, les achats des billets de trésorerie et la diminution du coefficient de réserve obligatoire entraînent un accroissement des avoirs libres. Le remboursement des concours reçus par les banques au titre de refinancement, les ventes des billets de trésorerie et l'augmentation du coefficient de réserve obligatoire donnent lieu à une réduction des avoirs libres.

En dépit de l'atténuation de la dépréciation monétaire et du caractère attractif des billets de trésorerie, le taux de dollarisation en 2006 a été supérieur à celui réalisé en 2005 (soit 49,0 % contre 46,2 %).

Cette situation tient notamment à trois éléments principaux :

- la volatilité de l'inflation ;
- la structure fiduciaire non adaptée ;
- l'importance des paiements en devises par le secteur public en faveur des Résidents.

S'agissant de l'activité bancaire, l'expansion observée en 2005 s'est poursuivie en 2006, au regard de l'agrément de trois nouvelles banques, du niveau de concours du système bancaire à l'économie et du refinancement des banques.

CHAPITRE I

SITUATION MONETAIRE

I. EVOLUTION DE L'OFFRE DE MONNAIE

1. BASE MONETAIRE

La base monétaire au sens strict s'est accrue de 57,9 % contre 15,45 % en 2005. Cette expansion est proche de celle de la masse monétaire établie à 57,7 % au cours de l'exercice sous analyse.

Aussi, l'évolution du multiplicateur monétaire est demeurée relativement stable comme indiquée dans le tableau ci-dessous :

Tableau IV.1 EVOLUTION DU MULTIPLICATEUR DE LA BASE MONETAIRE AU SENS LARGE

	2004	2005	2006											
	Déc	Déc.	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	Juil.	août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Multiplicateur	1,8	2,0	2,1	2,0	2,1	2,2	2,2	2 ,1	2,1	2,1	2,1	2,2	2,1	2,1

Source : Banque Centrale du Congo.

1.1. Composantes de la base monétaire

L'analyse des composantes de la base monétaire reprises ci-dessous montre que la circulation fiduciaire s'est accrue de 49,7 % et sa part relative dans la base monétaire est passée de 89,6 % à fin décembre 2005 à 87,7 % en 2006, soit un repli de 1,9 point de pourcentage compensé par l'accroissement des avoirs libres des banques.

Tableau IV.2 EVOLUTION DES COMPOSANTES DE LA BASE MONETAIRE
(en millions de CDF)

	Déc. 2004	Déc.2005	Variation 05 en %	Déc. 2006	Variation 06 en %
- Circulation fiduciaire	105.889	123.794	16,9	185.334,0	49,7
- Dépôts des banques commerciales	5.790	5.261	-9,1	18.415,0	250,0
- Autres dépôts	246	167,5	-31	324,0	93,2
Base monétaire au sens strict	**111.925**	**129.222**	**15,45**	**204.072,0**	**57,9**
- Provisions pour importation+dépôts en devises	10.759	8.981	-16,52	7.242,0	-19,4
Base monétaire au sens large	**122.684**	**138.203**	**12,7**	**211.313,0**	**52,9**

Source : Banque Centrale du Congo.

1.2. Contreparties de la base monétaire

A fin décembre 2006, la variation de la base monétaire a été impulsée essentiellement par les avoirs intérieurs nets, principalement le crédit net à l'Etat. En effet, ce dernier a progressé de 58,0 %.

S'agissant des avoirs extérieurs nets, ils se sont dégradés à fin décembre 2006 par rapport à la même période de 2005, comme illustré dans le tableau ci-dessous :

Tableau IV.3 EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE LA BASE MONETAIRE
(en millions de CDF)

	Déc. 2004	Déc. 2005	Variation en %	Déc. 2006	Variation en %
- Avoirs extérieurs nets	-347.579	-357.785	2,9	-433.605	21,2
- Avoirs intérieurs nets	470.263	495.988	5,5	644.919	30,0
dont Crédit net à l'Etat	38.382	103.278	169,1	163.131	58,0

Source : Banque Centrale du Congo.

2. MASSE MONETAIRE

A l'instar de l'année 2005, la structure de la masse monétaire est restée déséquilibrée en 2006. En effet, établies à 50,1 % en 2005, les disponibilités monétaires ont représenté 48,5 % de la masse monétaire à fin 2006. La pondération de la quasi-monnaie dans la masse monétaire est passée de 49,9 % à 51,5 % d'une année à l'autre.

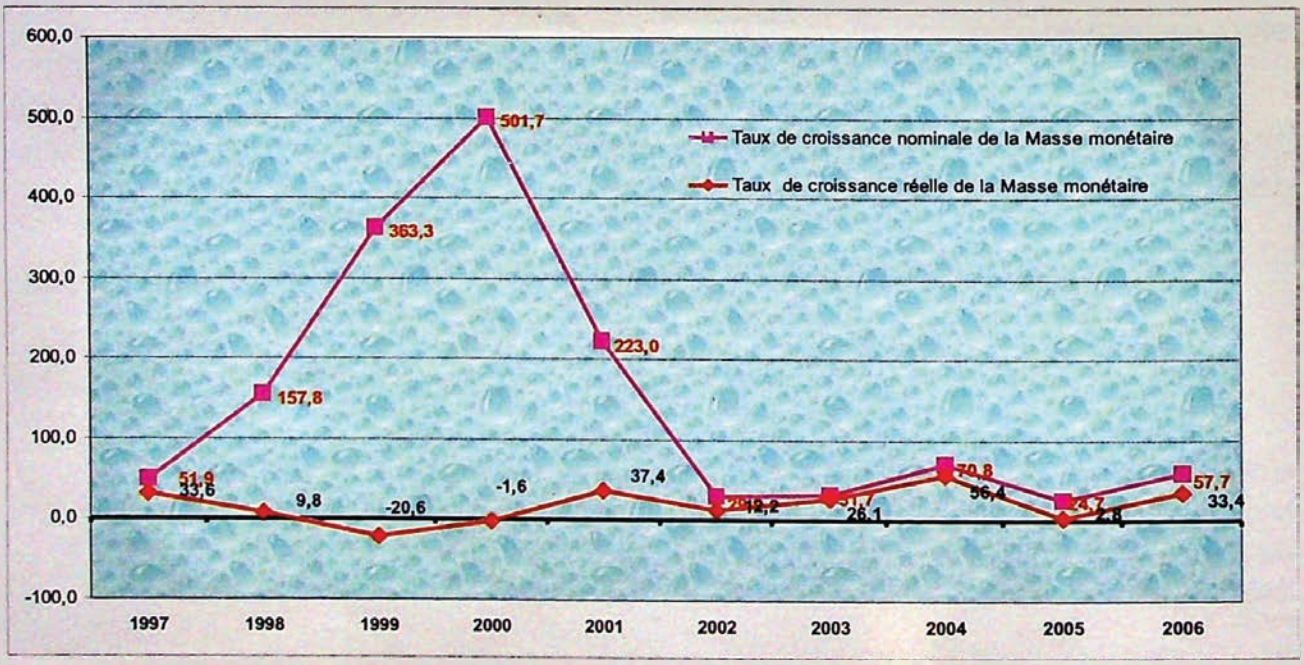
D'une année à l'autre, la masse monétaire s'est accrue de 57,7 %. Comparée à l'objectif de croissance de l'agrégat tel qu'indiqué dans la programmation monétaire, la masse monétaire réalisée affiche un dépassement de 36,2 %. Cette évolution est attribuable notamment à l'augmentation du crédit net à l'Etat au second semestre 2006.

Tableau IV.4 TAUX DE CROISSANCE MENSUELLE DE LA MASSE MONETAIRE EN 2006
(en %)

	Janv.	Févr.	Mars	avril	mai	juin	juillet	août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Masse monétaire	1,4	2,1	5,1	2,1	3,7	1,7	8,9	2,1	7,1	8,5	2,0	2,9

Source : Banque Centrale du Congo.

Graphique 20 Evolution de la masse monétaire
(Variations en pourcentage)



2.1. Composantes de la masse monétaire

L'évolution des composantes de la masse monétaire est renseignée dans le tableau ci-après :

Tableau IV.5 COMPOSANTES DE LA MASSE MONÉTAIRE
(en millions de CDF)

	Déc. 2004	Déc. 2005	Variation en %	Déc. 2006	Variation en %
Disponibilités monétaires	**117.077,9**	**138.893,0**	**18,6**	**211.982,9**	**52,6**
Circulation fiduciaire hors Banque	101.467,3	**119.935,0**	18,2	182.233,8	51,9
Dépôts à vue en monnaie nationale	15.610,6	**18.958,0**	21,4	29.749,1	56,9
Quasi-monnaie	**105.148,6**	**138.218,5**	**31,5**	**224.939,3**	**62,7**
Dépôts à terme en monnaie nationale	362,4	**381,5**	5,3	441,0	15,7
Dépôts en devises	97.829,9	**128.017,6**	30,9	213.074,3	66,4
Provisions pour paiement des importations	6.956,4	**9.819,4**	41,2	11.423,0	16,3
Masse monétaire	**222.226,5**	**277.111,5**	**24,7**	**436.922,2**	**57,7**

Source : Banque Centrale du Congo.

Les disponibilités monétaires ont augmenté de 52,6 % à fin décembre 2006 contre 18,6 % à la période correspondante de 2005.

Après avoir connu un accroissement de 18,2 % une année plus tôt, la progression de la circulation fiduciaire s'est accélérée pour atteindre 51,9 % en 2006 en raison des pressions exercées par le retrait des espèces au cours du second semestre. Sa part dans les disponibilités monétaires a baissé de 0,8 point, se fixant à 85,9 % à fin 2006 contre 86,3 % une année auparavant.

En ce qui concerne les dépôts à vue en monnaie nationale, leur part relative s'est légèrement accrue à fin décembre 2006, se situant à 14,0 % contre 13,6 % à fin 2005. Cette évolution s'explique par l'importance des virements effectués par le Trésor au second semestre de cette année.

A fin décembre 2006, la quasi-monnaie a connu une expansion de 62,7 % contre 31,4 % à la période correspondante de 2005. Cet accroissement résulte essentiellement de la hausse des dépôts en devises, soit 66,4 % contre 30,9 % une année plus tôt.

La part des dépôts en devises dans la masse monétaire s'est accrue de 2,6 points, passant de 46,2 % à fin décembre 2005 à 48,8 % une année après. Cette évolution indique une accentuation de la dollarisation de l'économie.

La proportion des dépôts à terme en monnaie nationale dans les liquidités globales a représenté 0,1 % à fin décembre 2006, attestant une faible mobilisation de l'épargne à terme par le système bancaire.

La ventilation des dépôts bancaires par province révèle que l'essentiel des dépôts se trouve concentré dans la ville de Kinshasa au 31 décembre 2006, soit 73,5 %. Toutes les autres provinces ne sont intervenues que pour 26,5 %.

En ce qui concerne la répartition des dépôts par catégorie des déposants, il apparaît que les entreprises privées et les particuliers sont intervenus respectivement à concurrence de 53,9 % et 29,9 %. La différence, soit 16,2 % a été absorbée par les autres catégories des déposants.

Pour ce qui est des dépôts à vue par secteur d'activités, il se révèle que les dépôts bancaires à vue proviennent pour l'essentiel de la rubrique " divers " (38,9 %), " autres services (31,6 %), commerce (12 %).

2.2. Contreparties de la masse monétaire

La progression de la masse monétaire est principalement imputable à l'expansion des avoirs intérieurs nets faiblement compensée par la contraction des avoirs extérieurs nets.

2.2.1. Avoirs extérieurs nets

Après avoir enregistré une amélioration en 2005, les avoirs extérieurs nets se sont détériorés en 2006. Cette évolution est attribuable essentiellement à l'accroissement des engagements extérieurs de l'Institut d'émission. En effet, la position extérieure de ce dernier est passée de -357.784,9 millions de CDF à -433.605,3 millions.

Quant aux avoirs extérieurs des banques créatrices de monnaie, ils ont été positifs et se sont améliorés, s'établissant à 113.582,4 millions contre 83.907,8 millions une année plus tôt. Cette évolution est attribuable à l'accroissement plus important de leurs avoirs extérieurs par rapport à leurs engagements extérieurs.

Tableau IV. 6 EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONÉTAIRE
(en millions de CDF)

	Décembre 2004	Décembre 2005	Variation en %	Décembre 2006	Variation en %
1. Avoirs extérieurs nets	**-281.771,6**	**-273.877,1**	**-2,8**	**-320.022,9**	**-16,8**
- Avoirs extérieurs	212.957,8	165.880,1	-22,1	225.141,4	45,6
- Engagements extérieurs	494.729,5	439.757,3	-11,1	545.164,4	24,0
2. Avoirs intérieurs nets	**503.998,2**	**550.988,6**	**9,3**	**756.945,1**	**37,4**
a) Crédits intérieurs	**18.640,5**	**83.701,5**	**349,0**	**166.316,2**	**98,7**
- Créances nettes sur l'Etat	-23.013,3	20.232,3	187,9	45.535,8	125,1
- Crédit à l'économie	41.653,8	63.469,2	52,4	120.780,5	90,3
b) Autres postes nets	**485.357,7**	**467.287,0**	**-3,7**	**590.628,9**	**26.4**
Masse monétaire	**222.226,5**	**277.111,4**	**24,7**	**436.922,2**	**57,7**

Source : Banque Centrale du Congo

2.2.2 Avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets ont constitué la principale source de création des liquidités en 2006. En effet, la contribution a été de 128,9 % contre 144,3 % en 2005. L'évolution des avoirs intérieurs nets résulte de l'augmentation des autres postes nets et des crédits intérieurs. Leurs contributions respectives se sont situées à 77,2 % et 51,7 %.

Tableau IV.7 CONTRIBUTION DES CONTREPARTIES À L'EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE

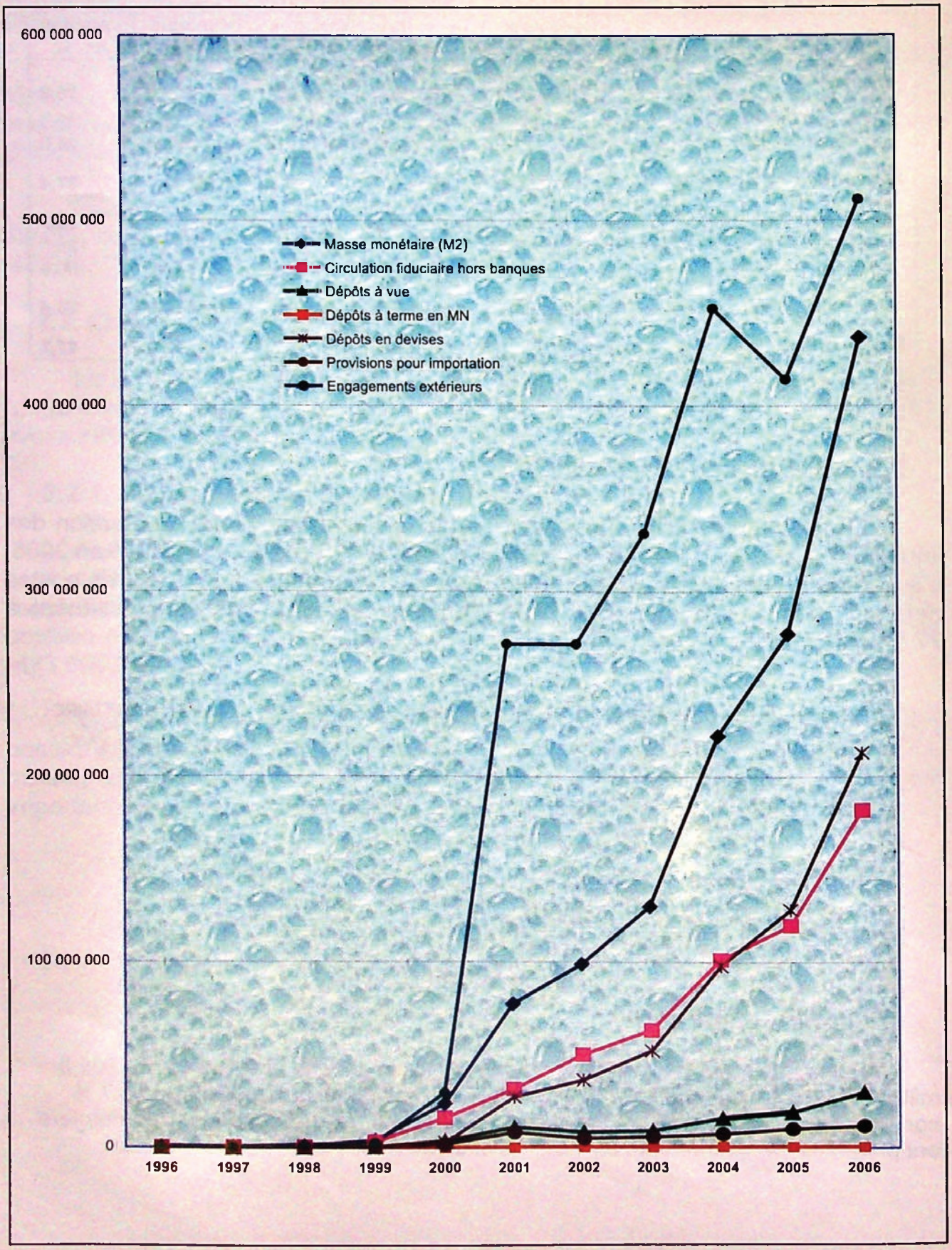
	Décembre 05	Décembre 06
Avoirs extérieurs nets	-44,3	-28,9
Avoirs intérieurs nets	144,3	128,9
Crédits intérieurs	241,1	51,7
Autres postes nets	-96,8	77,2
Masse Monétaire	**100,0**	**100,0**

Source : Banque Centrale du Congo

a) Crédits intérieurs

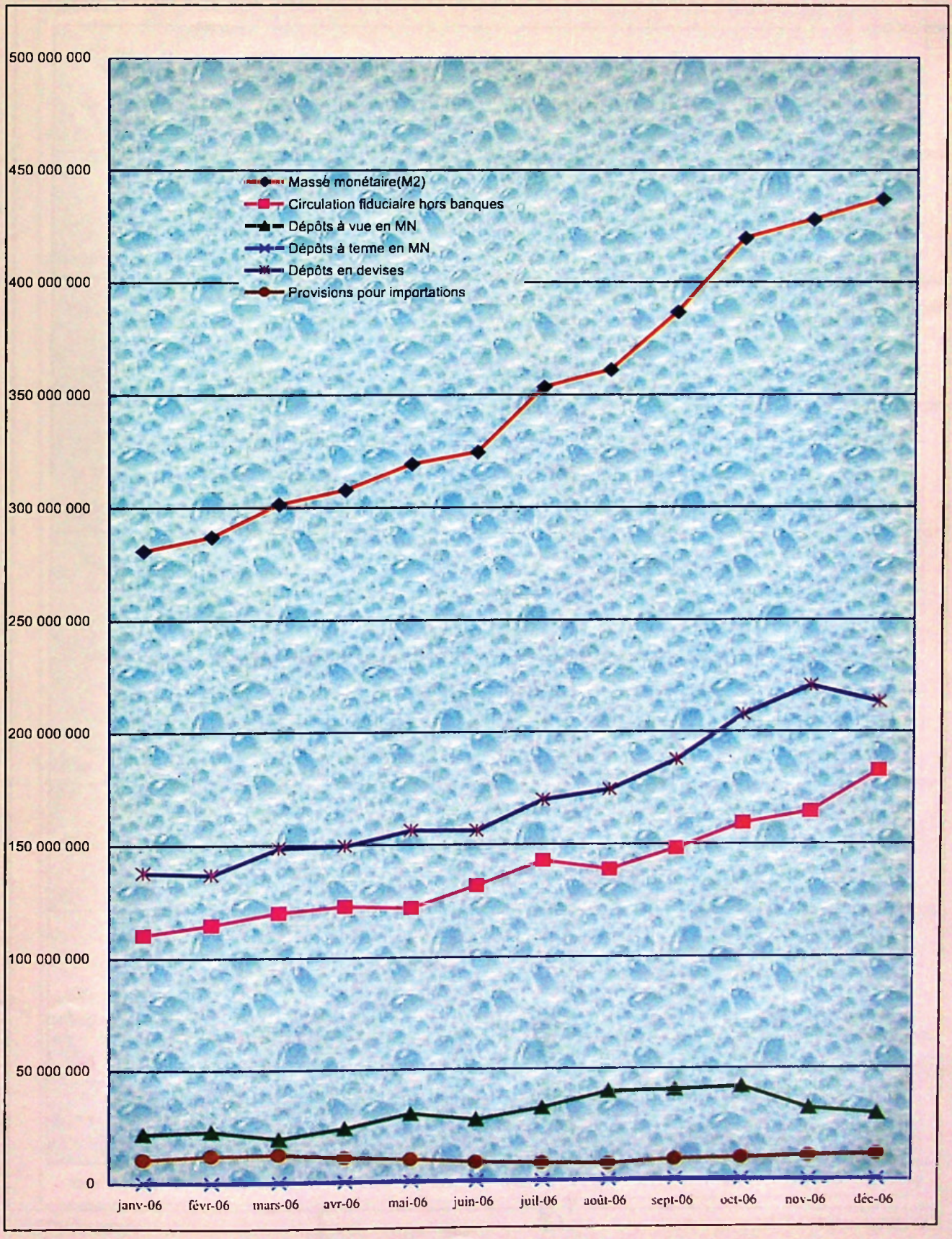
D'une période à l'autre, l'encours des crédits intérieurs, qui était de 83.701,5 millions de CDF, s'est établi à 166.316,2 millions, soit un accroissement de 98,7 % consécutif à l'évolution des créances sur l'Etat et du crédit à l'économie. Ces derniers ont progressé respectivement de 125,1 % et de 90,3 %.

Graphique 21 Situation monétaire intégrée - Engagements [1]
(en milliers de CDF)



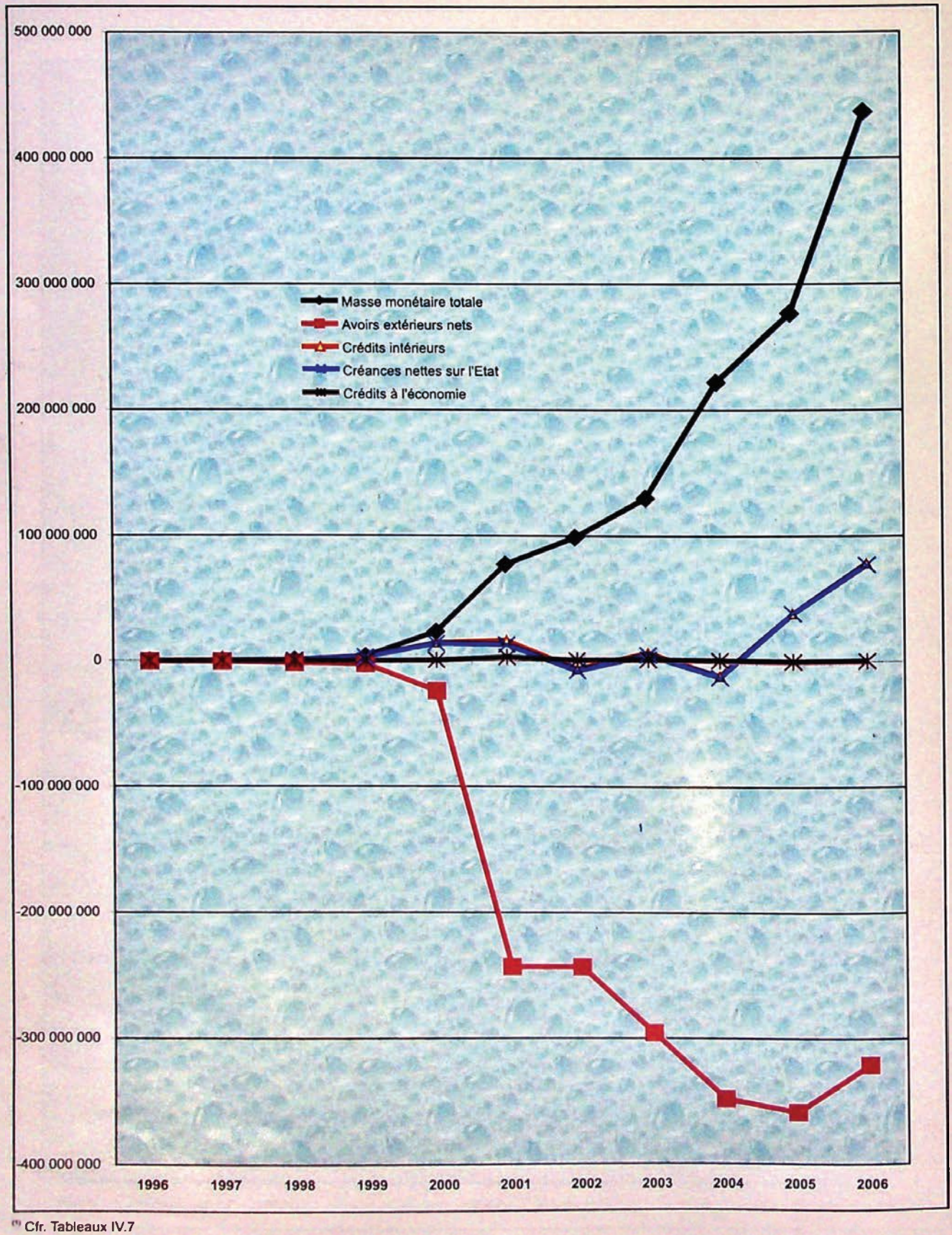
[1] Cfr. Tableaux IV.8 et IV.10.

Graphique 21 bis Situation monétaire intégrée en 2006 - Engagements [1]
(en milliers de CDF)



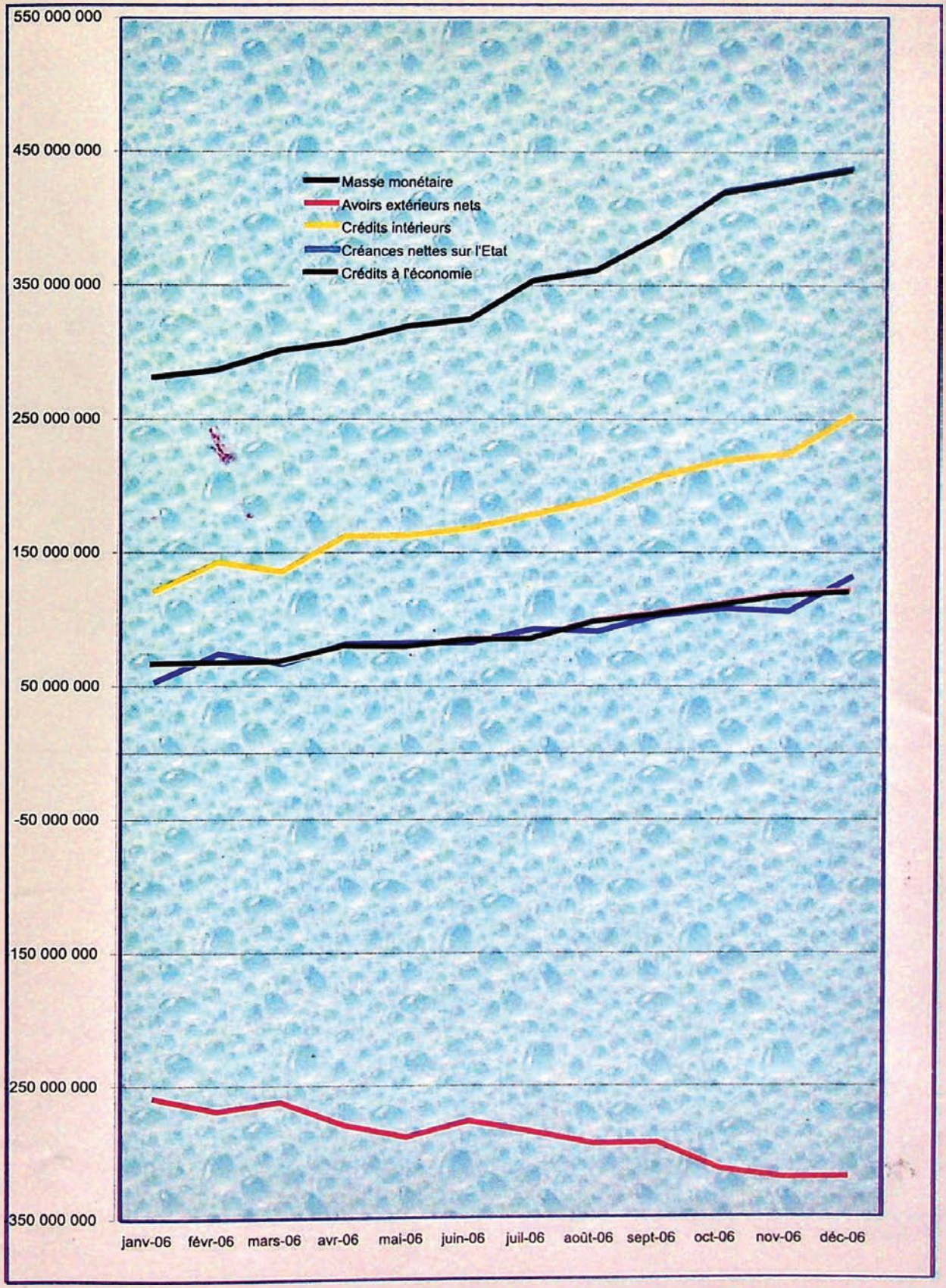
[1] Cfr. Tableaux IV.9 et IV.23.

Graphique 22 Situation monétaire intégrée - Avoirs [1]
(en milliers de CDF)



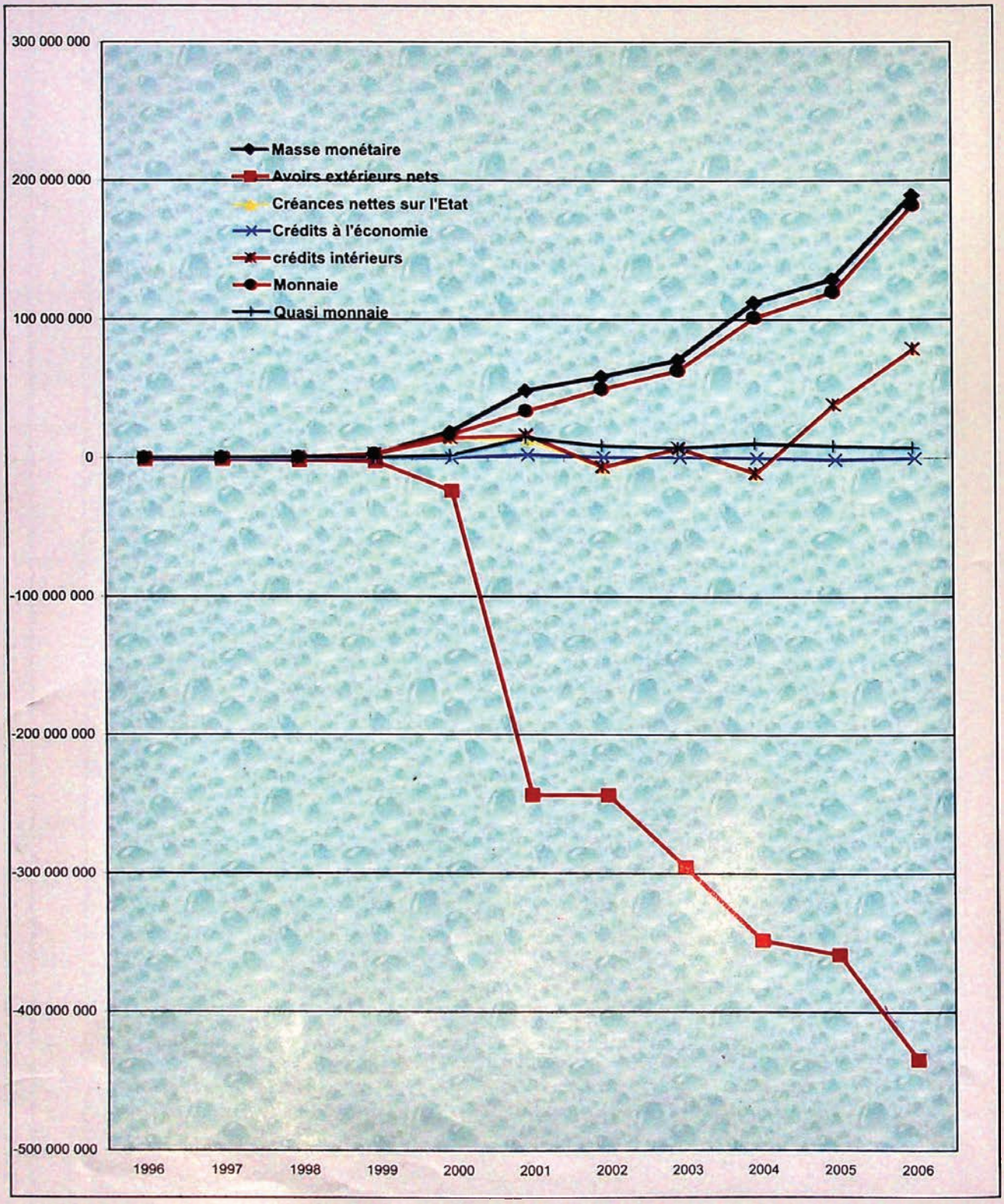
[1] Cfr. Tableaux IV.7

Graphique 22 bis Situation monétaire intégrée en 2006 - Avoirs [1]
(En milliers de cdf)



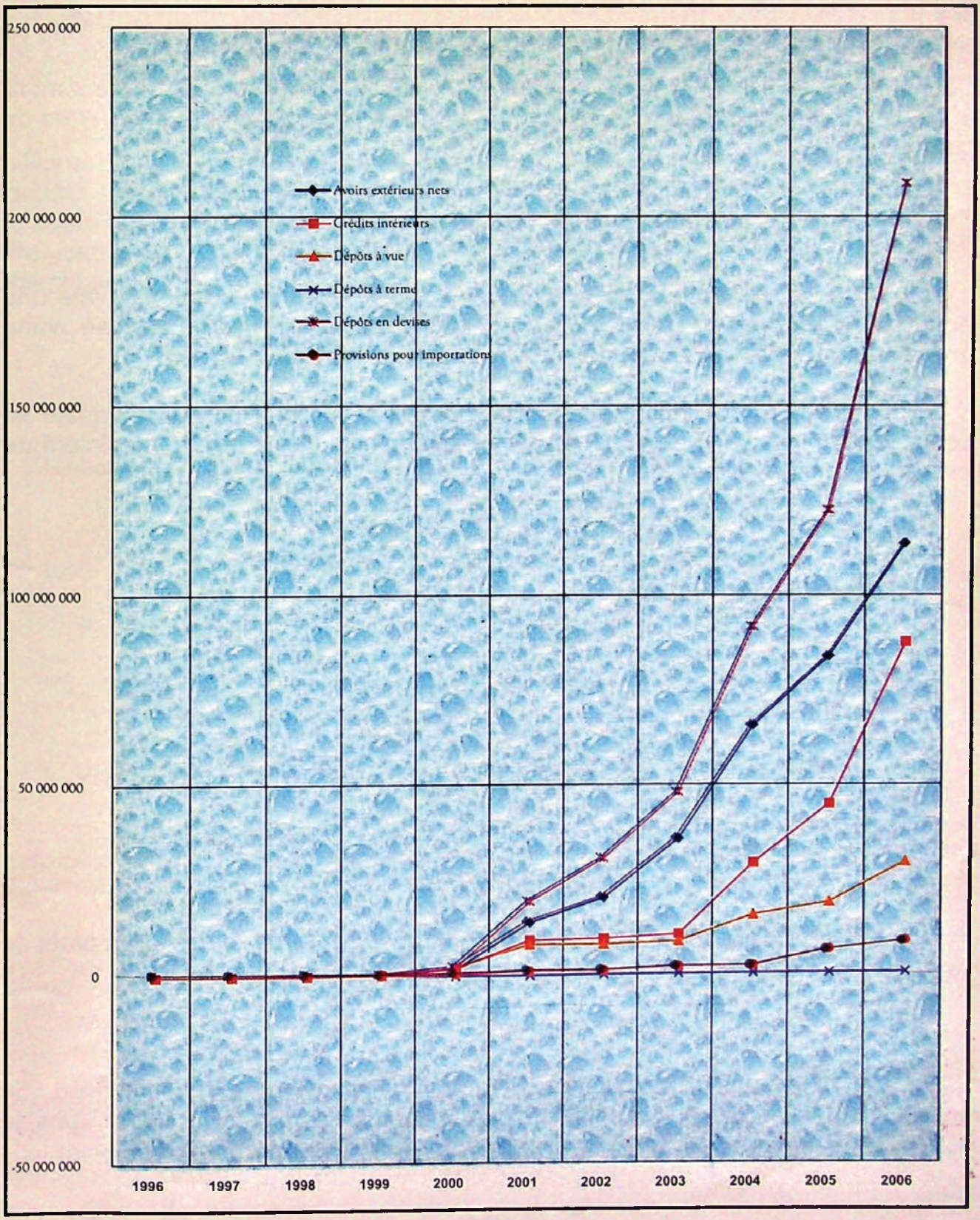
[1] Cfr. Tableau IV.8

Graphique 23 Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo [1]
(en milliers de CDF)



[1] Cfr. Tableaux IV.23

Graphique 24 Situation monétaire des Banques Créatrices de monnaie [1]
(en milliers de CDF)



[1] Cfr. Tableaux IV.9 et IV.25

b) Autres Postes Nets

Après avoir enregistré une amélioration en 2005, les Autres Postes Nets se sont détériorés au 31 décembre 2006. En effet, totalisant -467.287,0 millions de CDF à fin décembre 2005, ils se sont élevés à - 590.628,9 millions au 31 décembre 2006, soit une détérioration de 26,4 % consécutif à l'accroissement des pertes de change.

II. EVOLUTION DE LA DEMANDE DE MONNAIE

A titre de rappel, la demande de monnaie est la mesure dans laquelle une économie est prête à détenir la monnaie. La demande de monnaie varie inversement à l'inflation et proportionnellement à l'évolution du PIB réel.

En principe, elle est obtenue en rapportant le flux de l'offre de monnaie au coefficient d'inflation et en multipliant le résultat ainsi obtenu par le coefficient de croissance du PIB réel.

D'où :

DEM = (FOM / CI) * CORR

Avec

DEM : Demande de Monnaie,

FOM : Flux de l'Offre de Monnaie,

CI : Coefficient d'Inflation et

CORR : Coefficient de Croissance du PIB réel.

Par ailleurs, une approximation de la demande de monnaie est faite à partir de la vitesse de circulation-revenu de la monnaie.

1. Demande de monnaie centrale

En 2006, le flux de demande de monnaie centrale s'est chiffré à 66.554 millions de CDF contre un accroissement de la base monétaire de 74.850 millions de CDF, soit un excès de liquidités Banque Centrale de 8.296 millions de CDF.

2. Demande globale de monnaie

Au niveau de l'économie nationale, le flux de demande globale de monnaie a été de 143.601 millions de CDF contre un accroissement de l'offre des moyens de paiement chiffré à 161.500 millions de CDF.

Les écarts importants entre l'offre et la demande de monnaie, soit + 8.296 millions de CDF pour la monnaie centrale et + 17.901 millions de CDF pour la liquidité globale, traduisent un excès des liquidités dans l'économie. Cet excédent de liquidité explique la déviation observée de l'inflation par rapport à l'objectif. En effet, cette dernière s'est établie à 18,2 % à fin décembre 2006 contre un objectif de 15,0 %.

Tableau IV. 8 EXPANSION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE DE MONNAIE À FIN 2006
(Flux en millions de CDF)

Années	Offre de monnaie		Demande de monnaie		Ecart	
	Monnaie centrale (1)	Masse monétaire (2)	Demande de monnaie centrale	Demande globale de monnaie	Monnaie centrale	Monnaie globale
2005	17.297	54.884	14.965	48.188	2.333	6.697
2006	74.850	161.502	66.554	143.601	8.296	17.901

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Au sens strict.
(2) Sans provisions pour importations.

3. Vitesse de circulation-revenu de la monnaie

La vitesse de circulation de la monnaie et le taux de liquidité de l'économie permettent d'approximer le comportement de la demande de monnaie, laquelle est observable à l'opposé de l'offre de monnaie qui est mesurable.

La vitesse de circulation de la monnaie (v) est le rapport entre le Produit Intérieur Brut (PIB) et la masse monétaire (M2).

V = PIB/M2

Elle exprime la vitesse de transformation du revenu réel ou des actifs réels en monnaie. Plus les actifs réels se transforment en monnaie, plus il peut être relevé que les agents économiques marquent une préférence sur la monnaie. Dans ce cas, la demande de monnaie augmente et vice versa.

Quant au taux de liquidité de l'économie, il est le rapport en pourcentage entre la masse monétaire et le Produit Intérieur Brut.

Taux de liquidité = (M2/PIB)*100

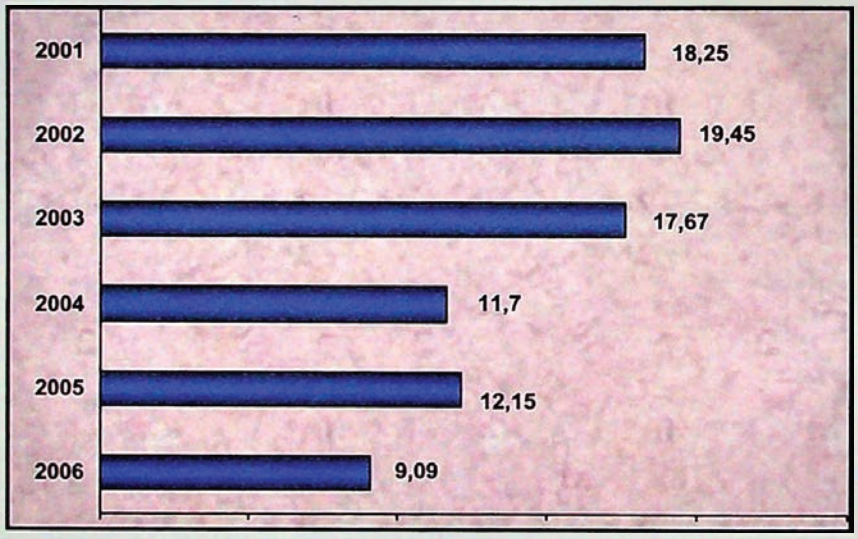
Le taux de liquidité est l'inverse de la vitesse de circulation de la monnaie. En d'autres termes, il est le taux de transformation de la monnaie en revenu, ou encore la fraction du revenu que les agents économiques souhaitent conserver sous forme de monnaie. Plus ce taux augmente, moins les agents économiques sont disposés à transformer leurs actifs réels en monnaie. Dans ce cas, la demande de monnaie diminue et vice versa.

Evolution de la demande de monnaie

De façon générale, la demande de monnaie a évolué à la baisse depuis l'année 2003, à la suite notamment de la volatilité de l'inflation.

Tableau IV. 9 EVOLUTION DE LA VITESSE - REVENU DE LA MONNAIE DE 2001 à 2006

Années	PIB/M2	Taux de liquidité
2001	18,25	5,5
2002	19,45	5,14
2003	17,67	5,7
2004	11,70	8,55
2005	12,15	8,2
2006	9,09	11,0



CHAPITRE II

CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Au 31 décembre 2006, l'encours total des crédits distribués aux entreprises et aux particuliers s'est chiffré à 183.469,1 millions de CDF contre 113.862,8 millions une année plus tôt, soit une progression de 61,1 %.

L'analyse des crédits en force accordés par les banques créatrices de monnaie renseigne que 68,9 % sont constitués des crédits à décaissement et 31,1 % des crédits d'engagement.

I. CREDIT A DECAISSEMENT

L'encours des crédits à décaissement qui était de 63.625,3 millions de CDF en 2005, s'est établi à 126.399,6 millions, soit une hausse de 98,7 % expliquée par les opportunités dues à l'évolution de la croissance économique.

La ventilation des crédits en devises et en monnaie nationale révèle que ces derniers n'ont représenté que 17,7 % du total des crédits décaissés. Par ailleurs, en référence à fin décembre 2005, ils se sont accrus de 11.233,4 millions de CDF, soit 114,3 %, contre une progression de 44.253,1 millions de CDF, soit 82,3 % pour les crédits en devises.

Il importe de relever l'existence des crédits litigieux qui ont augmenté de 4.752,1 millions de CDF et représentent 3,4 % de l'encours global de crédits.

1. Répartition par terme

L'examen par terme de l'encours des crédits à décaissement fait apparaître la prépondérance des crédits à court terme sur les crédits à moyen terme, soit respectivement 91,1 % et 8,9 %. En dépit d'une relative stabilité du cadre macroéconomique observée depuis plus de trois ans, la structure de crédit par terme ainsi observée illustre le manque d'intérêt du système bancaire à financer l'investissement à moyen et long terme.

2. Répartition par secteur d'activité

L'évolution des postes de l'encours des crédits à court terme par secteur d'activité indique une légère baisse de la part des crédits consentie au secteur de distribution qui est passé de 18,0 % à 14,3 %.

En revanche, la part des crédits accordés au secteur de transport a gagné d'une année à l'autre 9,9 points de pourcentage, passant de 10,6 % à 20,5 %. Celle des crédits octroyés à l'industrie manufacturière a connu une certaine contraction, se situant à 11,6 % contre 16,3 % en 2005. En ce qui concerne la part des crédits servie au secteur agricole, elle est passée de 8,6 % et 8,5 % d'une année à l'autre. La proportion du poste " autres ", constitué pour l'essentiel des crédits non ventilés, a stagné. Elle a représenté 45,2 % contre 46,6 % une année plus tôt.

II. CREDIT DE SIGNATURE

Les facilités de caisse, constituées principalement des crédits à l'importation et autres, ont représenté 31,1 % de l'encours global. Elles ont augmenté de 13,6 %, atteignant 57.069,5 millions de CDF contre 50.237,5 millions une année auparavant.

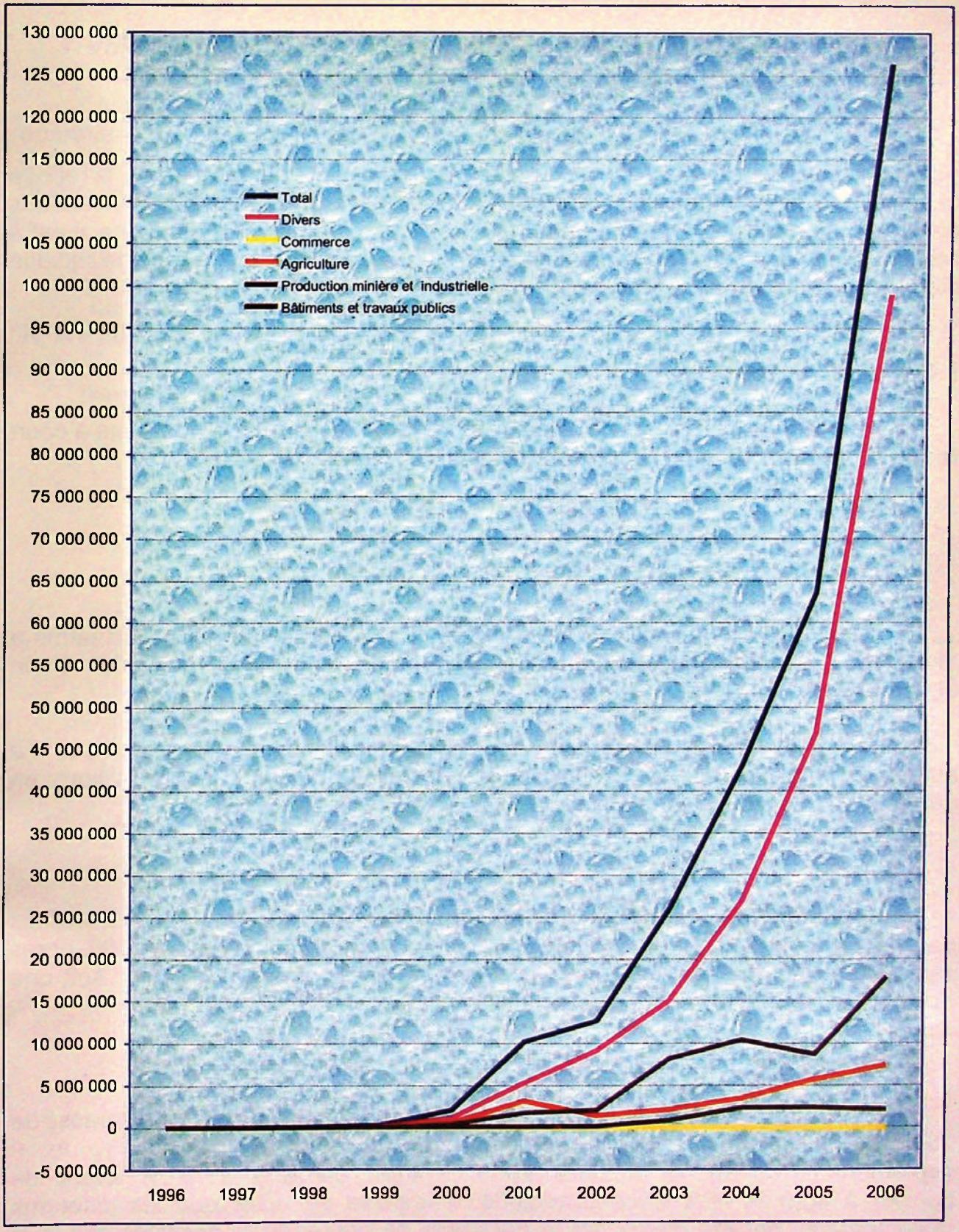
Il sied de relever que les taux débiteurs pratiqués par les banques créatrices de monnaie ont oscillé entre 35 % et 90 % pour les opérations en monnaie nationale et entre 8 % et 14 % pour celles en monnaies étrangères. Compte tenu de la faiblesse des dépôts à terme en monnaie nationale, certaines banques créatrices de monnaie ont continué à négocier les taux créditeurs avec leurs clients.

Tableau IV.10 CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

	2004	2005	2006			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I. Crédits à décaissement	43.198,0	63.625,3	52.823,2	56.076,0	63.625,3	126.399,6
A. Crédits à court terme	41.442,7	60.607,9	50.541,4	54.077,0	60.607,9	115.152,3
1. Agriculture	3.312,0	5.188,9	5.106,4	4.895,0	5.188,9	9 747,1
2. Industrie Manufacturière	11.894,5	9.870,2	9.271,9	9.601,1	9.870,2	13.378,9
3. Distribution	6.777,4	10.904,2	10.027,3	9.473,3	10.904,2	16.436,9
4. Transport	6.941,9	6.413,6	10.536,9	10.294,3	6.413,6	23.555,3
5. Autres	12.516,9	28.231,1	15.598,9	19.813,3	28.231,1	52.034,1
B. Crédits à M.T.	1.755,3	3.017,4	2.281,8	1.999,0	3.017,4	11.247,3
1. Investissements productifs	1.146,1	1.198,4	1.312,2	1.044,4	1.198,4	4.844,0
2. Prêts spéciaux	-	9,0	-	-	9,0	9,0
3. Autres	609,2	1810,0	969,6	943,9	1810,0	6.394,2
II. Crédits d'engagement	30.596,3	50.237,5	40.761,5	50.162,5	50.237,5	57.069,5
A. Crédocs à l'import	7.025,9	10.766,8	7.276,7	25.142,1	10.766,8	15.752,7
B. Crédocs à l'export	25,8	1.199,3	25,9	1449,6	1.199,3	0
C. Autres (1)	23.544,6	38.271,4	33.458,9	23.570,8	38.271,4	41.316,8
III. Banque Centrale	1.176,7	5,1	662,4	675,4	5,1	0,9
TOTAL I + II + III	74.971,0	113.867,9	94.247,1	106.913,9	113.867,9	183.470,0

Source : Banque Centrale du Congo
(1) Lettres de garantie et autres

Graphique 25 Situation des crédits bancaires par secteur d'activité [1]



[1] Cfr. Tableau IV.18.

CHAPITRE III

MARCHE MONETAIRE

Au cours de l'année 2006, le marché monétaire a été caractérisé par la reprise des activités au guichet des prêts à court terme et l'accroissement des transactions dans celui des facilités permanentes. Quant au marché des effets publics, il est à noter que l'instrument billet de trésorerie a continué à exercer son rôle sur la liquidité globale en ponctionnant une fraction de cette dernière.

I. MARCHE EN BANQUE

Les deux guichets de refinancement, à savoir les guichets des prêts à court terme et des facilités permanentes, ont été actifs durant l'exercice 2006.

1. Volume

1.1. Prêts à court terme

Après une période d'inactivité en 2005, le guichet des prêts à court terme a enregistré des transactions chiffrées à 244.400,0 millions de CDF à fin décembre 2006.

En ce qui concerne l'encours des utilisations des prêts à court terme, il a atteint 8.500,0 millions de CDF à fin décembre 2006 contre 830,0 millions en décembre 2005, soit une augmentation de 7.670,0 millions de CDF.

1.2. Facilités permanentes

S'agissant du volume des opérations dénouées au guichet des facilités permanentes, il s'est situé à 64.794,2 millions de CDF à fin décembre 2006, après avoir atteint 107.518,75 millions de CDF à la même période de 2005, soit une contraction de 39,7 %.

2. Taux

En 2006, le taux directeur a été modifié à cinq reprises. En effet, il est passé de 25,5 % le 23 janvier à 28,5 % le 26 mai 2006 avant d'atteindre 35,0 % le 9 septembre 2006. Le 18 octobre 2006, il s'est établi à 45,0 % avant de baisser à 40,0 % le 4 décembre 2006. Il importe de noter que les différents réajustements ont été dictés par la nécessité de préserver la positivité des taux d'intérêt réels.

II. MARCHE INTERBANCAIRE

1. Volume

Après avoir totalisé 124.750,9 millions de CDF en 2005, le volume des opérations dénouées au marché interbancaire s'est chiffré à 117.027,1 millions de CDF à fin décembre 2006, soit une baisse de 6,2 % consécutive à la surliquidité observée au deuxième semestre de l'année sous analyse.

2. Taux

Le taux pratiqué dans ce compartiment a varié dans la fourchette de 18 % à 30 %.

Tableau IV.11 EVOLUTION DES TRANSACTIONS ET DES TAUX DU MARCHE MONETAIRE
(avant la restructuration)

		Décembre 2004	2005	
			Janvier	Février
Réescompte	Volume (1)	400	460	-
	Taux (2)	14	16/20	20
Call money	Volume (1)	599	-	-
	Taux (2)	13	18/22	22
Avances en Comptes Courant	Volume (1)	-	-	-
	Taux (2)	18	20/24	24
Marché Interbancaire	Volume (1)	10.138,7	2.506,2	1.501,5
	Taux (2)	7	6 - 17	

Source : Banque Centrale du Congo
(1) en millions de CDF
(2) en pourcentage

Tableau IV.12 EVOLUTION DES TRANSACTIONS ET DES TAUX DU MARCHE MONETAIRE
(après la restructuration)

		Déc. 2004	2005	2006				
			Déc.	Janv.	Mai	Sept.	Oct.	Déc.
Prêts à court terme	Volume (1)		830	2.400	27.000	26.000	26.000	25.500
	Taux (2)		28,7	25,5	28,5	35,0	45,0	40,0
Facilités permanentes	Volume (1)		2.698	5.294	2.044	-	-	3.190
	Taux (2)		33,5	30,50	33,50	40,0	50,0	45,0
Marché interbancaire	Volume (1)	10.138,7	8.769,5	6.764	7.304	3.678	1.146	22.967
	Taux (2)	7	25 - 28	22-25	20	25,0	30,0	30,0

Source : Banque Centrale du Congo
(1) en millions de CDF
(2) en pourcentage

III. BILLET DE TRESORERIE

1. Volume

A fin décembre 2006, le volume des souscriptions au billet de trésorerie a totalisé 351.122,0 millions de CDF contre des remboursements évalués à 342.953,5 millions de CDF. Il se dégage ainsi un encours de 13.061,5 millions de CDF. Comparativement à l'encours du 31 décembre 2005, il apparaît une progression de 8.168,5 millions de CDF, correspondant à la ponction de l'instrument billet de trésorerie sur la liquidité globale en général et en particulier sur les avoirs libres des banques, cible de contrôle de l'objectif opératoire qu'est la base monétaire au sens strict.

Tableau IV.13 EVOLUTION DU BILLET DE TRESORERIE
(en millions de CDF)

	2005	2006											
	Déc.	Janv.	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Souscriptions cumulées	133.676	9.707,50	24.779,5	46.026,5	61.279,5	98770,0	131.724,5	168.845,5	201.041,0	232.602,5	279.158,0	323.235,5	351.122,0
Rembours cumulés	128.783	9.423,0	20.249,5	46.531,5	55.939,5	88.416,0	122.353,5	153.941,5	190.328,5	217.349	261.224,0	315.041,0	342.953,5
Encours	4.893	5.177	9.423	4.388	10.233	15.247	14.264	19.797	15.605,5	20.146,5	22.827	13.087,5	13.061,5

Source : Banque Centrale du Congo

2. Taux

Après s'être établi à 24,75 %, 26,75 % et 28,75 % pour les maturités de 7 jours, 14 jours et 28 jours au 31 décembre 2005, les taux de rendement du BTR ont évolué pour atteindre, respectivement 36 %, 38 % et 40 % à fin décembre 2006.

Tableau IV.14 EVOLUTION DES TAUX DE REMUNERATION DU BILLET DE TRESORERIE

Maturité	Déc. 2004	déc. 2005	Janv. 2006	Mai 2006	Sept. 2006	Oct. 2006	Déc. 2006
7 jours	11	24,75	21,50	24,50	31,00	41,00	36,00
14 jours	13	26,75	23,50	26,50	33,00	43,00	38,00
28 jours	14	28,75	25,50	28,50	35,00	45,00	40,00

Source : Banque Centrale du Congo

IV. MARCHE D'ECHANGE

Au cours de l'année 2006, il a été observé à la première quinzaine du mois de mai une résurgence de la décote du scriptural par rapport au cash de 1 à 3 %. Cependant, suite à la politique de liquéfaction des avoirs libres des banques poursuivie par la Banque Centrale, la décote du scriptural a disparu dès la deuxième quinzaine de ce même mois.

CHAPITRE IV

POLITIQUE MONETAIRE, GESTION DE LIQUIDITE EN 2006 ET PERSPECTIVES

I. CONTRIBUTION DE LA POLITIQUE MONETAIRE AUX CORRECTIONS DES FLUCTUATIONS ECONOMIQUES EN 2006

L'objectif principal de la politique monétaire est d'obtenir et maintenir la stabilité du niveau général des prix à travers l'ajustement de l'offre à la demande de monnaie. Cet ajustement suggère un niveau des liquidités qui ne soit ni excessif et ni insuffisant pour assurer un fonctionnement adéquat de l'économie.

Au cours de l'année 2006, la politique monétaire a été marquée par deux révisions du coefficient de la réserve obligatoire et cinq modifications du taux directeur. Il y a lieu de noter que la Banque Centrale a dû recourir, le 11 septembre 2006, à l'utilisation simultanée de ces deux instruments de la politique monétaire.

La politique monétaire mise en œuvre s'est révélée prudente en raison du maintien de la positivité des taux d'intérêt réels, de la rationalisation des interventions de la Banque sur le marché des changes et des relèvements modérés du coefficient de la réserve obligatoire.

1. EVOLUTION DES INDICATEURS ET AGREGATS

En 2006, les projections PRC de l'offre de monnaie étaient arrêtées à 322,9 milliards de CDF pour la masse monétaire et 161,1 milliards pour la base monétaire au sens large.

Au terme de l'année 2006, l'évaluation préliminaire du cadre de pilotage de la politique monétaire révèle que la masse monétaire s'est chiffrée à 428,7 milliards de CDF et la base monétaire au sens large à 211,3 milliards de CDF.

Au regard des réalisations à fin décembre 2005, l'expansion prévue de l'offre de monnaie a été fixée à 55,6 milliards de CDF (soit un accroissement de 20,8 %) pour la masse monétaire et à 22,9 milliards de CDF (soit un accroissement de 16,6 %) pour la base monétaire.

Compte tenu des objectifs de croissance économique et du taux d'inflation arrêtés respectivement à 6,5 % et 15,0 %, l'expansion attendue de la demande de monnaie globale était établie à 51,5 milliards de CDF et celle de la monnaie centrale à 21,2 milliards de CDF.

De ce qui précède, l'équilibre tendanciel entre l'offre et la demande de monnaie était projeté respectivement à 55,6 milliards et 51,5 milliards de CDF, soit un écart soutenable de 4,1 milliards de CDF compatible à l'objectif d'inflation sous contrôle et de croissance économique.

Les réalisations à fin décembre 2006 indiquent que l'expansion de l'offre de monnaie en termes de flux annuel a été de 161,5 milliards de CDF (soit 60,4%) pour la masse monétaire et de 74,9 milliards de CDF (soit 52,9 %) pour la base monétaire.

Le flux additionnel de la demande de monnaie globale a été estimé à 143,6 milliards de CDF et à 66,6 milliards de CDF pour la demande de monnaie centrale.

L'élargissement de l'écart entre l'offre et la demande de monnaie estimé à 17,9 milliards de CDF contre 4,1 milliards de CDF explique la déviation observée de l'inflation. Cette dernière s'est établie à 18,2 % à fin décembre 2006 contre un objectif de 15,0 %.

Les écarts entre les réalisations et les prévisions des cibles monétaires trouvent leur origine dans le comportement des avoirs intérieurs nets, principalement le crédit net à l'Etat et les autres postes nets.

A fin décembre 2006, le crédit net à l'Etat et les autres postes nets se chiffrent respectivement à 132,1 milliards de CDF et 498,2 milliards de CDF contre une programmation de 87,8 milliards et de 407,8 milliards. Il se dégage un dépassement de 44,3 milliards de CDF pour le crédit net à l'Etat et de 90,4 milliards de CDF pour les autres postes nets.

2. COMPORTEMENT DES INSTRUMENTS DE LA POLITIQUE MONETAIRE

Pour rappel, la Banque Centrale du Congo dispose de deux instruments d'encadrement indirect.

- Le taux d'intérêt décliné en taux d'intérêt débiteur (le taux directeur ou le taux sur les prêts à court terme et le taux d'intérêt sur les facilités permanentes) et en taux d'intérêt créditeur (taux d'intérêt rémunérant le billet de trésorerie, actif servant à la régulation de la liquidité);

- Le coefficient de réserve obligatoire;

Cinq faits distinguent la conduite de la politique monétaire en 2006 des années antérieures. Il s'agit de :

- La révision à deux reprises du coefficient de la réserve obligatoire ;
- L'augmentation notable de l'encours du BTR ;
- L'utilisation simultanée de trois instruments à la disposition de la Banque Centrale ;
- L'antériorité des mesures monétaires par rapport à l'ajustement budgétaire ;

2.1. Révision à deux reprises du coefficient de la réserve obligatoire

Pour rappel, la dernière révision du coefficient de la réserve obligatoire remonte au premier juin 1993. Elle a consisté en une baisse du coefficient de 55 % à 2 %. Ce niveau a été maintenu jusqu'au 11 septembre 2006. Par ailleurs, en 2001, il a été procédé à l'élargissement aux monnaies étrangères de l'assiette de la réserve obligatoire.

Le passage du taux de réserve obligatoire de 2 % à 3 % puis 4 % s'est traduit par une stérilisation plus importante des avoirs des banques. Ce qui a donné lieu à une augmentation de la réserve obligatoire en valeur telle qu'indiquée ci-dessous :

Tableau IV.15 EVOLUTION DE LA RÉSERVE OBLIGATOIRE
(en milliards de CDF)

	Décembre 2005	29 décembre 2006	Variation totale
Réserves obligatoires	3,01	9,96	6,95

Source : Banque Centrale du Congo

2.2. Augmentation de l'encours du BTR

De fin décembre 2005 à fin décembre 2006, l'encours du BTR est passé de 4,9 milliards de CDF à 13,1 milliards, soit une ponction de la liquidité globale évaluée à 8,2 milliards de CDF contre des frais financiers annuels de 5,2 milliards. Entre fin juin et fin décembre 2006, l'encours du BTR est passé de 14,3 à 13,1 milliards de CDF, soit une baisse de 1,2 milliards de CDF. Cette évolution est attribuable, d'une part, à la montée de l'inflation accroissant le coût de détention du BTR et réduisant de ce fait sa demande exprimée sous forme de souscription.

L'analyse par semestre révèle que l'expansion de l'encours s'est concentrée aux six premiers mois de l'année. En effet, à fin juin 2006, l'encours du BTR s'est chiffré à 14,3 milliards de CDF contre 4,9 milliards à fin décembre 2005, soit une augmentation de 9,4 milliards de CDF. Les frais financiers se sont élevés à 1,5 milliard de CDF. La politique monétaire s'est révélée moins coûteuse.

Au second semestre 2006, les dépenses de rémunérations du BTR se sont établies à 3,7 milliards de CDF contre un encours de 13,1 milliards, il se dégage un écart négatif de 1,2 milliard entre l'encours au second semestre et son niveau observé au premier semestre.

Il importe de remarquer que le coût lié à la politique monétaire au second semestre a été plus important par rapport au premier semestre.

En terme de rapport coût bénéfice, la politique monétaire a été moins coûteuse par rapport au gain qu'elle a généré pour la communauté. Le niveau de cet encours procède principalement de la stabilité relative des prix et du taux de change observée au premier semestre.

Il importe cependant de relever que l'encours du BTR a enregistré des pointes en juillet, septembre et octobre comme indiqué ci-dessous :

a) Evolution de l'encours du BTR entre juillet et octobre 2006

L'évolution de l'encours du BTR en juillet et octobre 2006 se présente comme suit :

Tableau IV.16 EVOLUTION DE L'ENCOURS DU BTR DE JUILLET À OCTOBRE 2006
(en milliards de CDF)

Juillet	19,8
Août	15,6
Septembre	20,1
Octobre	22,8

Source : Banque Centrale du Congo.

Sous l'effet de l'accentuation du crédit net à l'Etat, l'accélération de la dépréciation du taux de change et de sa volatilité a exposé les agents économiques à des risques élevés (notamment les pertes de change, le non recouvrement de crédit). Il en est de même des difficultés croissantes de conversion de la monnaie scripturale en cash.

Dans ce contexte, les souscripteurs, principalement les banques commerciales, ont préféré affecter une grande partie de leurs avoirs libres à l'acquisition des BTR au cours de ces mois. L'augmentation induite des souscriptions a impulsé le niveau de l'encours.

b) Evolution de l'encours du BTR de fin octobre à fin décembre

La baisse des avoirs libres, à la suite de l'ajustement monétaire et budgétaire, a amené les banques à réduire le niveau de leurs souscriptions et à se désengager progressivement des BTR. Ce comportement a été dicté par les exigences de couverture de la réserve obligatoire et de paiement des obligations fiscales pour leur propre compte et celui de leur clientèle lors surtout de la grande échéance du mois de novembre.

Il résulte que l'utilisation de la réserve obligatoire et du BTR a donné lieu à une neutralisation des avoirs libres des banques de l'ordre de 16,18 milliards de CDF, soit 26 % de la variation de la base monétaire au sens large. Ce qui illustre le caractère très restrictif de la politique monétaire en 2006.

En effet, les réserves obligatoires (3,0 milliards de CDF) et l'encours du BTR (4,9 milliards de CDF) ont totalisé 7,9 milliards de CDF à fin décembre 2005 pour des avoirs libres de 4,9 milliards de CDF. Au 22 décembre 2006, la réserve obligatoire (10,07 milliards de CDF) et l'encours du BTR (14,07 milliards) indiquent une stérilisation des liquidités de l'ordre de 24,07 milliards de CDF pour des avoirs libres de 1,7 milliard de CDF.

2.3. Utilisation simultanée de trois instruments à la disposition de la Banque Centrale

L'utilisation simultanée de trois instruments à la disposition de la Banque Centrale (modification du taux d'intérêt, révision du cœfficient de la réserve obligatoire et intervention sur le marché des changes) a été réalisée le 11 septembre 2006. Elle visait à contrer pour, les deux premiers, les chocs permanents, et pour le troisième, les chocs transitoires. Elle a permis d'atténuer la forte dépréciation alimentée par l'accentuation du déficit du secteur public. Elle a, par ailleurs, facilité l'ajustement budgétaire et le réajustement de la politique monétaire intervenu le 18 octobre 2006.

L'effet conjugué des mesures monétaires et budgétaires a induit, à partir de novembre, une appréciation du taux de change et, au cours du mois de décembre, une désinflation de l'économie.

2.4. Antériorité des mesures monétaires par rapport à l'ajustement budgétaire

Dans un contexte marqué par l'incertitude de l'ajustement budgétaire en raison du processus électoral, la politique monétaire et de change a pris le devant à deux reprises:

- au mois de mai à travers la vente de 6,0 millions de USD sur le marché et le réajustement de 3 points du taux directeur ;
- au mois de septembre à travers le réajustement de 6,5 points du taux directeur, la cession de 5,0 millions de USD et la hausse du coefficient de la réserve obligatoire de 2 à 3 %.

Par ces mesures, la BCC a confirmé son indépendance et sa capacité de réaction rapide par rapport aux perturbations apparues dans l'économie. Elle a, de ce fait, préparé la voie à l'ajustement réussi de la politique budgétaire.

II. PROBLEMES RENCONTRES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

1. Contraintes tenant à la gestion de la liquidité

Le cadrage monétaire prévoyait un accroissement de la circulation fiduciaire de 20 milliards de CDF dans un scénario de croissance modérée des avoirs extérieurs nets de la Banque centrale. L'évolution de cette contrepartie de la base monétaire, au regard de la diminution du crédit net à l'Etat, devrait s'expliquer par le maintien d'un minimum des avoirs en devises auprès des correspondants locaux et de refinancement en force.

Ces derniers étaient identifiés par les besoins de trésorerie résultant de l'expansion du crédit à l'économie nécessitée notamment par le soutien à l'activité.

En d'autres termes, l'augmentation de la circulation fiduciaire avait comme contreparties celle des avoirs extérieurs nets, du crédit à l'économie via le refinancement près la Banque centrale et la détention d'un fonds de roulement minimal en devises par la Banque centrale auprès des correspondants locaux.

2. Contraintes tenant à l'exécution du plan de production de l'Hôtel des Monnaies

Le plan de production des billets de banque, en sus du stock de sécurité, était collé à ces prévisions de circulation fiduciaire impulsée pour l'essentiel par des facteurs liés à la politique monétaire à savoir: l'alimentation saine et productive de l'économie via la monétisation des devises présentées en contrepartie de la demande de monnaie, et des refinancements des banques près la Banque centrale en couverture des besoins de trésorerie justifiées par l'expansion de la demande de crédit en liaison avec le financement de l'activité. Ce plan de production était décliné comme suit :

Tableau IV 17 PLAN DE PRODUCTION DES BILLETS DE BANQUE
(en millions de billets)

Coupure	Plan de production en 2006
10 CDF	30
20 CDF	35
50 CDF	60
100 CDF	
200 CDF	45
500 CDF	20
1000 CDF	
5000 CDF	
TOTAL	190

Source : Banque Centrale du Congo

Dans la réalité, l'accélération du crédit net à l'Etat a imposé un besoin accru de circulation fiduciaire non compatible avec le plan de production des billets. Le non respect de la programmation monétaire est indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau IV.18 COMPORTEMENT DE LA BASE MONETAIRE
(en millions de CDF)

	Variations à fin déc. 2006	
	Programmation	Réalisation
-Base monétaire au sens large	**21.840**	**73.110**
-Base monétaire au sens strict	**20.754**	**74.850**
dont Circulation fiduciaire	19.956	61.540
-Avoirs extérieurs nets	**51.338**	**-75.820**
-Avoirs intérieurs nets	**-29.499**	**148.931**
dont -Crédit net à l'Etat	-15.494	59.853
-Autres postes nets	-3.409	93.355

Source : Banque Centrale du Congo.

Ces dépassements par rapport à la programmation ont induit des perturbations importantes au niveau de la réalisation du plan de production telles que relevées dans le tableau ci-après :

Tableau IV.19 REALISATION DU PLAN DE PRODUCTION
(en millions de billets)

Coupure	Production réalisée en 2006
10 CDF	
20 CDF	19,6
50 CDF	17,0
100 CDF	
200 CDF	44,4
500 CDF	85,6
1000 CDF	
5000 CDF	0,3
TOTAL	166,9

Source : Banque Centrale du Congo

Ce plan de production présentait la faiblesse d'être adossé sur une structure fiduciaire couteuse : la coupure à valeur faciale la plus élevée, soit 500 CDF, équivalait à plus ou moins 1 USD tandis que le coût du billet est de 0,33 USD.

La monétisation du déficit public s'est traduite par une consommation importante des billets de banque, laquelle a contraint la banque centrale à recourir à l'intervention sur le marché des changes sous forme de cession par voie d'adjudication ou des paiements directs des devises.

Ces pratiques ont entraîné la détérioration de la position extérieure sous forme essentiellement de réduction des réserves internationales. Celles-ci ont totalisé 162 millions de USD à fin décembre 2006 contre une programmation de 243 millions de USD.

Cette évolution s'est accompagnée d'une augmentation du taux de dollarisation de l'économie et partant de la réduction de la marge de manoeuvre de la politique monétaire.

3. Contraintes tenant au traitement des billets de banque recyclés aux guichets de la Banque Centrale

La structure fiduciaire de la RDC est composée à plus de 8O % des billets impropres à la circulation. En raison de l'ampleur et à la récurrence des déficits publics exigeant de nouveaux billets à valeur faciale élevée par soucis de rationalisation des coûts d'impression et d'augmentation de la valeur fiduciaire, le remplacement de la monnaie d'appoint n'est pas opéré. Cette dernière continue à circuler dans un état de délabrement avancé.

Le taux de retraitement de tels billets lors de leur retour aux guichets de la Banque Centrale est souvent insignifiant voir nul. Une telle situation déséquilibre la circulation fiduciaire, accumule des encours de comptage et allonge les délais de liquéfaction des avoirs libres des banques. Elle affecte, de ce fait, la fongibilité à temps réel et utile, de la base monétaire.

III. LEÇONS A TIRER DE LA POLITIQUE MONETAIRE EN 2006

La principale leçon à tirer est que la politique monétaire peut être mise en œuvre même en l'absence de toute visibilité au niveau de la politique budgétaire. Tel a été le cas en 2006.

Une telle démarche de la part de l'autorité monétaire comporte l'avantage d'assumer son indépendance en ne subordonnant pas son action à la réaction de la politique budgétaire. Elle présente aussi l'avantage de donner des signaux aux marchés en rassurant les agents économiques sur la capacité et la volonté de l'autorité monétaire à redresser la situation. Elle permet, par ailleurs, d'établir des responsabilités en dissociant les initiatives monétaires de celles budgétaires.

De ce fait, la politique monétaire peut être mise en œuvre, du moins à court terme, dans n'importe quel contexte de dérapage budgétaire à partir du moment où l'Autorité monétaire a le libre choix de ses instruments.

La deuxième leçon, qui est la corollaire de la première, révèle le coût lié à l'ajustement monétaire tardif en raison de multiples doutes formulés à l'époque quant à l'efficacité des mesures monétaires en période de perturbation budgétaire, particulièrement à partir de juillet 2006.

En effet, l'ajustement à point nommé de la politique monétaire par la révision, à titre d'exemple de ces instruments dès le mois d'août, aurait permis une amélioration des résultats observés à ce jour. Le ralentissement de la dépréciation monétaire aurait pu s'amorcer plus tôt et la rigidité à la baisse des prix intérieurs s'estomper aussi avant décembre.

Toutefois, il est important de relever que dans un contexte particulièrement difficile, l'année 2006 se clôture par des résultats globalement positifs : un taux d'inflation de 18,2 % contre 21,3 %, un taux de croissance économique de 6,4 % contre 6,5 % une année auparavant, un taux de change de 503 CDF/ le dollar américain.

Le caractère hyper actif de la politique monétaire en 2006 a joué, à cet égard, un rôle décisif. Toutes ces leçons sont à capitaliser pour l'année 2007.

IV. PERSPECTIVES

Au regard de la reconstitution des encaisses en devises des entreprises et des ménages qui a toujours caractérisé le début de l'année, l'Institut d'Emission devra se donner un temps d'observation en janvier 2007. Ainsi, les niveaux du taux directeur et du coefficient de réserve obligatoire devraient être maintenus.

Cependant, tout dépendra également de l'ampleur de la dépréciation monétaire et du niveau de l'inflation.

• Programmation

La programmation monétaire 2007 est basée sur deux hypothèses principales, à savoir i) la vitesse de circulation de la monnaie qui a prévalu en novembre 2006 demeurera relativement stable en 2007 ; et ii) l'Etat réalisera un désengagement d'environ 35 milliards de CDF en faveur de la Banque. Le tableau ci-dessous retrace les prévisions des principaux agrégats et indicateurs de l'esquisse de programmation monétaire 2007 :

Tableau IV.20 PRINCIPAUX AGREGATS ET INDICATEURS MONETAIRES

Indicateurs et agrégats	2007
- Vélocité	9,6
- Multiplicateur monétaire au sens large	2,36
-Taux de croissance du PIB réel	8,0 %
-Taux d'inflation	9,2 %
- Flux annuel du crédit net à l'Etat (en milliards FC)	35,2
- Déficit de trésorerie de la BCC (en milliards FC)	10,0
-Taux de croissance de la base monétaire au sens large	18,4 %
-Taux de croissance de la base monétaire au sens strict	15,8 %

Source : Banque Centrale du Congo

- **Plan de production des billets de banque pour 2007**

Pour 2007, la programmation de la production de billets établit le stock disponible, en valeur, à 242.880,00 millions de CDF. Le stock de sécurité dégagé est fixé, en valeur, à 27.515,00 millions de CDF, soit environ 13,0 % de la circulation fiduciaire.

- **Gestion de la circulation fiduciaire :**

Modulation des émissions monétaires

Le principe de base pour l'année 2007 porte sur :

- **Primo**, le renouvellement progressif des billets impropres à la circulation qui représentent environs plus de 70 % de la circulation fiduciaire ;

- **Secundo**, l'adaptation de la structure fiduciaire en mettant l'accent sur l'émission des billets à valeur faciale élevée de 1000 CDF et 5000 CDF couplée avec la mise en circulation des billets à faible valeur faciale de 10 CDF, 20 CDF, 50 CDF et 100 CDF.

En ce qui concerne les coupures de 500 CDF, dont le poids est important dans la structure fiduciaire et la déséquilibre, l'option prise est l'arrêt de la mise en circulation de l'ancienne formule préalablement au lancement des coupures de 1000 CDF et de 5000 CDF. Ceci permettrait la destruction progressive des anciens stocks encore en circulation, améliorant en même temps les conditions pour la mise en circulation de la nouvelle formule.

Liquéfaction des avoirs libres des banques

La Banque Centrale continuera à honorer sans conditions la transformation en espèces des avoirs libres des banques ouverts en ses livres. Par ailleurs, elle se résoudra à s'interdire en 2007 tout recours aux réserves en devises pour liquéfier les avoirs libres des banques créatrices de monnaie.

Traitement des encours de comptage

L'orientation générale vise l'accélération du comptage des billets par le recrutement régulier des saisonniers et par l'acquisition de nouvelles machines, en vue de valoriser les fonds non comptés et de permettre le remplacement automatique des billets impropres à la circulation dégagés de l'encours de comptage.

• Organisation du marché monétaire

L'instrument "billet de trésorerie" constitue le pivot et le levier de la restructuration du marché monétaire. Trois étapes sont envisagées à ce stade.

La première étape consiste en la mise place d'un système d'appel d'offres ou d'adjudication des billets de trésorerie. Ce système offre à la Banque centrale l'avantage de choisir la fraction des liquidités qu'elle souhaite retirer du marché monétaire.

L'adjudication du billet de trésorerie requiert le développement par la Banque Centrale du Congo de sa capacité à prévoir, de façon idoine, les principaux postes de son bilan analytique. Cet objectif est à réaliser dès le début de l'année 2008.

La deuxième étape vise la négociabilité des billets de trésorerie. Dans cette optique, la Banque Centrale du Congo jouera le rôle de dépositaire titre pour permettre aux banques d'acheter ou de vendre les billets de trésorerie sur le marché secondaire. En effet, jusqu'à ce jour, les billets de trésorerie ne sont pas cessibles entre les banques. L'attrait de cet instrument est de ce fait limité pour la simple raison qu'une banque en proie à un besoin urgent de liquidité ne peut vendre un billet de trésorerie avant l'échéance de ce dernier.

Cette situation peut amener la banque à réviser à la baisse les soumissions prochaines des billets de trésorerie. La négociabilité des billets de trésorerie est à réaliser en 2008.

La troisième étape de la réorganisation du marché monétaire est fonction des résultats de l'adjudication du billet de trésorerie, laquelle, à travers ses ponctions ou retraits de la liquidité, amèneront,in fine à des besoins d'injection. Il en résultera des opérations d'achat et de vente de la liquidité dans un marché ouvert. C'est l'émergence de l'open market lequel en agissant dans les deux sens, a l'avantage d'assurer une plus grande souplesse et flexibilité aux instruments de la Banque Centrale sur le marché monétaire.

Le lancement de ce mécanisme, pour une plus grande efficacité, suggérerait la mise en place dans l'entre temps, d'un marché des titres d'Etat. Ce dernier servirait à couvrir les besoins de trésorerie de l'Etat lesquels, à ce jour, perturbent les prévisions de la liquidité de la Banque centrale.

Compte tenu de ce qui précède, il est envisagé de procéder à la mise en place du mécanisme d'open market d'ici 2009 et au lancement, d'ici 2010, du marché d'obligations d'Etat.

- **Organisation du marché financier**

Sans préjudice du marché des titres d'Etat, dont le lancement est prévu en 2009, l'organisation du marché financier est projetée à l'horizon 2015.

La diversification des instruments financiers, dont le pilier est la mise en place du système national des paiements, constitue la condition nécessaire à l'organisation des marchés des capitaux à long terme. Trois étapes sont aussi envisagées à ce niveau :

La première a trait à la notation des banques et au suivi des principaux paramètres financiers d'une liste d'entreprises sélectionnées. Cette étape est en cours de réalisation depuis le début de l'année 2006.

La deuxième concerne la modernisation de la Centrale des Risques et des Bilans pour l'échange des informations sur le rating des opérateurs économiques et des entreprises.

La troisième a trait à la mise en place progressive des différents volets des marchés financiers.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.21 SITUATION MONETAIRE INTREGREE
(en CDF) (1)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	**-575 302 570**	**-1 376 430 442**	**-2 058 507 856**	**-21 729 098 644**	**-72 050 597**	**-222 333 186**	**-258 994 575**	**-281 771 653**	**-273 877 146**	**-320 022 951**
a) Avoirs	142 032 700	277 197 787	752 337 006	7 692 135 802	49 457 991	65 210 308	103 602 062	212 957 864	165 880 168	225 141 411
b) Engagements	717 335 270	1 653 628 229	2 810 844 862	29 421 234 446	121 508 588	287 543 494	362 596 637	494 729 517	439 757 315	545 164 362
2. Crédits intérieurs	**350 904 740**	**659 395 382**	**3 523 442 725**	**16 677 832 892**	**25 849 818**	**3 560 887**	**18 056 609**	**18 640 503**	**83 701 576**	**166 316 237**
a) Créances nettes sur l'Etat	303 631 770	561 099 624	3 189.565 634	13 729 729 816	12 496 437	-10 390 967	-1 566 389	-23 013 366	20 232 323	45 535 779
b) Crédits à l'économie	47 272 970	98 295 758	333 877 091	2 948 103 076	13 353 181	13 951 854	19 622 998	41 653 869	63 469 253	120 780 458
3. Autres postes nets	**-552 154 630**	**-1 562 077 631**	**-2 450 338 764**	**-28 609 329 745**	**-123 344 711**	**-317 605 180**	**-371 056 680**	**-485 357 691**	**-467 287 047**	**-590 628 896**
3.1 Comptes du capital	580 868 800	639 506 116	929 187 091	5 723 510 107	26 903 394	-305 008 148	-343 945 377	-304 304 880	-313 745 783	128 817 464
3.2 Comptes de réévaluation	-539 219 120	-852 243 595	-3 789 649 956	-17 557 207 333	-105 946 398	-	1	-100 014 423	-51 345 005	-54 015 304
3.3 Fonds de contrepartie	53 180	7	7	7	-	207	207	207	207	207
3.4 Divers nets	-593 857 490	-1 349 340 168	410 124 094	-16 775 632 526	-44 301 707	-12 597 239	-27 111 511	-81 038 595	-102 196 466	-665 431 263
4 . Masse monétaire	**327 756 800**	**845 042 571**	**3 915 273 633**	**23 558 063 993**	**77 143 732**	**98 832 881**	**130 118 714**	**222 226 541**	**277 111 477**	**436 922 182**
- Monnaie	223 336 980	638 154 169	3 462 328 904	19 373 019 177	42 170 891	57 892 782	72 110 061	117 077 906	138 893 004	211 982 878
- Quasi - monnaie	104 419 820	206 888 402	452 944 729	4 185 044 816	34 972 841	40 940 099	58 008 653	105 148 635	138 218 473	224 939 304

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.21bis SITUATION MONETAIRE INTEGREE
(en millions de XDR)

	1997	1998	1999	2000	2001®	2002	2003	2004	2005	2006
1. Avoirs extérieurs nets (a - b)	**-400,5**	**-399,0**	**-333,1**	**-336,5**	**-181,6**	**-459,3**	**-469,7**	**-409,9**	**-444,4**	**-420,1**
a) Avoirs	98,9	80,3	121,7	119,1	124,6	195,9	187,9	309,8	269,1	295,6
b) Engagements	499,4	479,3	454,8	455,6	306,2	655,2	657,5	719,7	713,5	715,7
2. Crédits intérieurs	**244,3**	**191,1**	**570,1**	**258,3**	**65,2**	**-42,2**	**32,7**	**27,1**	**135,8**	**218,3**
a) Créances nettes sur l'Etat	211,4	162,6	516,1	212,6	31,5	-8,0	-2,8	-33,5	32,8	59,8
b) Crédits à l'économie	32,9	28,5	54,0	45,7	33,7	-34,2	35,6	60,6	103,0	158,6
3. Autres postes nets	**-384,4**	**-452,8**	**-396,5**	**-443,1**	**-310,8**	**-674,7**	**-672,9**	**-706,1**	**-758,2**	**-775,4**
3.1 Comptes du capital	404,4	185,4	150,4	88,6	67,8	-614,0	-623,7	-442,7	-509,0	169,1
3.2 Comptes de réévaluation	-375,4	-247,0	-613,2	-271,9	-267,0	0,0	0,0	-145,5	-83,3	-70,9
3.3 Fonds de contrepartie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.4 Divers nets	-413,4	-391,1	66,4	-259,8	-111,6	-60,7	-49,2	-117,9	-165,8	-873,6
4. Masse monétaire	**228,2**	**244,9**	**633,5**	**364,8**	**194,4**	**241,7**	**236,0**	**323,3**	**449,6**	**573,6**
- Monnaie	155,5	185,0	560,2	300,0	106,3	129,3	130,8	170,3	225,4	278,3
-Quasi - monnaie	72,7	60,0	73,3	64,8	88,1	112,4	105,2	153,0	224,3	295,3

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.21 tertio SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2006
(en millions de CDF)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Décembre 2006
1. Avoirs extérieurs nets (a-b)	**-273 877 146**	**-262 687 418**	**-277 718 842**	**-294 313 123**	**-320 022 951**
a) Avoirs extérieurs	165 880 168	221 762 350	204 949 886	248 972 502	225 141 411
b) Engagements extérieurs	439 757 315	484 449 768	482 668 728	543 285 625	545 164 362
2. Crédits intérieurs	**83 701 576**	**65 236 341**	**92 993 286**	**129 599 735**	**166 316 237**
a) Créances nettes sur l'Etat	20 232 323	-3 074 683	8 035 538	25 430 291	45 535 779
b) Crédits à Economie	63 469 253	68 311 025	84 957 747	104 169 444	120 780 458
3. Autres postes nets	**-467 287 047**	**-498 887 460**	**-509 281 968**	**-551 310 842**	**-590 628 896**
3.1 Comptes du capital	-313 745 783	119 392 095	119 666 344	133 230 617	128 817 464
3.2 Comptes de réévaluation	-51 345 005	42 512 964	18 631 506	-39 856 672	-54 015 304
3.3 Fonds de contrepartie	207	177 120	207	207	207
3.4 Divers nets	-102 196 466	-660 969 640	-647 580 025	-644 684 995	-665 431 263
4. Masse monétaire	**277 111 477**	**301 436 383**	**324 556 412**	**386 597 454**	**436 922 182**
Monnaie	138 893 004	139 647 327	159 373 188	188 619 253	211 982 878
Quasi - Monnaie	138 218 473	161 789 056	165 183 225	197 978 201	224 939 304

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.21 quarto SITUATION MONETAIRE INTEGREE EN 2006
(en millions de XDR)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Décembre 2006
1. Avoirs extérieurs nets (a-b)	**-409,9**	**-344,8**	**-364,6**	**-386,4**	**-420,1**
a) Avoirs extérieurs	309,8	291,1	269,1	326,8	295,6
b) Engagements extérieurs	719,7	636,0	633,6	713,2	715,7
2. Crédits intérieurs	**27,1**	**85,6**	**122,1**	**170,1**	**218,3**
a) Créances nettes sur l'Etat	-33,5	-4,0	10,5	33,4	59,8
b) Crédits à Economie	60,6	89,7	111,5	136,8	158,6
3. Masse monétaire	**323,3**	**395,7**	**426,1**	**507,5**	**573,6**
Monnaie	170,3	183,3	209,2	247,6	278,3
Quasi - Monnaie	153,0	212,4	216,8	259,9	295,3
4. Autres postes nets	**-706,1**	**-654,9**	**-668,6**	**-723,7**	**-775,4**
4.1 Comptes du capital	-442,7	156,7	157,1	174,9	169,1
4.2 Comptes de réévaluation	-145,5	55,81	24,46	-52,32	-70,9
4.3 Fonds de contrepartie	-	0,23	0,00	0,00	-
4.4 Divers nets	-117,9	-867,7	-850,1	-846,3	-873,6

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.22 LIQUIDITES MONETAIRES ET QUASI MONETAIRES
(en CDF) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Circulation fiduciaire hors banques	152 170 580	514 520 041	2 944 499 065	15 962 788 910	31 417 133,0	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759
Emissions monétaires	204 460 750	812 472 623	3 327 643 896	17 619 660 832	35 092 894	53 014 533	68 170 484	112 155 778	136 515 883	192 563 313
Encaisses B.C.C.	36 865 150	268 102 554	334 179 759	1 108 540 025	2 871 087	1 455 982	-2 273 685	-6 267 269	-12 722 160	-7 229 547
Encaisses B.C.M.	15 425 020	29 850 028	48 965 072	548 331 897	804 674	1 801 077	-2 748 354	-4 421 249	-3 858 746	-3 100 007
2. Monnaie scripturale	175 586 220	330 522 530	970 774 568	7 595 275 083	45 726 599	49 075 407	66 970 269	120 759 281	157 176 501	254 688 424
Dépôts à vue	71 168 400	123 634 128	517 829 839	3 410 230 267	10 753 758	8 135 308	8 961 616	15 610 646	18 958 028	29 749 120
- Banque Centrale du Congo	22 736 080	60 995 765	113 016 494	1 249 367 568	2 773 686	179 364	355 442	246 447	167 511	323 606
- Banques Créatrices de Monnaie	48 430 320	62 638 363	404 813 345	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	29 425 514
Dépôts à terme et dépôts en devises des résidents	72 743 350	131 636 371	247 758 362	2 630 705 445	27 058 671	36 195 806	52 392 711	98 192 247	128 399 046	213 515 712
Dépôts à terme en MN	795 920	4 655 542	1 785 268	358 238	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaie	795 920	4 655 542	1 785 268	358 238	24 958	161 574	321 240	362 385	381 481	441 412
Dépôts en devises des résidents	71 947 430	126 980 829	245 973 094	2 630 347 208	27 033 713	36 034 232	52 071 471	97 829 862	128 017 565	213 074 300
- Banque Centrale du Congo	9 004 480	19 520 548	43 637 995	470 860 506	7 637 203	5 332 770	3 963 886	6 071 094	5 619 630	4 423 572
- Banques Créatrices de Monnaie	62 942 950	107 460 281	202 335 099	2 159 486 703	19 396 510	30 701 462	48 107 585	91 758 768	122 397 935	208 650 728
Provision pour paiements des importations	31 676 470	75 252 031	205 186 367	1 554 339 371	7 914 170	4 744 293	5 615 942	6 956 388	9 819 427	11 423 592
- Banque Centrale du Congo	29 320 610	70 262 411	152 639 893	1 224 048 820	6 935 743	3 650 299	3 458 763	4 687 520	3 361 056	2 817 921
- Banques Créatrices de Monnaie	2 355 860	4 989 620	52 546 474	330 290 551	978 427	1 093 994	2 157 179	2 268 868	6 458 371	8 605 671
Total (1 + 2)	327 756 800	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.22 bis SITUATION MONETAIRE EN 2006
(en milliers de CDF)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Décembre 2006
1. Circulation fiduciaire hors banques	**119 934 976**	**119 983 330**	**131 734 876**	**147 987 406**	**182 233 759**
Emissions monétaires	136 515 883	136 060 639	148 035 440	163 422 411	192 563 313
Encaisses B.C.C.	-12 722 160	-10 425 807	-11 210 565	-8 873 132	-7 229 547
Encaisses B.C.M.	-3 858 746	-5 651 502	-5 089 998	-6 561 873	-3 100 007
2. Monnaie scripturale	**157 176 501**	**181 453 053**	**192 821 536**	**238 610 048**	**254 688 424**
Dépôts à vue	**18 958 028**	**19 663 997**	**27 638 312**	**40 631 847**	**29 749 120**
- Banque Centrale du Congo	167 511	226 365	327 169	760 655	323 606
- Banques Créatrices de Monnaies	18 790 517	19 437 633	27 311 143	39 871 192	29 425 514
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises	**128 399 046**	**149 241 489**	**156 751 045**	**188 582 930**	**213 515 712**
Dépôts à terme en M.N.	**381 481**	**520 475**	**452 215**	**926 132**	**441 412**
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-
- Banques Créatrices de Monnaies	381 481	520 475	452 215	926 132	441 412
Dépôts en devises des résidents	**128 017 565**	**148 721 014**	**156 298 830**	**187 656 798**	**213 074 300**
- Banque Centrale du Congo	5 619 630	6 788 540	4 568 659	7 206 003	4 423 572
- Banques Créatrices de Monnaies	122 397 935	141 932 473	151 730 171	180 450 794	208 650 728
Provision pour paiements des importations	**9 819 427**	**12 547 567**	**8 432 180**	**9 395 271**	**11 423 592**
- Banque Centrale du Congo	3 361 056	3 481 934	2 583 332	2 801 923	2 817 921
- Banques Créatrices de Monnaies	6 458 371	9 065 633	5 848 848	6 593 348	8 605 671
Total (1 + 2)	**277 111 477**	**301 436 383**	**324 556 412**	**386 597 454**	**436 922 182**

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.23 ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE
(en CDF)[1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Variations de la masse monétaire	**112 003 670**	**517 285 771**	**3 070 231 062**	**19 642 790 361**	**53 585 668**	**21 689 149**	**8 054 755**	**25 661 832**
Monnaie fiduciaire	69 466 230	362 349 461	2 429 979 024	13 018 289 845	15 454 344	18 340 341	9 795 388	11 044 241
Monnaie scripturale	42 537 440	154 936 310	640 252 038	6 624 500 516	38 131 324	3 348 808	-1 740 633	14 617 591
Origine des variations	**112 003 670**	**517 285 771**	**3 070 231 062**	**19 642 790 361**	**53 585 668**	**21 689 149**	**8 054 755**	**25 661 832**
1. Avoirs extérieurs nets	80 917 330	-801 127 872	-682 077 414	-19 670 590 788	-50 321 498	-150 282 589	5 690 436	-770 145
2. Avoirs intérieurs nets	31 086 340	1 318 413 643	3 752 308 476	39 313 381 149	103 907 166	171 971 738	2 364 319	26 431 977
Créances nettes sur l'Etat	264 920 250	257 467 854	2 628 466 010	10 540 164 182	-1 233 293	-22 887 404	-8 362 872	11 035 448
Crédits à l'économie	5 669 890	51 022 788	235 581 333	2 614 225 985	10 405 078	598 673	326 081	2 544 015
Autres postes nets	-239 503 800	1 009 923 001	888 261 133	26 158 990 982	94 735 381	194 260 469	10 401 110	12 852 514

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.23 bis ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE
(en pourcentage)

	1997	1998	1999	2000	2001®	2002	2003	2004	2005	2006
Variations de la masse monétaire	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Monnaie fiduciaire	62,0	70,0	79,1	66,3	28,8	84,6	121,6	43,0	71,8	45,7
Monnaie scripturale	38,0	30,0	20,9	33,7	71,2	15,4	-21,6	57,0	28,2	54,3
Origine des variations	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1. Avoirs extérieurs nets	72,2	-154,9	-22,2	-100,1	-93,9	-692,9	70,6	-3,0	-44,3	-28,9
2. Avoirs intérieurs nets	27,8	254,9	122,2	200,1	193,9	792,9	29,4	103,0	144,3	128,9
Créances nettes sur l'Etat	236,5	49,8	85,6	53,7	-2,3	-105,5	-103,8	43,0	182,4	15,8
Crédits à l'économie	5,1	9,9	7,7	13,3	19,4	2,8	4,0	9,9	58,7	35,9
Autres postes nets .	-213,8	195,2	28,9	133,2	176,8	895,7	129,1	50,1	-96,8	77,2

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.23 tertio ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2006
(en milliers de CDF)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Décembre 2006
Variations de la masse monétaire	**16 788 680**	**+24 324 905**	**+23 120 030**	**+62 041 041**	**+159 810 705**
Monnaie fiduciaire	12 059 786	+754 322	+19 725 861	+29 246 065	+73 089 874
Monnaie scripturale	4 728 894	+23 570 583	+3 394 169	+32 794 976	+86 720 831
Origine des variations	**16 788 680**	**+24 324 905**	**+23 120 030**	**+62 041 041**	**+159 810 705**
1. Avoirs extérieurs nets	-7 444 455	+11 189 728	-15 031 423	-16 594 282	-46 145 805
2. Avoirs intérieurs nets	24 233 135	+13 135 177	+38 151 454	+78 635 323	+205 956 510
Créances nettes sur l'Etat	30 626 551	-23 307 006	+11 110 222	+17 394 753	+25 303 456
Crédits à l'économie	9 858 030	+4 841 771	+16 646 723	+19 211 696	+57 311 205
Autres postes nets	-16 251 446	+31 600 412	+10 394 509	+42 028 874	+123 341 849

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.23 quarto ORIGINE DES VARIATIONS DE LA MASSE MONETAIRE EN 2006
(en pourcentage)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Décembre 2006
Variations de la masse monétaire	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**
Monnaie fiduciaire	+71,8	+3,1	+85,3	+47,1	+45,7
Monnaie scripturale	+28,2	+96,9	+14,7	+52,9	+54,3
Origine des variations	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**	**+100,0**
1. Avoirs extérieurs nets	-44,3	+46,0	-65,0	+359,4	-28,9
2. Avoirs intérieurs nets	+144,3	+54,0	+165,0	-259,4	+128,9
Créances nettes sur l'Etat	+182,4	-95,8	+48,1	+48,4	+15,8
Crédits à l'économie	+58,7	+19,9	+72,0	-70,6	+35,9
Autres postes nets	-96,8	+129,9	+45,0	-237,2	+77,2

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.24 VENTILATION DES EMISSIONS MONETAIRES EN FRANCS CONGOLAIS (1)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
BILLETS	3 081 377 093	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174
500 FC						15 119 977	34 868 289	82 739 393
200 FC	-	-	-	-	2 319 999	19 811 952	23 194 475	32 084 911
100 FC	100 590 000	9 120 590 000	24 028 590	38 716 590	49 952 590	55 395 118	57 575 297	57 163 103
50 FC	71 795 000	1 793 795 000	4 467 795	7 864 795	8 860 795	13 069 154	14 928 042	15 576 347
20 FC	1 683 580 000	4 939 580 000	4 940 380	4 940 380	5 509 580	6 606 152	4 059 300	3 680 672
10 FC	542 179 000	859 179 000	859 179	859 979	1 204 179	1 627 394	1 397 868	1 199 061
5 FC	420 644 500	530 644 500	530 645	530 644	530 645	406 496	375 667	370 807
1 FC	100 540 000	100 540 000	100 540	100 540	100 540	41 950	41 160	41 122
50 CC	97 250 000	122 250 000	122 250	122 250	122 250	50 244	49 373	49 356
20 CC	37 998 600	37 998 600	37 999	37 999	37 999	15 738	14 976	14 970
10 CC	18 999 994	19 019 994	19 020	19 020	19 020	8 431	8 270	8 267
5 CC	7 600 000	7 600 000	7 600	7 600	7 600	3 040	3 016	3 016
1 CC	199 999	199 999	200	200	200	152	150	150
TOTAL	3 081 377 093	17 531 397 093	35 114 197	53 199 997	68 665 397	112 155 797	136 515 883	192 931 174

Source: Banque Centrale du Congo

(1) En milliers de CDF à partir 2001.

Tableau IV.25 DEPOTS BANCAIRES A VUE[1]
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province
(en CDF)[2]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Secteur d'activité	**108 428 950**	**189 825 474**	**572 065 696**	**5 130 248 645**	**29 141 439**	**42 255 939**	**59 024 669**	**93 453 808**	**152 049 537**	**249 487 931**
Agriculture	2 913 440	4 482 713	7 133 241	84 128 030	266 377	326 065	475 354	920 044	4 192 817	1 395 302
Sylviculture et exploitation forestière	384 440	341 222	1 227 485	2 035 400	68 739	16 605	44 583	87 273	337 504	173 275
Elevage et pêche	232 000	731 706	408 676	6 658 950	35 791	9 116	87 697	1 041 768	413 347	423 327
Industries extractives	1 855 110	2 252 386	5 242 944	52 093 345	496 116	170 059	158 133	917 651	1 884 878	6 737 360
Industries manufacturières	15 361 740	24 596 968	86 534 636	502 942 114	4 082 111	4 143 995	5 112 889	6 967 590	6 243 149	10 147 991
Eau, gaz, électricité	2 554 450	2 282 034	9 829 220	63 815 041	569 918	452 822	349 676	1 248 291	5 351 295	2 745 663
Industries du bâtiment et travaux publics	1 053 960	1 691 122	3 981 412	30 676 163	46 431	14 884	29 059	699 670	1 226 174	2 835 740
Commerce	31 067 560	50 222 050	121 677 725	1 138 128 661	6 197 212	9 181 557	9 957 077	19 280 567	18 561 573	29 884 974
Transports	4 642 600	5 956 226	18 816 486	203 274 615	1 226 887	874 672	1 406 611	1 505 489	4 557 275	4 546 757
Entreprises immobilières et d'assurances(3)	1 019 130	904 666	3 652 118	16 954 839	108 185	411 324	219 314	506 569	725 527	14 733 813
Autres services	29 396 920	62 975 441	197 147 959	2 369 901 731	10 284 300	16 544 472	24 956 988	32 592 888	45 222 188	78 878 237
Divers (4)	17 947 600	33 388 940	116 413 794	659 639 756	5 759 372	10 110 368	16 227 288	27 686 008	63 333 810	96 985 492
B. Catégorie de déposants	**108 428 950**	**189 670 244**	**548 235 696**	**5 130 248 645**	**29 141 439**	**42 255 939**	**56 063 109**	**116 330 113**	**152 049 537**	**249 487 931**
Particuliers	20 378 740	40 784 656	85 883 741	715 050 677	4 061 441	7 212 797	10 797 342	31 279 226	36 524 442	74 511 687
Entreprises privées	71 526 150	125 622 567	398 703 437	2 962 861 691	19 090 401	28 558 279	31 672 875	54 590 840	78 733 407	134 426 613
Entreprises publiques	11 466 280	13 966 351	43 523 120	544 331 763	3 107 894	3 222 325	4 120 851	10 894 444	14 025 816	15 409 309
Organismes financiers non monétaires	3 537 160	6 859 388	17 019 436	282 884 210	1 799 627	2 316 281	9 038 749	11 180 268	11 156 439	8 735 608
Pouvoirs publics subordonnés	686 280	17 244	460 834	25 600 149	49 974	309 397	433 292	3 848 562	4 725 595	3 391 242
Organismes publics à caractère administratif	834 340	2 420 038	2 645 128	599 520 155	1 032 102	636 860		4 536 773	6 883 838	13 013 472
C. Région	**108 428 950**	**189 825 474**	**572 065 696**	**5 130 248 645**	**29 141 379**	**42 255 939**	**59 142 835**	**103 388 108**	**152 049 537**	**249 487 931**
Kinshasa	79 760 110	141 003 486	472 258 689	4 355 692 139	23 989 321	35 677 879	50 299 591	85 309 684	120 044 074	183 378 714
Bas-Congo	1 280 530	4 541 348	13 959 104	92 802 922	1 260 453	1 723 134	2 707 939	3 216 307	4 946 048	6 553 195
Bandundu	98 740	135 834	-	859 000	10 208	8 481	8 946	63 919	98 782	-
Equateur	427 480	155 540	-	174 000	839	595	9 898	58 552	98 439	-
Orientale	451 290	574 456	1 836 852	17 037 100	109 009	134 239	62 762	397 678	533 486	1 008 695
Kivu	6 166 430	9 782 623	9 311 453	132 731 042	503 554	1 215 886	2 146 756	5 410 972	8 479 411	18 289 606
Katanga	19 244 090	32 530 799	69 508 603	496 799 854	3 028 835	2 960 311	2 847 366	6 963 895	16 067 273	40 257 721
Kasai Oriental	177 450	932 480	3 330 709	24 741 627	222 326	423 127	830 358	1 481 063	1 242 061	2 200 666
Kasai Occidental	822 830	168 908	1 860 286	9 410 961	16 834	112 287	229 219	486 038	539 962	595 556

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En milliers de CDFà partir de 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

Tableau IV.25 bis DEPOTS BANCAIRES A TERME [1]
Ventilation par secteur d'activité,catégorie de déposants, province et échéance
(en CDF) [2]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Secteur d'activité	7 122 280	10 799 873	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 497 811	16 500 754	8 880 235	21 308 480
Agriculture	-	-	-	-	-	-	-	-	-	33382
Sylviculture et exploitation forestière		-	-	-	-	-	-	-	-	-
Elevage et pêche	-	-	-	-	-	-	-	124821	-	2535
Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	60 930	-	-	-	624 870	410 930	90 832	309 610	256 315	-
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	-	100000	9693512	3400520	861394
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	-	-	3 006	0	7 267	0	34 283	187 045
Commerce	54 790	983 806	80 000	33 587 494	264 525	693 467	482 771	1 280 992	527 701	3 055 206
Transports	-	-	4 500 000	-	156 800	181 171	-	53 897	81 207	767 186
Entreprises immobilières et d'assurances(3)	-	-	-	1 529 814	27 888	15 248	7 267	53 452	8 650	50 694
Autres services	6 535 280	8 201 014	14 700 438	259 916 048	977 251	713 939	1 126 495	3 838 963	2 576 221	3 251 225
Divers(4)	471 280	1 615 053	1 927 327	17 209 636	276 373	204 656	683 179	1 145 507	1 995 338	13 099 813
B. Catégorie de déposants	712 228	10 799 873	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 496 016	16 038 463	8 880 235	21 308 480
Particuliers	720 340	1 971 627	2 045 177	49 457 597	438 424	590 321	657 251	1 318 510	2 098 180	9 279 497
Entreprises privées	6 395 620	8 828 246	9 804 137	195 530 523	1 375 279	924 754	1 457 559	11 612 707	3 329 636	10 691 190
Entreprises publiques	6 320	-	9 358 451	66 009 069	489 122	674 603	373 939	-	3 400 520	991 544
Organismes financiers non monétaires	-	-	-	1 245 803	27 888	15 246	7 267	2 750 452	51 899	346 249
Pouvoirs publics subordonnés		-	-	-			-	356 794	-	-
Organismes publics à caractère administratif	-	-	-	-		14 485	-	-		
C. Province	712 228	10 799 873	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 494 651	20 276 711	8 880 235	21 308 480
Kinshasa	7 121 790	10 785 884	21 170 037	309 818 708	2 205 508	2 142 144	2 289 524	19 947 849	8 603 172	18 631 639
Bas-Congo	-	-	-	-	-	4 219	33 913	18 083	13 428	75 753
Bandundu	-	-	-	-	-	-	4 195	312	-	-
Equateur	-	-	-	-	-	-	4 964	450	-	-
Orientale	-	-	-	-	-	-	1	-	-	30 416
Sud, Nord Kivu et Maniema	-	13500	31 500	725 000	22 000	38 300	58 319	220 672	4 315	345 963
Katanga	490	489	6 228	1 699 284	103 205	34 746	82 261	79 536	259 320	2 224 709
Kasai Oriental	-	-	-	-	-	-	12 800	4 918	-	-
Kasai Occidental	-	-	-	-	-	-	8 674	4 891	-	-
D. Echéance	712 228	-	21 207 765	312 242 992	2 330 713	2 219 409	2 496 016	16 038 462	8 880 235	21 308 480
15 jours	5 504 770	-	-	-	-	2 016	41 409	-	-	6 602 986
1 mois	650 200	-	190 355	276 000	1 637	525 311	491 130	666 561	371 459	2 131 324
3 mois	532 340	-	11 252 279	88 628 995	669 200	861 947	252 494	1 235 857	2 897 834	3 522 609
6 mois	173 860	-	1 156 862	21 092 332	95 015	516 949	529 378	7 706 810	3 488 830	6 245 592
1 an et plus	261 110	-	8 608 269	202 245 665	1 564 861	313 186	1 181 605	6 429 234	2 122 112	2 805 969

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères.

(2) En milliers de CDF à partir de 2001.

(3) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale.

(4) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades.

Tableau IV.26 CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS
(en CDF) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Banques	94 463 910	146 208 212	417 612 675	3 544 155 321	18 062 520	18 652 342	40 715 420	73 794 351	113 862 803	315 107 944
- crédits à décaissement (2)	47 277 770	99 528 476	333 877 091	2 942 336 336	13 357 900	13 964 452	27 759 493	43 198 004	63 625 335	126 399 609
- crédits de signature	47 186 140	46 679 736	83 735 584	601 818 985	4 704 620	4 687 890	12 955 927	30 596 347	50 237 468	188 708 335
B. Institutions spécialisées	3 671 020	6 747 790	27 398 432	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731
Total	98 134 930	152 956 002	445 011 107	3 751 066 269	19 709 034	27 188 935	62 504 554	135 934 943	831 658 841	592 279 675

Source: Banque Centrale du Congo.

(1) En milliers de CDF à partir de 2001

(2) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.26 bis CREDITS AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS[1]
Utilisations des crédits
(en CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Crédits à court terme	**22 078 790**	**59 464 229**	**255 744 819**	**2 052 682 804**	**10 025 410**	**12 638 431**	**24 607 173**	**41 442 671**	**60 607 951**	**115 152 330**
1. Agriculture	12 034 800	22 240 177	58 704 378	574 661 643	2 928 996	1 324 842	1 318 969	3 312 033	5 188 906	9 747 132
2. Industries manufacturières	2 742 970	6 470 577	54 165 418	421 639 810	1 770 748	2 185 566	7 732 593	11 894 445	9 870 150	13 378 890
3. Distribution	371 710	9 804 282	59 558 217	439 149 405	1 792 499	3 331 756	5 413 014	6 777 373	10 904 197	16 436 935
4. Transport	285 200	2 771 601	15 789 521	143 295 106	423 455	669 241	1 669 857	6 941 938	6 413 585	23 555 296
5. Autres	6 644 110	18 177 592	67 527 285	473 936 840	3 109 712	5 127 026	8 472 740	12 516 882	28 231 113	52 034 077
6. Coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
7. Fibres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
8. Sucre	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
9. Gécamines	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10. Vivres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
11. Autres crédits trésorerie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	**123 100**	**3 529 478**	**76 207**	**1 691 833**	**13 782**	**42 935**	**1 463 003**	**1 755 333**	**3 017 384**	**11 247 279**
1. Investissements productifs	123 100	-	-	-	-	-	968 827	1 146 125	1 198 349	4 844 037
2. Prêts spéciaux	0	3 529 478	-	-	3 722	9 508	12 290	-	9 038	9 045
3. Autres	0	-	76 207	1 691 833	10 060	33 427	481 886	609 208	1 809 997	6 394 197
I. Crédits à décaissement total (A + B)	**22 201 890**	**62 993 707**	**255 821 026**	**2 054 374 637**	**10 039 192**	**12 681 366**	**26 070 176**	**43 198 004**	**63 625 335**	**126 399 609**
II. Crédits d'engagement	**47 186 140**	**46 679 736**	**83 735 584**	**601 818 985**	**4 704 670**	**4 687 890**	**12 955 927**	**30 596 347**	**50 237 468**	**57 069 540**
1. Crédocs à l'exportation	846 210	4 296 256	1 881 416	13 530 893	41 894	18 660	22 121	25 854	1 199 262	-
2. Crédocs à l'importation	31 882 400	25 116 006	35 230 877	292 262 928	2 706 592	1 713 002	3 435 438	7 025 883	10 766 818	15 752 749
- payables à l'embarquement	2 693 500	4 526 505	3 349 950	27 365 785	81 286	394 393	1 396 686	2 596 152	2 179 511	4 741 837
- payables à délai d'embarquement	29 188 900	20 589 501	31 880 927	264 897 143	2 625 306	1 318 609	2 038 752	4 276 728	8 587 307	9 429 165
3. Autres	14 457 530	17 267 474	46 623 291	296 025 164	1 956 184	2 956 228	9 498 368	23 544 610	38 271 388	41 316 791
TOTAL GENERAL (I + II)	**69 388 030**	**109 673 443**	**339 556 610**	**2 656 193 622**	**14 743 862**	**17 369 256**	**39 026 103**	**73 794 351**	**113 862 803**	**183 469 149**

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.
(1) Uniquement les crédits BCM.
(2) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.27 VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR SECTEUR D'ACTIVITE
(en CDF) [2]

Secteurs d'activité économique	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre	Décembre
Agriculture, forêts, élevage et pêche	12 600 620	21 013 410	61 020 980	535 859 242	3 126 433	1 398 246	2 129 715	3 480 470	5 727 871	7 458 281
Production minière	177 380	2 983 450	10 307 835	15 194 522	56 983	88 763	3 877 973	5 298 064	4 340 690	10 058 278
Production industrielle	1 303 610	3 898 470	32 528 469	400 299 581	1 656 823	1 976 044	4 246 897	5 123 190	4 373 574	7 794 241
Bâtiments et travaux publics	822 480	1 149 700	11 184 213	43 592 358	138 476	139 911	820 983	2 339 179	2 361 072	2 136 130
Energie	1 126 220	1 708 860	4 151 643	34 819 176	42 367	183 858	184 873	1 405 336	123 516	4 902 816
Transports	285 200	2 786 000	15 789 521	143 295 106	436 926	833 120	1 972 609	2 496 975	11 632 519	12 859 097
Distribution	916 400	10 335 370	60 250 546	432 096 613	2 326 168	4 277 523	4 571 423	6 966 120	12 547 055	18 407 978
Commerce, Import, biens de consommation	1 458 810	6 331 380	10 610 654	-	-	-	-	-	-	173 303
Commerce, Import, biens d'équipement et matières incorporées à la production	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69 372
Commerce, export. matières premières	-	63 340	-	-	-	-	-	-	-	2 405
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	-	853 560	644 397	2 211 015	32 864	-	-	-	-	-
Autres	3 511 170	11 873 430	49 332 768	447 007 024	2 403 504	3 783 901	8 265 703	16 088 670	22 519 038	62 537 708
Total	22 201 890	62 996 970	255 821 026	2 054 374 637	10 220 544	12 681 366	26 070 176	43 198 004	63 625 335	126 399 609

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire.

(1) Non compris le Portefeuille titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo

(2) En milliers de CDF à partir de 2001

Tableau IV.27 bis VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES A DECAISSEMENT PAR BRANCHE D'ACTIVITE
(en CDF)[1]

Branches d'activité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production agricole	2 923 360	4 514 660	15 721 764	257 572 512	2 228 873	1 172 772	2 721 875	2 866 961	3 424 073	21 955 682
Traitement et conditionnement de la production agricole	501 680	777 350	1 614 300	31 156 432	233 100	218 304	384 732	422 689	1 256 949	5 752 389
Sylviculture et exploitation forestière	673 160	1 239 890	2 824 754	36 440 904	160 062	62 147	160 405	428 697	1 060 018	8 551 008
Elevage	12 030	170	-	5 864 845	12 738	49 378	56 000	18 488	17 933	428 536
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Minerais métalliques	74 250	1 169 270	2 901 550	9 954 127	99 232	11 928	99 911	4 852 045	3 603 532	58 837 187
Minerais non métalliques	5 080	760	1 366	-	801	934	-	-	-	237 016
Alimentation	1 440	743 460	-	5 272 762	2 556	-	236 453	592 074	522 972	5 333 181
Boissons	-	63 780	20 305	84 417 330	424 173	591 118	805 932	925 981	1 201 093	11 651 231
Tabac	940	86 720	13 306	-	-	-	-	127 105	1 070 679	-
Textiles et confections	225 070	650 840	922 483	19 097 432	307 692	4 860	407 816	1 486 834	2 046 802	4 014 420
Industries chimiques	65 720	417 490	14 053 735	173 643 488	426 749	922	83 263	191 766	245 683	203 135
Matériaux de construction	-	160	752 173	18 071 221	95 465	32 786	238 866	502 681	1 962 834	16 381 061
Métallurgie et fabrications métalliques	-	457 570	402 068	7 905 214	148 471	5 087	249 633	480 374	435 472	10 424 796
Autres industries manufacturières	107 180	1 186 150	3 489 982	23 797 559	323 737	138 104	1 049 162	1 341 878	2 357 198	13 295 798
Eau, gaz,électricité	-	156 670	11 088 702	35 065 979	19 602	338 783	437 416	1 760 979	464 662	16 526 131
Industries du bâtiment et travaux publics	944 920	184 850	163 639	9 735 902	197 632	8 549	50 725	475 001	1 261 005	13 675 857
Commerce de gros et demi-gros	1 220 450	7 636 760	13 070 244	62 476 110	1 539 365	532 664	261 360	1 648 913	2 306 057	100 368 962
Commerce de détail	4 027 830	7 498 120	26 943 508	397 003 757	1 044 635	401 635	1 947 356	18 812 598	3 178 565	15 482 658
Compagnies pétrolières	300 050	3 416 130	381 499	34 702 080	366 966	291 544	604 582	839 634	1 993 743	29 496 094
Transports	618 490	1 624 210	5 160 375	45 016 001	176 158	401 249	615 396	1 829 473	3 965 802	4 038 314
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	360 000	3 800 000	24 640	-	67 296	139 291	259 120	1 376 154
Autres services	445 060	2 652 730	6 807 047	33 506 217	324 666	96 319	766 524	2 728 143	9 807 708	115 171 220
Divers	2 824 930	9 115 010	38 398 154	353 265 431	2 011 672	1 917 289	6 656 355	9 008 450	15 095 179	124 994 499
Total	14 971 640	43 592 750	145 090 954	1 647 765 303	10 168 985	6 276 372	17 901 058	51 480 055	57 537 079	578 195 329

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale dos Risques.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.27 tertio VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE PAR BRANCHE D'ACTIVITE
(en CDF) (1)

Branches d'activité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production agricole	693 390	1 598 340	6 488 410	67 381 997	291 707	317 908	526 001	568 293		434 795
Traitement et conditionnement de la production agricole	219 250	39 670	11 724	15 759 925	-	-	11 000	44 000	5 306	115 819
Sylviculture et exploitation forestière	-	38 480	-	-	-	-	-	-	216 240	86 192
Elevage	40 980	-	-	-	-	3 172	6 344	-	-	4 066 300
Minerais métalliques	-	170 000	450 000	6 000 000	-	35 000	60 000	135 321	22 405	1 480 859
Minerais non métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	2 634 660	3 746 610	-	-	-	-	-	24 739	52 546	448 530
Boissons	2 808 380	3 554 820	13 231 581	67 339 925	260 565	617 370	439 256	2 051 744	1 727 141	27 243 998
Tabac	2 654 530	4 607 850	4 758 044	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	2 445 990	1 577 490	1 075 959	16 136 965	154 025	65 000	140 000	80 000	842 152	11 354 398
Industries chimiques	715 250	1 825 930	1 411 804	18 527 597	38 846	4 598	8 780	-	19 459	9 401 447
Matériaux de construction	901 460	365 480	1 501 330	17 900 000	75 000	85 000	175 627	1 474 195	889 197	14 668 818
Métallurgie et fabrications métalliques	936 140	241 660	757 679	200 000	9 382	12 753	15 403	236 147	149 341	1 351 233
Autres industries manufacturières	1 174 160	1 621 280	717 377	20 067 833	166 085	130 266	89 689	247 554	747 202	2 850 346
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	3 000	3 000	270 133	20 000	2 073 849
Industries du bâtiment et travaux publics	215 270	437 740	1 034	8 895 946	56 044	43 000	46 944	3 371 943	3 738 281	39 537 294
Commerce de gros et demi-gros	3 056 000	3 530 980	4 832 931	10 254 863	1 007 888	16 000	-	95 397	96 974	38 333 939
Commerce de détail	1 220 590	1 427 900	207 000	136 282 571	155 925	524 236	603 657	102 183	991 750	8 949 131
Compagnies pétrolières	645 580	920 120	3 621 333	15 342 187	237 360	393 879	906 002	1 342 339	1 469 788	4 171 408
Transports	35 000	490 800	3 291 219	-	2 248	-	-	108 086	231 871	4 038 314
Entreprises immobilières et d'assurances	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres services	1 589 190	700 240	450 000	-	-	-	-	274 918	552 928	14 462 600
Divers	2 047 340	2 712 310	189 840	7 941 928	183 442	9 039	20 030	233 545	389 993	3 639 065
Total	24 033 160	29 607 700	42 997 265	408 031 737	2 638 517	2 260 221	3 051 733	10 660 537	12 162 574	188 708 335

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.27 quarto VENTILATION DES CREDITS BANCAIRES DE SIGNATURE SUIVANT LA FORME DES CREDITS
(en CDF) [1]

Formes des crédits	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Crédits d'acceptation à l'importation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'importation	14 502 270	13 623 520	22 779 891	215 606 298	934 967	192 150	730 578	2 774 647	4 864 136	51 999 147
Crédits documentaires à l'exportation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Crédits documentaires à l'intérieur	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Lettres de garantie	-	-	-	-	-	-	-	166 192	2 652 830	33 190 440
Cautions	9 000 890	15 984 180	20 217 374	178 897 477	1 655 006	1 972 805	2 321 160	8 706 922	7 719 044	104 121 480
Avals	530 000	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	24 033 160	29 607 700	42 997 265	394 503 775	2 589 973	2 164 955	3 051 738	11 647 761	15 236 010	189 311 067

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.27 quinto VENTILATION DES CREDITS OCTROYES PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES DE CREDIT PAR BRANCHE D'ACTIVITE
(en CDF) [1]

Branches d'activité	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Production agricole	100330	-	-	9 002 090	103 751	1 490 680	3 247 876	3 435 254	41 461 885	23 186 186
Traitement et conditionnement de la production agricole	13150	1 708 030	6 935 211	37 908 716	36 858	218 304	395 732	466 689	19 157 309	697 088
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	2 499 246	44 283	62 147	160 405	428 697	5 719 881	6 677 190
Elevage	10			459 403	28 296	52 550	62 344	18 488	256 057	168 294
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques	-	-	-	-	-	53 610	1 599 911	4 987 366	66 238 289	-
Alimentation	155280	-	-	828 706	20 513	-	236 453	616 813	13 520 831	10 270 856
Boissons	-	-	-	-	-	1 208 488	1 245 188	2 977 725	30 487 513	6 428
Tabac	-	-	-	1 236 995	-	-	-	127 105	1 053 200	-
Textiles et confections	2104250	3 914 390	15 893 818	1 420 779	572	69 860	547 816	1 566 834	24 072 679	19 944 571
Industries chimiques	-	-	-	8 211 743	41 466	5 520	92 043	191 766	9 125 317	5 035 255
Matériaux de construction	2270	3 220	13 074	781 537	2 508	117 786	414 493	1 976 876	25 245 626	2 002 232
Métallurgie et fabrications métalliques	-	-	-	278 099	100 751	17 840	265 036	716 521	8 852 080	300 288
Autres industries manufacturières	1128050	609 770	2 475 883	16 921 889	60 234	268 370	1 138 851	1 589 432	23 399 854	20 681 591
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	341 783	440 416	2 031 112	10 007 107	850 142
Industries du bâtiment et travaux publics	-	-	-	2 220 158	10 501	51 549	164 965	3 986 235	49 604 239	-
Commerce de gros et demi-gros	12210	-	-	3 811 832	140 319	1 072 900	261 360	1 744 310	23 537 654	26 440 151
Commerce de détail	-	38 480	156 243	23 230 424	158 114	401 635	1 947 356	18 914 781	39 153 741	29 687 506
Compagnies pétrolières	24180	-	-	-	-	685 423	1 510 584	2 181 973	30 559 601	1 233 786
Transports	23180	286 580	1 163 617	4 244 834	81 039	401 249	615 396	1 937 559	52 578 332	-
Autres services	-	-	-	7 355 663	13 598	96 319	766 524	3 003 061	74 036 339	51 111 340
Divers	108110	187 320	760 586	86 498 834	803 711	1 920 580	6 676 385	9 241 995	169 728 504	78 878 827
Total	3 671 020	6 747 790	27 398 432	206 910 948	1 646 514	8 536 593	21 789 134	62 140 592	717 796 038	277 171 731

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des Risques.

Tableau IV.28 SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(en CDF) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Avoirs extérieurs nets	**-581 591 640**	**-1 351 481 286**	**-2 213 238 521**	**-23 532 136 812**	**-86 051 185**	**-242 844 729**	**-294 887 545**	**-347 579 060**	**-357 784 907**	**-433 605 336**
Avoirs	66 740 290	183 441 044	412 652 992	3 919 838 262	20 162 720	28 662 553	36 413 998	104 915 254	56 589 107	77 782 897
Engagements	648 331 930	1 534 922 330	2 625 891 513	27 451 975 074	106 213 905	271 507 282	331 301 543	452 494 314	414 374 014	511 388 233
2.Crédits intérieurs	**296 924 140**	**571 330 347**	**3 221 649 159**	**14 907 676 642**	**16 649 104**	**14 371 757**	**7 440 022**	**-10 666 466**	**38 948 095**	**78 952 604**
a) Créances nettes sur l'Etat	271 848 260	534 798 838	3 143 593 094	14 019 714 943	13 334 800	13 088 671	5 750 705	-11 843 182	38 943 026	78 032 124
b) Crédits à l'économie	25 075 880	36 531 509	78 056 065	887 961 699	3 314 304	1 283 086	1 689 317	1 176 716	5 069	920 480
3. Masse monétaire	**213 231 750**	**665 298 765**	**3 253 793 447**	**18 907 065 804**	**77 143 732**	**98 832 881**	**70 926 536**	**112 472 321**	**129 083 173**	**189 798 857**
Monnaie	174 906 660	575 515 806	3 057 515 559	17 212 156 478	42 170 891	57 892 782	63 503 887	101 713 707	120 102 487	182 557 364
Quasi-monnaie	38 325 090	89 782 959	196 277 888	1 694 909 326	34 972 841	40 940 099	7 422 649	10 758 614	8 980 686	7 241 493
4. Autres postes nets	**-497 899 250**	**-1 445 449 704**	**-2 245 382 809**	**-27 531 525 974**	**-118 165 846**	**-307 728 194**	**-358 374 059**	**-470 717 847**	**-447 919 985**	**-590 628 896**
4.1 Comptes du capital	**448 582 370**	**476 048 234**	**610 410 183**	**4 145 904 203**	**17 043 027**	**-317 453 642**	**-360 662 593**	**-323 538 760**	**-339 314 726**	**128 817 464**
4.2.Comptes de réévaluation	**-539 219 120**	**-852 243 586**	**-3 789 649 956**	**-17 557 207 333**	**-105 946 398**	**-**	**1**	**-100 014 423**	**-51 345 005**	**-54 015 304**
4.3 Fonds de contrepartie	**-**	**7**	**7**	**7**	**-**	**207**	**207**	**207**	**207**	**207**
4.4 Divers nets	**-407 262 500**	**-1 069 254 359**	**933 856 957**	**-14 120 222 851**	**-29 262 475**	**9 725 241**	**2 288 326**	**-47 164 871**	**-57 260 461**	**-665 431 263**

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.28 bis SITUATION MONETAIRE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(en CDF)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept. 2006	Décembre 2006
1. Avoirs extérieurs nets	**-357 784 907**	**-347 024 335**	**-367 848 694**	**-413 823 235**	**-433 605 336**
Avoirs	56 589 107	76 602 728	73 124 593	84 192 243	77 782 897
Engagements	414 374 014	423 627 063	440 973 287	498 015 478	511 388 233
2. Crédits intérieurs	**38 948 094**	**20 654 792**	**31 434 407**	**56 522 877**	**78 952 604**
a) Créances nettes sur l'Etat	38 943 026	20 614 368	31 244 445	56 418 657	78 032 124
b) Crédits à l'économie	5 069	40 424	189 961	104 220	920 480
3. Masse monétaire	**129 083 173**	**130 480 169**	**139 214 035**	**158 755 987**	**189 798 857**
Monnaie	120 102 487	120 209 694	132 062 045	148 748 061	182 557 364
Quasi-monnaie	8 980 686	10 270 475	7 151 991	10 007 927	7 241 493
4. Autres postes nets	**-470 717 847**	**-498 887 460**	**-509 281 968**	**-551 310 842**	**-590 628 896**
4.1 Comptes du capital	-313 745 783	119 392 095	119 666 344	133 230 617	128 817 464
4.2.Comptes de réévaluation	-51 345 005	42 512 964	18 631 506	-39 856 672	-54 015 304
4.3 Fonds de contrepartie	207	177 120	207	207	207
4.4 Divers nets	-102 196 466	-660 969 640	-647 580 025	-644 684 995	-665 431 263

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.28 tertio SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE
(en CDF) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Avoirs extérieurs nets	**6 289 070**	**-24 949 156**	**154 730 665**	**1 803 038 168**	**14 000 588**	**20 511 543**	**35 892 970**	**65 807 407**	**83 907 761**	**113 582 385**
Avoirs	75 292 410	93 756 743	339 684 014	3 772 297 540	29 295 271	36 547 755	67 188 064.	108 042 610	109 291 062	147 358 514
Engagements	69 003 340	118 705 899	184 953 349	1 969 259 372	15 294 683	16 036 212	31 295 094	42 235 203	25 383 301	33 776 129
2. Crédits intérieurs	**53 980 600**	**88 065 035**	**301 793 566**	**1 770 156 250**	**9 200 514**	**9 524 445**	**10 616 587**	**29 306 969**	**44 753 481**	**87 363 633**
a) Créances nettes sur l'Etat	31 783 510	26 300 786	45 972 540	-289 985 127	-838 363	-3 144 323	-7 317 094	-11 170 184	-18 710 703	-32 496 346
b) Crédits à l'économie	22 197 090	61 764 249	255 821 026	2 060 141 377	10 038 877	12 668 768	17 933 681	40 477 153	63 464 184	119 859 978
3. Masse monétaire	**114 525 050**	**179 743 806**	**661 480 186**	**4 650 998 189**	**28 379 967**	**39 912 974**	**59 192 178**	**109 754 220**	**148 028 304**	**247 123 325**
Monnaie	48 430 320	62 638 363	404 813 345	2 160 862 699	7 980 072	7 955 944	8 606 174	15 364 199	18 790 517	29 425 514
Quasi-monnaie	66 094 730	117 105 443	256 666 841	2 490 135 490	20 399 895	31 957 030	50 586 004	94 390 021	129 237 787	217 697 811
4. Autres postes nets	**-54 255 380**	**-116 627 927**	**-204 955 955**	**-1 077 803 771**	**-5 178 865**	**-9 876 986**	**-12 682 621**	**-10 218 594**	**-19 367 062**	**-46 177 307**
4.1 Comptes du capital	132 286 430	163 457 882	318 776 908	1 577 605 904	9 860 367	12 445 494	16 717 216	19 233 881	25 568 943	41 316 482
4.2.Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.3 Fonds de contrepartie	53 180	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4.4 Divers nets	-186 594 990	-280 085 809	-523 732 863	-2 655 409 675	-15 039 232	-22 322 480	-29 399 837	-29 452 475	-44 936 005	-87 493 789

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.28 quarto SITUATION MONETAIRE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIES EN 2006
(en milliers de CDF)

	Décembre 2005	Mars 2006	Juin 2006	Sept.2006	Décembre 2006
1. Avoirs extérieurs nets	**83 907 761**	**84 336 916**	**90 129 852**	**119 510 112**	**113 582 385**
Avoirs	109 291 062	145 159 622	131 825 293	164 780 259	147 358 514
Engagements	25 383 301	60 822 705	41 695 441	45 270 147	33 776 129
2. Crédits intérieurs	**44 753 481**	**44 581 549**	**61 558 879**	**73 076 858**	**87 363 633**
a) Créances nettes sur l'Etat	-18 710 703	-23 689 051	-23 208 907	-30 988 365	-32 496 346
b) Crédits à l'économie	63 464 184	68 270 601	84 767 786	104 065 223	119 859 978
3. Masse monétaire	**148 028 304**	**170 956 214**	**185 342 377**	**272 162 517**	**247 123 325**
Monnaie	18 790 517	19 437 633	27 311 143	84 192 243	29 425 514
Quasi-monnaie	129 237 787	151 518 581	158 031 234	187 970 274	217 697 811
4. Autres postes nets	**-19 367 062**	**-42 037 748**	**-33 653 646**	**-79 575 547**	**-46 177 307**
4.1 Comptes du capital	25 568 943	29 331 710	32 299 791	41 342 752	41 316 482
4.2.Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-
4.3 Fonds de contrepartie	-	-	-	-	-
4.4 Divers nets	-44 936 005	-71 369 458	-65 953 437	-120 918 299	-87 493 789

Source : Banque Centrale du Congo.

Tableau IV.29 RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(en CDF) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. AVOIRS EN DEVISES	**66 572 770**	**183 057 663**	**411 892 221**	**3 912 402 635**	**20 112 842**	**25 478 926**	**33 452 846**	**102 468 058**	**55 990 190**	**77 650 671**
Avoirs libres	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	**3 108 443**	**2 961 152**	**2 447 196**	**598 917**	**132 226**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**66 572 770**	**183 057 663**	**411 892 221**	**3 912 402 635**	**20 112 842**	**28 587 369**	**36 413 998**	**104 915 254**	**56 589 107**	**77 782 897**
4. OR	**167 520**	**383 381**	**760 771**	**7 435 627**	**49 878**	**75 184**	-	-	-	-
a) Avoirs en or	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-
- Or en dépôt	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**189 811 180**	**444 223 544**	**658 813 079**	**6 877 450 863**	**43 564 430**	**58 115 152**	**70 267 329**	**90 407 182**	**73 250 092**	**91 543 419**
a) Lignes de crédit	102 150 960	261 252 720	360 915 668	3 742 968 748	23 134	32 084 335	40 841 740	54 678 082	47 688 660	66 532 926
- Compte 12000	9 758 650	41 775 054	10 969 486	231 122 927	1 792	2 913	54 202	-	-	1 804 941
- Compte 12100	92 392 310	219 477 666	349 946 180	3 511 845 821	21 342	32 081 422	40 787 538	54 678 082	47 688 660	64 727 984
- Compte 12110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	**868 720**	**2 101 400**	**3 374 248**	**33 097 050**	**207**	-	**126 092**	**216 219**	**265 366**	**442 679**
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	868 720	2 101 400	3 374 248	33 097 050	207	-	126 092	216 219	265 366	442 679
c) Autres engagements	86 791 500	180 869 424	294 323 165	3 101 385 065	43 541 089	26 030 817	29 299 497	35 512 881	25 296 066	24 567 815
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-123 070 890**	**-260 782 500**	**-245 960 087**	**-2 957 612 601**	**-23 401 710**	**-29 452 599**	**-33 853 331**	**14 508 072**	**-16 660 985**	**-13 760 522**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-581 591 640**	**-1 351 481 286**	**-2 213 238 521**	**-23 532 136 812**	**-86 051 185**	**-242 844 729**	**-294 887 545**	**-347 579 060**	**-357 784 907**	**-433 605 336**
Réserves nettes	-123 070 890	-260 782 500	-245 960 087	-2 957 612 601	-23 401 710	-29 452 599	-33 853 331	14 508 072	-16 660 985	-13 760 522
F.M.I. position nette	-436 252 420	-1 038 585 600	-1 876 742 400	-19 611 654 400	-56 573 879	-213 392 130	-261 034 214	-362 087 132	-341 123 922	-419 844 814
Provisions arriérés	-22 268 330	-52 113 186	-90 536 034	-962 869 811	-6 075 596	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.29 bis RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO
(en millions de USD)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. AVOIRS EN DEVISES	**62,80**	**74,72**	**91,53**	**78,20**	**64,14**	**66,70**	**89,80**	**230,74**	**129,82**	**154,24**
Avoirs libres	62,80	74,72	91,53	78,20	64,14	66,70	89,80	230,74	129,82	154,24
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	**8,10**	**7,95**	**5,51**	**1,39**	**0,26**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**62,80**	**74,72**	**91,53**	**78,20**	**64,14**	**74,80**	**97,75**	**236,25**	**131,21**	**154,51**
4. Or	**0,16**	**0,16**	**0,17**	**0,10**	**0,16**	**0,16**	-	-	-	-
a) Avoirs en or	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-
- Or en dépôt	0,16	0,16	0,17	0,10	0,16	0,16	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	**179,07**	**181,32**	**146,36**	**137,50**	**138,85**	**152,10**	**178,07**	**123,61**	**169,84**	**181,84**
a) Lignes de crédit	96,37	106,63	80,20	74,80	0,01	84,00	109,64	123,12	110,57	132,16
- Compte 12000	9,21	17,05	2,44	4,60	-	-	0,15	-	-	3,59
- Compte 12.100	87,16	89,58	77,77	70,20	0,01	84,00	109,49	123,12	110,57	128,57
- Compte 12.110	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	0,82	0,86	0,75	0,70	-	-	0,34	0,49	0,62	0,88
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	0,82	0,86	0,75	0,70	-	-	0,34	0,49	0,62	0,88
c) Autres engagements	**81,88**	**73,82**	**65,41**	**62,00**	**138,84**	**68,10**	**68,10**	**79,97**	**58,65**	**48,80**
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-116,10**	**-106,44**	**-54,66**	**-59,20**	**-74,56**	**-77,14**	**-80,32**	**32,67**	**-38,63**	**-27,33**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-548,67**	**-551,63**	**-491,83**	**-470,00**	**-274,33**	**-635,54**	**-791,60**	**-782,68**	**-829,59**	**-861,30**
Réserves nettes	-116,10	-106,44	-54,66	-58,50	-74,56	-77,14	-90,88	32,67	-38,63	-27,33
F.M.I. position nette	-411,56	-423,91	-417,05	-392,20	-180,40	-558,40	-700,72	-815,35	-790,96	-833,97
Provisions arriérés	-21,01	-21,27	-20,12	-19,30	-19,37	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.29 tertio RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2006
(en milliers de CDF)

	2005	2006			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	**55 990 190**	**76 400 859**	**71 420 713**	**83 440 531**	**77 650 671**
Avoirs libres	55 990 190	76 400 859	71 420 713	83 440 531	77 650 671
2. AVOIRS EN DTS	**598 917**	201 869	1 703 881	751 712	**132 226**
3. DEVISES ET DTS (1+2)	**56 589 107**	**76 602 728**	**73 124 593**	**84 192 243**	**77 782 897**
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	**73 250 092**	**74 239 331**	**77 230 456**	**86 551 588**	**91 543 419**
a) Lignes de crédit	47 688 660	49 232 208	52 632 767	59 900 467	66 532 925
- Compte 12.000	-	-	-	-	1 804 941
- Compte 12.100	47 688 660	49 232 208	52 632 767	59 900 467	64 727 984
- Compte 12.110	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	**265 366**	-	-	-	**442 679**
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	265 366	-	-	-	442 679
c) Autres engagements	25 296 066	25 007 122	24 597 689	26 651 121	24 567 815
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	**-16 660 985**	**2 363 398**	**-4 105 862**	**-2 359 346**	**-13 760 522**
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	**-357 784 907**	**-347 024 334**	**-367 848 694**	**-413 823 235**	**-433 605 336**
Réserves nettes	-16 660 985	2 363 398	-4 105 862	-2 359 346	-13 760 522
F.M.I. position nette	-341 123 922	-349 387 732	-363 742 831	-411 463 890	-419 844 814
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.29 quarto RESERVES DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 2006
(en millions de USD) [1]

	2005	2006			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	111,2	137,7	144,7	168,5	154,4
Avoirs libres	111,2	137,7	144,7	168,5	154,4
2. AVOIRS EN DTS	1,2	0,4	3,5	1,5	0,3
3. DEVISES ET DTS (1+2)	112,4	138,1	148,1	170,1	154,6
4. Or	-	-	-	-	-
a) Avoirs en or	-	-	-	-	-
- Or en dépôt	-	-	-	-	-
- Or en nantissement	-	-	-	-	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir "swap"	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	145,5	133,8	156,5	174,8	182,0
a) Lignes de crédit	94,7	88,7	106,6	121,0	132,3
- Compte 12000	-	-	-	-	3,6
- Compte 12100	94,7	88,7	106,6	121,0	128,7
- Compte 12110	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	0,5	-	-	-	0,9
- 14100 Citibank N.Y. Avance Swap	0,5	-	-	-	0,9
c) Autres engagements	50,2	45,1	49,8	53,8	48,8
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-33,1	4,3	-8,3	-4,8	-27,4
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-710,7	-625,4	-745,2	-835,9	-862,1
Réserves nettes	-33,1	4,3	-8,3	-4,8	-27,4
F.M.I. position nette	-677,6	-629,7	-736,9	-831,1	-834,7
Provisions arriérés	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.30 STUATION CONSOLIDEE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
A. Avoirs extérieurs bruts	**142 032 700**	**277 197 787**	**752 337 006**	**7 692 135 802**	**49 457 991**	**65 210 308**	**103 602 062**	**212 957 864**	**165 880 168**	**225 141 411**
a) Banque Centrale du Congo	**68 740 290**	**183 441 044**	**412 652 992**	**3 919 838 262**	**20 182 720**	**28 662 553**	**36 413 998**	**104 915 254**	**56 589 107**	**77 782 897**
1. Avoirs en or	167 520	383 381	760 771	7 435 627	49 878	75 184	-	-	-	-
2. F.M.I. compte spécial en DTS	-	-	-	-	-	3 108 443	2 961 152	2 447 196	598 917	132 226
3. Avoirs en devises	66 572 770	183 057 663	411 892 221	3 912 402 635	20 112 842	25 478 926	33 452 846	102 468 058	55 990 190	77 650 671
b) Banques de dépôts	**75 292 410**	**93 756 743**	**339 684 014**	**3 772 297 540**	**29 295 271**	**36 547 755**	**67 188 064**	**108 042 610**	**109 291 062**	**147 358 514**
B. Engagements extérieurs	**717 335 270**	**1 653 628 229**	**2 810 844 862**	**29 421 234 446**	**121 508 588**	**287 543 494**	**362 596 637**	**494 729 517**	**439 757 315**	**545 164 362**
a) Banque Centrale du Congo	**648 331 930**	**1 534 922 330**	**2 625 891 513**	**27 451 975 074**	**106 213 905**	**271 507 282**	**331 301 543**	**452 494 314**	**414 374 014**	**511 388 233**
1. Crédit F.M.I.	436 252 420	1 038 585 600	1 876 742 400	19 611 654 400	56 573 879	213 392 130	261 034 214	362 087 132	341 123 922	419 844 814
2. Autres engagements	212 079 510	496 336 730	749 149 113	7 840 320 674	49 640 026	58 115 152	70 267 329	90 407 182	73 250 092	91 543 419
b) Banques de dépôts	**69 003 340**	**118 705 899**	**184 953 349**	**1 969 259 372**	**15 294 683**	**16 036 212**	**31 295 094**	**42 235 203**	**25 383 301**	**33 776 129**
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	**-575 302 570**	**-1 376 430 442**	**-2 058 507 856**	**-21 729 098 644**	**-72 050 597**	**-222 333 186**	**-258 994 575**	**-281 771 653**	**-273 877 146**	**-320 022 951**
a) Banque Centrale du Congo	-581 591 640	-1 351 481 286	-2 213 238 521	-23 532 136 812	-86 051 185	-242 844 729	-294 887 545	-347 579 060	-357 784 907	-433 605 336
b) Banques de dépôts	6 289 070	-24 949 156	154 730 665	1 803 038 168	14 000 588	20 511 543	35 892 970	65 807 407	83 907 761	113 582 385

Source : Banque Centrale du Congo.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.

Tableau IV.30 bis SITUATION CONSOLIDEE DES AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES MONETAIRES EN 2006
(en milliers de CDF)

	2005	2006			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
A. Avoirs extérieurs bruts	**165 880 168**	**221 762 350**	**204 949 886**	**248 972 502**	**225 141 411**
a) Banque Centrale du Congo	**56 589 107**	**76 602 728**	**73 124 593**	**84 192 243**	**77 782 897**
1. Avoirs en or	598 917	201 869	1 703 881	751 712	132 226
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	55 990 190	76 400 859	71 420 713	83 440 531	77 650 671
3. Avoirs en devises					
b) Banques de dépôts	**109 291 062**	**145 159 622**	**131 825 293**	**164 780 259**	**147 358 514**
B. Engagements exterieurs	439 757 315	**484 449 768**	**482 668 728**	**543 285 625**	**545 164 362**
a) Banque Centrale du Congo	**414 374 014**	**423 627 063**	**440 973 287**	**498 015 478**	**511 388 233**
1. Crédit F.M.I.	341 123 922	349 387 732	363 742 831	411 463 890	419 844 814
2. Autres engagements	73 250 092	74 239 331	77 230 456	86 551 588	91 543 419
b) Banques de dépôts	**25 383 301**	**60 822 705**	**41 695 441**	**45 270 147**	**33 776 129**
C. Avoirs extérieurs nets (A - B) (sens strict)	**-273 877 146**	**-233 441 949**	**-277 718 842**	**-294 313 123**	**-320 022 951**
a) Banque Centrale du Congo	-357 784 907	-347 024 335	-367 848 694	-413 823 235	-433 605 336
b) Banques de dépôts	83 907 761	113 582 385	90 129 852	119 510 112	113 582 385

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.31 SITUATION RESUMEE DE LA SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT
(en CDF) [1]

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
1. Trésorerie	3 480	51 568	240 786	14 262 914	22 542 204	4 233 089	1 256 223	7 835 329	68 389 846	175 410 000
2. Crédits à moyen terme et long terme	1 817 740	4 017 212	10 675 249	83 693 166	244 393 770	504 439 547	765 146 071	101 899 635	550 688 067	557 880 000
3. Crédits à court terme	4 470	337 626	2 569 528	18 848 646	358 063 300	272 347 909	59 830 608	-	-	0
4. Immobilisés nets	1 793 170	3 011 269	15 537 114	83 838 044	160 751 521	159 067 426	180 455 703	166 383 473	159 810 265	141 800 000
Avoirs = Engagements	3 618 860	7 417 675	29 022 677	200 642 770	785 750 795	940 087 971	1 006 688 605	276 118 437	778 888 178	875 090 000
1. Fonds propres	2 024 790	3 464 594	16 323 290	86 386 519	175 834 526	196 281 979	285 309 865	194 467 452	411 820 300	500 600 000
Capital	2 024 790	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	2 024 794	-	-
Réserves et provisions	-	1 439 800	14 298 496	84 361 725	173 809 732	194 257 185	283 285 071	292 442 658	-	-
2. Quasi-capital	320	491	-	-	-	21 754 758	88 652 548	-	-	570 760 000
Avance permanente de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Prêts à long terme de l'Etat	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1 900 000
Fonds consolidés (2)	320	491	-	-	-	21 754 758	88 652 548	-	-	568 860 000
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	2 151 790	4 178 816	7 477 856	53 203 004	220 788 075	169 873 997	61 786 031	-	-	-
4. Bénéfices cumulés	-2 212 950	-4 853 917	-8 397 137	-3 660 207	11 980 907	-22 697 949	13 401 286	24 867 261	17 389 088	25 510 000
5. Autres éléments nets	1 654 910	4 627 691	13 618 668	64 713 454	377 147 287	574 875 186	557 538 875	724 343 075	663 439 543	-221 770 000

Source : Société Financière de Développement.
(1) En milliers de CDF à partir de 2001.
(2) Y compris les fonds divers et dettes à court terme.

Tableau IV.32 EVOLUTION DE LA BASE MONETAIRE
(au sens strict, en CDF)

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Circulation fiduciaire hors banques	152 170 580	514 520 041	2 944 499 065	15 962 788 910	31 417 133	49 757 474	63 148 445	101 467 260	119 934 976	182 233 759
Caisse des banques	15 425 020	29 850 028	48 965 072	548 331 897	804 674	1 801 077	2 748 354	4 421 249	3 858 746	3 100 007
Dépôts de banques	37 372 180	29 981 253	199 262 223	1 147 125 933	2 896 200	638 007	1 475 747	5 787 739	5 260 882	18 414 629
Dépôts des entr.publiques	695 740	718 786	4 134 279	20 240 505	90 603	51 633	85 526	193 028	89 194	206 682
Dépôts des entr.privées et part	22 040 340	60 276 979	108 882 215	1 229 127 063	2 683 083	127 731	269 916	53 419	78 317	116 923
Dépôts des inst; fin non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Base monétaire (BM)	227 703 860	635 347 087	3 305 742 854	18 907 614 308	37 891 693	52 375 922	67 727 988	111 922 695	129 222 116	204 072 000
Masse monétaire (M2)	327 756 800	845 042 571	3 915 273 633	23 558 063 993	77 143 732	98 832 881	130 118 714	222 226 541	277 111 477	436 922 182
Multiplicateur monétaire(M2/BM)	1,44	1,33	1,18	1,25	2,04	1,89	1,92	1,99	2,14	2,14

(1) En milliers de CDF à partir de 2001.



Antenne V-SAT vue de derrière



Help Desk et Monitoring du Réseau Informatique



Salle abritant le serveur du système Informatique



Agents en formation sur l'utilisation du nouveau système informatique.

DEUXIEME PARTIE

ADMINISTRATION, ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE

TITRE I

ADMINISTRATION ET ACTIVITES DE LA BANQUE

CHAPITRE I

ADMINISTRATION

1. CONSEIL D'ADMINISTRATION

En 2006, un nouveau Conseil d'Administration de la Banque a été mis en place avec la nomination, par décret présidentiel, du nouveau Vice-Gouverneur. Ce Conseil d'Administration est composé des personnes ci-après :

Président : Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur ;

Membres : Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur ;
Monsieur Emmanuel TSHIBINGU NSENGA, Administrateur ;
Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE, Administrateur ;
Monsieur ISSA SELEMANI, Administrateur ;
Monsieur MASAMBA MAKELA, Administrateur ;
Monsieur Albert YUMA, Administrateur.

2. HAUTE DIRECTION

La Haute Direction de l'Institut d'Emission est composée de Monsieur Jean-Claude MASANGU MULONGO, Gouverneur, et Monsieur Jean-Marie EMUNGU EHUMBA, Vice-Gouverneur.

Le Cabinet de la Haute Direction est structuré comme ci-après :

1. Directeur de Cabinet : Jean-Marcel KASONGO MWAMBA
2. Conseillers : MAWAKANI SAMBA
KABAMBI WA ILUNGA
KAYEMBE WA KAYEMBE
YAV KAT MUTSHAIL
BIKUBA KABAMBI

3. Chargés de Mission : MUNGANGA GADIMBA
BIGOSHI MUSIMWA
MUKIZA MUHIMA

3. STRUCTURES DE CONTROLE

La Banque a comme structures de contrôle : le Conseil de la Banque, le Collège des Commissaires aux Comptes, le Comité d'Audit, l'Audit Interne et l'Audit Externe.

3.1. Le Conseil de la Banque

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême qui conçoit, oriente la politique de la Banque et en contrôle la gestion.

Il prend tout acte intéressant la Banque notamment la définition et la mise en œuvre de la politique monétaire, la réglementation du crédit et du change, l'élaboration du budget et l'établissement des comptes annuels ainsi que la définition du statut des agents.

Aussi, le Conseil prend les actes qu'il juge nécessaires à la bonne exécution de la mission principale et des missions secondaires de la Banque.

3.2. Le Collège des Commissaires aux comptes

Le Collège des Commissaires aux comptes assure le contrôle des opérations financières de la Banque. Il a la prérogative de vérification de tous les actes de gestion de la Banque.

Il est composé de :

- Monsieur Nico MABATA NTANTU ;
- Monsieur Dany NKUVU ;
- Monsieur André FOKO TOMENA.

3.3. Le Comité d'Audit

Le Comité d'Audit veille sur les procédures d'audit, le système de contrôle interne et le cadre d'information financière et comptable de la Banque.

Il est un organe de contrôle du Conseil de la Banque et composé des trois Administrateurs ci-après :

- Monsieur Albert YUMA, Coordonnateur ;
- Monsieur Omer TSHIUNZA MBIYE ;
- Monsieur Roger MASAMBA MAKELA.

3.4. L'Audit Interne

L'Audit Interne est un organe de surveillance et de contrôle de la Banque. Il tient à prévenir les risques et pertes en vue de garantir l'efficacité, la transparence et la bonne gouvernance de la Banque. L'Audit Interne est doté d'un plan d'audit pluriannuel de trois ans suivant une classification des risques par Direction au Siège et dans les Entités Provinciales.

3.5. Audit Externe

Les Comptes 2005 et 2006 de la Banque ont été soumis au Cabinet Deloitte & Touche qui les a certifiés.

4. GESTION COURANTE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a signé plusieurs Ordres de Service dont les plus importants sont :

4.1. Ordre de Service n°026 du 31 janvier 2006

Cet Ordre de Service porte les dispositions relatives aux structures chargées de la modernisation du Système National des Paiements.

A l'effet de promouvoir le bon fonctionnement des systèmes de compensation et des paiements, les structures reprises ci-dessous ont été créées.

Il s'agit de :

- Comité National des Paiements et des Règlements, CNP en sigle ;
- Comité de Pilotage du Système National des Paiements, CPSNP en sigle ;
- Mission pour la Modernisation du Système National des Paiements, MIMOSYS en sigle.

Les missions assignées à chaque structure sont reprises ci-après :

* Pour le Comité National des Paiements et des Règlements :

- superviser les modalités de mise en œuvre du Projet de modernisation du Système National des Paiements et des Règlements ;
- proposer au Gouvernement les mesures à prendre dans ce cadre ;
- veiller à la bonne fin du projet en République Démocratique du Congo ;
- assurer la coordination avec les initiatives régionales et internationales entreprises en la matière.

* Pour le Comité de Pilotage du Système National des Paiements :

- définir et valider les études et travaux à réaliser par la Mission pour la Modernisation du Système National des Paiements ;
- coordonner toutes les activités liées à la modernisation envisagée en vue de permettre leur réalisation dans les délais et suivant les orientations arrêtées par le Comité National des Paiements et des Règlements ;
- proposer au CNP toute mesure jugée nécessaire pour la modernisation du Système National des Paiements.

* S'agissant de la Mission pour la Modernisation du Système National des Paiements :

- réaliser des études fonctionnelles, techniques et organisationnelles pour la modernisation du Système National des Paiements ;
- proposer un cadre légal, réglementaire et conventionnel approprié pour la modernisation du Système National des Paiements ;
- organiser, sous la supervision du CPSNP, la consultation, la sensibilisation et la formation des différents acteurs impliqués dans la modernisation du Système National des Paiements ;
- soumettre au CPSNP suivant les modalités prévues dans le règlement intérieur de ce dernier un rapport circonstancié sur l'évolution de la réalisation du Projet.

4.2. Ordre de Service n°027 du 03 février 2006

Le présent Ordre de Service porte création du Comité de Suivi du Projet de Modernisation de la Direction de la Trésorerie, CSPMDT en sigle, dont les missions consistent à :

- élaborer un chronogramme visualisant les travaux à effectuer pour réhabiliter les infrastructures de la Direction de la Trésorerie ;
- prospecter et procéder à l'achat des matériaux ;
- examiner les projets de commande des matériaux ;
- assurer le suivi de la réalisation physique des travaux et faire le point sur l'état d'avancement des travaux ;
- gérer le budget alloué pour l'exécution des travaux.

Ce Comité est composé de la manière ci-après :

- Direction de la Trésorerie : Président
- Direction de l'Administration Générale : Secrétaire
- Direction de la Comptabilité et Budget : Membre
- Sous-Direction de la Sécurité : Membre
- SACOOP : Membre
- Monsieur Yvon LEBLANC : Conseiller Technique

4.3. Ordre de Service n°036 du 14 février 2006

Cet Ordre de Service aborde des questions en rapport avec la création des Comités, des Commissions et Groupes de Travail. En vue d'organiser efficacement le travail en équipe, le Gouverneur a chargé, par cet Ordre de Service, le Comité des Stratégies de soumettre à la Haute Direction, pour signature, tous les projets d'Ordre de Service ou d'Instructions proposant notamment la création des Comités, Commissions et Groupes de Travail et la fixation des avantages y relatifs.

4.4. Ordre de Service n°086 du 27 avril 2006

Le présent Ordre de Service porte création des Agences Autonomes de la Banque Centrale du Congo dans chacune des localités citées ci-dessous :

- Gbadolite (Province de l'Equateur) ;
- Boende (Province de l'Equateur) ;
- Zongo (Province de l'Equateur) ;
- Uvira (Province du Sud-Kivu) ;
- Inongo (Province du Bandundu) ;
- Kabinda (Province du Kasai Oriental) ;
- Lodja (Province du Kasai Oriental) ;
- Likasi (Province du Katanga) ;
- Isiro (Province Orientale).

4.5. Ordre de Service n° 095 du 15 mai 2006

Cet Ordre de Service porte création du Groupe de Travail pour la 14ème Conférence Annuelle de l'Association des Imprimeries Africaines de Billets de Banque et de Documents de Sécurité (A.I.A.B.D.S), dont les tâches sont reprises ci-dessous :

- la préparation et l'application d'une feuille de route pour l'organisation de la 14ème Conférence de l'A.I.A.B.D.S. et
- la conclusion des accords d'assistance avec différentes institutions sur des questions liées à l'organisation matérielle de la 14ème Conférence de l'A.I.A.B.D.S.

Ce Groupe de Travail est structuré de la manière ci-après :

- Président : Directeur Général de l'Hôtel des Monnaies ;
- Commission Logistique : Directeur commercial de l'Hôtel des Monnaies et son Adjoint ;
- Commission Restauration : Responsable Adjoint chargé du Secrétariat Général à la Direction de l'Administration Générale ;
- Commission Transport et Sécurité : Directeur Adjoint chargé du Contrôle et Sécurité de l'Hôtel des Monnaies.

4.6. Ordre de Service n°106 du 24 mai 2006

L'Ordre de Service en cause diffuse les dispositions relatives au Projet Fonds de Pension du Personnel de la Banque Centrale du Congo, PROFOP en sigle, dont les missions sont reprises ci-dessous :

- actualiser et compléter les textes et études sur le régime de retraite applicable au personnel de la Banque Centrale du Congo ainsi que les prestations à assurer ;
- identifier et structurer les sources de financement du régime à mettre en place ;
- proposer, à la sanction de la Haute Direction, une structure et un système de gestion financière de la Caisse de Retraite du personnel de la Banque Centrale du Congo.

Le PROFOP est piloté par un Chargé de Mission relevant du Cabinet de la Haute Direction, en étroite collaboration avec la Direction des Ressources Humaines en ce qui concerne les études techniques et la récolte des données statistiques.

4.7. Ordre de Service n°108 du 25 mai 2006

Cet Ordre de Service porte création du Comité d'Evaluation des Postes. Ce Comité est chargé de :

- mettre en place les conditions d'application, de lancement et d'évaluation d'un échantillon représentatif de postes repères ;
- piloter les travaux d'évaluation de tous les postes organiques et assurer l'appropriation par la Banque de la méthode d'évaluation ;
- doter la Banque d'un système d'évaluation des postes ;
- mettre à jour l'évaluation des postes.

4.8. Ordre de Service n°146 du 10 août 2006

L'Ordre de Service ad hoc porte création du Groupe de Travail chargé du suivi de la situation de l'Union de Banques Congolaises, UBC en sigle, dont les missions sont reprises comme suit :

- suivre la situation de l'UBC jusqu'à sa mise en liquidation ;
- surveiller la mise en œuvre du plan de développement de la Banque Congolaise, conformément à l'engagement pris par le Gouvernement vis-à-vis du F.M.I. ;
- gérer toutes les questions techniques liées au processus sus évoqué.

Ce Groupe de Travail est composé des membres ci-après :

- Madame MAYANI ASANI ;
- Monsieur MOLUA MBAYA ;
- Monsieur BONTALA EKULA.

4.9. Ordre de Service n°149 du 10 août 2006

Le présent Ordre de Service porte modification des articles 165, 173 et 174 du Statut des Agents de la Banque Centrale du Congo. Les articles du Statut des Agents ci-dessus sont modifiés comme suit :

Article 165

Les agents sont mis à la retraite lorsqu'ils accomplissent 30 ans de carrière. Toutefois, l'employeur offre la possibilité d'admission à la retraite soit à partir de 20 ans jusqu'à 29 ans de carrière, soit lorsque l'agent qui a opté pour le régime de pension complémentaire de retraite organisé par la Banque atteint 60 ans d'âge.

Article 173

Tout agent qui, pour une raison autre que le licenciement ou la démission, cesse d'appartenir au personnel de la Banque après avoir accompli une carrière de 30 ans, reçoit une allocation de fin carrière égale à 24 mois de son dernier traitement net. Cette allocation est calculée prorata temporis pour une carrière de moins de 30 ans.

En plus de l'allocation de fin de carrière, la Banque peut, si les moyens le permettent, remettre à l'agent retraité un cadeau (en nature ou en espèce).

Article 174

L'agent qui, en vertu des dispositions de l'article 165 du Statut des Agents de la Banque, est mis ou admis à la retraite, est en droit de bénéficier d'une pension complémentaire de retraite.

L'agent qui fait prévaloir son droit à la retraite à plus de 60 ans d'âge renonce à la pension complémentaire de la Banque et garde le droit à la pension légale de retraite gérée par l'Institut National de Sécurité Sociale.

5. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

En 2006, le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ont effectué les missions officielles ci-après à l'extérieur du pays :

5.1. Le Gouverneur

- Du 01 au 05 mars 2006 : Dakar (Sénégal), participation à la réunion du Bureau de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) ;
- Du 18 au 27 avril 2006 : Washington (Etats-Unis d'Amérique), participation aux réunions des Assemblées Annuelles de Printemps du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale, des Comités Monétaire et Financier International et de Développement ainsi qu'aux réunions préparatoires du Groupe des Vingt-Quatre ;
- Du 31 juillet au 03 août 2006 : Paris (France), rencontre avec la Banque de France
- Du 14 au 21 août 2006 : Windhoek (Namibie), participation à l'Assemblée Annuelle de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) ;
- Du 15 au 27 septembre 2006 : Singapour (Singapour), participation aux Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et du Groupe de la Banque Mondiale ;
- Du 16 au 21 décembre 2006 : Londres (Angleterre), entretien avec la Firme de la Rue Currency et l'imprimerie de la Banque d'Angleterre.

5.2. Le Vice-Gouverneur

- Du 3 au 8 juin 2006 : Dakar (Sénégal), participation à la conférence des Nations Unies sur l'inclusion financière en Afrique ;
- Du 28 août au 4 septembre 2006: Pretoria (Afrique du Sud), participation aux travaux du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales de la SADC (CCGB) ;
- Du 9 au 15 octobre 2006 : Bruxelles (Belgique), participation à la conférence organisée par la Banque Nationale de Belgique sur "les rigidités des prix et salaires dans une économie ouverte " ;
- Du 16 au 20 octobre 2006 : Tananarive (Madagascar), participation à la 11ème réunion du Comité des Affaires Financières et Monétaires et du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales du COMESA ;
- Du 7 au 17 novembre 2006 : Halifax, Nouvelle Ecosse (Canada), participation au Sommet Global du Micro crédit 2006 et contacts au Siège du Fonds Monétaire International à Washington (Etats- Unis).

6. LE PERSONNEL

En 2006, l'effectif de la Banque Centrale du Congo est passé à 1.882 agents contre 1.831 en 2005, soit une augmentation de 2,8 %.

Cette évolution est consécutive aux mouvements ci-après : 144 engagements, 1 réintégration, 55 mises à la retraite dont 10 anticipées, 22 licenciements, 5 mises en disponibilité, 1 détachement, 2 démissions d'office, 1 démission volontaire et 8 décès.

En 2005, il a été enregistré 99 mises à la retraite dont 2 anticipées, 7 licenciements, 3 mises en disponibilité, 2 détachements, 3 démissions d'office, 8 démissions volontaires et 14 décès.

Le personnel féminin est passé à 433 unités en 2006 contre 443 en 2005, soit une réduction de 2,3 %.

L'ensemble du personnel ainsi que les membres de famille à charge de la Banque Centrale ont constitué une population de 18.953 personnes en 2006 contre 19.203 en 2005, soit une baisse de 1,3 %. Cette évolution baissière est induite par les mouvements du personnel, principalement les départs en retraite et la sortie des enfants de plus de 25 ans dans la matrice de la Direction des Ressources Humaines.

La population à charge de la Banque Centrale du Congo se présente de la manière suivante en 2006 :

Tableau I.1 EVOLUTION DES PERSONNES A CHARGE DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO[1]

DESIGNATION	AU 31/12/2005	AU 31/12/2006	VARIATION	
			En nombre	En %
Total agents	1.831	1.882	51	2,7
dont : sexe Féminin	(443)	(433)	(-10)	(-2,3)
Epouses	2.468	2.493	25	1,0
dont : épouses des agents passifs	(1.221)	(1.220)	(-1)	(-0,1)
Enfants	12.512	12.135	-377	-3,0
dont : - enfants des agents passifs	(6.173)	(5.613)	-560	-9,1
- orphelins	(488)	(469)	(-19)	-3,9
Retraités	1.569	1.587	18	1,1
Veuves	823	856	33	4,0
TOTAL	**19.203**	**18.953**	**-250**	**-1,3**

[1] Le présent tableau n'intègre pas les travailleurs temporaires

En 2006, la répartition de l'effectif du personnel selon le niveau d'études se présente de la manière ci-après :

Tableau I.2 REPARTITION DU PERSONNEL DE LA BANQUE PAR NIVEAU D'ETUDES [1]

DESIGNATION	AU 31/12/2005	AU 31/12/2006	Variation	
			En nombre absolu	En %
Licence et post-licence	308	351	43	13,9
Graduat	262	326	64	24,4
Secondaire degré supérieur	543	539	-5	-0,9
Secondaire degré inférieur	556	535	-21	-3,8
Primaire et assimilé	162	131	-31	-19,1
TOTAL	**1.831**	**1.882**	**50**	**2,8**

[1] Le présent tableau ne tient pas compte des travailleurs temporaires

7. FORMATION

7.1. Formation des agents

Au cours de l'année 2006, les actions de formation ont été réalisées en faveur de 974 agents et cadres de la Banque Centrale du Congo, dont 22 à l'étranger, contre 607 agents en 2005, soit une hausse de 60,5 %.

Cette évolution notable observée est consécutive aux différentes formations organisées par la Banque, surtout dans le cadre de l'implémentation du nouveau logiciel comptable.

Tableau I.3 PERSONNEL FORME A L'INTERIEUR DU PAYS

Thèmes de formation	Institution d'accueil	Nbre	Directions/Organes bénéficiaires
1. Clôture des comptes 2005	CPCC	2	Comptabilité
2. Cours d'anglais	CALI	3	DSIF
3. Procédure pénale et ses implications sur la procédure disciplinaire	Editions BATENA	15	Diverses Directions
4. Connaissance de la Banque	DRH	73	Diverses Directions
5. Journées de sensibilisation AFEBACO	DRH & AFEBACO	264	Diverses Directions
6. Opérations de la Salle des Marchés	FINABANQUE/ conseil	45	Diverses Directions
7. Gestion des risques et fixation des taux d'intérêt	CERFORMAD	22	Diverses Directions
8. Analyse financière de la Banque, son contrôle de gestion et sa gestion de bilan	FINABANQUE/ conseil	4	Comptabilité et DSIF
9. Gestion de la clientèle, y compris le recouvrement des créances	Groupe ISCF	5	Hôtel des Monnaies
10. Tronc Commun des Banquiers	DRH	47	Diverses Directions
11. Visual Basic	Dir. Informatique	34	Dir. Informatique
12. Projet VSAT/LANDESK Management	Dir. Informatique	11	Dir. Informatique
13. Description des postes	DRH	337	Diverses Directions
14. Remise à niveau sur la gestion de la situation familiale et saisie des données, description des postes (Sigma RH), etc.	DRH	15	Diverses Directions
15. Plan de développement et projection financière	CEFORMAD	20	Dir. Informatique
16. Journée des Réviseurs comptables sur les nouveaux enjeux comptables en RDC : Impact des IFRS sur la profession financière	IRC	10	Diverses Directions
17. Audit externe des IMF	CEFORMAD	7	Audit interne
18. Identification et évaluation des besoins en formation dans une entreprise	CEPETEDE	10	Diverses Directions

Tableau I.4 PERSONNEL FORME A L'EXTERIEUR DU PAYS

Thèmes de formation	Institution ou organisme d'accueil	Nbre	Directions/Organes bénéficiaires
1. Formation sur la Méthode Hay	ACDI	2	DRH
2. Séminaire sur Site Web	Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)	2	Dir. Etudes et Informatique
3. Programmation et politique Financière	FMI	6	Etudes
4. Séminaire sur le cycle de vie de monnaie	Kusters Engineering	3	Dir. Trésorerie
5. Harmonisation des concepts, méthodologies et cadres statistiques	AB	2	Dir. Etudes et DCMF
6. Optimisation des techniques d'impression des billets de banque	Firme de la Rue Currency	4	Hôtel des Monnaies
7. Formation sur le SWIFT Net : Aspect sécurité, messagerie et administration système	SWIFT PRETORIA	7	Diverses Directions
8. Séminaire annuel des superviseurs bancaires des pays francophones	BEAC	3	Haute Direction et DCMF
9. Séminaire international sur les investissements du commerce des pays Africains	Ministère du Commerce de la Rép. Populaire de Chine	1	DSE
10. Gestion macroéconomique et politiques des Finances publiques	FMI	3	Dir. Etudes
11. Séminaire régional sur la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme	USAID	1	GREB
12. Lutte contre la délinquance financière et le blanchiment des capitaux	Institut Bancaire et Financier International(IBFI/Banque de France)	1	GREB
13 Ingénierie de la formation	Priorité formation	1	DRH
14 Stage en impression des billets de Banque	BNB	8	HDM
15 Séminaire sur la stabilité financière	SADC	1	Dir. Etudes
16. Participation à la 9ème journée de Gastroentérologie d'Afrique Francophone	A.A.F.F.C.H.G.E.	3	Centre Hospitalier
17. Participation au 19ème Congrès mondial sur le diabète	Fédération Internationale du Diabète (IDF)	1	Centre Hospitalier
18. Aspects juridiques du métier de Banque Centrale	IBFI / Banque de France	1	DSIF

7.2. Accueil des stagiaires

Au total, la Banque Centrale du Congo a accueilli 419 stagiaires en 2006 contre 343 une année auparavant, soit une augmentation de 22,2 %.

Le tableau ci-dessous indique leur répartition par organe de la BCC.

Tableau I.5 REPARTITION DES STAGIAIRES PAR DIRECTION EN 2005 - 2006 [1]

DIRECTIONS	2005	2006
1. Haute Direction	-	1
2. Etudes	45	65
3. Informatique	50	30
4. Ressources Humaines	55	68
5. Services Etrangers	40	43
6. Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics	38	56
7. Supervision des Intermédiaires Financières	2	20
8. Administration Générale	30	36
9. Crédit et marchés Financiers	60	52
10. Centre Hospitalier	11	22
11. Trésorerie	12	26
TOTAL	343	419

[1] Cette situation n'intègre pas les données des entités provinciales

TITRE II

COMPTES FINANCIERS DE LA BCC EN 2006

CHAPITRE I

BILAN

Depuis 2001, les comptes de la Banque Centrale sont toujours audités par des cabinets de renommée internationale. Comme par le passé, les états financiers de la BCC clos le 31 décembre 2006 viennent d'être certifiés par un cabinet d'audit externe.

Le total du bilan de la Banque Centrale s'est établi à 1.249.348 millions de CDF au 31 décembre 2006 alors qu'il avait atteint 611.030 millions une année plus tôt, soit augmentation de 104 %.

A l'actif, deux comptes sont à l'origine de cet accroissement, à savoir : les créances sur l'Etat et le compte participation. Au passif, la variation observée résulte aussi bien de l'évolution des engagements à moyen et long terme envers l'étranger que des fonds propres.

1. ACTIF

Avoirs à vue et à court terme en monnaies étrangères

D'une année à l'autre, le solde de ce compte s'est accru de 8,0 % passant de 72.087 millions de CDF à 78.087 millions. Cette augmentation est consécutive à la variation des avoirs à vue à court terme en monnaies étrangères.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
Avoirs à vue (A)	26.174,0	9.654,0
Correspondants ordinaires	23.685,0	5.871,0
Caisse M.E.	2.489,0	3.783,0
Avoirs à court terme (B)	46.119,0	68.411,0
TOTAL (A + B)	72.293,0	78.065,0

Accords Internationaux

Après avoir atteint 927,4 millions de CDF au 31 décembre 2005, les avoirs en DTS se sont contractés pour se situer à 498,3 millions une année plus tard.

Cette baisse résulte essentiellement des paiements des commissions trimestrielles sur les allocations cumulatives nettes et des intérêts semestriels sur les prêts de Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC).

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
Avoirs en DTS	598,9	132,0
Souscription quote-part	328,5	366,3
	927,4	498,3

Créances sur le Trésor public

A fin 2006, les créances sur le Trésor se sont accrues de 528.326,0 millions de CDF passant de 94.243,0 millions à fin décembre 2005 à 622.569,0 millions une année après. Cette évolution est le reflet de la prise en compte des soldes cumulés des pertes d'exploitation de la BCC et des différences de conversion nettes titrisées au cours de cet exercice.

Créances sur le secteur privé

De 3.381,0 millions de CDF à fin 2005, les créances sur le secteur privé sont passées à 11.698 millions en 2006, soit une hausse de 8.317,0 millions en 2006. Cette dernière a été influencée par l'évolution des prêts à court terme accordés à la Banque Congolaise dans le cadre de l'opération de sauvegarde du patrimoine utile de l'Union des Banques Congolaises, UBC en sigle.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Avances en comptes aux banques agréées	2.978,0	11.061,0
- Effets de commerce réescomptés	-	-
- Crédit au secteur privé	-	-
- Avances au personnel de la Banque	403,0	637,0
	3.381,0	11.698,0

Débiteurs divers et comptes transitoires de l'actif

Le solde de ce compte s'est élevé à 75.116 millions de CDF au 31 décembre 2006 contre 63.652,3 millions une année auparavant. L'augmentation observée a été impulsée par les soldes des comptes transitoires de l'actif et des comptes d'ajustement.

	31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Débiteurs divers	1.860,0	2.319,0
- Comptes transitoires de l'actif	2.300,0	8.929,0
- Valeur à récupérer	1.001,0	1.800,0
- Comptes d'ajustement	51.346,0	54.015,0
- Charges à répartir et dépenses à régulariser	6.034,0	6.141,0
- Comptes de liaison	1.111,3	1.912,0
	63.652,3	75.116,0

Portefeuille

Au terme de l'exercice 2006, le solde du compte portefeuille titre s'est chiffré à 22,0 millions de CDF contre 15 millions une année avant.

Immobilisations

D'un total de 49.833 millions à fin décembre 2005, la valeur des immobilisations de la Banque Centrale s'est chiffrée à 57.426 millions à fin décembre 2006.

Cette évolution est la conséquence de la réévaluation des actifs immobilisés acquis au cours de 2006 et des amortissements y afférant.

2. PASSIF

Billets et pièces en circulation

Le niveau des billets de pièces en circulation hors Banque Centrale (émissions monétaires déduites des encaisses validées) s'est situé à 185.334 millions de CDF au 31 décembre 2006 contre 123.793 millions une année plus tôt, soit une augmentation des billets en circulation de 61.541 millions de CDF.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Billets créés	136.515,0	192.564,0
- Encaisse en MN	12.722,0	7.230,0
	123.793,0	185.334,0

Engagements à vue et à court terme en monnaies étrangères

L'encours des engagements à vue et à court terme en monnaies étrangères qui était de 83.462 millions de CDF à fin décembre 2005 est passé à 99.542 millions une année après, soit un accroissement de 17.577,0 millions. Cette hausse résulte principalement de la dépréciation du taux de change.

Comptes Courants du Trésor

Après avoir totalisé 55.297 millions des comptes courant du Trésor se sont élevés à 12.472 millions, soit une contraction de 42.825 millions suite à la baisse de dépôts du Trésor constitués des fonds PPTE.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Comptes directs du Trésor	54.592	11.429
- Comptes des pouvoirs publics	700	1.043
- Autres opérations du Gouvernement	5	
	55.297	12.472

Comptes courants des organismes et entreprises publics et semi-publics

Le solde des comptes courants des organismes et entreprises publics et semi-publics qui s'était situé à 131,0 millions de CDF à fin 2005 s'est élevé à 336 millions une année après, soit une augmentation de 205 millions.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Organismes et entreprises publics et semi-publics	131	336,0

Comptes Courants des banques agréées

Les avoirs en comptes courants des banques créatrices de monnaie ont totalisé 33.363 millions de CDF à fin 2006 contre 11.013 millions de CDF à fin 2005, soit un accroissement de 22.350 millions consécutif à l'évolution de l'encours des souscriptions des BTR.

Autres Comptes Courants

Constitués des dépôts des organismes internationaux et du secteur privé autre que les banques, les dépôts des banques étrangères et les institutions financières internationales, ce compte a totalisé 81 millions de CDF contre 2 millions en 2005.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Institutions internationales	-	78,0
- Secteur privé	2,0	3,0
	2,0	81,0

Créditeurs divers et comptes transitoires du passif

Le solde des comptes « créditeurs divers et comptes transitoires du passif » a totalisé CDF 6.254 millions après avoir atteint 8.591 millions à fin décembre 2005.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Créditeurs divers	6.168,0	221,0
- Comptes transitoires du Passif	765,0	527,0
- Arriérés dus	618,0	955,0
- Compte de liaison	704,0	3.095,0
- Emissions démonétisées	-	-
- Valeurs à payer à C/T	336,0	1.466,0
	8.591,0	6.264,0

Engagements à moyen et long termes envers l'étranger

Au 31 décembre 2006, le solde du Compte " Engagements à moyen et long terme envers l'étranger a atteint 890.078,0 millions de CDF contre 723.095,0 millions une année auparavant, soit une hausse de 166.983,0 millions. Cette évolution est consécutive à l'augmentation des engagements et des commissions à payer en DTS au FMI et des avoirs du FMI en CDF (comptes FMI n°1 et 2).

Fonds Propres et Provisions

En 2006, les fonds propres se sont élevés à 20.103,0 millions de CDF contre un solde négatif de 395.076,0 millions une année auparavant. Cette amélioration résulte de la titrisation des pertes d'exploitation antérieures.

	Au 31 décembre 2005 (en millions de CDF)	Au 31 décembre 2006 (en millions de CDF)
- Réserves et plus values de réévaluation	50.815 ,0	57.511,0
- Subvention d'équipement	182,0	124,0
- Perte d'exploitation de l'exercice	-14.027,0	-23.505,0
- Perte d'exploitation exercices antérieurs	-432.046,0	-14.027,0
	-395.076,0	20.103,0

CHAPITRE II

COMPTE DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 2006

Au 31 décembre 2006, le compte des Pertes et Profits indique une perte de 23.505 millions de CDF. Les produits se sont élevés à 37.458 millions de CDF tandis que les charges se sont chiffrées à 60.963 millions.

1. CREDIT

Les produits de l'Institut d'Emission sont constitués principalement des intérêts (37,0%), des redevances et commissions (37,0%) ainsi que du marché monétaire (13,0%).

Tableau II.1 RECETTES D'EXPLOITATION
(en millions de CDF)

RECETTES	Au 31 décembre 2005		Au 31 décembre 2006	
	Valeur	En %	valeur	En %
Intervention sur le marché	2.932	8	4.777	13
Opération en comptes courants	12.957	33	13.756	37
dont intérêt sur compte du Trésor	-	-	-	-
Redevances et Commissions	8.065	21	13.804	37
Amandes et pénalités	141	0	243	1
Recettes diverses	8.261	21	3.511	9
Profits sur exercices antérieurs	2.328	6	1.367	3
Subvention d'équilibre reçue	4.206	11	-	-
TOTAL	38.890	100	37.458	100

Source : Banque Centrale du Congo

2. DEBIT

Les charges d'exploitation de la Banque ont totalisé 60.963 millions de CDF contre 52.917 millions une année avant, soit une augmentation de 8.046 millions. Cette évolution résulte principalement de la variation des frais financiers, des frais de gestion ainsi que des frais relatifs aux signes monétaires.

Tableau II.2 CHARGES D'EXPLOITATION
(en millions de CDF)

CHARGES	Au 31 décembre 2005		AU 31 décembre 2006	
	Valeur	En %	valeur	En %
Frais du personnel	11.957	22,6	14.454	23,7
Frais des soins de santé	935	1,8	803	1,3
Frais d'administration et de surveillance	1384	2,6	1.938	3,2
Frais généraux	8.245	15,6	7.098	11,6
Frais de gestion	7.987	15,1	7007	11,5
Frais relatifs aux signes monétaires	4.514	8,5	6.906	11,3
Frais financiers	8.418	15,9	12.906	21,2
Dotations aux amortissements	6.449	12,2	7.208	11,8
Pertes sur exercices antérieurs	3.028	5,7	2.643	4,3
TOTAL	52.917	100	60.963	100

Source : Banque Centrale du Congo

3. POINT SUR LE PLAN DE TRESORERIE DE LA BCC

La différence entre le compte d'exploitation et le plan de trésorerie tient au fait que le premier intègre les produits sans encaissement et les charges sans décaissement. Les produits sans encaissement reprennent les reprises sur provisions, les profits divers et les profits sur exercices antérieurs. Quant aux charges sans décaissement, elles concernent les dotations aux amortissements et provisions ainsi que les pertes diverses.

Le plan de trésorerie quant à lui ne prend en compte que les produits avec encaissement et les charges avec décaissement ou en d'autres termes, les éléments ayant une incidence sur la trésorerie et la liquidité.

a) Il existe un lien étroit entre la dégradation de l'économie congolaise et les difficultés qu'éprouve la Banque Centrale au niveau de son compte d'exploitation et de l'exécution de son plan de trésorerie.

Les deux volets du plan de trésorerie sont les recettes et les dépenses. Les principales recettes de la Banque proviennent des intérêts sur le marché monétaire, des redevances et commissions, des produits des interventions sur le marché de change, des recettes diverses et des amendes et pénalités.

Quant aux dépenses, ses différentes rubriques se déclinent en trois parties, à savoir :

- dépenses de fonctionnement propre à la Banque ;
- dépenses relatives au coût de la politique monétaire ;
- dépenses d'investissement.

b) L'analyse de l'évolution du PIB sur plusieurs années démontre une régression de celle-ci. La dégradation du PIB a un impact sur les recettes de la Banque.

En effet, le PIB constant de l'économie congolaise est passé de 487,9 millions de CDF en 1982 à 385,4 millions en 2006, soit une diminution de 21,0 %. Il y a lieu de relever qu'il a atteint son niveau le plus bas en 2001 avec 290,8 millions de CDF.

c) Parallèlement, au cours de la même période, les recettes de la Banque ont baissé de 47,6 %, passant de 131,7 millions de dollars américains en 1982 à 69,05 millions en 2006 sous l'effet de l'effondrement de l'économie principalement de la Gécamines en 1990, impliquant notamment la chute de ses recettes d'exportation et de sa contribution au budget en devises, la principale ressource de la Banque constituée des intérêts sur le placement extérieur a quasiment tari. Depuis 1990, la structure de ses recettes a connu une modification importante avec une prédominance des intérêts sur les avances au Trésor consécutive au déficit persistant des opérations financières de l'Etat.

d) Cette évolution a eu également des implications sur la structure des dépenses de la Banque Centrale qui est à l'origine du déficit de son compte d'exploitation et de son plan de trésorerie. Ces dépenses ont baissé de 37,8 % de 1982 en 2006, se situant à 122.232,7 milliers de USD à 76.058,2 milliers. Cependant, les dépenses d'intérêt général constituées des frais des signes monétaires, des intérêts sur le BTR, des intérêts sur les engagements en monnaies étrangères ont connu des augmentations assez importantes au cours de ces deux dernières décennies.

Il en est de même des frais de gestion résultant notamment du déploiement de la Banque à l'intérieur du pays pour continuer à assurer la fonction du caissier de l'Etat en remplacement des banques commerciales qui ont fermé dans plusieurs points d'exploitation à l'intérieur en raison soit de l'insécurité ou de faille de rentabilité des activités.

CHAPITRE III

OPINION DE L'AUDITEUR EXTERNE SUR LES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

RAPPORT D'AUDIT DES ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO (BCC) AU 31 DECEMBRE 2006

A l'attention de :

- Comité de Pilotage de la Réforme des Entreprises Publiques (COPIREP)
- Banque Centrale du Congo (BCC)
- Ministère des Finances de la République Démocratique du Congo (RDC)
- Fonds Monétaire International (FMI), Représentation en RDC
- Banque Mondiale (IDA), Représentation en RDC

Messieurs,

1. Nous avons audité les états financiers de la BANQUE CENTRALE DU CONGO "BCC" (La Banque) arrêtés au 31 décembre 2006. Ces états financiers repris aux pages 08 à 10 et comprenant le bilan avec un total de CDF 1.249.147 millions, le tableau de formation de résultat avec une perte de CDF 23.506 millions ainsi que les comptes d'engagements hors-bilan avec un total de CDF 210.006 millions, ont été établis sous la responsabilité de la Direction de la Banque. Notre responsabilité consiste, sur la base de nos travaux d'audit, à émettre une opinion sur ces états financiers.

2. Nous avons effectué notre audit conformément aux normes internationales d'audit. Ces normes requièrent que l'audit soit planifié et réalisé en vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives dues à des erreurs ou des fraudes. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments justifiant les données contenues dans les états financiers.

BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

Un audit consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues par la Direction, ainsi que la présentation des états financiers pris dans leur ensemble. Nous estimons que nos travaux constituent un fondement raisonnable pour la formulation de notre opinion exprimée ci-après.

3. Comme indiqué à la note 6, le sous compte «Comptes Transitoires des Dépenses du Trésor» inclus dans le compte «Avances Courantes Trésorerie», comprend CDF 25.522 millions des avances de la Banque, faites au Trésor jusqu'au 31 décembre 2006, sur base des attestations et des lettres de l'Ordonnateur Délégué du Trésor et pour lesquelles, la Banque n'a pas reçu du Trésor les titres de paiements appropriés, à savoir les Ordres de paiement, Ordres de virements et Ordres d'envoi de fonds, établis conformément à la procédure de paiement des dépenses budgétaires de l'Etat, requise par le Décret n° 056/2002 du 12 avril 2002.

   Il en est de même pour les avis de débit en suspens de CDF 7.325 millions inclus dans le compte transitoire d'actif dont question à la note 10 et relatifs aux paiements effectués par la Banque en devises pour couvrir les dépenses urgentes du Trésor.

4. A notre avis, sous réserve des observations formulées au paragraphe 3, les états financiers que nous avons examinés donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque au 31 décembre 2006, ainsi que le résultat de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, conformément aux principes comptables en vigueur en République Démocratique du Congo (RDC) et particulièrement ceux énoncés dans la législation portant création et fonctionnement de la Banque.

Kinshasa, le 28 mai 2007.

Deloitte & Touche Congo Sprl
Représentée par

Jean-Pierre PEINGU
Managing Partner

BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

LES ETATS FINANCIERS

BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

A C T I F

ACTIF	Notes	31/12/2006	31/12/2005
AVOIRS EN DTS	3	132	599
AVOIRS A VUE ET A COURT TERME EN ME		78 087	70 816
Avoirs à vue en ME	4	9 654	26 175
Avoirs à court terme en ME	5	68 411	44 624
Bons du Trésor		0	17
Portefeuille obligations en M.E.		22	0
CREANCES SUR L'ETAT		622 569	94 243
Avances courantes Trésorerie	6	90 509	94 243
Compte transitoire créance sur Trésor	7	532 060	0
CREANCES SUR SECTEUR PRIVE		11 698	3 379
Créances sur banques agréées congolaises	8	11 061	2 976
Avances au personnel		637	403
DEBITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSITOIRES		75 116	63 650
Débiteurs divers	9	2 319	1 859
Valeurs à récupérer à court terme		1 800	1 001
Comptes transitoires d'actif	10	8 929	2 300
Comptes d'ajustement des monnaies étrangères	11	54 015	51 345
Charges à répartir et dépenses à régulariser	12	6 141	6 034
Compte de liaison	13	1 912	1 112
TITRES DE PARTICIPATIONS	14	404 319	328 509
IMMOBILISATIONS	15	57 426	49 834
TOTAL ACTIF		1 249 349	611 030

COMPTES HORS-BILAN (ACTIF)

		31/12/2006	31/12/2005
Engagements hors bilan actif	45	210.006	130 497

Les notes 1 à 45 font partie intégrante de ces états financiers.

BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

P A S S I F

PASSIF	Notes	31/12/2006	31/12/2005
BILLETS EN CIRCULATION	16	185 334	123 794
COMPTES COURANTS EN MN		46 252	66 443
RDC Comptes directs du Trésor Public	17	11 429	54 592
RDC Comptes Pouvoirs Publics		1 043	700
Organismes et Entreprises Publics et Semi-Publics		336	131
Banques agréées congolaises	18	33 363	11 013
Institutions internationales		79	0
Secteur Privé		3	7
ENGAGEMENTS A VUE ET A C.T. EN ME & CDF CONV.		99 542	81 965
Engagements à vue en ME	19	4 251	4 867
Engagements à court terme en ME	20	68 672	54 692
Engagements en CDF convertibles	21	18 405	17 855
Fournisseurs étrangers	22	5 680	4 372
Monnaies étrangères reçues		2 534	179
CREDITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSITOIRES		6 265	8 591
Créditeurs divers	23	1 373	6 168
Valeurs à payer à court terme		314	336
Comptes transitoires du Passif	24	527	764
Comptes de liaison	25	3 096	704
Fournisseurs locaux à payer		955	619
ENGAGEMENTS A MOYEN ET LONG TERME		890 079	725 314
Engagements en DTS	26	485 316	394 320
Intérêts et commissions à payer		443	265
FMI Comptes 1 et 2	27	404 320	328 510
Provision pour pertes et charges	28	1 775	2 219
FONDS PROPRES		19 901	-395 076
Capital	29	0	0
Réserves et plus-values	29	57 512	50 815
Subventions d'investissement		124	182
Résultats des exercices antérieurs	30	-14 027	-432 046
Résultat de l'exercice	31	-23 506	-14 027
TOTAL PASSIF		1 249 349	611 030

COMPTES HORS-BILAN (PASSIF)		31/12/2006	31/12/2005
Engagements hors bilan actif	45	210.006	130 497

Les notes 1 à 45 font partie intégrante de ces états financiers.

BANQUE CENTRALE DU CONGO
ETATS FINANCIERS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

BILANS AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

TABLEAUX DE FORMATION DU RESULTAT AUX 31 DECEMBRE 2006 ET 2005

(Montants exprimés en millions de Francs Congolais)

	Notes	2006	2005
PRODUITS			
Interventions sur le marché	32	4 777	2 932
Intérêts	33	13 756	12 957
Redevances et Commissions	34	13 804	8 065
Amendes et Pénalités		243	141
Recettes diverses	35	3 510	8 261
Reprises sur provisions et amortissements		640	0
Profits divers et profits sur exercices antérieurs	36	727	2 328
Subvention d'équilibre reçue		0	4 206
Total produits (A)		37 458	38 890
CHARGES			
Frais du personnel	37	15 675	12 892
Frais d'administration et de surveillance	38	1 938	1 384
Frais généraux	39	14 105	16 232
Frais relatifs aux signes monétaires	40	6 906	4 514
Frais financiers	41	12 906	8 418
Dotations aux amortissements	42	5 632	5 628
Dotations aux provisions	43	1 159	821
Pertes diverses sur exercices antérieurs	44	2 643	3 028
Total charges (B)		60 964	52 917
Résultats (Perte) = (A) - (B)	31	-23 506	-14 027

Les notes 1 à 45 font partie intégrante de ces états financiers.



LES ANTENNES V-SAT

CHAPITRE IV

MODERNISATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO

Dans le cadre du système national de paiement et de règlement, la BCC a mis en place un programme de développement de nouveaux outils et méthodes de gestion conformes aux normes internationales.

Ce programme comporte quatre volets, à savoir (i) les télécommunications (ii) le logiciel comptable, administratif et financier, (iii) la Salle des marchés, (iv) la gestion de la circulation fiduciaire.

1. Télécommunications

La Banque s'est lancée dans un vaste réseau de télécommunication comme support et préalable à sa modernisation. Ce réseau offre l'avantage de comptabiliser les opérations financières de tout l'espace de la Banque Centrale en temps réel, car adossé sur deux supports INTRANET de télécommunication, à savoir, le V-SAT et le CYBERNET. A ce jour, les 39 points d'exploitation que compte la Banque Centrale sont reliés à raison de 18 par voie satellitaire et le reste par CYBERNET. L'exploitation de ces deux systèmes permet de communiquer à moindre coût. Le programme prévoit, d'ici fin 2008, en raison des problèmes de connexion en continu du réseau CYBERNET, l'interconnexion de tous les points via le réseau V-SAT.

Enfin, il importe de noter qu'avec ce dispositif, l'Institut d'Emission reste, à ce jour, la seule institution disposant d'un vaste réseau intégré, couvrant même les provinces Ce réseau représente le prélude du système national de paiement et de règlement auquel viendront se greffer les Institutions de Micro finance, les Postes et Télécommunications et les régies et différentes entités administratives décentralisées.

Le V-SAT permettra ainsi le nivellement à temps réel des recettes et dépenses de l'Etat et rendra possible les compensations des positions des banques situées sur plusieurs places. Cet outil constituera un levier important dans l'amélioration de la chaîne de la dépense et la mise en place de la chaîne de la recette ainsi que du système intégré de compensation. Il devra faciliter également les règlements relatifs aux cartes bancaires et de crédit ainsi qu'au marché financier.

2. Logiciel comptable

La disponibilité rapide des statistiques constitue le préalable à toute mise en œuvre efficace de la politique tant budgétaire que monétaire.

La situation actuelle se caractérise par l'accès aux informations à des délais relativement longs au niveau tant du traitement et de la clôture des opérations financières du secteur public que de la transmission des statistiques monétaires. Cette situation affecte les délais de réponse à une perturbation d'origine aussi bien monétaire que budgétaire et remet ainsi en cause l'efficacité de ces politiques.

En ce qui concerne l'élaboration des plans de trésorerie et d'engagement du Trésor et de l'Institut d'Emission, lesquels constituent les outils par excellence de bonne gestion macroéconomique, elle intervient pour la plupart de temps avec un grand retard.

La modernisation du système d'information comptable et financière entend remédier à cette situation par la mise en production du progiciel DYNAMICS NAVISION. Ce progiciel dispose de fonctionnalités permettant la génération automatique des écritures, le suivi automatisé des exécutions budgétaires, la centralisation des achats, et le traitement en temps réel et utile des informations (nivellement du compte général du Trésor, processus de centralisation de compte général de l'Etat, amélioration des délais de reporting des statistiques en provenance des banques commerciales).

Par ailleurs, elle permettra d'améliorer la présentation des statistiques financières et monétaires en réduisant au minimum les Autres Postes Nets et en accélérant la régularisation des dépenses restées en suspens.

Il importe de relever que le nouveau plan comptable de la BCC, comprenant dix classes, sera chargé dans le nouveau logiciel. De ce fait, la migration des états financiers se trouvant dans l'ancien système comptable vers le nouveau système devra intervenir au mois de juin 2007.

3. Logiciel Salle des Marchés

Le logiciel Salle des Marchés offre plusieurs possibilités en matière de traitement rapide des opérations en comptes courants et fonds publics, la gestion des titres, des obligations et des autres options présentant des effets structurant sur le marché monétaire avec, à la clé, la mise en place des marchés financiers. Sa jonction avec le logiciel Dynamics Navision est également prévue.

Un autre chantier de la Banque concerne la modernisation de la gestion du marché des changes au travers de la relance de ce marché, la restructuration de la Direction des Services Etrangers, l'institution d'un mécanisme de gestion des risques et l'instauration d'un dispositif de suivi.

L'acquisition du logiciel multidevises pour la Salle des Marchés vise à rationaliser la gestion des réserves de change de la République intégrant leur comptabilisation correcte et immédiate, à suivre les intérêts créditeurs sur les placements et à faire des arbitrages dans les placements de la Banque.

4. Amélioration de la gestion de la circulation fiduciaire

La fonction d'Institut d'Emission constitue la raison d'être d'une Banque Centrale. En effet, celle-ci, à l'instar de toute banque centrale, dispose du pouvoir exclusif d'émettre les billets de banque à mettre à la disposition de l'économie.

Dans ce cadre, la BCC se doit de sauvegarder et de garantir, à tout instant, la convertibilité des avoirs libres des banques.

C'est dans ce contexte que la Banque Centrale a mis en place le plan de modernisation de sa Direction de la Trésorerie laquelle est chargée des décaissements et encaissements des fonds en monnaie nationale. Elle entend par ce plan améliorer la qualité de la circulation fiduciaire dont la structure a connu beaucoup de mutations en raison de l'inflation qui a caractérisé l'économie voilà près d'une décennie.

En effet, depuis le 30 juin 1998, date marquant le lancement du franc congolais, la Banque n'a pu procéder à des émissions de remplacement. Elle était en effet, confrontée à mettre en circulation des billets à valeur faciale de plus en plus élevée pour rencontrer les besoins croissants nécessités surtout par d'importants déficits du Trésor plutôt que la couverture des transactions commerciales et financières privées.

Il en a résulté, suite à l'inflation, la disparition de fait, de tout l'éventail des coupures allant de 1c à 10 FC. Ce qui a donné lieu à la disparition de l'unité monétaire 1 FC.

La modernisation de la Direction de la Trésorerie comporte quatre phases, à savoir :

- la définition d'une nouvelle organisation et de nouvelles méthodes de Travail. Cette étape requiert (i) l'adoption d'un organigramme et d'un manuel de procédures adaptés à la nouvelle organisation ; (ii) la mise en place d'un personnel eu égard à cette organisation et (iii) la signature d'un contrat de service avec les banques visant notamment la célérité dans le traitement des billets de banque ;

- la réhabilitation de son infrastructure par (i) la remise en fonctionnement des différents monte-charges, (ii) la remise à neuf de la Salle de Comptage et des guichets, (iii) la création d'une zone de sécurité par l'installation des sas, des tourniquets, la remise en état des coffres forts et l'acquisition des machines BPS lesquelles comptent et trient automatiquement les billets de banque ;

- la réorganisation de la Direction et l'élaboration d'un planning annuel de production des billets de banque ;

- l'amélioration de la gestion des flux et des encaisses de billets de la Banque à travers l'élaboration d'un tableau ex post et ex ante du suivi de la liquidité.

CHAPITRE V

CADRES DIRIGEANTS DE LA BANQUE EN 2006

1. HAUTE DIRECTION

Gouverneur	Jean-Claude MASANGU MULONGO
Vice-Gouverneur	Jean-Marie EMUNGU EHUMBA

2. CABINET DU GOUVERNEUR

Directeur de Cabinet	J-M. KASONGO MWAMBA
Conseillers	MAWAKANI SAMBA
	KABAMBI wa ILUNGA
	KAYEMBE wa KAYEMBE
	YAV KAT MUTSHAIL
Chargés de Mission	MUNGANGA GADIMBA
	BIGOSHI MUSIMWA

3. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nico MABATA TANTU
Deny NKUVU
André FOKO TOMENA

4. BUREAU DE REPRESENTATION A BRUXELLES

Responsable	SANGWA LUMBU

5. DIRECTIONS ET ORGANES DU SIEGE

Direction du Crédit et des Marchés Financiers

Titulaire	WEMBI LOAMBO
Adjoint	MUDIAYI MPINGA

Direction de la Trésorerie

Titulaire	FIKIRI ALIMASI wa ASANI
Adjoint	PALUKU NDUSHIRE

Direction des Comptes Courants en Monnaie Nationale et Fonds Publics

Titulaire	KAZAD DISAMB IRUNG
Adjoints :	
- chargé des C.C. M. N	ASSAMBWA BOITA
- chargé des Fonds Publics	MUSA GALU

Direction de la Supervision des Intermédiaires Financiers

Titulaire	KATALIKO VIRANGA
Adjoints :	
- chargé du Contrôle sur Pièces	N'SA ELONGO
- chargé du Contrôle sur Place	KALUBI KAYEMBE
- chargé de la micro-finance	LEBUGHE NKOBAFILI

Direction des Services Etrangers

Titulaire	EKETEBI MOYIDIBA DJOLI
Adjoints :	
- chargé d'appui aux opérations	BOPE MISHAMIEM
- chargé de la Réglementation et du Suivi des Opérations de change	MWANA ABUYABA

Direction des Ressources Humaines

Titulaire	KASONGO MWAMBA Albert
Adjoints	
- chargé de la gestion du Personnel	KAHAMBA SALIMA
- chargé de la formation	BATETELE BOLEKI LINKA

Direction de la Comptabilité et du Contrôle Budgétaire

Titulaire	MUDERHWA IGULU
Adjoints :	
- chargé de la Comptabilité	SHABANI ANIFA
- chargé du Budget	MUTOMBO MWANA NYEMBO

Direction de l'Administration Générale

Titulaire	TEMBO dia MASSAMBA
Adjoints :	
- chargé du Secrétariat Général	MBELU MAPUNDA
- chargé des Questions Juridiques	GENE VUNGBO
- chargé des Services Généraux	TSHILIATA THAHWA

Direction des Etudes

Titulaire	NGONGA NZINGA
Adjoint	KIWEWA MALUNDA ma BONZU

Direction de l'Informatique et de la Recherche Opérationnelle

Titulaire	à pourvoir
Adjoints :	
- chargé du Développement et Maintenance	LUSAMBA NTUMBA
- chargé de l'Infrastructure	KAZEGE CIZUNGU

Audit Interne

Titulaire	ELONGO ONGONA
Adjoints :	
- chargé de l'Audit Opérationnel	MWIKIZA MBONEKUBE
-chargé de l'Audit Financier et de Conformité	MANZONGO LIKENZA

Sous-Direction de la Sécurité

BELONGO BOOTO

Secrétariat d'Appui à la Coordination Provinciale

Titulaire	MUBIALA HONDA

Centre Hospitalier

Coordonnateur	CHIRISHUNGU MUKULU

6. HOTEL DES MONNAIES

Direction Générale

Titulaire	LUWENYEMA LULE

Direction Technique

Titulaire	KATHY MBAYA
Adjoints :	
-chargé de la Production des Billets de Banque	NGALI TSHITEMPA
- chargé de la Production des Documents de Sécurité	NGONGO NGOYI
- chargé de la Maintenance	MBANGU KASALUMUNA
- chargé du Contrôle et Sécurité	KASHWANTALE BUGALE

Direction Commerciale

Titulaire	BOLIPOMBO MBOMBO
Adjoint	IPANGA MUNENGE

Direction Administrative et Financière

Titulaire	IMIDY PENE MALEMBA
Adjoint	TSHIZUBU NGOYI

7. DIRECTIONS PROVINCIALES

Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire	KALEJ N'KAND
Adjoint	MFUTA MBUYI TSHIMANGA

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

Titulaire	MUSANGU LUFULUABO
Adjoint	MAWAKA LUBEMBO

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire	KAYEMBE TSHITUPA
Adjoint	INKOKO ISA LOKOMBE

Direction Provinciale de Matadi

Titulaire	MABAKU KINSUMUNA
Adjoint	MULONGO KIBAWA

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire	MUSHAGALUSA GWA MBIRIBINDI
Adjoint	EBENGO NZOLENGE

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire	MOEBA MAZONGO ENYOLO
Adjoint	KALONGA NTABALA

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire	BUAMULUNGU KASESULA
Adjoint	AFUNDE MONENE

Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire	BONDOMBE ASSANGO
Adjoint	MUBALAMA MUKUZO

Direction Provinciale de Goma

Titulaire	LUTETE LUKAMBA
Adjoint	LENGWE BIN KAUMBA

Direction Provinciale de Kindu

Titulaire	BOLENGE BOPONDE
Adjoint	FAIZI AUNI

8. AGENCES AUTONOMES

Agence de Kasumbalesa
Chef d'Agence — MUGANZA BEYA

Agence de Boma
Chef d'Agence — MANANGA ma TSHIAMA

Agence d'Ilebo

Chef d'Agence — KABULUKU KAFUNKI

Agence de Tshikapa

Chef d'Agence — MUTELA MUNGA

Agence de Kikwit

Chef d'Agence — à pourvoir

Agence de Kamina

Chef d'Agence — ILUNGA KIZWA

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

A. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. **Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)**
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Kinshasa, Bukavu, Buta, Butembo, Gemena, Goma, Isiro, Kalemie, Kindu, Kisangani, Lubumbashi, Kananga, Matadi, Mbuji-Mayi, Bunia, Beni, Gbadolite, Kalima, Uvira, Kongolo et Bumba.

2. **Banque Congolaise**
   Siège : Kinshasa

3. **Afriland First Bank Congo Démocratique (First Bank CD)**
   Siège : Kinshasa

4. **Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)**
   Siège : Kinshasa
   Succursale : Lubumbashi.

5. **Citi Group (C.B.)**
   Siège : Kinshasa

6. **Stanbic Bank (S.B.C.)**
   Siège : Kinshasa

7. **Banque Privée du Congo (B.P.C.)**
   Siège : Goma/Nord - Kivu

8. **Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)**
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Butembo, Matadi et Muanda.

9. **Procredit Bank Congo)**
   Siège : Kinshasa

10. **Raw Bank**
    Siège : Kinshasa

11. **Trust Merchant Bank (T.M.B.)**
    Siège : Lubumbashi

B. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

1. **Société Financière de Développement (SOFIDE)**
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Goma, Kisangani, Lubumbashi et Kananga.

2. **Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)**
   Siège : Kinshasa
   Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kikwit, Kananga et Matadi.
   Agences : Kinshasa, Kalemie, Kolwezi, Likasi, Bunia, Isiro, Yangambi, Gandajika, Butembo, Goma, Kindu, Gemena, Bumba, Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Inongo, Lodja, Mweka, Mwene-Ditu, Kamina, Muanda, Bandundu, Kabinda, Ilebo, Tshikapa, Boende, Aketi, Kikwit, Kipushi, Kasongo, Uvira, Gbadolite, Idiofa, Nioki, Kongolo, Luozi, Masi-Manimba, Luiza, Tshimbulu, Kasumbalesa, Kwilu-Ngongo, Kimpese, Bolobo, Mushie, Tshilenge, Luputa, Mapangu, Banga, Luebo, Mulundu, Miabi et Lusambo.

3. **Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.)**
   Siège : Kinshasa
   Agences : Kinshasa, Mbandaka, Kisangani, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Mbuji- Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

4. **Société Nationale d'Assurances (SONAS)**
   Siège : Kinshasa
   Succursales ou agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

5. **Fonds de Promotion de l'Industrie (F.P.I.)**
   Siège : Kinshasa.
   Succursales ou agences : Lubumbashi et Matadi

6. **Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)**

7. **Coopérative d'Epargne, de Crédit et de Développement Economique et Social (COOPECS)**

8. **Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Association des Chauffeurs du Congo (COOPEC/ACCO)**

9. **Coopérative d'Epargne et de Crédit pour la Promotion des Investissements (COOPECI)**

10. **Coopérative d'Epargne et de Crédit " Amitié Salutiste " (COOPECAS)**

11. **Caisse d'Epargne et de Crédit Kimbanguiste (CECKI)**

12. **Coopérative d'Epargne, de Crédit et d'Investissement des PME (CECI/PME)**

13. **Société Coopérative de Crédit et d'Epargne de Petites et Moyennes Entreprises (SOCREPE)**

14. **Coopérative d'Epargne et de Crédit du Mouvement des Ouvriers Chrétiens du Congo (COOPEC MOCC)**

15. **Coopérative d'Epargne et de Crédit des Mamans Maraîchères de Kinshasa (COOPEC MAKIN)**

16. **Coopérative d'Epargne et de Crédit Molende (COOPEC MOLENDE)**

17. Mutuelle d'épargne et de Crédit Bomoko (COOPEC BOMOKO)

18. Mutuelle des Femmes Sages de Kin (MUFESAKIN/COOPEC)

19. Coopérative d'Epargne et de Crédit de l'Union pour le Développement Intégral de Pay - Kingandu "COOPEC UDIPAK "

20. Coopérative Financière la Cruche " COOPEC - LA CRUCHE "

21. Mutuelle de Crédit et d'Epargne des Femmes de Kikwit " MUCREFEKI/COOPEC "

22. Coopérative d'Epargne et de Crédit Logos - Rhéma " COOPEC LOR "

23 Coopérative d'Epargne et de Crédit d'Appui au Développement " COOPECAD "

24. Coopérative d'Epargne et de Crédit de Nyawera " COOPEC NYAWERA "

25. Coopérative Financière et de Développement Socio-Economique de Butembo " COODEFI "

26. Société Coopérative d'Epargne et de Crédit Orientale " COOPEC SOCECO "

27. Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Femmes de Mbandaka " MUCREMBA/COOPEC "

28. Coopérative d'Epargne et de Crédit pour le Développement du Kasaï Occidental " COOPEC DEKOC "

29. Caisse d'Action Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Mbanza-Ngungu "CAMEC MBANZA NGUNGU/ COOPEC"

30. Caisse d'Action Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Inkisi " CAMEC INKISI/COOPEC "

31. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de Kinshasa " MECREKIN/COOPEC "

32. Mutuelle d'Epargne et de Crédit BOSANGANI " MEC BOSANGANI "

33. Coopérative d'Epargne et de Crédit IMARA "COOPEC IMARA "

34. Coopérative d'Epargne et de Crédit PILOTE " COOPEC PILOTE "

35. Coopérative d'Epargne et de Crédit Scolaire " COOPEC'S "

36. Coopérative d'Epargne et de Crédit BOLINGO " COOPEC BOLINGO "

37. Coopérative d'Epargne et de Crédit Congolais pour la Reconstruction " COOPEC CR "

38. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de GOMA " MECREGO/COOPEC "

39. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de KATINDO " MECRE-KATINDO COOPEC "

40. Mutuelle d'Epargne et de Crédit de VIRUNGA "MECRE-VIRUNGA"

41. Coopérative d'Epargne et de Crédit Entraide pour le Développement Economique "COOPEC EDE"

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A. Organismes nationaux

BEDEPE	Bureau d'Encouragement au Développement des Petites Entreprises
CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de Fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.D.C.	Compagnie Maritime du Congo
D.G.C.	Direction Générale des Contributions
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
KIMIN	KILO-MOTO Mining International
MIBA	Société Minière de Bakwanga
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDEP	Office de Gestion de la Dette Publique
OKIMO	(Ex. KILO MOTO) Office de mines d'Or de KILO MOTO
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.N.D.E.	Office National de Développement d'Elevage
OPEC	Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
SIDERNA	Siderurgie Nationale de Maluku
SINELAC	Société Internationale d'Electricité des Etats des Grands Lacs
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOMINKI	Société Minière du Kivu
SOTRAC	Société de Transports Congolais
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage

B. Organismes internationaux

A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.C.E.A.C	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
U.E.	Union Européenne
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs
COMESA	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.NU.DI	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.A.D.C.	Communauté de Développement de l'Afrique Australe
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United States Agency for International Development